



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

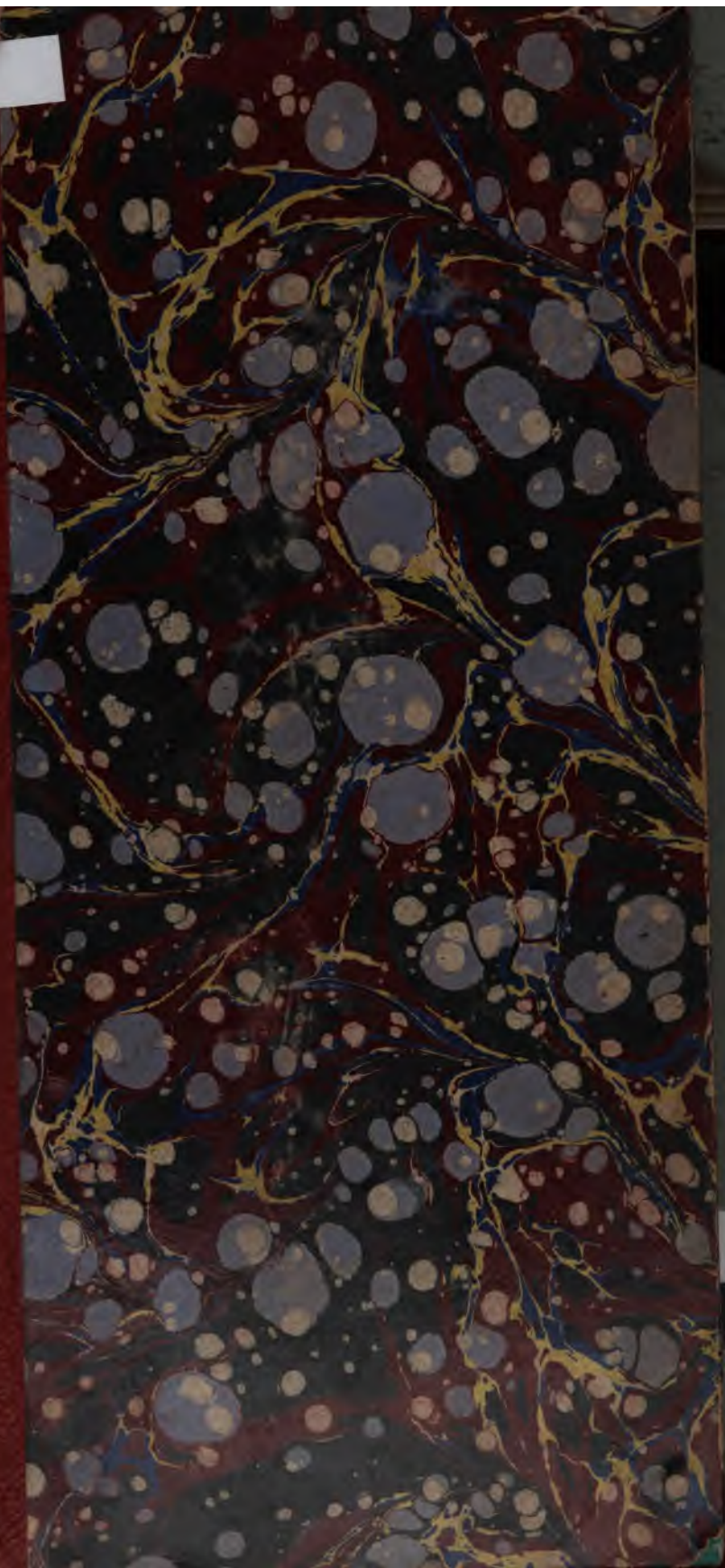
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

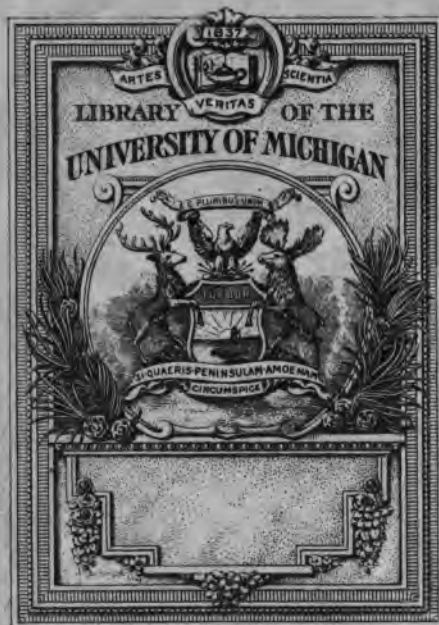
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B

926,432







JA
506
1493
C17



RECUEIL COMPLET
DE TRAITÉS.

T. IV.

1

DU MÊME AUTEUR :

HISTOIRE DES PROGRÈS DU DROIT DES GENS, par Henri
WHEATON; traduit en espagnol et augmenté. Paris, 1861. — En
vente à la librairie de A. Durand, rue des Grès, 7.

BESANÇON, IMPRIMERIE DE J. JACQUIN.

RECUEIL COMPLET 39213
DES TRAITÉS,

CONVENTIONS, CAPITULATIONS, ARMISTICES

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES

DE TOUS LES ÉTATS DE L'AMÉRIQUE LATINE

Compris entre le golfe du Mexique et le cap de Horn,

DEPUIS L'ANNÉE 1493 JUSQU'A NOS JOURS,

PRÉCÉDÉ

D'UN MÉMOIRE SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'AMÉRIQUE,

DE TABLEAUX STATISTIQUES, D'UN DICTIONNAIRE DIPLOMATIQUE,

AVEC UNE NOTICE HISTORIQUE SUR CHAQUE TRAITÉ IMPORTANT.

PAR

M. CHARLES CALVO,

MEMBRE CORRESPONDANT DE L'INSTITUT HISTORIQUE, DE LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE,

DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION DE FRANCE,

DE LA SOCIÉTÉ DES ÉCONOMISTES DE PARIS;

DE L'INSTITUT HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE DU RIO DE LA PLATA;

CHARGÉ D'AFFAIRES DU PARAGUAY PRÈS LES COURS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE.

—••—
TOME QUATRIÈME.
—••—

PARIS,
A LA LIBRAIRIE DE A. DURAND,

Rue des Grès, 7.

—
1862.

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.



CORRESPONDENCIA OFICIAL É INÉDITA
SOBRE LA DEMARCACION DE LÍMITES ENTRE EL PARAGUAY Y EL BRASIL,
POR D. FÉLIX DE AZARA,
PRIMER COMISARIO DE LA TERCERA DIVISION.

(CONTINUACION (1).)

18. — *Al virey, sobre la demarcacion.*

1795.

Curuguatí, 20 de junio de 1791.

Excmo. Señor,

Recibí la de V. E. del 13 del pasado, con la copia de lo que V. E. escribió al señor virey del Brasil, el 10 de marzo de 1790. Ambas me imponen de las ideas de V. E. y del jefe portugues, que, aunque opuestas entre sí, no son acordes con mi modo de pensar, que me precisa decir el amor á la patria y la justicia, y el

(1) Véase la primera parte en el tomo III, pág. 369.

1795. empleo de jefe de la tercera division de demarcadores : mucho mas, siendo mi demarcacion, en mi juicio, el negocio mas grave que pueda ocurrir en el vireinato. Y como no sé decir muchas y gravísimas cosas en pocas palabras , suplico á V. E. disimule lo dilatado de esta carta.

Informe obtenido
del brigadier
D. José C. de Saa
y Faria.

El Excmo. Sr. D. Juan José de Vertiz , luego que recibió el tratado último de límites, se informó del sugeto mas instruido, que era el brigadier D. José Custodio de Saa y Faria , quien le dijo, que no podia verificarse el artículo 9 , porque no existian rios con el nombre de *Igurey* y *Corriéntes* , que son los límites que fija dicho artículo. Dijole tambien, que el tratado penúltimo asignaba los mismos rios , y que , como los demarcadores no los hallasen, se convinieron las cortes en subrogar en su lugar los rios Igatimí é Ipané-guazú.

El rey admitió
la subrogacion.

El Sr. Vertiz comunicó á S. M. estas noticias , proponiendo la subrogacion mencionada, que admitió el rey de acuerdo con el de Lisboa, expidiendo la real instruccion de 6 de junio de 1778. En ella se lee que «juntas en la boca del Igatimí las dos mitades de la subdivision española y portuguesa , han de empezar en este su demarcacion, tomándolo por límite; pues no hay rio alguno que se conozca en el país con el nombre de *Igurey*, y el Igatimí es el primero caudaloso que entra en el Paraná por su banda occidental, pasado su Salto Grande. Subiendo á su origen, se ven no distantes de él las vertientes de otro rio que , corriendo al poniente, desemboca en el rio Paraguay, en que es conocido con el nombre de Ipané; el cual deberá tomarse por límite, por no hallarse por esta parte rio alguno que tenga el nombre de *Corriéntes*. » Estas literales cláusulas hacen ver con claridad que SS. MM. Católica y Fidelísima admitieron la propuesta subrogacion de rios, no absolutamente, sino por lo que se les informó, y en el supuesto de no existir los rios *Igurey* y *Corriéntes*.

Convento
sobre subrogacion
de rios.

Á esto alude el virey portuguez cuando dice á V. E., que « dicha real instruccion de 6 de junio es supuesta é ilusoria ; que no han convenido las cortes en señalar el Igatimí é Ipané; que dicha instruccion es condicional, etc., » pues todo ello no signi-

fica otra cosa, sino que dicha instruccion se expidió en virtud de la asercion de dicho D. José Custodio, que dijo no haber rios llamados *Igurey* y *Corriéntes*; siendo así que el virey del Janéiro cree que los hay, y que dicha instruccion admite el *Igatimí* bajo la condicion de que no hay *Igurey*: y por consiguiente, siendo el supuesto, ó condicion falsa, no debe tener lugar la instruccion, sino lo literal del tratado que no ha sido anulado por la instruccion, sino suplido, por cuanto se creyó que tenia un defecto que no tiene.

No puedo ocultar á V. E. que mi sentir es el del virey lusitano, en cuanto á que dicha instruccion envuelve la condicion de no existir los rios *Igurey* y *Corriéntes*, y en que, si los dos ó uno de ellos se hallase, debemos preferirlo con el tratado á la mencionada instruccion; reputando á esta como expedida bajo un supuesto falso y para un caso que no sucede, dejándola en lo demas en su vigor.

En efecto, existe el rio *Igurey* en el concepto del virey portugueses, y en el mio, aunque discordamos en cuál sea. Bajo de este supuesto, es forzoso que yo oiga á mi concurrente, para saber cuál es su *Igurey*, y las razones en que funda su creencia; y que él me oiga y entienda cuál es mi *Igurey*, y mis fundamentos para tenerlo por tal y por el del tratado. Hecho esto, será justo que la parte infundada ceda, y si ambas lo fueren, será el caso de dicha instruccion.

Presumo que el *Igurey*, que pretenden los Lusitanos, es el arroyo *Garey*, que entra en el Paraná por el occidente, bajo del Salto Grande, y que se fundan únicamente en la semejanza del nombre: pero no tienen razon, respecto á que los reyes hicieron el tratado ó contrato penúltimo en la segura creencia y convenio de que el rio *Igurey*, sea el que fuese, se hallaba sobre el Salto Grande del Paraná; y sin mas motivo que estar dicho *Garey* bajo del Salto, se despreció en dicha demarcacion, segun consta expresamente del diario de sus comisarios.

El tratado último se hizo bajo del mismo concepto, segun se ve en que nombra á los mismos rios, y en que dicha instruccion de 6 junio dice que « por no hallarse rio con el nombre de

1795.

Existencia
del *Igurey*.

Id.

1795.

Igurey, se subrogue el Igatimí, por ser el primero caudaloso sobre el Salto Grande. » De forma que hallándose informadas las cortes de no existir el Igurey, aclararon su intencion diciendo, que el rio de la demarcacion debia estar sobre dicho Salto, y que por tener esta circunstancia, y no otra, el Igatimí se subrogaba al Igurey.

Ademas de que tambien quieren SS. MM. y lo explican en el tratado, que la demarcacion no siga cualquier rio como el Garey, sino los muy caudalosos é inequívocables. Por otro lado, el rio cuyas cabeceras estén mas próximas á las del Igurey, sea el que fuere, debe desembocar en el del Paraguay, dentro del trópico, ó en la zona tórrida. Así lo explicaron los reyes en las instrucciones dadas á sus respectivos comisarios pasados, y las del rio ó arroyo Garey están mas próximas á las del rio Xejui, que vierte en el del Paraguay, en los 24° 12' de latitud austral, esto es, muy fuera del trópico, y deja á la parte del norte nuestros pueblos de Iquamandigú, Concepcion, Belen y Tacuarí, con los mejores yerbales de esta provincia.

Id.

El rio que no dudo que es el asignado con el nombre de *Igurey*, en los tratados penúltimo y último, es el rio Yaguarey ó Yaguari, que tambien tiene los nombres de Monici é Ibinheima, y desagua en el Paraná por la ribera occidental, hácia la latitud de 22° y medio, sobre el Salto Grande del Paraná. Dicho Yaguarey es mucho mas caudaloso que los Garey, Igatimí y Amambay, por consiguiente mas adecuado para límite, sin que pueda equivocarse; porque, sobre ser muy conocido, es el único que entra en el Paraná por tres bocas. Ademas de que, de Yaguarey á Igurey hay tan poca distancia y tanta identidad, que puede y debe tenerse por yerro del que copió los tratados ó el mapa que se tuvo presente para hacerlos. En efecto, es fácil conocer que la voz *Igurey* está alterada y corrompida, pues no es significativa en guaraní, cuando las de Yaguarey y Yaguari lo son, y muy castizas.

Id. Cabeceras
del Yaguarey
ó Yaguari.

Las cabeceras de dicho Yaguarey ó Yaguari, segun los diarios y mapas de los demarcadores últimos, son las mas próximas á las de otro muy caudaloso que vierte en el Paraguay por su

costa oriental, en la zona tórrida, hacia la latitud de 22° 4': cuyas circunstancias, y otras combinadas con el tratado penúltimo y con las instrucciones acordes de sus respectivos comisarios, determinaron á estos, sin que en ello tuvieran controversia ni duda, á creerlo por el que el tratado llamaba Corriéntes, y á expresarlo con este nombre en su mapa de la demarcacion, cuando por el rio Igatimí demarcaron el rio Paraguay hasta el Jaurú.

Este rio, creido Corriéntes, tiene ademas las circunstancias de grande caudal, y de ser inequívocabable, porque entra en el del Paraguay, junto á unos cerros que dichos demarcadores llamaron *Itapucú*.

Agrégase á lo dicho, que el Yaguari, y el que tiene sus cabezas mas próximas á él, vertientes al rio Paraguay, cubren perfectamente los establecimientos y navegaciones de ambas coronas, quedando distantes de ellos las poblaciones españolas y mas las portuguesas.

Todo lo dicho es lo mas conforme á la intencion de los soberanos, lo mas fundado en sus órdenes, instrucciones y tratado, y consta de los diarios y mapas de la demarcacion última, cuyos originales solemnes, firmados por los respectivos comisarios, y aprobados por ambas cortes, paran en los archivos de estas, á que me refiero: limitándome á incluir copia de un pedazo del mapa de la demarcacion última, para mejor inteligencia de lo que he dicho. De modo que ningun hombre justo se separará de cuanto digo, ni dudará que el rio Yaguari tiené todas las señales sin faltarle una, de ser el que SS. MM. indicaron con el nombre de Igurey, y de ser el mismo que tuvieron presente para hacer dichos tratados.

Bien sé que se ha solicitado con empeño de los Portugueses que admitan el Igatimí, en virtud de la instruccion acordada por ambas cortes, el 6 de junio. Tambien me persuado que alguno ha sabido persuadir á V. E. esta idea, pues que V. E. me ordena que demarque los rios Igatimí é Ipané; pero yo no tengo la culpa de que, por falta de buenas noticias, se haya solicitado lo que nos perjudica infinito, y á mi ver es contra las reales órdenes é instrucciones que tengo, pues todo se ha hecho sin

1795.

mi noticia; siendo así que se debe suponer que yo soy el mas instruido en este punto. Tampoco está en mi mano el que yo entienda la real instruccion citada con la claridad que he hecho ver y como subordinada al tratado, ni que otros la entiendan como absoluta, siendo condicional y sin perjuicio del tratado, pues que no admite la subrogacion de los Ipané é Igatimí sino bajo del falso supuesto de que no existen los Igurey y Corriéntes; pero si estos existen, como lo he hecho ver, debe prevalecer el tratado sobre ella. Para que V. E. se convenza mejor de esto, baste decir, que tengo orden de S. M. comunicada por el Sr. conde de Florida Blanca al Sr. D. José Gálvez, y por este al Sr. D. Juan José de Vertiz, el 7 de abril de 1782, en la que se da preferencia al tratado.

caso en que puede
Azara demarcar
el rio Igatimí.

La circunstancia de jefe de la tercera partida me obliga á decir á V. E., que ,segun la real instruccion de 6 de junio, no puedo demarcar el rio Igatimí, como se me manda, sino en el caso de no hallar el rio Igurey, que en mi juicio existe: y en cuanto al Ipané, tampoco puedo admitirlo en ningun caso. Para que V. E. se entere de mi razon y de que le han informado mal los que han contribuido á que V. E. me ordenase demarcar el Ipané, ha de saber V. E., que cuando se propuso á S. M. la subrogacion de los rios Igatimí é Ipané en lugar de los Igurey y Corriéntes, se creía que los Portugueses poseían el Igatimí, y no era así, y se ignoraba que teníamos dos pueblos al norte del Ipané, de quienes se tuvo despues noticia. Y viendo que quedaban por los Portugueses si se cumplia dicha real instruccion, dirigiendo la línea por el Ipané, se hizo nueva consulta al rey sobre esto y unos yerbales de Misiones, á que S. M. contestó con la orden citada de 7 de abril de 1782, poniendo notas al tratado; y en la del artículo 8º dice, que « bien claro es que en el artículo 8º no se ceden los pueblos de Españoles é Indios (esto es, Concepcion y Belen) que cita el brigadier Saa; » que es lo mismo que decir, que no puede ir la línea por el Ipané. Esta orden, que se me ha mandado observar, y esclarece este y otros puntos, es la postrera sobre estas materias, y me persuado que V. E. no la tuvo presentada cuando me

mandó tomar por límite al Ipané, creyendo al parecer que dichos pueblos debian tenerse por cedidos en favor de la demarcacion.

1793.

En cuanto á la importancia del asunto, debo informar á V. E. que de demarcar los Igatimi é Ipané, en lugar del Yaguari y el que lo encabeza, hay 30 leguas de latitud y 3° un cuarto de longitud, segun se ve en el mapa adjunto. Que si la línea va por los dos segundos, quedarian por nosotros los mejores y mas abundantes minerales de yerba con las mejores tierras que hay desde allí al Rio de la Plata; que tendremos franca la comunicacion del Perú por los Chiquitos, y finalmente, extendiéndonos hácia el norte, quizas no pasarán muchos años sin que esta provincia posea á Cuyabá, Matogroso y los diamantes de las cabeceras del rio Paraguay. Todo lo contrario sucederá si la línea va por el Igatimi é Ipané; y para no dilatarme, suplico á V. E. tenga presente mi carta de 13 de octubre de 1790.

Demarcacion
que sería ventajosa.

En vista de todo lo expuesto, me veo precisado sin arbitrio á solicitar de mi concurrente que demarque dicho Yaguarey ó Yaguari, y el que encabezase con él y vierta en el rio Paraguay, respecto á que, siendo lo que quieren los soberanos y los que el tratado llama *Igurey* y *Corriéntes*, no pueden ser subrogados con otros. Así, si se me propusiese ó mandase demarcar el Igatimi ú otro Igurey bajo del Salto Grande del Paraná, no los admitiré por las razones expuestas: y si no hiciesen fuerza, solicitaré el expediente interino de que habla el tratado, que no puede ser otro que hacer el mapa de los rios cuestionados, para que los reyes decidan en su vista como dueños y en fuerza de las razones en que se apoyaren los dictámenes. Pero si los Lusitanos no acceden á demarcar el Yaguarey y su conca-bezante, ni tampoco al expediente interino, me será muy sensible, porque habré de morir en el desierto, causando graves costas al erario, sin poderlo remediar.

Solicitud
para
que se demarque
el Yaguarey
ó Yaguari.

Para abreviar las cosas, sería conveniente que V. E. enviase al rey esta carta y la de 13 de octubre último, para que se solicitase de Lisboa que sus comisarios accedan á lo

Sobre adopcion
de un medio
interino.

1793. justo , ó por lo ménos que accedan á un expediente interino.

Doy á V. E. las gracias , porque me ha dispensado de tratar con los Portugueses lo perteneciente á la demarcacion de D. Juan Francisco Aguirre; y en cuanto á no permitir que los Portugueses hagan exploraciones de nuestras tierras, haré cuanto esté de mi parte, segun V. E. lo dispone.

Nuestro Señor, etc.

19. — *Al mismo, para que se retiren las partidas.*

Curuguatí, 30 de julio de 1791.

Excmo. Señor,

Demora inexcusable
de los Portugueses.

Se pasó el tiempo en que ofrecieron llegar á esta los Portugueses y dos meses mas, sin que puedan disculpar tanta demora, con el pretexto de malos tiempos y otros acaecimientos del viaje. Por otro lado, el temperamento del Igatimí es mortífero en los últimos y primeros meses del año; y no ignorando ellos esta circunstancia, es creible que no aparecerán en el presente ni en los principios del año de 1792.

Yo no sé qué ideas puedan tener los Lusitanos para haber tardado los años de la vida de un hombre en resolverse á decirnos que vendrán : y despues que lo han dicho, temo que ha de pasar el siglo presente sin que aparezcan por acá. Dejo aparte lo sensible que me es la consideracion de que paso la mejor parte de mi vida y los años mas útiles de esta en destierro, viendo que he de acabar el resto de mi existencia inútilmente, ó habré de pedir mi retiro de esta veterana partida , porque los hombres no son eternos; y solo traigo á la consideracion de V. E. los costos que sufre el erario, mayormente ahora que se están manteniendo muchos peones en el apronto y custodia de los auxilios que pidieron los Portugueses, y los que por nuestra

parte están prontos para hacer una demarcacion que tiene traza de no principiarse.

1795.

En el presente fatal aspecto de las cosas es casualidad el acertar : á veces me determino á proponer á V. E. que se retiren los auxilios que pidieron los Portugueses, y se hallan en el camino de Iгатimí, despidiendo los peones que los atienden, haciendo lo mismo con los míos ; pero hallo el inconveniente de que si llegan los Lusitanos se hallarán á pié y los recursos muy distantes. Otras veces me ocurre por mejor retirar mi partida y deshacerla, para evitar sueldos, segun solicité de V. E. el 13 de febrero de este año, y esto es lo que tengo por mas acertado, fundándome en que esto mismo acaban de hacer los Portugueses, segun me avisa D. Antonio Álvarez desde Chiquitos, y lo que me escribe D. Diego de Alvear haber oido á sus concurrentes que solo vendrá al Iгатimí la division que debe obrar con D. Juan Francisco Aguirre.

Difficil posicion
de Azara
por tal motivo.

Bien veo que solo un hombre instruido en lo futuro puede disponer lo conveniente, y que si se retira y deshace mi division y llegan los Portugueses, sentirán hallarse sin concurrentes : pero si no vienen, ó vienen solo los del señor Aguirre, es claro que el principio de mi demarcacion se dilatará muchos años, creciendo á proporcion los costos, y haciéndose preciso entónces que venga otra division jóven á reemplazar esta, que solo por anciana será acreedora á su relevo.

Inconvenientes
si se deshace
la division de Azara.

V. E. con mayores luces podrá determinar si he de licenciar mi partida en caso que no aparezcan los Portugueses en agosto y setiembre, ó cuando aparezcan solo los que han de trabajar con Aguirre. En todo caso, si V. E. no dispone lo contrario no apareciendo los Lusitanos en dicho tiempo, retiraré los auxilios que se les tiene prontos en el camino de Iгатimí, y toda mi partida á la Asuncion, reuniendo la animalada en la estancia mas próxima que pueda á esta villa ; pues de este modo se ahorrarán 6,000 pesos al año, y se conservarán los animales, que mueren á los seis ú ocho meses en aquellos lugares.

Azara pregunta
si la retirará
en cierto evento.

Nuestro Señor, etc.

1795.

20. — *Da cuenta de la retirada de Curuguatí.*

Asuncion, 19 de setiembre de 1791.

Excmo. Señor,

Retirado.

Luego que recibí la de V. E. de 18 de julio último, en que me comunica que los Lusitanos estaban detenidos en San Pablo, sin dar para ello otro motivo que la enfermedad de un astrónomo que habia pasado á curarse al Janéiro, resolví regresar á esta capital, y lo verifiqué felizmente en once dias con toda la gente y animales.

Motivo que tuvo
para efectuarla.

Tomé esta resolucion, fundado en que la animalada empezaba á perecer en aquella tierra, donde no pueden vivir sino seis ú ocho meses; en que con mi retiro se ahorran 600 pesos mensuales en sueldos y raciones de peones y capataces; en que los Portugueses, que conocen mejor que nosotros que el Iगतimí es pestilencial en los últimos y primeros meses del año, no han de venir á lo ménos hasta el mayo próximo, y en mi juicio en muchos años, ó hasta que se decida cuál es el verdadero Iğurey; y finalmente, me fundo en que, habiendo yo dejado en Curuguatí todos los artículos de almacén que puedan entorpecer mi marcha, podré transferirme á dicha villa en el tiempo que los Portugueses desde Iगतimí, en caso que pareciesen, que es cosa que miro muy distante: y lo indica el decir que ha pasado al Janéiro, con el fin de curarse, el astrónomo; siendo así que pudiera mas bien decirse que va á buscar la muerte, porque San Pablo es el país de la salud, como Janéiro de la enfermedad. El no indicar su reemplazo, el no salir el astrónomo sano, ni hablar á poco mas ó ménos de cuándo saldrian, todo significa y da á entender los años que faltan para que lleguen á estos países. ¡Ojalá salga errada esta profecía! que en mi juicio es tan cierta como la que hice ántes de salir de esa para este destino, oponiéndome fuertemente á que no viniesen estas divisiones al Paraguay á esperar años y causar grandes

costos, segun les consta á los señores D. Juan José de Vertiz y D. Francisco de Paula Sanz.

1795.

No se me oculta que, en el órden regular del servicio, debiera yo esperar órden de V. E. para retirarme ; pero, de haberlo verificado, habria sido preciso esperar tres meses, en cuyo tiempo me hubiera quedado sin animales, se habrian gastado al pié de 2,000 pesos, y se hubiera privado á la provincia del trabajo de la peonada y á las mujeres é hijos de maridos y padres, cuyos perjuicios no quise que gravasen mi conciencia. Por cuyas consideraciones espero que V. E. apruebe mi resolucion ejecutiva, y de lo contrario disponga ; pues, como he dicho, en pocos dias volveré al lugar que dejé.

Inconveniente
de haber esperado
órden.

Nuestro Señor, etc.

21. — Sobre la demarcacion.

Asuncion, setiembre 19 de 1791.

Excmo. Señor,

Recibí la de V. E. de 18 de agosto, en que da recibo á la mia de 20 de junio último, lo cual no pierde un punto de su fuerza, aunque haya en ella alguna natural equivocacion en el motivo que causó la expedicion de la real instruccion de 6 de junio de 1778.

Me dice V. E. que es mas fácil para nosotros sostener que el Yaguarey es el verdadero Igurey, que el *Iguary* de d'Anville para los Portugueses : sobre lo cual tiene V. E. mucho juicio, toda la justicia y la razon. Yo soy de sentir que lo mas útil, expedito, fundado y conforme al tratado, es sostener dicho Yaguarey, y que el empeñarnos en solicitar los Iгатimí é Iпанé, no puede sostenerse en el tribunal de la justicia, aun cuando engan y confiesen los Lusitanos la mencionada instruccion de

Lo mas acertado
es sostener
que el Yaguarey
es el Igurey.

1795.

6 de junio. Hablando ingenuamente, comprendo que si los Portugueses estuviesen bien impuestos en sus intereses y en las razones que las apoyan en esta parte, hubieran desde luego admitido y solicitado lo mismo que nosotros hemos exigido de ellos, que es la demarcacion de los Igatimí é Ipané, que es la mas perjudicial y en el dia destructiva de esta provincia : y cuando no quisieran esto, pudieran con solidísimos fundamentos repugnar dichos rios, sin que por nuestra parte se pudieran sostener. Por lo ménos yo no hallo respuesta á las razones que ellos puedan dar, y no han dado todavía, segun creo, en apoyo de su repugnancia á los Igatimí é Ipané.

Sobre
que se sostenga
el Yaguarey.

V. E. con mas juicio y conocimiento resolverá lo que conviene, y en mi juicio es sostener el Yaguarey sin solicitar, nombrar ni admitir los Igatimí é Ipané, ni tratar de la referida real instruccion, que para nada es menester en mi demarcacion. Si, como parece regular y está mandado en las instrucciones que tenemos, D. Diego de Alvear solo hubiese tratado de la demarcacion hasta el Salto Grande, dejando para mí todo lo concerniente al Igurey que me está asignado; ó si, cuando se empezó á tocar este punto con los Portugueses, se me hubiese dicho alguna cosa, como parecia preciso, respecto á que estoy en proporcion de instruirme mas que otro en el asunto, creo que las disputas estarian acabadas; que se hubiera sostenido desde el principio lo que era justo y ventajoso, y que se hubiera obrado con mas instruccion. Pero como considero que hubo grave causa para exonerarme de la controversia del Igurey, y para ocultármela, me resigno con el poco concepto que merecí en dicha ocasion.

Nuestro Señor, etc.

1795.

22. — *Sobre volver á Curuguatí.*

Asuncion, 19 de octubre de 1791.

Excmo. Señor,

Recibí la de V. E. de 18 de setiembre último en que suponiéndome en Curuguatí me dice, que en caso de no haber aparecido los Portugueses en Igatimí, que no haga retirar mi division, ni otros auxilios que los que puedan padecer deterioro por su existencia allí, y no hagan falta para el transporte de los Portugueses desde dicho rio; y que vea que se depositen á la menor distancia, en que puedan libertarse de demérito, pues de retirarlos á la Asuncion se seguirian demoras y costos.

Sobre no retirar
la division
ni otros auxilios.

Por lo que hace á mi partida, nada de cuanto hay en ella puede padecer deterioro por estar en Curuguatí, sino los animales; pues aunque los demarcadores consuman lo mismo allá que aquí, para subsistir en Curuguatí se necesita peones, capataces y animales, sin que las raras circunstancias del país permitan dispensa en esto: aquellos comen, y estos perecen á los pocos meses, sin arbitrio, en aquellas tierras, y harán falta cuando se necesiten, sin que quizas tengan reemplazo cómodo. En este concepto, y el de que la estacion de la partida en dicha villa no puede tener otra utilidad en caso alguno que la de que no esperen los Portugueses doce dias, y de que los perjuicios serian gravísimos, me resolví á regresar, segun dije á V. E. el pasado.

Razon
que tuvo Azara
para regresar.

No obstante, como el contesto de V. E. me haga sospechar que mi retirada de Curuguatí no habrá sido de su agrado, y debiéndome arreglar á las disposiciones de V. E. aunque me parezcan diferentes de mi modo de pensar, dispondré mi vuelta á Curuguatí luego que en el próximo correo reciba la orden. Pues aunque me sea sensible no haber acertado con el con-

Aguarda
orden para regresar
á Curuguatí.

1795. cepto de V. E , me consolaré con haber hecho lo que me pareció que debia, exonerando mi obligacion y conciencia, y con ver que el yerro de no haber esperado la órden para mi retirada se enmendará volviendo, sin que mi proceder haya perjudicado á la demarcacion, ántes bien habrá ahorrado algunos pesos y animales á la real hacienda.

Por lo demas, como nadie es tan práctico en la provincia como yo, que miro las cosas con todo el celo y reflexion de que soy capaz, dispuse en mi retirada que los animales quedasen á treinta leguas de Curuguatí, que es lo mas próximo donde puedan subsistir, y dejé los auxilios que de órden de V. E. situó este gobernador para los Portugueses á veinte leguas de Igatimí. Pero como ya estuviesen inservibles, los mandó retirar con mi acuerdo, y no se han reemplazado con otros muchos, porque se inutilizarian igualmente ántes que llegasen los Portugueses, que con mucha probabilidad se puede creer que no llegarán hasta abril ó mayo próximo. No obstante, cuando V. E. considerase útil y precisa la renovacion de este auxilio, puede mandarla verificar á este gobernador, que está encargado de ella.

Nuestro Señor, etc.

23. — *Sobre establecimientos portugueses.*

Asuncion, 19 de julio de 1792.

Excmo. Señor,

Ciertas
consideraciones.

Aunque en varias ocasiones he hablado á V. E. de mis ideas sobre esta demarcacion y de los establecimientos portugueses, con todo, la importancia de ambos puntos me obliga á añadir algunas consideraciones que me han sugerido las últimas noticias, para que V. E. las ponga en noticia del rey sin perder tiempo, porque pudiera perjudicarnos la tardanza.

Ademas de la justicia que nos da el último tratado ó contrato, para que vaya la línea, ó raya divisoria, por los rios Yaguarey ó Monici y Corriéntes, segun dije á V. E. en 20 de junio de 1791, se seguirá de ello no solo el que esta provincia en un año se prolongará, sin costo alguno, desde el trópico al paralelo de 22° 4', que son las mejores tierras del vireinato y con yerbales próximos al rio, sino que con esto tendremos escalas mas próximas y abundantes para ir á los Chiquitos y á los establecimientos que hagamos costa arriba y separaremos para siempre á los Portugueses; porque todas las tierras al norte de dicho Corriéntes hasta la laguna de los Xaráyes, son imposables, porque las crecientes del rio Paraguay las inundan á larguísimas distancias, sin permitir que los Lusitanos se acerquen á nosotros ni al rio, ni intenten beneficiar dichos yerbales para vendernos la yerba, ó para llevarla á sus minas, donde se estima mucho: estas ventajas son inapreciables.

Las últimas noticias comunicadas por D. José Antonio Zavala, que se está fortificando en los 21° de latitud, nos aseguran, que desde allí á Coimbra, que se halla en 19° 53', tampoco hay tierra poblable en la costa occidental de este rio. Por otro lado se sabe, que desde poco mas allá de Albuquerque, situada en 18° 52', el rio Paraguay corre hasta el Jaurú por la laguna de los Xaráyes, que es tierra anegadiza é intratable. De modo que las únicas tierras altas de la costa del rio Paraguay están, por la oriental, desde Concepcion ó trópico hasta el rio Corriéntes, y por la occidental, desde Coimbra á Albuquerque. Este último trozo de tierra alta es justamente la mas próxima á los Chiquitos, como que solo distan veinte leguas, en cuya distancia se hallan dos cordones de serranías que vienen de noroeste á sudoeste: la una, llamada de San Fernando, besa el rio en Albuquerque, y la nombrada San Pantaleon, en Coimbra, segun me avisan de Chiquitos. En ellas halló el Excmo. Señor D. Manuel de Flóres, en la demarcacion última, todas las señales de minas de oro y diamante, y por otro lado, Herrera (*Decada VIII*, lib. 5, cap. 3, *in fine*) dice: « que Nuflo de Cháves, habiendo descubierto en la provincia de Itatin, en que

1795.

Caso
en que
se prolongaria
la provincia,
sin costo ninguno.

Extension
de las
únicas tierras altas.

1795. se hallan las tierras mencionadas, muchos metales á treinta leguas de Santa Cruz la Vieja, volvió con 60 soldados, fraguas y herramientas á tomar mejor conocimiento de dichas minas; pero que ántes de llegar fué muerto. »

Desventajas
que resultarán
de mantener
los Portugueses
á Coimbra
y Albuquerque.

Esto supuesto, si contra justicia y último contrato se permite á los Portugueses mantener á Coimbra y Albuquerque, no nos quedará dónde fijar el pié en la costa occidental del rio Paraguay: los Portugueses, establecidos allí, serán dueños de su navegacion y de la provincia de Chiquitos, pues tienen la mayor proximidad, y es probable que hallarán en las sierras el oro y pedrería que disfrutan por nuestras condescendencias en sus inmediatas, y que nos indican los SS. Flóres y Herrera.

Por el contrario, si nos quedan Coimbra y Albuquerque y nos poblamos allí, en el mismo dia que esto suceda tendremos abierta la comunicacion y comercio con los Chiquitos, Móxos y Santa Cruz: pues los barcos no tienen tropiezo, y el gobernador de Chiquitos ha escrito á este, que no halla reparo en abrir camino hasta el rio, ni tampoco en conducirlo hasta los 20° de latitud. Pero, como ignora que desde Coimbra al grado 21 es tierra anegadiza, quizas no podrá establecerse la comunicacion tan abajo, con solidez y para todo tiempo.

Ademas de la ventaja infalible de comunicar con los Chiquitos, lograremos, en poseyendo á Coimbra y Albuquerque, las incomputables ventajas que se dejan entender, y las que insinué á V. E. el 13 de octubre de 1790; cuyo papel reproduzco, porque no puede ser mas interesante.

Por supuesto que los Lusitanos harán los mayores esfuerzos para quitarnos las tierras altas de la costa de este rio, pues conocen que de no conseguirlo, vendrán á perder con el tiempo sus minas de Matogroso, Cuyabá y Sierra del Paraguay, que con justicia volverian á sus legítimos dueños; pero los contratos y la justicia se han de sostener á toda costa, y siendo la materia gravísima, no debe cederse un punto, ni admitir transacciones que no sufren las circunstancias locales.

La que han insinuado los Portugueses, ofreciendo despoblar á Albuquerque, conservando á Coimbra, es querernos alucinar

sin el menor provecho; porque, conservando el fuerte del sud, siempre serán dueños de la navegacion del rio y de sus tierras poblables, sin que nosotros podamos establecernos en lo que ofrecen dejar, sino cuando ellos quieran y por el tiempo que gustasen; privándonos de la mas cómoda comunicacion con Chiquitos, y de poner en planta lo que avisé á V. E. en dichas reflexiones de 13 de octubre.

Pero aun debemos desconfiar de que verifiquen la evacuacion de Albuquerque, que han prometido; porque despues que la ofrecieron, quintuplicaron su guarnicion y la de Coimbra, elevando á ellas los jefes mas acreditados, y han reconocido é intentado establecerse en los 21º, y á esta hora ya lo hubiesen hecho si no los hubiésemos prevenido, segun dicen las últimas noticias, que, aunque adquiridas por los bárbaros, se hacen creibles en vista de la gente que han hacinado; con la que quizas nos hubiesen atacado, si no hubiesen visto que no pueden entrar en contiendas efectivas con nuestros buques.

De forma que no dudo que obran con mala fe y que dicen lo que no piensan hacer, ofreciendo dejar á Albuquerque cuanto mas la fortifican, queriendo venir mas al sur, aprovechando de nuestra credulidad, fomentándola con voces estimuladas del deseo de quebrar nuestras ventajas, insinuadas en mi papel de 13 de octubre, que conocen muy bien; dándonos un testimonio de ello con haber dispuesto que no se use otra moneda en sus establecimientos de este rio que barras de oro, con cierta marca, las cuales llevan un 75 por ciento de aumento de su valor, para que no puedan introducirse en esta provincia por el comercio.

Es cierto que en el dia no nos sería muy difícil arrojarlos, por fuerza, de Coimbra y Albuquerque; pero si por alguna transaccion los dejamos en posesion de alguno de dichos presidios, no dejarán de fortificarse mas y mas, en términos que el echarlos nos sería dificultosísimo, y quedarian nuestras ventajas perdidas.

El expediente que ha imaginado nuestra corte, de poner presidios entre Coimbra, Albuquerque y los Chiquitos, tiene

1795.

muchos inconvenientes; porque así como el situarnos en la costa nos es fácil, expedito y poco gravoso, porque el comercio fomentaría nuestros establecimientos, el internarnos en las tierras es difícil, costoso, complicado y de poca utilidad al comercio, que Coimbra y Albuquerque podrán obstruir, y nunca podrán los establecimientos, tierra adentro, llenar las ventajas de mi papel de 13 de octubre.

Para cohonestar la conservacion de Coimbra y Albuquerque, y mover nuestra credulidad generosa, sin duda alegrarán que no nos sirven, y que de otro modo quedaria su comunicacion con las minas expuesta á la invasion de los bárbaros. Lo primero es tan falso como se deja de entender de mis reflexiones; y lo segundo es un pretexto, pues hace 83 años que los bárbaros no turban su navegacion, ni pueden turbarla, porque casi se han acabado, y en breve no existirán por la bárbara costumbre de no criar sino un hijo.

Á lo dicho espero que V. E. añadirá lo que su mayor conocimiento alcanza, para instruir á S. M. sobre unas materias las mas graves, pero que hasta poco há nadie ha visto.

Nuestro Señor, etc.

24. — *Para que no corra la línea por la cordillera.*

Asuncion, 19 de enero de 1793.

Excmo. Señor,

Conferencias
de ambas cortes
sobre
la línea divisoria.

Acabo de saber que nuestra corte ha entablado y está siguiendo sus conferencias con la de Lisboa, á fin de que la línea divisoria entre los rios Paraná y Paraguay se dirija por una cordillera que, empezando en el Salto Grande del primero de dichos rios, sigue al oeste, paralelamente al curso del rio Igatimí, al sur de este, y continuando despues hácia el norte, declina al oeste para acercarse y besar el rio Paraguay en el estrecho de San Fran-

cisco Javier, situado en 19° 54' de latitud austral. Aunque esta novedad no haya llegado á mí con formalidad, como la mas lijera sospecha sea bastante para que yo no pierda momento en acudir con mis conocimientos á aclarar un punto tan grave, me veo precisado á molestar á V. E. para que en primera ocasion dirija al rey este papel, que no puedo excusar, porque me considero el principal obligado á aclarar la materia, cuya historia es la siguiente :

1793.

Hace nueve años completos que llegué á esta provincia, sin mas instruccion de sus intereses y de la demarcacion que la que tiene cualquiera, y la que hallé en las instrucciones que me dieron y no consideré suficientes para perder tiempo ni ocasion é informarme. Y como en el Sr. D. Pedro Melo de Portugal, entónces gobernador de la provincia, conociese mas luces y celo que en el comun de los gobernadores, hablé varias veces con él, y una me dijo que, respecto á que los mapas y noticias acreditaban la existencia de la mencionada cordillera, y que esta era tal que no admitia mas paso que uno muy angosto, que se podria tomar por lindero: mucho mas cuando solo cedíamos á los Lusitanos el poco espacio que média entre los rios Igatimi y la dicha cordillera, y ganábamos por el oeste los grandísimos campos que hay entre ella y el rio Paraguay, desde los 23° 1/2 de latitud al estrecho de San Javier.

Conferencia
con D. Pedro Melo
de Portugal.

Me gustó este pensamiento, y lo insinué al Sr. D. José Varela y Ulloa, que era mi jefe, para que me dijese si se podria promover, y me respondió que no, porque ni los tratados ni las instrucciones daban lugar á ello, ni querrian los Portugueses.

Mas adelante, aclarándose mis luces, vine en conocimiento de mis errores, y de que nadie habia entendido este trozo de demarcacion: hallé los rios Iguerey y Corriéntes, que señalan los tratados, y se creían imaginarios; y por fin conocí y calculé las ventajas de primer orden que dichos rios nos proporcionan. Las escribí á V. E., y V. E. las trasladó al rey.

Existencia
de los rios Iguerey
y Corriéntes.

Con el actual grado de claridad se ve la ignorancia y perjuicio de las ideas viejas, que son: que la línea vaya por los rios Igatimi é Ipané, ó por la referida cordillera; porque con la

1795.

El Yaguarey
es el *Igurey*
de los tratados.

primera idea perdemos lo que hay desde el paralelo de Concepcion al del rio Corriéntes ó Appa, y lo que média desde el Igatimí al Yaguarey ó Monici, que es el verdadero Igurey de los tratados. Porque, cuando las cortes celebraron el penúltimo contrato, sabian que dicho Igurey estaba al norte del Salto Grande del Paraná, y que era muy caudaloso: cuyas circunstancias anotaron en las instrucciones á los respectivos comisarios, para que lo conociesen; como la de que sus cabeceras estaban próximas á las del rio Corriéntes, para cuyo conocimiento tambien les dieron señales por escrito. Todas las referidas circunstancias, y casi identidad en el nombre, se hallan en dicho Yaguarey ó Yaguari, segun he hecho ver en mis oficios anteriores; y como el último tratado se formalizó ingenuamente bajo de la misma fe, creencia y palabra que el anterior, esto es, que el Igurey, sea el que fuese, corre al norte del Salto Grande, y con las demas circunstancias, no puede dudarse que el Yaguarey es el *Igurey* de los tratados.

Debe desecharse
la línea
por la cordillera.

Con mayor razon debemos desechar la línea por la mencionada cordillera, pues nos quita lo que hay de ella al Yaguarey, sin que ganemos lo que el señor Melo y yo nos figurábamos en las vertientes al rio Paraguay; porque desde el rio Corriéntes, para el norte, es tierra anegadiza que no permite llegar á dicho Paraguay.

Inconveniente
de no hacerlo.

Cuando lo dicho no baste para que jamas pensemos en tal cordillera, precisamente ha de bastar el saber que solo existe desde el Salto Grande hasta poco mas al norte de las cabeceras del Igatimí, segun estoy informado: por consiguiente, cuando los demarcadores se hallen sin ella, tendrán que acudir á las cortes para que busquen el modo y por dónde caer al rio Paraguay. Y cuando se quiera pensar en que continúe la línea por lo mas alto de las tierras, supliendo así la falta de cordillera con la lomada ó cuchilla, como esta por lado alguno besé ni se acerque con mucho al rio Paraguay, siempre será imposible bajar á este; y de aquí muchas disputas y una línea interminable.

Ventaja de preferir
el rio Yaguarey:

Ademas de que, como de contado entrábamos cediendo las tierras vertientes al Paraná desde la cordillera al Yaguarey, ya

no tendria cobro lo perdido. Por último, el trozo de cordillera existente, segun las ideas que tengo de ella y la experiencia en estos países, no podrá demarcarse en muchos años, por lo ménos yo tomaria vivir hasta que se acabase; cuya circunstancia sola es suficiente para preferir los rios Yaguarey y el que enca-beza con él, pues ambos son conocidos, caudalosos y de todos modos preferibles.

.1795.

Por si el motivo de tratarse de dicha cordillera fuese el de entablar alguna transaccion, aunque sea la que fuere siempre nos será perjudicial y contra la justicia y el tratado, diré brevemente lo que mas nos interesa y lo que ménos, para que en la necesidad de perder, sea lo ménos que se pueda: y para suplir mi mala explicacion incluyo un mapilla (1).

Perjuicio
de una transaccion
cualquiera.

Desde la cordillera que corre al sur del Igatimí al rio Yaguarey, hay muchos y excelentes minerales de yerba, que no benefician por remotos; pero las tierras pasan por malsanas y de mala calidad, por carecer de *barreros*, ó tierras salitrosas sin las cuales no vive aquí sino seis meses toda clase de ganados. Pero, aun cuando produjesen otros frutos, no podrian extraerse sino por el Paraná, que está cortado por el Salto Grande; de forma que dichos terrenos podrán muy bien servir para desierto que separe los dominios: aunque á los Portugueses les pudieran ser mas útiles, porque pueden comunicar con ellos por el rio Tiete.

Muchos minerales
de yerba.

Por lo que mira á las tierras vertientes al rio Paraguay desde el trópico ó paralelo de Concepcion al 22° 4', que es el del rio Corriéntes, por todas circunstancias se gradúan como las mejores del vireinato. Salud, minerales de yerba, *barreros*, salinas, pastos, aguadas, maderas y todo lo que aquí se desea está en ellas, y tenemos el mejor rio del mundo para fomentar sus pobladores y protegerlos. De allí sacaríamos abundantes auxilios para las empresas de costa arriba, y para sostener el establecimiento de los Hermanos y otro que debemos hacer mas arriba, cuando nos dejen á Coimbra y Albuquerque: con

Riqueza
de las
tierras vertientes
al Paraguay.

(1) No se ha encontrado en el borrador autógrafo de Azara.

1795.

lo que seremos dueños de una alhaja muy preciosa, que es el rio, y de Matogroso y Cuyabá en el primer rompimiento si se quiere; y mientras tanto protegerémos y comerciarémos con los Chiquitos, observando de cerca á nuestros fronterizos.

Tierras orientales
del Paraguay.

Desde dicha latitud de 22° 4' hasta pasada la laguna de los Xaráyes, nada valen las tierras orientales del rio Paraguay, porque aunque en el interior tengan campos buenos, las inundaciones no permiten acercarse á las costas del rio con bastantes leguas, y por consiguiente no pueden tener navegacion ni comercio.

De forma que si, como lo determinan los tratados, llevamos la línea por el Yaguarey, hasta su cabecera principal, y de allí buscamos la principal, mas próxima de otro rio, y caemos por este al del Paraguay, desalojando ademas á Coimbra y Albuquerque, que están en lo nuestro, no dudo que ántes de muchos años se verán mis ideas verificadas; porque no es posible que no tengamos las minas de Cuyabá y Matogroso, cuando las podemos atacar con fuerzas competentes, llevadas por el mejor rio del mundo, sin que los Portugueses puedan sostenerlas ni llegar á ellas, sino por el embudo obstruido del rio Tacuarí, en canoas y con los trabajos que nadie ignora.

La provincia
necesita
de ciertos terrenos.

Últimamente, esta provincia tiene grave necesidad de los terrenos que hay desde Concepcion á los 22° 4' de latitud, y el solicitarlos y conseguirlos con todo lo demas que he expuesto, no es pedir favor sino lo que prescriben los tratados y la justicia; pendiendo de ellos el tener ó no dichas minas portuguesas, cuya nacion, teniendo cubierta su navegacion de los rios Pardo y Tacuarí con espacios casi inmensos de despoblado, no debe pretender reducir á estos pobres vasallos del rey á una estrechez que no les basta para sus ganados. Tambien deberá acordarse de que cuanto posee lo debe á la generosidad de los monarcas españoles.

Nuestro Señor, etc.

25. — *Sobre la demarcacion.*

Asuncion, 30 de abril de 1793.

Excmo. Señor,

Para que llegue á V. E. sin lesion el mapa que he hecho del rio Paraguay, lo dí al alferez de fragata D. Anselmo Bardaxí, que salió para esa. En él verá V. E. que las inundaciones anuales de dicho rio no permiten el menor establecimiento á los Lusitanos en su costa oriental, desde el rio Corriéntes ó Appa para el norte; pues aunque el cerro del Pan de Azúcar y sus inmediatos no se inundan, segun las últimas noticias no puede hacerse establecimientos en ellos, sin grandes costos á mi ver superiores al poder portugues porque son de peña viva. De modo que no queda otro arbitrio á nuestros fronterizos que el de fijarse en la angosta lengua de tierra que desde dichos cerros sigue para el este: y aun esto será muy difícil, porque apenas hay tierra y jamas podrá ser otra cosa que una guardia muy lejana del rio y sin chacras de cultivo.

Las inundaciones
del rio Paraguay
perjudican
á los Portugueses.

En este concepto vendrá V. E. en conocimiento claro de que, si la raya divisoria sigue dicho Corriéntes, como lo exigen los contratos, porque parece que es el que encabeza con el Yaguary hasta el Jaurú, dejándonos las usurpaciones que nos han hecho en Coimbra y Albuquerque, jamas podrán los Portugueses poseer ni embarazar la navegacion del rio Paraguay, aunque llegasen á poblar, como lo idean, las tierras que hay al norte de dicho Corriéntes. Porque cualquiera poblacion en ellas ha de ser lánguida, no teniendo minas ni otros medios de introducir ni extraer que el de canoas por los rios Tacuarí, Pardo y Tiete, escasos de agua mucha parte del año y llenos de arrecifes.

Línea divisoria
por el rio Corriéntes.

Al mismo tiempo verá V. E. que para comunicar esta provincia con la de Chiquitos hay dos caminos marcados en el

.1795.

Dos caminos
para comunicar
con la provincia
de Chiquitos.
Uno de esos
dos caminos
fué el que llevó
Juan de Oyólas.

mapa : el que empieza donde la Sierra de San Fernando y pasado un poco el pueblo de Albuquerque, es el que llevó Juan de Oyólas, fundador de esta ciudad, y por él llegó á las sierras del Perú. Segun las noticias antiguas y modernas que he podido adquirir, no tiene obstáculos, y puede abrirse por carreteras que podrán surtir los Chiquitos, poblando de nuevo las estancias que tuvo el pueblo del Corazon, ó llevando de Santa Cruz de la Sierra algunos pobladores.

Por él fueron los quince Portugueses de Albuquerque, de que dió aviso á V. E. poco há el gobernador de Chiquitos, protestando iban á buscar negros fugitivos. El mismo fué frecuentado de los bárbaros Mbayás, cuando en tiempo de los Jesuitas iban á atacar á los Chiquitos, quienes lo embarazaron con un presidio, que obligó á los bárbaros á abrir el camino que va marcado mas al sud, empezando en los 20° de latitud, y es malo, bajo, pantanoso y tiene que atravesar el grande bosque que habitan los bárbaros Ninaquiguilas.

Domingo
Martínez de Irala
siguió el otro.

El famoso conquistador Domingo Martínez de Irala siguió otro camino, que empezó en el puerto que llamó *de los Reyes*, y es precisamente una de las dos lagunas que hay al oeste de este rio, en la latitud de los 17° 37' y 17° 50'; de allí tomó recto al oeste y penetró por los Chiquitos hasta el Perú. Por el mismo fueron á Santa Cruz y Chuquisaca el gobernador Francisco Ortiz de Vergara con multitud de gentes, y el obispo Latorre con Nuflo de Cháves en tiempo de la conquista, sin que ningun historiador nos diga que hallaron embarazos. En efecto, pocos parece que pueden ser, porque no hay por allí nacion guerrera, y la distancia desde dicha laguna ó Puerto de los Reyes al actual pueblo del Santo Corazon no pasa de nueve leguas, segun se ve en dicho mapa.

Sierra
San Fernando.

El sitio donde avisé á V. E. el 19 de julio de 1792 que habia antecedentes para creer que tenia minas de oro y diamantes, es la Sierra de San Fernando : añadiendo ahora á lo dicho entónces que seguramente las minas que el historiador Herrera dice descubrió Nuflo de Cháves, estaban en dicha sierra ; porque Cháves no vió ni pudo ver otra en su derrota. Agrégase

ademas que las historias nos dicen que los Indios habitantes de dicha sierra llevaban colgadas á las narices piedras cristalinas de varios colores, y sabemos que aun hoy cuelgan de las mismas narices alhajuelas que no pueden obtener sino en dicha sierra, porque ni salen de ella, ni comunican con otros.

El haberse establecido en Coimbra y Albuquerque los Portugueses, su resistencia á abandonarlos y el afan á sostenerlos contra lo literal de los tratados, es para mí otro indicio que junto á lo que dije en dicho 19 de julio, y á lo que refieren las historias de las piedrezuelas, me dejan poca duda de que hay minas de oro y diamantes en dicha sierra. Por lo ménos, no podemos prudentemente dudar de su existencia, que si fuese cierta, como lo presumo, pudiera alterar el sistema del comercio, y desde luego el valor de la pedrería que venden los Portugueses y que recogen en las sierras vecinas.

Tambien se impondrá V. E. de que los Lusitanos, con sus establecimientos de Coimbra y Albuquerque, son dueños no solo de la navegacion del rio, de los caminos, únicos que podemos abrir á los Chiquitos, y de dicha sierra y sus minas, sino tambien de que no hay medio para verificar lo que el rey determinó y mandó á este gobernador, esto es, de cortar á los Portugueses su tránsito á los Chiquitos.

Por último, á fin de no molestar, dicho mapa hace palpable que si los fronterizos nos dejan, como es justo y lo exigen los tratados, Coimbra y Albuquerque, que sobre estar en lo nuestro, tienen contra sí estar en la costa del rio, que es lugar prohibido por el tratado, y si la raya divisoria va por el Corriéntes, nunca podrán dominar el rio, ni disfrutarlo en otro tiempo que el de nuestra voluntad; que las flotas de Cuyabá y Matogroso caerán en nuestras manos en la boca del rio Tacuarí, ó mas arriba; que podremos en la paz chupar de sus riquezas por un comercio que, en mi juicio, ha de sernos ventajoso sin perjuicio; que podremos francamente comunicar con los Chiquitos, y entrar en las labores de las minas, que parece indudable hay en la Sierra de San Fernando; que los famosos establecimientos de Matogroso, Cuyabá y Sierra del Paraguay serán precarios á

1798.

Existencia probable de minas de oro y de diamantes.

Perjuicios que causan los Portugueses con sus establecimientos.

Ventajas para los Españoles si los abandonan.

1795.

sus ilegítimos dueños, y que al fin caerán en nuestras manos con el tiempo, y sin mas trabajo que el permitir á los Paraguayos que pueblen hasta el rio Corriéntes, y hacer que los Chiquitos acerquen las estancias y una vigia desde el pueblo actual del Corazon; y mandar al jefe de Cochabamba que funde un pueblo de Españoles hácia la laguna ó Puerto de Candelaria, que creo que hoy llaman *de la Cruz*, esto es, en el camino de Oyólas; con cuyas escalas los Paraguayos subirán por el rio.

Desventajas
si se deja
á los Portugueses
ciertos campos
al sur.

Por el contrario, si llega la línea divisoria á dicho Corriéntes, quedando los bellos campos que hay libres de inundacion al sur de él para los Portugueses, podrán estos obstruir todos estos designios, poblando y fortificando la costa. Igualmente si quedan por ellos Coimbra y Albuquerque, ó uno de los dos, serán árbitros de nuestros caminos á Chiquitos, y atravesarán nuestras ideas cuando gusten. Las raras circunstancias locales no admiten medio: ó la demarcacion va por donde debe, esto es, por los rios Corriéntes y Paraguay, quedando por nosotros Coimbra y Albuquerque, ó no. Lo primero, que es lo justo, nos traerá mil utilidades, y entre ellas el dominio de los minerales portugueses; y con lo segundo todo lo perderémos, como tambien los Chiquitos.

Alternativa
de grandes
consecuencias.

La gravedad del asunto estimulará á V. E. á no perder momento en remitir al rey estas reflexiones con dicho mapa, quien ademas es una demostracion palpable de cuanto he escrito á V. E. sobre esta demarcacion, en mis cartas de 13 de octubre de 1790, 20 de junio de 1791, 19 de julio de 1792 y 19 de enero de este año, cuyas reflexiones reproduzco.

Espero que V. E. abreviará la remision de esta carta y mapa á S. M., añadiendo las reflexiones que no alcanzo: miéntras me queda la satisfaccion de haber hecho cuanto he podido para aclarar unas ideas las mas interesantes y graves que pueden ocurrir en el vireinato; aunque por mi mala explicacion y poco concepto, como por ser nuevas, temo que no hagan la impresion que exige su importancia, y que en breves años la experiencia pondrá de manifiesto.

Nuestro Señor, etc.

1793.

26. — *Recibo á la resolucion del rey.*

Asuncion, 19 de mayo de 1793.

Excmo. Señor,

Recibo la de V. E. de 18 de abril de este año, en que me copia la del Excmo. Sr. duque de la Alcudia, que hace ver que debemos tener por nula la real instruccion de 6 de julio de 1778, en cuanto á la demarcacion de los rios Igatimí é Ipané; y que debe seguir la línea por el Yaguarey ó Yaguari y el Corriéntes, segun mis ideas. Y enterado de ello, lo cumpliré cuando llegue el caso.

Nulidad
de una instruccion,
en cierto caso.

Nuestro Señor, etc.

27. — *Sobre los caminos de Chiquitos.*

Asuncion, 19 de setiembre de 1793.

Excmo. Señor,

Doy recibo á la de V. E. de 16 de agosto de este año, que incluye otra del gobernador de Chiquitos de 31 de marzo, y me ordena que exponga mi dictámen sobre la comunicacion de esta provincia con la de dicho gobernador.

El acierto en la materia depende de las buenas noticias que por precision se han de adquirir en ambas provincias. Las que han de venir de Chiquitos me parece que debe V. E. exigir las del comisario de límites de Cochabamba, porque siendo facultativo y mas instruido que el gobernador de aquella provincia, dicta la prudencia que se le prefiera para el caso, y tambien que se le envíe un tanto de esta carta y de las noticias

Dictámen
sobre
la comunicacion
con la provincia
de Chiquitos.

1793. que dí á V. E. sobre los caminos á Chiquitos, el 30 de abril de este año, para que le sirvan de gobierno. En ellas verá V. E. que Juan de Oyólas, fundador de esta ciudad, no halló la menor dificultad en penetrar desde este rio en el pueblo antiguo del Santo Corazon, y de él á Santa Cruz de la Sierra y mucho mas adelante; ni despues en estos últimos tiempos la han hallado los bárbaros Mbayás, ni quince Portugueses que poco há fueron de Albuquerque al pueblo de Santiago, sin que yo pueda combinar estos hechos y otras noticias con las dificultades y escollos que refiere el gobernador de Chiquitos en su carta, mirando como impracticable este camino, cuando muchos lo han transitado.

Id. Sin duda carece de noticias, ó teme á los bárbaros Guaycurús, Payaguás, Guanás, Mbayás y otros; sobre lo cual todo lo ignora, porque de la nacion Guaycurú solo existe un varon: los Payaguás, sin faltar uno, están en reduccion dentro de esta ciudad: todos los Mbayás habitan al este de este rio, ménos una parcialidad que hay en el Chaco, pegada á él en los 21° 6' de latitud, esto es, tres leguas al sud de nuestro presidio de los Hermanos. Tambien los Guanás habitan en esta banda, ménos muy pocos que viven en el Chaco, en el paralelo de 21° 56', distando de este rio ocho leguas, y son nuestros amigos, lo mismo que los Mbayás; de modo que en el camino desde nuestro pueblo de Santiago á Albuquerque, no existe bárbaro alguno, sino muy pocos de la nacion espantadiza y en extremo pusilánime llamada *Guato*, que navega en diminutísimas canoas la laguna que hay pegada á este rio, muy poco al norte de Albuquerque.

Dos caminos
para comunicar.

Tampoco hay nacion que pueda embarazar el tránsito desde Santiago á Coimbra, sino la Ninaquiguila, idéntica á la *Guato*, que habita un bosque que se ha de atravesar; pero este camino es malo, pantanoso, se inunda en las crecientes, y no tiene que beber cuando baja el rio. Las mismas dificultades, sin quitar ni poner, se hallarian si se quisiese comunicar los Chiquitos con el presidio de los Hermanos; por cuyo motivo tengo por excusado intentar esta comunicacion. Lo mismo digo del camino que de Santiago á las cercanías de Coimbra han trajinado los

Mbayás para hostilizar á los Chiquitos, y estos para atacar á los Mbayás en los últimos tiempos jesuíticos. 1795.

El tercer camino que de esta provincia á la de Chiquitos abrió Domingo Martínez de Irala, y despues fué frecuentado de estas gentes que por él fueron á fundar á Santa Cruz de la Sierra, principia en la costa de este rio, en la latitud de 17° 57', segun lo avisé á V. E. dicho dia 30 de abril, y es el mas cercano á los Chiquitos. Un tercer camino.

En estos hechos constantes me he fundado y fundo para afirmar resueltamente, que podemos comunicar con los Chiquitos, á pesar de cuanto dice y pueda decir su gobernador, que ignora la historia y geografía de su provincia; pues si la supiese, no hallaria dificultades en hacer lo que muchísimos han hecho ántes, mi miraria como empresa el haber pasado desde Santiago á las taperas del Corazon, cuando este camino, en los últimos tiempos jesuíticos, era tan trajinado como el de Getafe. Se puede comunicar con los Chiquitos:

Tambien admiro que dicho gobernador proponga como preferible el camino por la boca del Jaurú, cuando tengo noticias que no la supo hallar cuando poco há envió una expedicion con este fin: pero aun suponiendo posible esta idea, no la considero adoptable, porque corta ó toca el camino que los Portugueses llevan de Cuyabá á Matogroso. Además de que es mucho mas breve el que se puede abrir por donde Irala fué á Santa Cruz, segun dije en mi oficio de 30 de abril, á que me refiero. El camino mas breve que se puede abrir.

Convengo con el gobernador de Chiquitos en que los Portugueses no abrirán camino desde Albuquerque y Coimbra, con el fin de contrabandear, porque tienen los géneros de Europa tan caros, que el contrabando les sería tan perjudicial como útil á los Españoles; pero podrán abrirlo con la idea de sonsacar á nuestros Indios para llevarlos á sus minas. Tambien podrán abrir ó frecuentar el del Barbado, que menciona dicho gobernador, con el mismo fin ó el de llevar ganados de Santa Cruz y Chiquitos á Matogroso; pues aunque el referido gobernador diga que los Portugueses no los necesitan, no puedo creerlo, porque sé que han comprado algunos caballos á los Mbayás de

1795

esta provincia y que los han llevado con infinita pena en canoas á Matogroso; lo que no harian si abundasen de cabalgaduras.

Pueden encontrarse
otros caminos.

Últimamente, en dicho mi oficio de 30 de abril verá V. E. los caminos que me consta haber sido frecuentados desde la orilla de este rio á los Chiquitos, y que por consiguiente se pueden frecuentar, sin que por esto se entienda que son los únicos; pues si se buscan por un sugeto instruido y capaz de hacer un mapa de sus investigaciones, no dudo que se hallarán practicables, no solo los que he indicado, sino tambien otros quizas mejores. Para lo cual, si estuviese en mi mano, para no perder la ocasion que hay en el dia, y quizas no habrá en siglos, mandaria al comisario de límites de Cochabamba, que por sí ó sus subalternos facultativos prolongase el mapa que ha hecho de Chiquitos hasta el rio Paraguay, ó por lo ménos se acercase á él lo que pudiese, sin dejarse ver de los Portugueses, pues de este modo, y sabiendo que los Paraguayos tienen facilidad de navegar este rio hasta el Jaurú, sería fácil determinar con acierto y elegir el camino. Bien que mi dictámen es, que no se debe abrir hasta que los Lusitanos hayan evacuado á Coimbra y Albuquerque, porque desde estos puntos nos embarazan el tránsito siempre que quieran.

Plan de Azara
sobre
una comunicacion.

Con este motivo me ha parecido del caso exponer á V. E. brevemente mi plan, del modo y por donde debe abrirse la referida comunicacion, suponiendo que los Portugueses nos dejan los presidios que tienen en la costa de este rio; pues sin esta circunstancia miro muy trabajosa dicha comunicacion, respecto á que las tierras que hay al sur de dichos presidios se inundan en tiempo de crecientes, y el resto del año no tienen que beber.

Id.

Yo mandaria hoy mismo al gobernador del Paraguay que formase una poblacion de Españoles ó Pardos en la costa E. de este rio, al sud y cerca del llamado Corriéntes ó Appa, repartiéndoles las bellas tierras inmediatas.

Hecho esto, ordenaria la demolicion de nuestro presidio de los Hermanos, y dispondria que de Santa Cruz ó Cochabamba pasasen Españoles á formar otra poblacion en la orilla é inme-

diaciones de la laguna que hay pegada al rio Paraguay, al oeste de él, muy poco al norte de Albuquerque, dando á estos pobladores las tierras inmediatas que fueron del antiguo pueblo del Corazon. Con esto, sin costear presidios, quedaria franco el camino desde aquí al pueblo de Santiago, y con las escalas competentes á proporcionadas distancias.

1795.

Hecho esto, que miro como muy factible y de poco ó ningun costo, por lo ménos en lo que hace á la poblacion paraguaya, dispondria, despues de exactos reconocimientos, fundar otra poblacion cerca del rio Paraguay hácia la latitud de 18°, que es el sitio que eligió Domingo Martínez de Irala, y en el cual mandó á Nuño de Cháves que hiciese una poblacion, con la idea de asegurar la comunicacion del Paraguay con los Chiquí-tos y el Perú; y que no se fundó por la desobediencia de dicho Cháves, quien con la gente destinada por Irala para ello, pasó á fundar la ciudad de Santa Cruz de la Sierra.

Una poblacion
que se fundaria.

Esta poblacion nos aseguraria una segunda comunicacion con los Chiquí-tos, investigaria las minas de oro y diamantes que, segun dije á V. E. en 30 de abril, presumo que existen en la Sierra cercana de San Fernando, y finalmente observaria de cerca á los Portugueses, los contendria en sus límites, y nos daria las proporciones necesarias para participar de las minas portuguesas, y aun para poseerlas en lo futuro.

Comunicacion
que ella aseguraria.

Es cuanto se me ofrece sobre el particular, en cumplimiento de la orden de V. E., que con mayores luces podrá determinar lo que convenga.

Nuestro Señor, etc.

1795.

28. — *Para que se nombre por segundo comisario al teniente de navío D. Martin Boneo.*

Asuncion, 13 de abril de 1784 (1).

Excmo. Señor,

Solicita se nombre
de segundo
comisario
á D. Martin Boneo.

Este correo he recibido sin carta un nombramiento del Excmo. Sr. D. Juan José de Vertiz, su fecha 24 de diciembre de 1783, en el cual, despues de nombrarme S. E. comisario de la primera subdivision de la segunda partida, declara deberme suceder el teniente de la escolta D. Manuel Rósas; y á ambos el ingeniero D. Pedro Cerviño. Pero como no se haga mencion en dicho nombramiento del teniente de navío D. Martin Boneo, á quien recibí en mi partida en virtud de una copia rubricada por el Sr. D. José Varela, en que el mismo Sr. Vertiz le declara mi segundo con fecha de 10 de diciembre de 1783, me ha parecido preciso hacer presente á V. E., que el carácter de dicho Boneo padecerá el desaire de no ser reputado por los Portugueses, y que no tendrá el lugar que requiere su graduacion en mi partida.

Estas consideraciones me hacen suplicar á V. E. á fin de que le caracterice de mi segundo y sucesor, prefiriéndole á dicho Rósas y Cerviño, pues de lo contrario Boneo no tendrá carácter, porque el de mi segundo con que vino, se le ha quitado en dicho nombramiento.

Nuestro Señor, etc.

(1) La irregularidad que se observa en el orden cronológico de esta correspondencia, es la misma que se encuentra en el texto, que he creído conveniente no alterar.

1795.

29. — *Para que nombre tercer jefe de partida á D. José Boláños.*

Asuncion, 13 de marzo de 1787.

Excmo. Señor,

Habiéndose retirado de mi partida el comandante de su escolta D. Manuel de Rósas, que tenia el carácter de tercer comisario, y venido en su lugar D. José Boláños, sin que traiga asignado carácter de tercer comisario, me ha parecido preciso hacerlo presente á V. E. para que se lo declare, ya sea enviándome nuevo nombramiento como el del 12 de mayo de 1784, ó como á V. E. pareciere.

Nuestro Señor, etc.

Para que
se nombre tercer
jefe de partida
D. José Boláños.

30. — *Retiro de D. Martin Boneo.*

San Joaquín, 29 de mayo de 1791.

Excmo. Señor,

La adjunta representacion es de mi segundo, el teniente de navío D. Martin Boneo, quien hace presente á V. E. el estado de su salud, y pide el retiro de esta partida. En cuanto á lo primero, no puedo informar á V. E. sino que de algun tiempo á esta parte he notado torpeza en su oído; y en cuanto á lo segundo, debo decir que dicho Boneo no podría aliviar mis trabajos de la demarcacion, y que con los subalternos que me quedan lo podré verificar sin que él me haga falta.

En cuyo concepto y para ahorro de la real hacienda, considero preciso que V. E. mande retirar á su cuerpo á dicho oficial, á quien he dado licencia para que pase á la Asuncion á

D. Martin Boneo
solicita su retiro.

1795.

esperar la orden de V. E., que por hallarme yo muy distante se podria dirigir al interesado y mejor al gobernador intendente de la provincia, para que cuanto ántes cese la gratificacion que tiene por un objeto que no ha de cumplir.

Nuestro Señor, etc.

31. — *Sobre quedar retirado D. Martin Boneo.*

Asuncion, 19 de setiembre de 1791.

Excmo. Señor,

Queda retirado.

Por el oficio de V. E. de 18 de julio último quedo impuesto de hallarse separado de mi partida D. Martin Boneo, teniente de navío y segundo comisario de ella, cuya determinacion he comunicado al resto de mi partida y principalmente al ministro de hacienda, para que enterado de ella sepa que ha de cortarle su asiento y gratificacion.

Nuestro Señor, etc.

32. — *Al gobernador, sobre el retiro del carpintero.*

13 de noviembre de 1788.

Excmo. Señor,

Retiro
del carpintero
P. G. Rodríguez.

Habiéndome hecho presente Pedro Guillermo Rodríguez, que por sus achaques y cortedad de vista no podia continuar el servicio de carpintero en la partida de mi mando, le he concedido su retiro, cuya plaza convendrá que no se dé á otro hasta el tiempo preciso en que haya de salirse á demarcar; haciendo

presente á V. E. que he tomado la referida determinacion, consultando el ahorro de los reales intereses.

1795.

Nuestro Señor, etc.

33. — *Reconocimiento del Igatimi.*

Asuncion, noviembre 16 de 1791.

Recibí la de V. S. de 14 del corriente, en que me copia lo que el Excmo. Sr. virey le ordena, relativo á que acuerde conmigo la práctica del reconocimiento del fuerte de Nuestra Señora de los Placeres, que se supone situado en la costa septentrional del rio Igatimi por los Portugueses; y como este particular se trató en la junta que hicieron ayer, me ha parecido excusado exponer aquí lo que se me ofrece y V. S. solicita.

Nuestro Señor, etc.

Sobre reconocer
el fuerte
de Nuestra Señora
de los Placeres.

34. — *Sobre que los Portugueses ofrecen evacuar á Albuquerque.*

Asuncion, enero 2 de 1792.

Recibí la de V. S. de 23 de diciembre próximo pasado, en que me copia la novedad que le comunica el Sr. virey, quien la ha tenido por el Excmo. Señor ministro de Estado, de que los Portugueses habian mandado evacuar la poblacion de Albuquerque, situada al occidente del rio Paraguay, sin verificar lo mismo con la de Coimbra; y aunque estas noticias no pertenezcan al trozo de línea divisoria que me está asignado, con

Los Portugueses
mandan evacuar
á Albuquerque,
pero no á Coimbra.

1795. todo quedo enterado de ellas para lo que pudiera ofrecerse en lo futuro.

Nuestro Señor, etc.

35. — *Sobre la extension de la provincia.*

Asuncion, 13 de enero de 1792.

Sobre pertenencia
del Itapucú.

Recibí el oficio de V. S. de 12 del presente, en que solicita saber si el Itapucú, que dista sesenta leguas, poco mas ó ménos, de nuestra villa de Concepcion, pertenece á los dominios del rey, ó á los de Portugal, en virtud del último tratado.

Las tierras de esta provincia, por aquella parte del norte, se extienden hasta el curso de un rio grande, que parece ser llamado Corriéntes, que entra en el Paraguay, por su costa este, en la latitud de 22° 4'; en este concepto el paraje llamado Itapucú, de que V. S. me habla, pertenece á esta provincia, por hallarse pocas millas al sud del mencionado rio.

Esto es lo que puedo contestar á V. S., porque es lo mas conforme al último tratado y á lo que me he de arreglar en mi demarcacion; pues aunque se ha creido por algunos que nuestras tierras debian acabar en el rio Ipané-guazú, y esto mismo parece que quieren los Portugueses, yo no variaré mi concepto, ni admitiré otro lindero que dicho rio Corriéntes, hasta que S. M. disponga otra cosa.

Concesion
de terrenos
al pueblo de Belen.

Con que solo resta añadir, que los gobernadores de esta provincia, D. Jaime Sanjust y D. José Martínez Fóntes, creyeron que las tierras que médián entre los rios Ipané-guazú y dicho Corriéntes pertenecian á esta provincia; y por tanto hicieron merced de ellas al pueblo de Belen, el primero con fecha de 9 de marzo de 1761, y el segundo de 22 de noviembre de 1762.

Con este concepto considero que V. S. tiene legítimo derecho

y precisa obligacion de requerir y embarazar todo establecimiento extranjero en dicho Itapucú y en todas las tierras que médian entre los rios Ipané-guazú y el Grande, que corre de este á oeste, desembocando en el del Paraguay hácia la latitud de 22° 4', y pocas millas al norte de Itapucú ; pues aunque no esta señalada la línea divisoria, y por tanto no se puede saber á punto fijo el lindero que S. M. aprobará, con todo puedo asegurar á V. S. que lo dicho me parece lo mas conforme á las reales intenciones y á los tratados celebrados últimamente ; y esto basta para que miéntras no nos conste otra real determinacion contraria, nos atengamos á lo dicho y defendamos lo que nos parece corresponder en justicia.

Nuestro Señor, etc.

1795.

Derecho
de embarazar
todo establecimiento
extranjero en ellos.

36. — *Al gobernador, sobre limites.*

Asuncion, 14 de junio de 1794.

Muy Señor mio,

Recibo la de V. S. de 7 de los corrientes en que, despues de copiarme la real resolucion para que confrontemos nuestras observaciones, me hace relacion de lo que sabe del curso del rio Corrientes, y de lo que sobre él ha escrito á la superioridad, que es justamente lo mismo que he hecho saber al rey muchos años há ; de modo que las noticias de V. S. vienen á ser las mismas que tengo, y fundado en ellas escribí á V. S. en 7 de enero de 1792, cuando V. S. las ignoraba ; y como desde entónces no haya ocurrido otra novedad que la órden que V. S. me copia, nada me resta que añadir.

Nuestro Señor, etc.

Sobre el curso
del rio Corrientes.

1795.

37. — *Al mismo, sobre una poblacion portuguesa.*

Asuncion, 14 de junio de 1794.

Muy Señor mio,

Rumores
sobre
una usurpacion
de los Portugueses.

Acaba de esparcirse en el público la voz de que los Portugueses se han establecido al norte de la villa de la Concepcion, y al sud del rio Corriéntes, en terreno que nos compete por tratados, segun está declarado por S. M. en 6 de febrero de 1793, cuya real resolucion tiene V. S. — Y aunque no hallo suficiente fundamento para dar crédito á dicha voz, la materia es tan grave que no puedo ocultarla á V. S. como jefe de la provincia, para que le sirva de gobierno.

Nuestro Señor, etc.

38. — *Al virey, acusando el recibo de una real orden.*

Asuncion, junio 9 de 1794.

Excmo. Señor,

Se acusa recibo
de una real orden.

Recibí la de V. E. de 10 de abril de este año, en que me copia la del Excmo. Sr. duque de la Alcudia, fecha en 10 de agosto del año próximo pasado : y por ella quedo enterado de que S. M. está impuesta de las reflexiones que hice á V. E. el 19 de enero de 1793. Y no ocurriendo que añadir sobre el particular, pido á Dios guarde á V. E. muchos años.

1795.

39. — *Al mismo, muy reservada.*

Asuncion, 19 de junio de 1794.

Excmo. Señor,

En vista de la de V. E. de 23 de abril próximo pasado, que tambien pasó V. E. al gobernador intendente de esta provincia, me ha comunicado este lo que sabe del rio Corriéntes, y le he contestado que sus noticias son las mismas que tengo y he participado á V. E. muchas veces, de que S. M. está bien im-
puesta.

Sobre sospechas
de Azara
contra
el gobernador
de la provincia.

Con este motivo no debo ocultar á V. E. que contemplo conveniente que dicho gobernador no sepa otras cosas que las precisas ; porque aunque no puedo justificar, ni es de presumir que tenga correspondencia ilícita con los Portugueses, lo positivo es que en repetidas ocasiones ha recibido de ellos muchos regalos de excesivo precio, y que á los que han llegado á nuestra villa de la Concepcion, los ha obsequiado con esmero imponderable personalmente : y lo mismo se hace por el comandante y por un Portugues que D. Juan Lorenzo Gaona, secretario y familiar del gobernador, tiene, segun dicen, de capataz en sus beneficios y comercio en dicha villa, de donde cada cuatro meses llevan los Portugueses sus embarcaciones cargadas, segun he oido.

Tambien es cierto que habiendo desertado un soldado de Coimbra, y venido á esta desde Misiones, donde se halla este gobernador, ha mandado que se arreste y devuelva, tomando por motivo los tratados que no hablan de tal cosa. Verdad es que el asesor á quien mandó ejecutar la devolucion, se ha resistido, por parecerle contraria á la humanidad y al derecho de gentes, y á lo que, ántes de recibir regalos, dispuso el mismo gobernador en las instrucciones que dió al comandante del presidio de Borbon.

Sobre devolucion
de un
soldado desertor.

1795.
Fundamento
para
las sospechas.

Actualmente ha llegado á esta un Portugues por Misiones, donde trató con el gobernador, y dicen que lo ha recomendado, porque en su casa lo obsequió mucho. Dicho Portugues parece de 45 años, y dice que viene á ordenarse, cuando no hay aquí obispo, ni trae dimisorias, ni tiene beneficios eclesiásticos : y á los que le reconviene con esto, responde : que esperará al obispo, que se ordenará y domiciliará aquí.

Id. Igualmente tomó este gobernador con mucho empeño y el mayor ardor, hace mucho tiempo, poblar las tierras que hay entre dicha villa de Concepcion y el curso del rio Corriéntes; y lo hubiera verificado si V. E., con quien consultó la idea, no le hubiese mandado suspender : y despues que V. E., en vista de la determinacion del rey de 6 de febrero de 1793, le mandó, segun él me dijo, que ejecutase la poblacion de dichos terrenos, ya no ha querido hacerla.

Id. Todo lo cual ha podido muy bien haberlo hecho este gobernador sin malicia : pero la política y buen juicio exigen que yo lo ponga en noticia de V. E.; porque en materias tan graves, que pueden acarrear fatales resultas, se debe precaver aun lo que parezca imposible. Por lo ménos creo que, sin avisar á V. E., no quedaria cubierta mi obligacion, ni satisfecho mi recelo : mucho mas en el dia, que se ha esparcido la voz que me ha consternado, de que los Portugueses se estaban poblando al norte de la Concepcion y al sud del rio Corriéntes, en terreno que nos compete. He dado aviso de esto al gobernador, y procurado averigtar el origen de dicha voz que he hallado infundada : pareciéndome que ha podido tener principio en los Portugueses que actualmente están en Concepcion; lo que me hace temer que, si no es cierto lo que dicen, por lo ménos piensan hacerlo. Ya ve V. E. que si llegase este caso, complicaria infinito la demarcacion de límites y que, no pudiendo proceder á vias de hecho, tendríamos infinito que sentir, quizas sin remedio, aunque para mí podrá servir de disculpa esta carta.

La penetracion de V. E. y su prudencia sabrán hacer de estas noticias el uso que convenga al real servicio, miéntras ruego á Dios guarde á V. E. muchos años.

1795.

40. — *Al mismo, sobre el rio Corriéntes.*

Asuncion, 14 de agosto de 1794.

Excmo. Señor,

Recibo la de V. E. de 30 de junio de este año, en que me manda auxiliar á este señor gobernador intendente en lo que se le ofrezca para el objeto que de órden de V. E. ha de verificar; y como ha llegado dicha órden cuando tenia prontas mis cosas y cabalgaduras para pasar á Misiones, no suspenderé mi viaje, pero dejare órden á mi segundo para que franquee todos los auxilios que pendan de la partida; y por lo que hace á los conocimientos que yo pudiera dar, podrán verificarse desde cualquier parte donde me halláre. Pero el asunto y los lugares están hoy tan sabidos en esta ciudad, que no necesita el gobernador de preguntarme, porque cualquiera es capaz de verificar lo que V. E. dispone.

Nuestro Señor, etc.

Sobre
que Azara auxilie
al gobernador
intendente.

41. — *Al gobernador.*

Asuncion, 17 de marzo de 1795.

He leído el oficio de 30 de junio de 1794, en que S. E. ordena que V. S. ocupe los terrenos que hay al sur del rio Corriéntes, aunque no sea mas que con una guardia ó puesto. Tambien he visto lo que V. S. ha contestado en su representacion de 24 de agosto de dicho año, número 40, dirigida á persuadir que ha tomado tambien sus medidas y que cree tan difícil que los Portugueses no hayan desistido de la idea de ocuparlos, si es que la han concebido, que responde de las resultas.

Sobre ocupacion
de los terrenos
al S. del rio
Corriéntes.

1795. Luego manifiesta V. E. la presuncion de que dichos fronterizos quieren poblarse en los terrenos que médian entre los rios Yaguari é Igatimí; y bajo de este concepto el acuerdo de V. S. con el Sr. D. Diego de Alvear propone por mas útil y ventajoso omitir lo que S. E. ha dispuesto, prefiriendo abrir un camino que, empezando en Concepcion y tirando al este, conduzca á las bocas de dicho Yaguari para fundar en alguna de ellas una poblacion que prevenga á los Portugueses. Con ella y el fuerte de Borbon, se persuaden VV. SS. que no podrán los Lusitanos adelantar sus usurpaciones, y que no habrá necesidad de otros establecimientos. Para remediar VV. SS. aun lo que les parece increíble, y es el que los Portugueses se establezcan al sud de dicho Corriéntes, hallan muy fácil obligarles á la desercion, sin mas diligencia que la de establecernos al norte de dicho Corriéntes con la mayor cercanía á ellos.

El señor Alvear. Como concluye V. S. manifestando alguna desconfianza del proyecto, y se halla persuadido, segun me ha dicho, de que concurren en el Sr. Alvear grande talento, vasta instruccion, infinita habilidad y virtudes heróicas, es de sospechar que ha adoptado dicho proyecto por deferencia á tan grande hombre. Si yo hubiese de determinar, tambien despreciaria mi dictámen por seguir el de dicho señor; pero, como no se me manda por el señor virey acceder á voto ajeno sino decir el mio, no puedo ménos de advertir que no veo en todo lo expuesto por VV. SS. que se hayan tenido presentes muchas consideraciones gravísimas.

Insuficiencia
de ciertas medidas
contra
los Portugueses.

Las medidas tomadas y cuantas se puedan tomar, son insuficientes para impedir que los fronterizos no se establezcan, cuando gusten, al sud del rio Corriéntes. Para eso no han menester mas que venir en sus canoas, como lo hacen con frecuencia, pasando por delante de Borbon, como pasan, sin que nadie les pueda estorbar por los tratados; y en llegando al sud de dicho Corriéntes, saltar en tierra y hacer un ranchito, dejando en él cinco hombres de los de Coimbra. Un rancho como este, lo suelo hacer yo en una hora para dormir en los desiertos: y les basta para sus ideas, porque VV. SS. no los han de echar

Injusticia
de un remedio
propuesto.

por fuerza y ménos los bárbaros, que les son mas afectos y fieles que á nosotros. El remedio que VV. SS. proponen para este caso es, á mi ver, injusto en tiempo de paz; porque no es otra cosa que hacer un atentado é injusticia notoria, poblándose VV. SS. en lo que creen ajeno, porque ellos se hayan establecido en lo que disputan por parecerles suyo, aunque en verdad sea nuestro. En sustancia, el procedimiento que VV. SS. proponen está, en mi juicio, poco distante de lo que el tratado prohíbe con gravísimas penas, bajo del nombre *de via de hecho*.

En la relacion que VV. SS. hacen del camino desde Concepcion á las bocas del Yaguari, conozco la falta de instruccion en la materia, porque no debe ser al este. Esta es la primera vez que hablo de tal camino, por consiguiente han engañado á VV. SS. los que les han dicho que yo le hacía intransitable, y que de este error supuesto habia convencido el Sr. Alvear al señor virey en su gabinete, con los planos en la mano. Para hacer mas palpable la posibilidad de dicho camino, citan VV. SS. el de los Jesuitas, que, segun el P. Antonio Ruiz Montoya, salian de la Asuncion por el rio Paraguay arriba, desembocándose como á las 40 leguas en el puerto de Maracuyú, pasando desde allí á embarcarse sobre el Salto Grande del Paraná. V. S. ha estado en Concepcion, distante mas de diez leguas de esta capital, de donde pudo inferir que el puerto de Maracayú que citan y toda la derrota jesuítica pasaba muy al sud de dicha Concepcion; y por consiguiente, que nada tenia que ver con lo que VV. SS. proyectan. En efecto, el camino del Padre Montoya, que VV. SS. ignoran, empezaba en la Asuncion, y navegando su rio hasta el de Xejuí lo seguian hasta sus cabeceras próximas á los campos del antiguo pueblo de Terrecañí, donde V. S. tuvo las cabalgaduras que aprontó á los Portugueses, y se conocen sus ruinas como siete leguas al norte de Curuguatí. De allí, que era el puerto de Maracayú, seguian los Padres á otro pueblo no muy distante, llamado tambien Maracayú y continuaban hasta el Salto del Paraná. Si no hubiese mas dificultad que la de reconocer el Yaguari, yo les enseñaria á VV. SS. el camino franco y trajinado mil veces, pero

1795.

Camino
desde Concepcion
á las bocas
del Yaguari.

1795. no va por Concepcion como VV. SS. piensan. Empieza en Curuguatí, sigue por dicho Terrecañí y va á dar al paso del rio Igatimí, desde donde sin tropiezo pueden VV. SS. ir al norte por campos, hasta encontrar el Yaguari : y si quieren itinerario, creo que lo hallarán en este archivo. Los Curuguateños andaban anualmente este camino, segun he visto en varios papeles, y he hablado con varios que lo han andado : porque los Curuguateños no hace sino como treinta años, si no me engaño, que han dejado dicha correría.

Un mapita de Azara. Vamos á lo sustancial , y para hacerme entender , agrego un mapita, que aunque no sea exacto en cuanto al curso de los rios menores, lo es suficiente para explicar mis ideas. En él se ve la distancia de los rios Paraguay y Paraná, dividida en dos trozos ; el uno comprende el espacio que hay entre los rios Ipané y Corrientes, y el otro entre el Igatimí y Yaguari. Aquel fué muy apreciado de los antiguos por sus excelentes calidades ; era el mas lleno ó poblado de Indios , que hallaron por acá los conquistadores, que fundaron en él los pueblos de Atira, Guarambaré, Ipané, Perico-Guazú, Taré, Prombey y Caaguazú, sin contar la multitud que llevaron á Santa Cruz de la Sierra, cuyos descendientes se conocen en varios pueblos de los Chiquitos. Los verbales y demas conveniencias que se han descubierto estos años últimos , son notorias y las disfrutan en parte los de Concepcion. Así, solo diré que tiene el rio Paraguay , franco para el comercio, y que proporciona auxilios y escalas para todo lo que se ofrezca mas arriba.

Fundacion
de varios pueblos.

Reduccion
de Pacoyú.

El segundo trozo, entre los rios Igatimí y Yaguari, fué absolutamente despreciado de los conquistadores, que hallándolo casi desierto, nunca fijaron el pié en él, sino el V. P. fray Luis Boláños, que inició la reduccioncita de Pacoyú, que se deshizo en un momento. Desde entónces nadie ha hecho caso de las tales tierras, no obstante de ser conocidas; sino un Portugues que, con una estanzuela de ganados, se estableció junto á una laguna de un potrero grande , y los Portugueses del pueblo de Nuestra Señora de los Placeres, que no han querido volver á él por serles costoso é inútil para sus ideas. Dicho espacio,

segun noticias que confirman los Portugueses de Igatimí y lo que informó el Excmo. Sr. D. Manuel Antonio Flóres, no sirven para ganados, porque no teniendo *barrero* ó la tierra salitrosa, absolutamente necesaria en aquellos terrenos rojos y no calizos, no viven los animales. Cuando se despobló Xerez, y abandonó el mencionado Portugues su estanzuela, quedaron bastantes vacas en plena libertad, de las que los Curuguatenses en las referidas corridas mataron algunas, pero con tanta escasez que, cuando mucho, en el viaje á Xerez encontraban tres ó cuatro; siendo indudable que si el país fuese adecuado habrian en 200 años inundado la tierra donde nadie las ha perseguido. La historia nos dice que todo el ganado que hay, desde aquí al Rio de la Plata, descende de siete vacas y un toro que trajo mi paisano Juan de Salazar. Dicho Sr. Flóres, hablando de esto, tiene por imposible la prosperidad del ganado en dichos lugares, alegando otras razones; y los de Curuguatí, que son vecinos y de la misma calidad, no pueden mantenerlos. Pero prescindamos, y aun demos por sentado que las mencionadas tierras sean excelentes para ganados y todo fruto, no por eso mejorarán para el Estado, porque no hay rio para sacar cosa alguna, y el hacerlo por tierra es la vida perdurable. Curuguatí está rodeado de infinitos yerbales, y no tiene un rio por donde extraer la yerba en las crecientes; pero, como no sirve para embarcaciones de quilla, esto es, para llevar, es una villa llena de desdichas, aunque está muchísimo mas cerca de la Asuncion que el país de que se trata.

La resulta de todo es que VV. SS. responden de que los Portugueses no se poblarán al sud del rio Corriéntes, sin que se conciba cómo pueda nadie responder de otro que tiene interes en hacer aquello, y puede sin que le cueste un real, ni halle ni puede hallar el menor embarazo en las disposiciones de VV. SS. Proponen abrir un camino nuevo y costoso, cuando lo hay para ir al Yaguari; y sin tener presentes las circunstancias de las tierras al norte del Igatimí, quieren hacer un establecimiento en el Yaguari; prefiriendo la proteccion de un terreno inútil, y descuidando lo que vale muchísimo y puede defen-

1795.

Origen
del ganado vacuno.

Curuguatí.

1795.

derse sin expensas ni dificultad. La razon en que VV. SS. se fundan de prevenir á los Lusitanos en aquellas partes, no me hace la menor fuerza; porque no juzgo prudente gastar en eso sumas enormes que no se han calculado, como era regular y preciso en este como en todo proyecto; ni las podrán rehacer con las ventajas que se figuran y que yo tengo por nulas. Si los Portugueses se han establecido ya, quedará frustrado el proyecto de VV. SS.; y si por eso nos viésemos precisados, aunque no hay tal precision, á cederles el país en la demarcacion, que es lo que VV. SS. temen tanto, creo que nada perderíamos y que los Lusitanos no ganarian sino un desembolso sin recobro. Pensar que con esto nos han de llevar tambien las tierras al sud del rio Corriéntes, como VV. SS. dicen, no veo la conexion que tenga uno con otro. Por último, aunque me es sensible, la precision me obliga á decir que no es de mi acuerdo cosa alguna de cuantas contiene el de VV. SS.

Documentos.

He visto tambien los demas papeles que V. S. me ha franqueado, y son: uno de V. S. al Sr. virey, que empieza: « *En oficio separado*, » su fecha 24 de agosto; otro que comienza: « *Acompaño á V. E.*, » fecha 14 de octubre; otro de 19 de noviembre, que inicia: « *En oficio de 14 de octubre*; » otro de 19 de enero que empieza: « *Dirijo á V. E. el mapa*, » todos del año 1794, ménos el último, que es posterior. Ademas he leído los oficios siguientes del señor virey á V. S. Uno de 17 de setiembre que da principio: « *Está bien*; » dos de 19 de noviembre que empiezan: « *Aunque como verá V. S.*, » y « *Teniendo presente*; » otro de 19 de febrero, que comienza: « *Recibí los dos oficios*; » siendo el último del año presente, los demas del anterior; y todos los devuelvo.

Sobre
una guardia
de quince hombres.

Hecho concepto de todo, no me detendré en decir á V. S. mi parecer sobre lo que no importa, como es lo que se habla de demarcacion: porque la corte está bien impuesta, desde ántes que se hiciese el tratado y despues. Así, ciñéndome á lo que conviene, no puedo ocultar mi confusion. El Sr. virey hace mas de siete meses que clama por que se haga una guardia ó puesto de tropa para quince hombres: esto es, un rancho ó casa

1795.

de paja de ocho varas, rodeada de estacas : V. S. ha dispuesto, sin que yo vea la aprobacion, hacer un puesto de estancia, que no es otra cosa sino un corralito como un rancho para dos ó tres hombres, que repunten ó atiendan á unas pocas cabezas de ganado ; y las cartas de los que están con D. José Boláños, encargado del establecimiento, dicen , que está haciendo *quinchas* tratando de capilla ó iglesia, de 200 varas de tablas para puertas y ventanas , de cureñas y lo que Dios sabe ! No es menor mi oscuridad en cuanto á la situacion, porque V. S. me ha dicho que era en la orilla del rio Paraguay, y dichas cartas atestiguan que está nueve leguas tierra adentro, y en la misma orilla austral del rio Corriéntes ; lo que será manifiestamente contra el tratado , si la línea va por él. Tambien veo que V. S. encarga con razon los ahorros del erario en sus instrucciones al comandante destinado ; y que este , para hacer la guardia que ordena S. E. ó el puesto de estancia de V. S., llevó nueve carretas, 400 cabalgaduras, 70 y tantos hombres, etc. : y todavía queria llevar capellan, cirujano, piloto y ministro de real hacienda, para aumento de costos y perjuicios, y dar mas que reir á los que saben los gastos y aparatos que se han hecho en siete meses para construir un rancho de paja y clavar unas estacas.

Si yo hubiese dirigido el asunto , habria mandado al oficial que regresó de Borbon poco há, se detuviese en la costa oriental del rio Paraguay, como un cuarto de legua al sud de la barra del rio Corriéntes, y que con su gente hiciese un rancho pajizo de ocho varas, rodeado de estacada. El lugar es adecuado y el que debe ser : con que, dejando en él diez ó doce hombres con un sarjento y dos cañoncitos, estaba todo concluido. Lo mismo haria hoy enviando 25 hombres en el bote del ramo de guerra ; pondria allí dos canoas, para que en caso de grave insulto pudiesen los presidiarios irse á Borbon ó á la villa , y para que cada mes usen dos de ellos en la una para ir á buscar víveres á uno de dichos lugares. Tendria por excusado el oficial , porque basta un sarjento para no dejar pasar al sud ninguna embarcacion extranjera, aunque trajese pliegos : pues haria lo que

Lugar adecuado
para hacer
un rancho.

1795.

el Sr. virey, que cuando escribe al gobernador de Rio Grande, nuestros chasques llegan á la primera guardia portuguesa, entregan los pliegos con recibo y regresan inmediatamente, sin esperar la respuesta que traen los Portugueses á Santa Teresa, que es nuestro establecimiento fronterizo. El gobernador de Rio Grande hace lo mismo. Como la idea del Sr. virey en hacer dicha guardia parece que ha sido fomentar á los Españoles para que se adelanten con sus estancias, prevenir á los extranjeros y embarazar el comercio que hacen ó pueden hacer en Concepcion, lo dicho creo que basta para todo, y ya ve V. S. que no tiene dificultad ni el menor costo; si, como conviene, lo expende todo el ramo de guerra establecido aquí, con el objeto de fundar y mantener presidios.

Deja establecido
su dictámen.

Este es mi dictámen por conclusion, sin que pueda separarme un punto de su contesto, y debiendo reputarse por opuesto á él todo cuanto se ha hecho y lo que se está haciendo. Cualquiera cosa de mas momento que lo dicho será, á mi ver, inútil y costosa; y si no es en el sitio que fijo, no solo será de mayor gasto y riesgo, sino que no llenará el fin. La idea de puesto de estancia, que como he dicho no veo que esté aprobada, la juzgo intempestiva; porque primero se ha de observar el movimiento que pueden hacer los bárbaros y los fronterizos, ántes de arriesgar los ganados, que tampoco se podrán llevar vivos á Borbon, como V. S. piensa: pues para eso habrian de caminar muchas leguas por las tierras al norte del rio Corriéntes, que se duda sean nuestras, ó por las del Chaco, que por allí son casi todo el año intransitables.

Aun resta que decir por lo que hace á reconocimientos sobre que V. S. insiste tanto. Si no estuviese firmado el tratado de límites, sería útil reconocer los rios Yaguari, Corriéntes, Guachie, etc., para ver si podriamos dirigir la línea por unos mejor que por otros; pero el tratado está hecho, y es forzoso cumplirlo como suena: para esto no hay sino un medio, que es hacer la demarcacion en la forma dispuesta. Supongamos ahora que, á costa de mucho trabajo y pesos, viniésemos á saber, por los reconocimientos que V. S. solicita, que el Yaguari, por ejemplo,

corre diez leguas, mas ó ménos, mas allá que lo que se piensa , que da diez ó mil vueltas ó retortas, y que encabeza con el Guachie ú otro, ningun trabajo nos ahorran estas noticias ; porque, sea lo que fuese, corra por dónde y cómo quiera, y encabece con quien encabezare, el tratado se ha de seguir y los demarcadores de ambas coronas lo han de andar juntos, haya exactos planos y noticias, lo mismo que si no los hubiera. Entónces nadie dudará que el trabajo que V. S. quiere hacer, ó por mejor decir quiere que haga yo y mis subalternos, resultará bien ocioso ; debiéndose notar, que dicho *entónces* no está léjos, y que miéntras tanto no creo haya necesidad para nuestro gobierno de que sepamos mas de lo que sabemos ; y aunque concibamos algunas utilidades en lo que V. S. propone, no merecen los costos.

Si se tratase de hacer otros establecimientos é investigaciones, para las cuales serian precisos los reconocimientos, se dispondrán entónces : porque las operaciones deben ser sucesivas y proporcionadas. Pondré un ejemplo : hecho el ridículo fuer-tecito que he propuesto, á poco tiempo sabríamos si podríamos llevar ganados á él para surtirlo y á Borbon. De aquí se seguiria naturalmente el conocimiento del curso del rio Corriéntes, y sacaríamos las cuentas si podríamos hacer un pueblo hácia sus cabeceras, donde nos podria convenir, pero que no hablo de él ni de otras cosas, porque no es tiempo.

V. S., en vista de mi dictámen por escrito, que es el mismo que dije á V. S. de palabra, sabrá lo que ha de hacer ; porque yo he cumplido con darlo tal cual lo entiendo, sin pretender que sea infalible ni preferible á otros.

Nuestro Señor, etc.

FÉLIX DE AZARA.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.



MEMORIA

DE LO OCURRIDO EN LA EXPUGNACION

DE LOS FUERTES DE BOCA CHICA Y SITIO DE LA CIUDAD DE CARTAGENA DE INDIAS,

EN EL AÑO DE 1741, POR LOS INGLESES.

Formada de los pliegos remitidos á S. M. (Q. D. G.), por el virey de Santa Fe D. Sebastian de Eslaba, con D. Pedro de Mur, su ayudante general.

1741.

Trágico suceso
del ejército inglés
en Cartagena.

Aunque son ya tan públicas en Europa las circunstancias del trágico suceso de la armada y ejército inglés en Cartagena de Indias, que no hay juicio imparcial que las dificulte, es forzoso referirlas segun las expone D. Sebastian de Eslaba, virey de Santa Fe, con fecha 21 de mayo, y segun las individualiza su ayudante general D. Pedro de Mur, que ha venido á España con tan importantes noticias, porque corren desfiguradas y diminutas, no ménos por la oficiosa venalidad de algunos infelices gaceteros, que por el eficaz estudio con que la corte de Lóndres las oculta, recelosa de las impetuosidades de aquel pueblo, ó por mantenerlo iluso y empeñado, se considera conveniente

que vea el mundo, que el rey ha procedido desde que empezó esta guerra con la mas igual y fundada razon, no busca ahora en sus incidentes la inversion de la verdad, sino que se comprenda por su desnuda relacion cuanto ha favorecido la Omnipotencia el valor de sus tropas y lo justo de su causa en el abatimiento y destrozo de sus enemigos.

Para que se entiendan mejor los hechos que han de expresarse, y se distinga dónde brilló mas la gallardía de nuestras armas, y dónde pudo merecer disculpa el tenaz empeño de los Ingleses, es preciso describir primero el teatro de tan memorables acciones.

Está Cartagena situada en la parte meridional de la América, que propiamente se llama Tierra Firme; su figura se acerca á cuadrilonga, y su fortificacion por los tres lados es de pequeños baluartes á la antigua, porque mira al mar de algunos ángulos salientes y entrantes que son los que forman su muralla. Júntase al continente por las dos partes mas estrechas y tiene en cada una dos baluartes, casi regulares; la parte que mira al nordeste se comunica por un puente de madera, á una lengua de tierra que corre en forma de média luna, cinco leguas hasta Punta de Cañoa, y tiene en su mediacion lo que se llama la Boquilla, que no es otra cosa que un terreno bajo por donde se mezcla el mar en sus crecientes con la ciénega de Tesca, del mismo modo que esta con las aguas de la bahía. La otra parte estrecha de la plaza que mira al S. O., y está defendida de tres baluartes, los mejores por su tamaño y construccion, se une tambien á una lengua de tierra que sigue hasta Boca Grande, extendiéndose en la mediacion con un brazo de tierra que contribuye á la formacion del puerto.

Al S. E. de la plaza cae el arrabal de Gimani, unido á ella por un dique de tierra y fortificado por el propio tiempo que la plaza; tiene tambien su comunicacion con el continente por otro igual dique y defendido por el castillo de San Felipe de Barájas. Este fuerte se halla situado al E. de la plaza, sobre el monte de San Lázaro, que lo domina. Forma una línea paralela con el arrabal, á distancia de 325 toesas, y se reduce á un re-

1741.

Descripcion
de Cartagena.
Está
en Sud-América.

El arrabal
de Gimani.

1741.

ducto de mampostería con tres medios baluartes que tiene á su izquierda, un pequeño hornabeque de fajinas, dos cortaduras, la una que flanquea el hornabeque, y la otra que sirve de comunicacion para bajar, la derecha donde hay una plataforma con una batería de cinco cañones, opuesta por aquella parte á la venida del enemigo.

El puerto.

Casi al mismo rumbo que el arrabal, algo mas al S., está el puerto, que se forma del brazo que sale de Tierra Bomba y de la isla de Manga y la de Manzanillo, y entrándose en él por dos bocas que divide un bajo, las defienden dos fuertes, el uno que se llama Castillo Grande, situado en la Punta de Tierra Bomba, y el otro en la del islote del Manzanillo, de quien toma el nombre.

La bahía, que es de figura muy regular, tiene tres leguas de N. á S. y está dividida casi por mitad de una punta de la isla de Boca Chica. Esta isla, que se comprendia ántes en lo que se llama Tierra Bomba, empezó á serlo el año pasado de 1740, que la impetuosidad de una borrasca abrió la que se ha nombrado Boca Grande, que es por donde se comunica el mar con la bahía, bien que con fondo solo capaz de lanchas.

La bahía.

La entrada en la bahía, capaz por su fondo de cualquier navío, es la que se llama Boca Chica; tenia en su derecha, construido en una pequeña isla ó bajo, el fuerte de San José con 12 cañones, y ántes de llegar á él, en la punta que llaman de Abanicos, una batería de fajinas y tierra con 14 cañones, y mas adelante, volviendo sobre la izquierda, otra de 4 en el sitio que llaman el Baradero. En frente de San José, con corta diferencia, en la isla de Boca Chica, está el castillo de San Luis, cuya figura es de un tetragono de 60 toesas de longitud, sin camino cubierto, y solo con dos porciones de contra-escarpa, que empieza la una desde el frente de la puerta principal con que se cubre aquella parte y algo de la cortina derecha, y la otra que está delante del frente que mira á la batería de San Felipe: pero ambas con tal desproporcion, que teniendo de 10 á 11 piés de alto y 7 de ancho, le faltan por detras 4 piés al plan, de suerte que sirven de parapeto y contra-escarpa contra el

mismo castillo. Sus murallas, que por diferentes partes se descubren hasta el pié, no pueden resistir al cañon, igualmente que sus parapetos, que carecen del espesor correspondiente, y están terraplenados de arena, piedra y tierra de mala calidad. No hay obra alguna en él que esté á prueba de bomba, y su puerta no tiene puente levadizo ni rastrillo que la defienda. Sobre la derecha de este castillo, en lo que se dice playa de Zumba, habia dos baterías con 12 cañones, tanto para defender la entrada de Boca Chica como para apartar el desembarco, que es fácil por aquella parte.

Contra esta plaza, pues, salió de Jamáica el almirante Eduardo Vernon con la mas numerosa y fuerte armada que vieron jamas aquellos mares. Componíase de 8 navíos de tres puentes, 28 de línea, 12 fragatas y paquebotes de 20 hasta 30 cañones, 2 bombardas, algunos brulotes, 130 embarcaciones de transporte, que llevaban á su bordo mas de 9,000 hombres de desembarco, que debia mandar en tierra el brigadier Wentworth, en los regimientos de Ariseson, de Wentworth, de Wolses, de Robinson, de Lopateish, de Wingures, de Grantés, de Moretens Gooch y de Lands, y 20,000 negros de machete destinados al trabajo de la fajina.

Para resistir á tantas fuerzas solo habia en la ciudad y sus fuertes la acreditada experiencia del virey de Santa Fe, D. Sebastian de Eslaba : 1,100 hombres de los batallones de España, de Aragon, de la Plaza y piquetes sueltos ; 300 milicianos, 2 compañías de negros y mulatos libres, y 600 Indios del monte para trabajadores. Y para la defensa del puerto 6 navíos de guerra con 400 soldados de su guarnicion y 600 marineros : los dos navíos, para embarazar que por Boca Grande entrasen los enemigos con lanchas, si lo intentaban, para hacer por allí su desembarco, y los restantes en Boca Chica para impedir el ingreso á la bahía ; unos y otros, no ménos que los castillos y baterías, á la órden y acertada conducta del teniente general de marina D. Blas de Leso.

El dia 13 de marzo, á las 9 de la mañana, se avistaron por Punta de Canoa las primeras velas del enemigo, que fueron un

1741.

Salida
de
Eduardo Vernon
de Jamáica
contra Cartagena.

Fuerzas que había
en la plaza
y en el puerto.

Avistase la escuadra
enemiga.

1741.

navío de 76 cañones, otro de 50 y un paquebot; pero hasta el 14, que, no obstante la caza que le dieron, entró en el puerto una balandra con el aviso de que venían indefectiblemente á atacar la plaza los Ingleses, no se concibió que pudiesen ser destacados de su escuadra los referidos buques. Acaloró entonces sus providencias el virey: pasó á residir á bordo del navío la *Galicia* D. Blas de Leso, y se echó la cadena á Boca Chica para esperar, dispuesto así, todos los movimientos del enemigo.

Fondea
toda la armada.

Ocupábanse en tanto las tres mencionadas velas en sondear la playa, y el día 15, á las 4 de la tarde, se dejó ver toda la armada, y luego que montó la Punta de Canoa, dió fondo entre los tres navíos, algo mas distante de aquellos que de la Boquilla, cuyo reducto, que se llama de la Cruz Grande, y es solo de fajina, sin foso, estacada ni puerta, y asimismo la playa, fueron luego guarnecidos por el virey con 3 compañías de granaderos, 4 piquetes, las 2 compañías de pardos y 40 caballos armados de lanzas, que pudieron juntarse entre los vaqueros, todos á cargo del teniente coronel D. Pedro de Caséllas, comandante del segundo batallón de Aragon.

Se sondan
las cercanías
de Boca Chica.

No obstante ser accesible para el desembarco esta playa, no se atrevieron los enemigos á intentarlo, temiendo sin duda la oposicion; y el 17 destacaron 4 navíos á sondear las cercanías de Boca Chica, segun se observó; y habiendo el 18 rendido el palo mayor uno de ellos, al virar bordo para incorporarse con su escuadra, á los tres que quedaban se les juntaron otros cuatro en el 19, acercándoseles en el 20 todo su armamento, con el designio (al parecer) de procurar su desembarco en Playa de Zamba. Para facilitarlos sin los riesgos de la resistencia, se dividieron los 7 navíos que estaban anclados, pasando los 4 á batir el castillo de San Luis de Boca Chica, que estaba á cargo del ingeniero en jefe D. Carlos de Nanz, y los tres á ejecutar lo propio con las baterías de San Felipe y Santiago, mandadas por D. Lorenzo de Alderete, capitán de los batallones de marina; lo que ejecutaron con tan obstinado fuego, que consiguieron demolerlas enteramente y precisar á nuestra tropa, que quedó al descubierto, á retirarse por no perecer sin arbitrio ni utilidad.

Ataque á un castillo
y una batería.

Ancló luego la armada al abrigo de la Ensenada y viraron los 3 navíos á unirse con los 4 que batian el castillo, con lo que se aumentó el fuego correspondido gallardamente por el de esta fortaleza, el de las baterías de San José y Punta de Abanicos, que mandaban el capitan de batallon D. Francisco Garay y el teniente de navío D. José Polanco Campuzano, y por el de nuestros navíos del mismo modo; de suerte que cuando cesó, al caer la noche, 4 de los 7 enemigos se retiraron á remolque, calando sus masteleros, alijándolos á toda prisa, evidentes señales del excesivo descalabro que padecieron.

No fué considerable el que experimentó el castillo, pues se redujo á desmontarle dos cañones; pero en la misma noche comenzaron las dos bombardas con cuatro morteros á arrojar incesantemente una multitud de bombas, y continuaron en los dias 21, 22, 23 y 24 con tan porfiado teson, que arruinaron la mayor parte de los edificios del castillo y desmontaron algunos cañones; y por un soldado ingles que en esta mañana se pasó á nuestro campo se supo que en la misma noche habian hecho los enemigos su desembarco en Playa Zamba, y que habiéndose desconocido dos piquetes suyos, se hicieron fuego y murieron un capitan y 50 hombres, quedando otros muchos heridos. Plantaron luego una batería de 12 morteros para granadas reales, y el viréy, que desvelado atendia repetidamente así al castillo de Boca Chica como á donde lo pedia la necesidad, dispuso que saliese el capitan D. Miguel Pedrol, el teniente D. Carlos Gil Frontin y el alférez D. José Mola, todos tres del batallon de Aragon, con un piquete de 60 hombres escogidos, á reconocer las operaciones del enemigo y á hacer algun prisionero de quien informarse, por ocultarlos la fragosidad del monte, en que se apoyaba la izquierda de su campo, segun pudo descubrirse, como la derecha hácia el mar, su vanguardia en las baterías de San Felipe y Santiago, donde construyeron la de sus morteros, y su retaguardia en la antigua batería de Zamba, bien atrincherada á lo largo de esta playa: y aunque se mantuvo este capitan y su tropa cuatro dias para ejecutar lo que se le mandaba, que los provocó á salir de sus trincheras,

1741.

Ancló la armada.

Descalabro
que sufrieron
los Ingleses.

Bombardeo
durante 4 dias.

Desembarco
en Zamba.

Reconocimiento.

1741. hombres de su tripulacion. Al *San Felipe*, que quedó con su popa en el bajo de San José, se le pegó fuego, que prendió, sin poderlo remediar, en el navío *África*, con lo que se abrasaron los dos, y solo el *San Carlos* se consiguió que se fuese á pique en medio de la canal.

Se retiró
con D. Blas de Leso.

Retiráronse el virey y D. Blas de Leso á las tres de la mañana del día 6, y providenciaron inmediatamente el atravesar desde Castillo Grande al Manzanillo todas las embarcaciones del comercio (de apollado), disponiendo los dos navíos de *Guerra* y *Dragon* en línea recta para echarlos á pique y cerrar así las dos bocas del puerto, en caso necesario, como se ejecutó con los primeros el día 8 y con los segundos el 11. Juzgóse al mismo tiempo necesario el desamparar al Castillo Grande, como no capaz de defensa é imposible en su pérdida la retirada de la guarnicion, que importaba mas unirla á la de la plaza, singularmente no quedándole al enemigo en el caso que pudiese servir á su utilidad.

Tentativa frustrada
de un desembarco.

Estaba ya la armada en la bahía anclada en Punta de Perico, y habian intentado un desembarco en Manzanillo, que rechazaron vigorosamente nuestros piquetes, cuando el día 12, uno de sus navíos de tres puentes se llegó á atracar por su popa á la del *Conquistador*, que habia quedado algo boyante, y largando sus velas al comenzar la brisa, y virando sobre él, se lo llevó arrastrando, con lo que consiguió desembarazar la entrada del puerto, como lo experimentaron inmediatamente sus bombardas, una fragata de 50 cañones y algunos paquebotes, con lo que dieron principio al bombardeo de la ciudad, que duró, sin intermision, hasta el día 17, y lograron, con el fuego de la fragata y paquebotes, alejar nuestros piquetes y favorecer así su desembarco.

Este tuvo lugar.

Hiciéronlo en fin el día 6, al amanecer, abrigados del fuego de sus navíos, por tres partes, que fueron por el Manzanillo, por el Tejar de Gracia y por el de Alsibia, formando cada cuerpo en columnas, que marcháron, aunque molestados vivamente de nuestra tropa, hasta el Tejar de Gabala, donde hicieron alto y se fortificaron, extendiendo su derecha hasta el pié

del cerro de Nuestra Señora de la Popa, y su izquierda á la Marina.

1741.

Consiguieron el 17 tomar el convento de Nuestra Señora de la Popa; y con alguna pérdida ocuparon tambien el Tejar de Lozano.

Toma
de un convento.

El dia 19 atacaron en el camino de la Boquilla el importante puerto de la Cruz Grande, que estaba el cargo de algunos milicianos, y habiendo cedido estos al ímpetu de los enemigos y desamparado el puesto, el virey le reforzó con cuatro piquetes de tropa veterana, los cuales no solo alcanzaron á los enemigos, sino que los atacaron con tanto ardimiento que lograron su derrota con muerte de 17 hombres, que quedaron en el campo.

Ataque del puerto
de la Cruz Grande.

Tenian resuelto los enemigos tomar por escalada el castillo de San Felipe de Barájas, que tambien se llama de San Lázaro, y está situado á la parte del E. de la plaza, sobre un monte que la domina y forma una paralela al frente del arrabal de Gimani, y tiene la ciudad á distancia de 325 toesas.

Castillo
de San Felipe
de Barájas.

El manejo de los morteros de granadas reales que los enemigos dirigian al fuerte, les hizo creer que bastaria para incomodar tanto á la guarnicion que hiciese poco constante su resistencia, y sobre este supuesto, el dia 20 de abril, dos horas ántes que amaneciese, se arrojaron con intrépido orgullo al avance, con cerca de 4,000 hombres, divididos en tres columnas, llevando gran número de escalas y manteletes y muchos útiles para mover tierra.

Habia el virey hecho construir para la defensa de esta fortaleza un pequeño hornabeque de fajinas, con su camino cubierto y glasis, cortando la altura de un monte de una parte á otra. El frente de este hornabeque tendria 12 toesas de largo, con comunicacion al pié del castillo, cortado en el mismo terreno; á la derecha del fuerte hizo tambien construir una plataforma con una batería de 5 cañones, que por aquella parte descubria y flanqueaba al enemigo, y de una obra á otra exterior se continuaba por el pié del castillo la comunicacion cortada en el mismo terreno, en cuyas obras consistia la particular defensa del fuerte.

Hornabeque
para defensa
de la fortaleza.

1741.

Resguardo
de ciertos puestos.

Dispuso el virey con acierto el resguardo de todos estos puestos, habiéndolos guarnecido con varios piquetes, mandados por los correspondientes oficiales : uno del regimiento de España, mandado por el capitan D. Felipe de Solis ; otro de las compañías de marina , mandado por el teniente D. Manuel Moreno ; otro de la plaza, mandado por el capitan D. Juan Toribio, y otro de voluntarios, mandado por el capitan D. Manuel Predol, que servia de guardia avanzada; y el gobernador del castillo, M. Gonni, teniente de infantería, tenia de guarnicion otro teniente con 25 hombres.

Avance
por el hornabeque.

Poco ántes de las tres de la mañana dieron principio los enemigos al avance por el hornabeque , sufriendo gran fuego de nuestras baterías del castillo, de metralla, y de nuestras obras con el fusil, habiendo ayudado mucho á la constancia y al acierto la asistencia de D. Blas de Leso á la batería de média luna. El teniente de rey D. Melchor de Navarrete , que mandaba aquellas obras exteriores, las reforzó con algunos piquetes del reten , y habiendo dado cuenta al virey, acudió velozmente con nuevo socorro mandado por D. Pedro Caséllas , con lo cual se continuó la pelea con conocido estrago de los enemigos, y no pudiendo nuestra tropa tolerar ya la pasiva defensa que hacia desde sus parapetos, salió de ellos á las 6 de la mañana, y con bayoneta calada se arrojaron todos tan impetuosa y gallardamente sobre los enemigos, que los precisaron á volver la espalda con desórden, dejando en el campo las escalas, manteletes y útiles para mover tierra, que habian llevado para el asalto, y mas de 800 muertos y 200 heridos, entre ellos algunos oficiales , de los cuales aunque luego fueron conducidos á los hospitales y asistidos con cuidadosa caridad, murieron los mas en los dias siguientes, y entre ellos se contaron un capitan de granaderos y cuatro subalternos de distinguida calidad , un hijo de milord Forbes, y otro sobrino del coronel y brigadier Granste, que habia mandado el avance ; y anteriormente se habia sabido que en el combate de Boca Chica habia muerto de un cañonazo el ingeniero comandante, sin que en nuestra tropa hubiese mas pérdida que la de 20 hombres entre muertos y heridos.

Con acertada prevencion tenia dispuesto el virey al pié del cerro 10 á 12 piquetes, para que en tiempo oportuno intentasen cortar á los enemigos la retaguardia, pero impidió esta accion una columna de 800 hombres, que salió de su campo á sostenerlos luego que pudieron reconocer la precipitacion con que se retiraban y el ardor con que nuestra tropa continuaba el estrago.

Luego que los enemigos se aseguraron en su campo, pidieron permiso para retirar los muertos y heridos, y el virey respondió que estos estaban ya en el hospital y aquellos serian entregados en determinado tiempo y paraje, y así se ejecutó.

El dia 22 intentaron forzar el puesto de la Cruz Grande y fueron rechazados, y el 24 quisieron hacer lo mismo con el de Manzanillo con una lancha y dos botes, sostenidos por un navío de línea; pero despues de dos horas de fuego se retiraron sin pérdida nuestra, por el valor con que resistió D. Baltasar de Ortega con 24 milicianos del país.

Desde el 21 al 23 aumentaron sus baterías de tierra, y de consiguiente sus fuegos, pero sin que en nuestra tropa se experimentase pérdida ni se conociese desaliento.

El 26 hicieron los enemigos entrar el navío la *Galicia* por donde habian pasado las bombardas, dejándole á tiro largo de nuestro cañon, y el 27 le arrimaron á tiro hecho de los baluartes de la plaza; y habiendo empezado á hacer fuego, duró recíprocamente hasta las 10 de la mañana, en que el navío se vió precisado á picar sus cables y dejándose ir á la ronsa hasta bajar sobre el Manzanillo, donde fué socorrido y quemado por los enemigos, despues de haber recogido la gente.

El mismo dia 27, por la mañana, á las 10, se levaron las bombardas y se incorporaron con la escuadra, y el 28, dos horas antes de amanecer, cesó tambien el bombardeo de tierra.

Al romper el dia se oyeron todos los instrumentos músicos y bélicos de los enemigos, con mas continuacion y mas estrépito que hasta entónces, y luego que amaneció se huyó de su campo un marinero vizcaino prisionero, y dijo que los enemigos habian abandonado enteramente el campo, y se habian embar-

1741.

Prevencion
del virey.

Permiso
para retirar
los muertos
y heridos.

Tentativas
frustradas.

Aumento
de baterías.

Entrada
de un navío.

Incorpóranse
las bombardas
con la escuadra.

1741.
Embarque
de la tropa.

cado con su tren, tropa y pertrechos. Mandó luego el virey que cinco piquetes marchasen á picarles, si fuese posible, la retaguardia ; pero cuando llegaron al campo, ya estaba toda la tropa á bordo de sus navíos, y solo hallaron algunos barriles de pólvora, resina, balas, porcion de fusiles, algunas cajas de tambores y útiles de mover tierra. Hicieron 9 prisioneros ingleses con un capitan de negros, y ocuparon nuestras tropas sus antiguos puestos, á excepcion de Manzanillo, que conservaban los enemigos con una pequeña guarnicion al abrigo de toda la artillería de su armada.

Pérdidas
del enemigo.

Á las 10 de la mañana del mismo dia llegó un bote con una carta del almirante Vernon, proponiendo el canje de prisioneros, y el 30 se efectuó en la forma acordada por el virey.

No pudiendo el virey hacer cómputo fundado de los muertos y heridos de los enemigos, le fué forzoso valerse de los prisioneros canjeados, los cuales dijeron que en la funcion de la mañana del 20 perdieron entre muertos y heridos mas de 150 hombres, con lo mejor de sus oficiales, y que en los 17 dias del combate de San Luis de Boca Chica murió igual ó mayor número, pero que ha sido mas crecido el de los que han fallecido al rigor de las enfermedades de escorbuto y cámaras de sangre, que prosiguieron con mas estrago que nunca.

Navíos
mal tratados.

Tambien aseguraron que de los navíos que se emplearon en el combate del mismo castillo, salieron 17 tan maltratados, que once no podrian continuar la campaña sin un gran reparo, y los seis estaban incapaces de ponerse á la vela.

Demolicion
de castillos.

Para dejar el puerto sin defensa, y su entrada del todo libre, se ocuparon los enemigos desde el dia 1º hasta el 5 de mayo en demoler los castillos del mismo puerto, y habiendo hecho pasar á Boca Chica todas las embarcaciones, en los dias 5, 6 y 7 de mayo, salieron el 8 mas de 20 embarcaciones con algunos navíos de guerra, tomando su rumbo á la Jamáica, y continuando lo mismo las demas embarcaciones, cubrió la retaguardia el dia 20 el almirante Vernon con 14 navíos de línea y algunos paquebotes y balandras.

Estas son las mas esenciales partes de que ha constado el

todo de la mayor expedicion que han visto los mares de América desde su descubrimiento, sin exagerar el poder ni el número de los Ingleses. Son dignos de eterna alabanza el valor, la constancia y fidelidad de los generales y de las tropas del rey, porque si alguna de estas circunstancias les hubiera faltado, sin duda hubieran cedido al inmenso cúmulo de trabajos, al estrago continuo del fuego y á los reiterados esfuerzos de un ejército arrogante y orgulloso. Pero, sin embargo, se ha visto con evidencia que el triunfo ha sido completo, porque uniendo á las deposiciones de los desertores y prisioneros las noticias antecedentes de las resultas de los ataques y reencuentros pasados, se infiere que á lo ménos quemaron seis navios, porque en los días 2, 4 y 6 se vieron en distintas partes de aquel mar seis grandes humos que no pudieron proceder de otra materia, y con igual certeza se conoce que los muertos pasan de 9,000 hombres, porque ademas de los muchos que perdieron en Boca Chica y en los reencuentros del puerto y sitio de la ciudad, habiendo el virey mandado ocupar los puestos desamparados por los Ingleses al tiempo de su embarco, halló nuestra tropa la dilatada distancia de tres leguas muy ocupada de cadáveres y señales de sepulturas recientes: y se confirmó mas esta notable pérdida cuando visiblemente se reconoció desde tierra que en las naves de la armada enemiga faltaba gente para hacer las precisas maniobras. Al contrario, en nuestra tropa ha derramado Dios tan abundantemente sus misericordias, que solo hemos perdido 200 hombres en el dilatado espacio de mas de dos meses de defensa, habiendo sufrido el estrago de infinitos cañonazos y mas de 9,000 bombas, sin haberse libertado de balas rojas, ollas y flechas incendiarias con que se hacian mas continuas y ménos tolerables las precisas fatigas: siendo tambien muy digno de consideracion que hasta el viento ha sido favorable, porque la continuacion de las brisas frescas ha impedido que pudiese llegar á la ciudad el pestilente olor de los cadáveres.

Dentro de este documento, maltratado ya por la traza, se encontraba un papelito suelto de la propia letra que la anterior,

1741.

Conducta loable
de las tropas
del rey.

Sus pérdidas.

1741.

donde se leia lo siguiente , con las interrupciones que ha permitido leer la polilla :

Participacion
de los Ingleses
al almirantazgo.

« El 12 de abril, que el enemigo se halló dentro de la bahía con la armada y tren de su brillante expedicion, se lisonjeó de tomar la plaza y dispuso despachar á Lóndres un paquebote participando al almirantazgo la posicion ventajosa en que se hallaba, haber forzado el puerto y que considerando de ménos (no se puede leer) de la plaza, se felicitaba tener logrado el éxito (no se puede leer), y pedia tomase parte la nacion entera en una conquista de que tantas ventajas debia prometerse. El almirante (no se puede leer) Lóndres, no menos fácil que un héroe en lisonjearse de futuros acontecimientos, trasmitió al pueblo los mismos sentimientos (no se puede leer), adelantó con tres dias de iluminacion y batir monedas á celebrar las glorias de la conquista para sufrir despues el vergonzoso arrepentimiento de su lijereza. »

Es copia.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.



INFORME

DEL VIREY D. NICOLAS DE ARREDONDO

Á SU SUCESOR D. PEDRO MELO DE PORTUGAL Y VILLENA,

SOBRE EL ESTADO DE LA CUESTION DE LÍMITES ENTRE LAS CORTES DE ESPAÑA Y PORTUGAL,
EN 1795.

NOTICIA HISTÓRICA.

Una de las obligaciones de los vireyes que se retiraban del mando, era informar á sus sucesores del estado en que dejaban los negocios, en una exposicion que, sin ser destinada al público, era trabajada con esmero sobre los papeles oficiales. Todas las instrucciones secretas, todos los oficios reservados, sin excluir los que se enlazaban con la alta y misteriosa política del gabinete, servian de materiales para estos documentos, que contenian la historia mas auténtica del vireinato.

Los vireyes solian encargar estos trabajos, en que tanto se interesaba su buen nombre, á algun sugeto hábil, que, sin desnaturalizar los hechos, los relatase en un estilo culto y elegante.

1795.

Informes
de los vireyes
retirados.

1795.
Defecto
de esa institucion.

Esta institucion, cuyo objeto era dirigir y uniformar la marcha de los administradores, no tenia mas defecto que la falta de publicidad, vicio de que adolecian todos los actos del regimen colonial, tan celoso de comunicar los conocimientos que podian ilustrar á los pueblos sobre su propia situacion é intereses.

Reserva
injustificable
de archivos, etc.

Los archivos, que en todas partes se franquean con generosidad, se ocultaban indistintamente á toda clase de personas, renunciando de este modo al fruto de las investigaciones de los hombres ilustrados. Esta reserva no tenia límites y se extendia á los mismos empleados, por mas eminente que fuese su rango. Azara fué poco ménos que expulsado del archivo de la Asuncion, á pesar de ser oficial superior de la real armada y uno de los comisarios del rey para la demarcacion de límites del Paraguay.

Si se hubiese puesto la misma vigilancia en conservar que en esconder, no tendríamos que lamentar la dispersion de tantos materiales que interrumpen la série de tradiciones mas interesantes.

Pérdidas
de informes.

Los mismos informes de los vireyes, que merecian un particular cuidado, han sido envueltos en estas pérdidas, que tal vez deban tenerse por irreparables.

El fragmento que publicamos pertenece al informe que dejó el virey Arredondo al Sr. Melo, que lo reemplazó en 1795.

Desempeño
de un encargo.

No obstante la tregua que se habia hecho en la cuestion de límites, sostenida con tanto calor por los demarcadores, no podia prescindirse de hablar de sus incidentes y del estado á que habia llegado este negocio al traves de tantos debates. Este encargo fué desempeñado por el Dr. D. Julian de Léiva, abogado de mucho crédito en el foro argentino, en una época en que no faltaban talentos que le ilustrasen.

Su mérito principal.

El principal mérito de este escrito es el de haber comprendido en tan pocas páginas la historia entera de la demarcacion, desde su origen hasta su término, clasificando todos sus hechos y condensándolos bajo sus respectivos epígrafes con un laconismo poco comun en los hombres de su oficio.

Cada párrafo (según nos ha asegurado el Sr. canónigo Segura, que frecuentaba entonces la casa del Dr. Léiva) es el resumen de infinitos papeles que el autor registraba con una escrupulosa diligencia, extractando lo que podía contribuir á ilustrar la materia, sin sobrecargarla de detalles.

Solo el estudio que habia hecho de la historia del país pudo facilitarle esta tarea, en que la abundancia de los materiales estaba en oposicion con la brevedad, tan recomendable en esta clase de documentos (1).

1795.

ESTADO ACTUAL Y PROGRESOS DE LA LÍNEA DIVISORIA.

1. La célebre controversia suscitada desde el descubrimiento del Nuevo Mundo, entre nuestra corte y la de Lisboa, sobre los límites que en tan vastas y desconocidas regiones debian circunscribir sus respectivas conquistas, aunque pareció terminada en su propio origen por la bula de Alejandro VI de 1493, tardó muy poco en reproducirse con mayor ardor que al principio, con ocasion de haberse establecido los Portugueses en las tierras del Brasil, á que tenia derecho nuestra corte, no solo por la decision pontificia de Alejandro VI, y por lo capitulado en el tratado de Tordesillas de 1494, sino tambien porque ya habian sido descubiertas á expensas de nuestra corona por el capitán Juan de Solís. Es bien sabido que Solís tomó posesion de ellas en el año de 1516, quando los Portugueses no habian visto tierra de América, y que recorriendo Solís para el sur las extendidas riberas del Océano hasta el caudaloso riode la Plata, hicieron en sus márgenes nuestros pobladores sus primeros establecimientos el año de 1526, empezando á sufrir desde esta fecha la oposicion de los Portugueses, que con desprecio del

Resúmen histórico
del modo y tiempo
en que
los Portugueses
se introdujeron
en esta parte
de América.

(1) PEDRO DE ÁNGELIS.

1795.

referido tratado y de la resolución de Alejandro VI, habían arribado al Brasil después que Solís fué muerto por los Indios.

Hostilidades
de los Portugueses
en la América
meridional.

2. Desvanecidos aquellos extranjeros con las fantosas conquistas del Oriente, y confiados en que nuestra corte prestaba toda su atención á sostener las sangrientas y difíciles guerras que le suscitaba en Europa la rivalidad de una nación poderosa, y otros potentados émulos de su grandeza, no perdieron tiempo en aprovecharse de una oportunidad que lisonjeaba demasiado las ambiciosas ideas que abrigaban de extender sus establecimientos y conquistas hasta las Indias Occidentales. En efecto, ellos lograron fijar el pié en las playas del Brasil, y no tardaron mucho en introducirse en lo interior del continente, con tan resuelta intención de apropiárselo exclusivamente, que llegaron á formar el atrevido proyecto de ir á disputar á los Españoles la gloriosa conquista de las riquísimas provincias del Perú en que estaban entendiendo.

La tentativa de esta empresa, tan injusta como mal forjada, aunque produjo un éxito tan fatal que puso á la nueva Colonia en estado de salir del dominio de sus pobladores, no por eso sirvió de freno á la ambición que la devoraba. Aun no se habían pasado ocho años desde este acaecimiento desgraciado, cuando la población de la capital de Buenos Aires, ejecutada por el adelantado Pedro de Mendoza el año de 1535, excitó la envidia de los Portugueses, mirando este establecimiento y sus anteriores como una usurpación de sus dominios, sin otro fundamento que el de una avaricia tan ciega como desmesurada. De este principio tuvieron su origen diferentes insultos que sufrieron de los Portugueses nuestros primeros pobladores, sin que bastase á interrumpirles la unión de aquella corona á la de España, verificada en el año de 1580; pues sin embargo de ser ya vasallos del mismo monarca, hacían la guerra á los establecimientos españoles con todo el furor de extraños, reduciendo, con las armas en la mano, pueblos y provincias enteras al yugo de la mas despótica y monstruosa dominación. Creció este desenfrenado orgullo, cuando el espíritu de una general rebelión

puso en las sienes del duque de Braganza la corona de Portugal, el año de 1640.

3. Sin contar con diferentes atentados que cometieron después de establecida la paz, el hecho solo de haber poblado en la banda septentrional de este río, el año de 1680, la Colonia del Sacramento, da á conocer claramente á qué punto se dirigian las injustas miras de los Portugueses. La posicion de un establecimiento extranjero en frente, y con tanta inmediacion á esta capital, dió mérito al gobernador D. Pedro Garro para desalojar á los Portugueses de la injusta posicion de esta Colonia : bien que, ántes de llegar á este extremo, apuró todos los recursos que le dictó su prudencia para hacer comprender á D. Manuel Lobo, fundador y comandante del nuevo establecimiento, toda la injusticia y malas resultas de esta usurpacion.

4. El Excmo. Sr. virey de Lima volvió á exhortar á Lobo á que desocupase la plaza, porque en su defecto tenia orden de sitiarla y tratar á su guarnicion como á enemiga. No cedió aquel comandante á esta última intimacion, ántes respondió decididamente, que habia poblado la nueva Colonia por orden expresa del serenísimo príncipe D. Pedro, regente del reino, y la mantendria á su nombre contra todas las fuerzas que se le presentasen : dando por causal de este despecho, que los Portugueses tenian derecho de ocupar cuantas tierras encontrasen vacías sobre esta América meridional. Una respuesta tan altanera no dejó otro arbitrio á D. Pedro Garro que verificar el asedio de la Colonia en el referido año de 1680. Las armas españolas, reducidas á las milicias del país, triunfaron de la temeridad portuguesa, haciendo prisionero al comandante y á la mayor parte de la guarnicion. Pero este suceso tan glorioso dió á conocer el extremo de debilidad á que se veía reducida nuestra corte, por las sangrientas guerras y políticos manejos de sus poderosos adversarios ; pues el duque de Jovenazo, plenipotenciario de la corte de Madrid, se vió precisado á firmar en Lisboa, en 7 de mayo de 1681, el convenio provisional, por cuyo primer artículo ofreció á nombre de nuestro soberano, *mandar hacer demostracion con el gobernador de Buenos Aires,*

1795.

Poblacion
de la Colonia
del Sacramento.

De la guerra
con los Portugueses
de la Colonia,
y de
las capitulaciones
con que volvieron
á posesionarse
de ella.

1793.

condigna en el modo de su operacion : y por los restantes artículos se restituyó á los Portugueses la guarnicion prisionera, su comandante y artillería, y volvieron á ocupar la plaza perdida, con la sola limitacion de que, pendiente esta causa (que habia de resolverse por árbitros, y en su discordia por el sumo pontífice), no pudiesen los Portugueses hacer *otros reparos* que de tierra, para cubrir su artillería, ni otras habitaciones que del mismo material.

Fortificacion
de la Colonia
de las
de San Gabriel
y Martin García.

5. Firmado este convenio por el Sr. D. Carlos II en Madrid, á 25 de mayo del propio año de 1684, y mandado observar por real cédula de 28 del mismo mes de 1685, se juntaron los árbitros en Badajoz para la resolucion de esta causa. Omito referir los ocultos manejos, las graves contestaciones, las reprochadas inteligencias y los demas incidentes de este célebre negocio, porque no se ocultan á la sábia ilustracion de V. E., pero no dejaré de advertir que, inutilizado el escarmiento que debia producir el asedio de la Colonia con la condescendencia de nuestra corte, creyeron los Portugueses que no debian guardar en sus procedimientos otras medidas que las que les dictase su capricho, ni mas límites en sus adquisiciones que los que excediesen á sus fuerzas. En efecto, muy en breve fortificaron la nueva Colonia con toda la regularidad de una plaza de armas, como lo acreditaron las diferentes invasiones que sufrió de nuestra parte. Lo mismo ejecutaron con las islas de San Gabriel y de Martin García, y fomentaron un comercio clandestino de tanto giro, que obligó á abandonar el nuestro á los nacionales, y disminuyó en gran parte los ingresos de nuestro erario. Arrojáronse furiosos sobre la nueva Xerez, fundada en las márgenes del rio Mbotetey, que desagua por oriente en el rio Paraguay, á los 19° y 20' de latitud, y sin embargo de hallarse esta ciudad en medio del continente de la otra banda, y tan antigua como la conquista, quedó reducida á un monton de ruinas. Lo mismo sucedió á los diversos establecimientos que teníamos en el Guáyra, y lo propio ejecutaron en otros diferentes parajes, encadenando de esta suerte una série de hostilidades que, comparadas con las que hemos sufrido en

nuestros tiempos, presentan á la vista de V. E. un plan seguido sin interrupcion, desde el principio de la conquista hasta el presente, y descubren que las miras de esta nacion se han dirigido siempre á hacerse dueños del continente de la otra banda, y avanzarse despues hasta el Perú.

1795.

6. Un sistema tan pernicioso ha puesto en precision á nuestra corte de mirar como asunto el mas interesante la demarcacion de límites de los territorios de ambas coronas, á fin de que su designacion y observancia sirviese á contener las frecuentes introducciones de los Portugueses en nuestros dominios, y de reparar los perjuicios que irrogaba su comercio clandestino. Á este importante objeto se ha dirigido el tratado preliminar de límites del año de 1777 ; pero como la experiencia ha enseñado que la santidad de los tratados no embaraza á los Portugueses la prosecucion de su plan, ni circunscribe sus miras á términos ajustados, es necesaria toda la vigilancia del que gobierna, para contenerlos dentro de sus límites y hacerlos arreglar á la observancia del tratado. Por lo mismo, ocupando esta materia un lugar tan principal en la relacion de mi gobierno, pedia su historia una narracion individual y cronológica, que descubriese todos los puntos á que se extiende la inmensa proyeccion de la línea divisoria ; pero suponiendo á V. E. perfectamente instruido en los manejos artificiosos con que los Portugueses han sabido entorpecer el cumplimiento de este tratado, como que acaecieron en tiempo que V. E. gobernaba tan dignamente la provincia del Paraguay, cuyos límites forman una de las mas principales partes de la demarcacion general, solo me contentaré con dar una lijera idea de su estado y progresos, contrayéndome con alguna mayor especificacion á los acaecimientos ocurridos durante mi gobierno, por haberse verificado en tiempo que V. E. habia ya regresado á Europa.

Motivos y objetos
de la
línea divisoria.

7. Apenas tomé posesion del gobierno superior de este vireinato, á últimos del año de 1789, reconocí la necesidad en que estaba de dedicar toda mi atencion á instruirme en un asunto cuya magnitud y consecuencias me lo representaban como el mas interesante. ¿ Pero cuál sería mi sorpresa al ver que, des-

Estado del negocio
á fines
del año de 1789.

1795.

pues de un dispendio de tiempo de cerca de tres años, y del de los ingentes gastos del erario en realizar la demarcacion, este negocio, tan importante, no solo se hallaba en sus principios, sino casi de todo punto violadas las principales convenciones del tratado? Muy desde luego comprendí que la causa de este intolerable atraso consistia en la mala fe con que demoraban los Portugueses la conclusion de la obra, dificultándola á su antojo y cuestionándola sin fundamento, para mantenerse por mas tiempo en la posesion : á vueltas de este ardid, nos tienen usurpado y nos despojan cada dia. Sería increíble que la expresion y claridad con que están concebidos sus artículos, hubiesen dado lugar á este procedimiento, si no se supiera que toda la sencillez del tratado de Tordesillas no pudo estorbar que los Portugueses encontrasen el modo de hacerlo servir á sus ideas, retirando hácia el oriente el punto desde donde se fijaba la línea divisoria, cuando les importaba para hacerse dueños de las Molucas, y restrayéndolo hácia el occidente, cuando se propusieron la ocupacion de las tierras del Brasil y Paraná. Por un sistema de esta especie encontré que se estaban manejando los Portugueses en el negocio de la demarcacion de límites : pues, sin embargo de los inmensos sacrificios que les hizo nuestra corte, cediéndoles ambas riberas del Rio Grande, del Yacuy y del Pardo, y la isla de Santa Catalina, conquistada por nuestras armas, se habian propasado enormemente de la línea fijada en el artículo 4º del referido tratado del año de 1777, fundando estancias y estableciendo poblaciones, á cuyo abrigo se cometian los robos de nuestras haciendas, y se fomenta hasta hoy el comercio clandestino. Encontré que, al pretexto de haber reducido á disputable la ubicacion de los principales puntos por donde debe fijarse la línea dividente, se habian establecido en la ribera occidental del rio Paraguay, fundando en tierras que notoriamente pertenecen á los Españoles, los fuertes de Albuquerque y Nueva Coimbra, á poca distancia esta última de la villa española de la Concepcion, fundada sobre el rio Ipané. Que con la misma injusticia habian construido otro fuerte sobre la orilla septen-

trional del rio Itenes , denominado el *Principe de Beyra* , mucho mas abajo de su confluencia con el Sararé : como igualmente, que habian hecho otros establecimientos con Casalbasco sobre la márgen oriental del rio Barbado , y otras estancias y fuertes en diferentes lugares de aquella comarca, perteneciente sin disputa al dominio de Su Majestad Católica.

8. Á vista de tan manifestas infracciones del tratado preliminar, expedí todas las providencias que creí oportunas á contener los robos y comercio clandestino que ejecutaban los Portugueses en las haciendas y con los moradores de la banda septentrional del Rio de la Plata , destinando frecuentes y numerosas partidas , mandadas por oficiales activos y celosos , que impidiesen tan graves desórdenes. Previne al gobernador del Paraguay que hiciese practicar un exacto reconocimiento del rio de este nombre, encargándolo á la pericia y vigilancia del capitán de fragata D. Martin Boneo, para que en un bote bien pertrechado subiese hasta el fuerte de la Nueva Coimbra á fin de imponerse de su situacion y de hacer los requerimientos competentes á su comandante. Hice iguales prevenciones al gobernador de Móxos, D. Lázaro Rivera, y á D. Antonio Álvarez Soto-Mayor, comisario de la 3ª division de límites, sobre el reconocimiento de los puertos ocupados por los Portugueses en aquella frontera , y protestas á sus comandantes para que los desocupasen, y por último dirigí varios oficios á los capitanes generales de Matogroso y Rio Grande , como tambien al virey del Brasil , no solo sobre los indicados puntos , sino tambien acerca de la morosidad que se notaba en la concurrencia de los comisarios portugueses (aunque los nuestros se hallaban mucho tiempo hacía en sus respectivos destinos) para continuar la demarcacion , interrumpida sin causa justa, y con inútiles y crecidos gastos del real erario.

9. Evacuadas estas diligencias en el año de 1790 , primero de mi gobierno, dí cuenta en el mismo á nuestra corte, por repetidos oficios, de todos estos incidentes , haciendo ver en cada uno la importancia de sus resultas , y las razones fundamentales que persuadian injustas , y de intolerable perjuicio , las

1795.

De la comision
de D. Martin Boneo
por
el reconocimiento
de la
Nueva Coimbra.

De la ubicacion
del arroyo Piratini
y del Yaguaron.

1793.

usurpaciones de los Portugueses. Demostré hasta la evidencia que el arroyo Piratiní, que descarga sus aguas en el *sangradero* ó *desaguadero* de la laguna Merin, y corre el mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo, era sin duda el divisorio de ambas pertenencias, y el límite que debian respetar los Portugueses, sin pasar por pretexto alguno á su margen meridional; pues estas dos notas, ó caracteres, de *entrar en el referido desaguadero, y pasar el mas inmediato al sobredicho fuerte de San Gonzalo*, que expresamente señala el artículo 4º del tratado preliminar, solo eran adaptables al arroyo Piratiní, y no podian aplicarse al arroyo Yaguaron, que corre á mas de 20 leguas de distancia del referido fuerte y desagua en la referida laguna Merin.

De la pertenencia
á la corona
de España
del territorio
occidental
del rio Paraguay.

10. No eran ménos eficaces las razones que persuadian de injusta la fundacion de los dos nominados fuertes, Nueva Coimbra y Albuquerque, sobre la banda occidental del rio Paraguay: porque, aun prescindiendo del dominio incontestable que corresponde á la corona de España en todos aquellos terrenos, es fuera de duda, segun lo resuelto en el artículo 9º, que todas las tierras que quedan al sur por una y otra banda del rio Paraguay, desde el punto en que se le junta el rio Corrientes, ó el que encabeza con el Iguarey, que desagua en el Paraná, pertenecen á los Españoles: desde cuyo punto, ó confluencia con el rio Paraguay, debe seguir la línea por su cáuce, hasta encontrar los pantanos que forma el mismo Paraguay, llamados la Laguna de los Xaráyes, atravesando este lago hasta la boca del rio Jaurú. De estas expresiones se infiere claramente que los Portugueses no tienen derecho á formar establecimientos sobre la margen occidental del Paraguay, en toda la extension que corre desde la indicada confluencia hasta la otra del Jaurú en el mismo Paraguay: porque de otro modo no sería el Jaurú el divorcio que separase las pertenencias de ambas coronas por la banda occidental del Paraguay, sino la línea prolongada hácia el occidente, desde el punto en que confluye en el rio Paraguay aquel rio de Corrientes, ó el que encabeza con el Iguarey: pero este modo de producirse es absolutamente con-

trario á la clara y genuina inteligencia del referido artículo 9 y del subsecuente. Á esta razon tan decisiva hacia consonancia la calidad de aquellos terrenos , por la probabilidad de encontrar en ellos no solo minas de oro , sino tambien de ~~diamantes~~, á causa de su similitud con los de Cuyabá : á que se agregaba la necesidad de cubrir nuestros establecimientos , y estorbar el comercio clandestino que con ellos entablarian los Portugueses.

11. Por lo que mira al fuerte nombrado Príncipe de Beyra , situado en la orilla oriental del rio *Itenes*, ó *Guaporé*, muy abajo de su confluencia con el Sararé , y demas puestos que quedan indicados , aunque no me hallaba con la instruccion necesaria para dar completa idea de su injusta introduccion en terrenos pertenecientes á la corona de España , por no hallarse en aquella fecha mapas que designasen sus situaciones , con todo , constando por el artículo 10 , que la frontera debia seguir en línea recta desde la boca del Jaurú , por la parte occidental , hasta la ribera austral del Guaporé ó Itenes , en frente de la boca del rio Sararé , que entra en dicho Guaporé por su ribera setentrional , era consiguiente que , hallándose el referido fuerte situado en la orilla oriental del Guaporé ó Itenes , muy abajo de la confluencia que con este hace el Sararé , debia reputarse como una ocupacion injusta de nuestros terrenos : pues de otro modo la referida influencia del Sararé con el Guaporé ó Itenes no seria el punto de division entre ambas pertenencias : militando esta misma razon con superior motivo acerca de la navegacion del rio Barbado , que evidentemente pertenece como privativa á los Españoles , y por consiguiente debe reputarse injusta la nueva poblacion titulada *Palacio del General* en la orilla oriental de dicho rio , como tambien las que han formado en la banda opuesta del mismo : sin que tampoco se excluya de este propio concepto el establecimiento de Casalbasco , situado en frente de la confluencia del rio Barbado.

12. Aunque todos estos objetos , representados en mis respectivos oficios , eran como se ve de la mayor importancia , no tuve contestacion de nuestra corte hasta el 14 de junio de 1791 , en que el Sr. conde de Florida Blanca me impuso de real ór-

1795.

De la fundacion
del puerto Príncipe
de Beyra
en territorio
de España.

De lo resuelto
por S. M.
en real órden
de 11 de junio
de 1791
acerca

1795.

de los puntos
consultados
desde mi ingreso
en este virreinato.

den, que las várias alteraciones que habian ocurrido en el despacho de los negocios de Indias, y su agregacion sucesiva á diferentes ministerios, habian ocasionado un atraso inevitable en el punto de la demarcacion de límites entre los establecimientos españoles y portugueses en esta América meridional y en sus incidencias ; pero que, fijado ya últimamente el conocimiento y despacho inmediato de este punto en la primera secretaría de Estado de su cargo, esperaba que uno y otro fuesen en adelante tan expeditos como convenia, y que acordándose en un mismo ministerio los oficios que hubiesen de pasarse á la corte de Lisboa, y las órdenes y avisos que se comunicasen á nuestra América, se habia de conseguir simplificar el despacho de cada incidente, y seguir con toda exactitud el curso que debiese llevar. Pero que, entretanto se examinaban en la referida secretaría todos los puntos de la demarcacion de límites, y se acordaba la resolucion sobre cada uno, exigia pronto remedio el abuso que los Portugueses hacian de las dilaciones ocurridas anteriormente ; ya que, aprovechándose de ellas, habian ido propasándose á hacer establecimientos en los terrenos de S. M., no solo de los que, segun el tratado de 1777, debian pertenecer á su dominio, sino aun de aquellos que hasta ahora debian ser reputados como de pertenencia española. Y descendiendo á puntos particulares, aprobó las razones que tan fundadamente convencian ser el arroyo Piratiní el divisorio establecido por el artículo 4º : pues solo en él se verifican las dos marcas, ó confrontaciones, de pasar el mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo, y de entrar en el sangradero ó desaguadero de la laguna Merin, expresamente designada en el referido artículo 4º, que con estos caracteres explica el límite divisorio por lo interior del continente. Consiguientemente desaprobó las introducciones de los Portugueses en la banda austral de dicho Piratiní hasta el Yaguaron, y sus frecuentes robos de las haciendas que tenian los Españoles, como en terrenos propios, y pacíficamente poseidos. Para cuyo remedio, y á fin de estrechar á los Portugueses de modo que no pudiesen extenderse hácia la parte del sur, sin desalojarlos con

violencia de los establecimientos que indebidamente poseían, mientras no se tomaban las medidas necesarias para transigir este punto con la corte de Lisboa, se sirvió prevenirme, que hiciese construir á moderada distancia de los mismos establecimientos varias guardias ó puestos de tropa : expresando , por informe del Sr. brigadier D. José Varela y Ulloa , que estos puestos podrian ser tres, repartidos de tal suerte que ocupasen todo el espacio que hay desde la charqueada antigua de Juan Cardoso , hasta las estancias de José Dutra y Bernardo Antúñez : cuidando de que la guardia , ó puesto mas occidental, tuviese una fácil y pronta comunicacion con el fuerte de Santa Tecla.

1795.

13. En cumplimiento de esta primera parte de la citada real orden , di todas las providencias que creí oportunas ; y entre otras me pareció conveniente, para evitar las contestaciones de los Portugueses que forzosamente habian de reclamar la posicion de las nuevas guardias, cubrir este proyecto con el pretexto de perseguir los ladrones y contrabandistas. Y para colorear mejor la idea , hice valer ciertos tratados que al propio intento acordó el Excmo. Sr. D. Juan José de Vertiz con el virey del Janéiro : en cuya virtud se corria por partidas , de una y otra nacion , el espacio neutral para la mas fácil persecucion de los autores de estos mismos desórdenes : práctica que se habia suspendido con motivo de la guerra declarada contra la nacion británica , y otras atenciones de este superior gobierno. Con este fin, pues, pasé oficio, en 7 de febrero de 1792, al comandante del Rio Grande, D. Rafael Pintos Bandéyra, comunicándole el pensamiento de hacer recibir los sobredichos tratados, y que para el mismo efecto daba orden de habilitar una canoa grande en la laguna Merin, que á las órdenes de D. Joaquín Paz sirviese para navegar en ella con tropa, reconociendo las embocaduras de algunos de los rios y arroyos que desaguan en ella, y servian por sus proporciones de abrigo á los contrabandistas y facinerosos. Añadiendo que tenia igualmente meditado aumentar algunos puestos en las cercanías de la frontera donde hubiese mas necesidad de celar aquellos desórdenes , á

De lo obrado
en cumplimiento
de la real orden
de 11 de junio
de 1791.

1795.

fin de que sus partidas saliesen de ellos á recorrer los indicados parajes. Este fué el arbitrio de que me serví para dar mejor color á mi proyecto, y hacerlo ménos sospechoso. Pero como los Portugueses se interesan tanto en extender sus fronteras, como en que se mantenga franca la puerta por donde entran á robar nuestras haciendas y á fomentar el contrabando, hicieron formal oposicion al establecimiento de los puertos y guardias, comunicándome Pintos Bandéyra copia de esta orden, que al intento le pasó el gobernador de aquel continente.

De las
contestaciones
del comandante
del Rio Grande,
D. Rafael
Pintos Bandéyra

14. Me fué mas de admirar esta oposicion, cuando los mismos Portugueses, por sus avanzadas operaciones sobre nuestros campos, me habian obligado á que pasase oficio al propio comandante, con fecha 21 de julio de 1794, exhortándolo á que, en cumplimiento del tratado de límites, hiciese evacuar todas las posesiones que habia adelantado al sur de Piratiní: pues cuando no creyesen convincentes las razones que persuadian ser el divisorio, debian á lo ménos dejar dudosa la materia, y dependiente de la resolucion de las cortes, absteniéndose entretanto de traspasar su márgen meridional, como lo hacian con diferentes establecimientos y ruina de nuestras haciendas. La contestacion á este oficio, dada por el citado comandante, fué remitirse á la resolucion del gobernador, á quien estaba subordinado; asegurando entretanto, que jamas habia oido hablar sobre que el Piratiní fuese el divisorio, estando por el contrario cierto que los comisarios encargados de la demarcacion procuraron salvar las vertientes del mismo Piratiní, buscando las del arroyo que corria mas inmediato al fuerte de San Gonzalo.

Es notable la afectada ignorancia de este comandante y digno de repararse que, cuando asegura que los comisarios demarcadores procuraron salvar las vertientes del Piratiní, y buscar las de otro que corriese mas inmediato al indicado fuerte, no explique cuál es su nombre, ni si este desagua en el sangradero de la laguna Merin: porque esta artificiosa omision, recayendo en un comandante tan perito como Pintos Bandéyra, prueba que es fingido el hecho que se atribuye á los comisarios. Y es preciso que así sea; pues el Yaguaron, que pretenden por

límite los Portugueses, y es el único que hay al sur del Piratiní, desagúa, como queda expuesto, en el mismo cuerpo de la laguna Merin : circunstancia que no conviene con la nota que pone el artículo 4º al arroyo que ha de servir de divisorio, pues este descarga en el sangradero de la laguna.

15. Sin embargo de estos convencimientos, tuve á bien prevenir al gobernador de Montevideo tomase informes del ingeniero en segundo D. Bernardo Lecoq, sobre si los nuevos establecimientos portugueses (donde me constaba por relacion del comandante de Santa Tecla que se patrocinaban los robos de nuestras haciendas, hasta el extremo de hacerlos lícitos siempre que pagasen el quinto á S. M.) perjudicaban al cumplimiento del artículo 4º ya citado. Este oficial, cuya pericia facultativa é inteligencia de aquellos campos son bien notorias, me informó con toda individualidad, no solo de los nuevos establecimientos portugueses situados en la banda austral del Piratiní, sino tambien de los que ocuparon los Españoles en toda la extension que hay hasta los rios Yacuy y Pardo, destruidos por los Portugueses, ó cedidos por los tratados de límites. Con el informe de este oficial, recomendado por su honor, y por haber acompañado el año de 1762 al Excmo. Señor D. Juan José de Vertiz en su expedicion al dicho rio Pardo, con la circunstancia de haber sido el encargado de la construccion de la fortaleza de Santa Tecla, mandé que la primera guardia, ó puesto mas oriental de la frontera, se situase en el cerro del Junical, entre las puntas del arroyo de este nombre y un gajo del de Téllez; que la segunda se colocase en las inmediaciones de los cerros Agudo y Pedegroso, que están entre el gajo de Yaguaron Chico y otro de Candiota, que desaguan en el Yaguaron Grande; y la tercera, entre el gajo principal de este y el arroyo Candiota, que tambien lo es del mismo. Las razones que me movieron á esta eleccion, sin embargo de los puntos señalados en la citada real orden de 11 de junio de 1791, consistian en que estas guardias así situadas tienen á sus espaldas famosos potreros, buenos pastos, aguas y maderas abundantes. Que la primera ó mas oriental quedaba como 10 leguas al sud-

1795.

Informe
del ingeniero
D. Bernardo Lecoq
sobre
las posesiones
portuguesas
en el arroyo
Piratiní.

1795.

oeste de la estancia de José Dutra, y algo mas de la charqueada antigua de Juan Cardoso, puestos señalados en dicha real órden; la segunda, 11 leguas al nor-oeste de la primera, y 7 al oeste de la estancia de Bernardo Antúñez; y la tercera, ó mas occidental, 3 leguas al nor-nor-oeste de la segunda, 8 al sud-oeste de Santa Tecla, y 10 poco mas ó ménos de todos los otros establecimientos portugueses de la banda meridional del Piratini. Con la particularidad, que la mas occidental de estas guardias tiene la excelencia que, desde la altura en que está situada, se descubre el fuerte de Santa Tecla (con quien la real órden prevenia que estuviese ligada), el cerro de San Antonio, y la cuchilla del mismo nombre, á 3 leguas de distancia al norte; del de Yacegua, á 10 al sud-sud-oeste, y los de Bayé á 8 al oeste, y la cuchilla general á una y média del nor-oeste: siendo lo mas esencial que se ven á corta distancia al nor-oeste los cinco cerros, paraje por donde se hacian las mayores entradas y extracciones de ganados para el Rio Grande de San Pedro.

De la formacion
de una compañía
de 50 blandengues
para la guarnicion
de los
nuevos fuertes.

16. Pero, como no bastaba la ventajosa situacion de estos puestos para contener á los contrabandistas y Portugueses que velan por aprovecharse de cualquier descuido ó tolerancia nuestra, y mucho ménos hallándome sin tropa competente para tener cubiertas estas guardias, arbitré formar una compañía de 50 blandengues voluntarios, gente muy propia, como V. E. sabe, para las marchas forzadas, para pasajes de rios y para toda clase de fatiga concerniente á sorprender las extracciones de los contrabandistas, fiados en la extension de aquellos campos y en los auxilios que les prestan los Portugueses: y deseando no gravar el real erario con el prest de estos 50 hombres, dispuse que fuesen pagados con el producto de los cueros que se aprehendiesen á los mismos contrabandistas, mientras subsistiese el fondo de ellos: con cuyo medio se ocurría á los gastos que ocasionaba el celo de la campaña por aquella banda.

De la paga
del prest
de estos
blandengues
en defecto

17. De todo dí cuenta al ministerio, proponiendo que, como era factible que la vigilancia y-actividad de esta tropa llegase cuando ménos á minorar las introducciones furtivas de cueros, en cuyo caso sería insuficiente el fondo destinado para su sub-

sistencia, sería muy conveniente que se pagasen de real hacienda, por ser notorias las utilidades de esta tropa, y aun preciso valerse de ella, y S. M. se sirvió aprobar mis providencias en esta parte.

Fueron repetidos los oficios que me dirigió el gobernador del Rio Grande, protestando que la formacion de aquellos puestos era una verdadera infraccion del tratado de límites, cuando pendian aun de la resolucion de las cortes los derechos alegados á los terrenos comprendidos en las vertientes de la laguna Merin ; pero como las razones que desvanecen esta solicitud, y quedan ya indicadas, son tan sólidas, y tan manifiestas al mismo tiempo las infracciones del mismo tratado en que habian incurrido los Portugueses, no fué difícil darle una completa respuesta que pusiese término á la controversia. Con que, habiendo llevado á efecto la formacion de aquellas guardias, y estorbado con ellas del modo posible unos desórdenes tan inveterados como perjudiciales al erario y al comercio, yo no puedo ménos de recomendar al celo de V. E. la subsistencia de una obra tan difícil como interesante al real erario y al rey, en que creo haber hecho á uno y otro el servicio de que pueden esperar mayor ventaja.

18. Debiendo correr la línea divisoria desde las cabeceras del Piratini hasta encontrar la confluencia del *Pepirí-guazú* con el Uruguay, por la banda occidental de este, segun lo resuelto en los artículos 3, 4, 6 y 8, se hallaba este punto sin el debido esclarecimiento : hasta que en 13 de abril de 1790 pasé oficio al comisario de la segunda partida de demarcacion, el capitán de navío D. Diego de Alvear, para que con la diligencia posible pasase al reconocimiento de dicho *Pepirí-guazú*. Dedicóse á él en su cumplimiento, y dejó evacuada perfectamente esta operacion, segun me dió aviso por oficio de 3 de agosto del siguiente año, no sin haber sufrido inmensas fatigas y la pérdida de alguna gente, que pereció á manos de los infieles, y de enfermedades originadas de los trabajos y mal clima de aquellos parajes. Nace este rio *Pepirí-guazú*, segun las noticias de dicho comisario, de un esteral que se halla hácia el grado 26 y 43 mi-

1795.

del ramo de comisos
de cueros.

Reconocimiento
del arroyo
Pepirí-guazú
por el comisario
demarcador
D. Diego de Alvear.

1795.

nutos de latitud, en campos abiertos y dilatados, y corre desde allí, por el rumbo general de oeste sud-oeste, la distancia de 60 leguas, hasta su entrada en el Uruguay, formando dos grandes y hermosas cataratas, con otra multitud de pequeños saltos, y recoge una numerosísima porción de arroyos caudalosos por su ribera septentrional.

Descubrimiento
de un nuevo
rio confluente
con el Pepirí-guazú.

19. Con esta operacion tan importante se logró que nuestro geógrafo D. Andres de Oyárvide, sin embargo de verse solo por la intempestiva retirada del Portugues, al pretexto de que su instruccion le prohibia pasar de las cabeceras del Pepirí, reconociese otro rio que encabezaba con este, y ligaba sus trabajos con uno y otro reconocimiento : y aunque solo consiguió examinarlo en la distancia de dos leguas, se adelantó no poco, pues se conoció la conformidad que tenia con el rio denominado *San Antonio* en la demarcacion pasada, y ser fronterizo del verdadero Pepirí-guazú, por donde deberia tomar su giro la línea divisoria : lo que dió mérito á que el geógrafo le pusiese el nombre de San Antonio.

Por estas consideraciones previne al referido comisario procurase llevar á su último término el reconocimiento de dicho rio, comprendiéndolo por la parte del oriente, ó de la villa portuguesa de Curitibá, hácia donde se extendian los campos abiertos y dilatados en que tienen su origen dichos dos rios, por ser difícil y arriesgada por otra parte la entrada en aquellos parajes; y que á este fin dirigiese sus solicitudes, aunque las resistiese su concurrente ; pues esta misma oposicion serviria de hacer constar á las cortes, que por nuestra parte nada se habia omitido conducente á la observancia del tratado. Fué efectiva la resistencia de los comisarios portugueses, así porque creían inútil el reconocimiento de un rio que aseguraban no ser el de que habla el artículo 8 con el nombre de San Antonio, que desemboca en el grande de Curitibá ó Iguazú, como tambien porque no se conformaban con el rio Pequirí, ó Pepirí-guazú, que nuestro comisario llama el *verdadero*. Pero las sólidas razones de este, que pueden verse en su oficio dirigido á este superior gobierno, con fecha 12 de diciembre de 1791,

convencen con evidencia que los dos ríos señalados por el artículo 8 no son otros que los que quedan indicados.

20. Entretanto que los Portugueses hacian esta injusta oposicion á un reconocimiento tan necesario, promovian con el mayor ardor la repeticion de las operaciones ya concluidas en el río Paraná á satisfaccion de ellos mismos. Servíalea de pretexto, que en este reconocimiento no se habia encontrado el *Igurey*, que segun el artículo 8 fluya en el Paraná por su banda occidental; desde cuya confluencia debia seguir la línea, en conformidad de lo resuelto en el artículo 9, hasta encontrar las vertientes de otro río que desagua en el Paraguay. El gran objeto que con esta operacion se proponian los Portugueses era conseguir que en lugar del *Igurey* se señalase algun otro río que desaguase en el Paraná, mas abajo de su gran Salto: con lo que se prometian lograr que, consintiendo nuestros comisarios en señalar algun otro río que ocurriese al poniente á desaguar en el Paraguay, les dejase dueños de los establecimientos, haciendas y yerbales que poseemos entre dichos ríos Paraná y Paraguay.

21. Faltó muy poco para que los Portugueses hubiesen logrado en gran parte los frutos de su política; pues á haber obrado con ménos ambicion de extender sus límites, es creible que no nos hubiésemos preservado de los malos efectos que debia producir la demasiada condescendencia de nuestra corte con sus injustas miras. Es el caso que el Excmo. Señor D. Juan José Vertiz, luego que recibió el tratado de límites, procuró informarse del sugeto mas instruido de esta capital, que era el brigadier D. José Custodio de Saa y Faria, quien le enteró que no podria verificarse lo dispuesto en el artículo 9, respecto á que no existian ríos con los nombres de *Igurey* y *Corriéntes*, que son los que señala por linderos el referido artículo; por cuyo motivo, aunque el tratado del año de 1750 asignaba los mismos ríos, como los demarcadores no los pudiesen encontrar, se convinieron las cortes de Madrid y Lisboa en subrogar en su lugar los ríos *Igatimá* é *Ipané-guazú*. Comunicó el Sr. Vertiz estas noticias á la corte, proponiendo para la ejecucion

1795.

Sobre
la existencia
y verdadera
ubicacion
de los ríos *Igurey*
y *Corriéntes*.

De lo resuelto
por
la real instruccion
de 6 de junio
de 1778
acerca
de la línea divisoria
hácia el norte
de la campaña.

1795.

de dicho artículo la subrogacion mencionada; y en su vista nuestro gabinete, de acuerdo con el de Lisboa, admitió la propuesta subrogacion de rios, y despachó la real instruccion de 6 de junio de 1778, en que se dice lo siguiente: « Juntas en la boca del Igatimí las dos mitades de la subdivision española y portuguesa, han de empezar en este su demarcacion, tomándolo por límite: pues no hay rio alguno que se conozca en el país con el nombre de *Igurey*; y el Igatimí es el primero caudaloso que entra en el Paraná por su banda occidental, pasado su Salto grande: y subiendo á su origen se ven no distantes de él las vertientes de otro rio, que corriendo al poniente desemboca en el rio Paraguay, conocido por el nombre de *Ipané* el cual deberá tomarse por límite, por no hallarse por esta parte rio alguno que tenga el nombre de *Corriéntes*. »

Real orden
de 7 de abril
de 1782,
explicando
la real instruccion
de 1778.

22. No es necesario ponderar los perjuicios que se seguian de esta resolucion, hablando con V. E., que por su ilustrada perspicacia sabe muy bien cuántos establecimientos de Españoles se cedian á los Portugueses, prolongando la línea divisoria hacia este rumbo, en que se incluyen las nuevas poblaciones situadas en la banda setentrional del Ipané. Se hicieron presentes á la corte estos gravísimos inconvenientes, y por real orden de 7 de abril de 1782, se mandó que, no obstante lo prevenido en dicha instruccion, debia salvar la línea divisoria la villa de la Concepcion, y los demas establecimientos nuestros. Pero nada adelantábamos, porque si la línea debia girar por los puntos fijados en la instruccion del año de 1778, no podian salvarse las posesiones españolas: y si se queria que quedasen reservadas estas, sin embargo de los puntos fijados en el tratado de límites, se valdrian los Portugueses de nuestro ejemplo para burlarse de la línea, y retener todas sus usurpaciones, estuviesen fuera ó dentro del término limítrofe.

Oposicion
de los Portugueses
á que se ejecute
lo resuelto
en la
real instruccion
de 1778.

23. Debimos, como dije ántes, á la codicia de los Portugueses salir del mal estado en que se hallaba este negocio: pues creyendo conseguir que la línea girase por bajo del gran Salto del Paraná, se negaron á admitir la subrogacion del Igatimí é Ipané, en lugar del Igurey y Corriéntes, asegurando los comi-

sarios portugueses, los capitanes generales de Matogroso y San Pablo y el virey del Janéiro, que no les era facultativo alterar el tratado preliminar, por no tener instruccion de su corte para contravenir á un pacto tan expreso. En cuya defensa fué tan excesivo el calor de aquel virey, que llegó hasta el extremo de argüir de supuesta é ilusoria la referida real instruccion, asegurando que las dos cortes se habian convenido en la subrogacion de los dichos rios Igatimí é Ipané, y que esta á lo sumo se podria admitir como condicional : esto es, en el caso de no existir realmente el Igurey y Corriéntes, de que hablan los artículos 8 y 9.

24. Miéntas duraban estas contestaciones, que hacian ver la mala fe con que los Portugueses negaban la convencion de su corte sobre este particular, á pesar del respetable testimonio que daba la citada real instruccion, se dedicó D. Félix de Azara, comisario de la demarcacion, á examinar este importante punto; y despues de bien meditado, me comunicó las razones que tenia para creer que la citada instruccion era hipotética, esto es, que hablaba en el supuesto de no existir el Igurey y Corriéntes, como se habia informado por el Excmo. Sr. Vertiz. De que deducia que, existiendo aquellos rios, no debia observarse la instruccion, sino el tratado de límites; y trascendiendo las ideas de los Portugueses que acordaban en este mismo concepto, aseguró que se dirigian á sostener que el arroyo Garey, que fluye en el Paraná por su márgen occidental, mas abajo de su gran Salto, era el verdadero Igurey del tratado : pero hizo ver que para esta suposicion no tenian mas fundamento que la semejanza del nombre, siendo cierto que las dos cortes, en el tratado penúltimo que hicieron, estaban en la creencia que el Igurey, fuese el que fuese, se hallaba sobre el Salto del Paraná, bajo de cuyo concepto se celebró el tratado de 1777, y por esto la referida instruccion del año de 1778 dice, que por no hallarse rio con el nombre Igurey, se subroga el Igatimí, por ser el primero caudaloso que entra en el Paraná sobre su gran Salto : lo que persuadia el firme concepto en que estaban ambas cortes, que el Igurey debia juntarse al Paraná mas arriba

1795.

Observaciones
del comisario
D. Félix de Azara
sobre la situacion
de los rios Igurey
y Corriéntes.

1795.

de su Salto. Que fuera de esto, segun las instrucciones que se dieron á los comisarios destinados á la division de límites del año de 1750, se veía que el rio, cuyas cabeceras estuviesen mas próximas al Igurey, sea el que fuese, debia desembocar en el rio Paraguay, dentro del trópico: lo que no podia verificarse respecto del Garey; pues las cabeceras de este estaban mas próximas á las del rio Xejuí, que vierte sus aguas en el Paraguay, en 24° 12' de latitud austral, y por consiguiente muy fuera de la zona tórrida; dejando á la parte del norte nuestros pueblos de Iguamandiyú, Concepcion, Belen y Tacuatí, con todos los yerbales de aquella provincia.

Convencido pues este comisario con las fuerzas de estas razones que el Garey de los Portugueses no era el que el tratado de límites señala con el nombre de Igurey, pasó á demostrar que este no podia ser otro que el rio Iguarey, ó Yaguarey, que tambien tiene los nombres de Moniei, Ibinhéima, el cual desagua en el Paraná por su ribera occidental, hácia la latitud de 22 $\frac{1}{2}$ grados sobre el Salto grande del Paraná. Para esto observó que dicho Iguarey era mas caudoloso que el Garey, Igatimí y Amambay; y por consiguiente mas adecuado para servir de límite: como tambien porque, siendo muy conocido de Españoles y Portugueses, y el único que entra en el Paraná por tres bocas, no podia equivocarse con otro alguno. Que la diferencia entre Iguarey é Igurey era muy corta, y podia tenerse por yerro del que copió los tratados, ó del mapa que se tuvo presente para hacerlos; siendo muy fácil probar que la voz Igurey estaba corrompida, y nada significaba en guaraní, cuando la de Yaguarey é Iguarey eran muy castizas en este idioma.

Observó tambien este comisario, que las cabeceras ó vertientes de dicho Yaguarey, segun los diarios y mapas de los demarcadores del año de 1750, eran las mas próximas á las de otro rio muy caudaloso que vierte en el Paraguay por su ribera oriental, dentro de la zona tórrida, hácia la latitud de 22 grados 4 minutos: cuyas circunstancias y otras, combinadas con el tratado del año de 1750 y con las instrucciones acordes de sus respectivos comisarios, determinaron á estos unánimemente,

y sin disputa, á creerlo por el que aquel tratado llamaba *Corriéntes*, con cuyo nombre lo expresaron en su mapa de demarcacion, quando ántes de ver al rio Igatimí, demarcaron el rio Paraguay hasta el Jaurú. No debiendo omitirse, que este propio rio, á quien llamaron Corriéntes, tiene las circunstancias de ser caudaloso é inequívoco con otro, porque entra en el Paraguay junto á unos cerros, que dichos demarcadores llamaron *Itapucú*. Últimamente, observó que la línea formada por estos rios, desde el Paraná al Paraguay, cubria perfectamente los actuales establecimientos y navegaciones de ambas coronas, quedando distantes de ellos las posesiones españolas, y mas las portuguesas.

25. No dejaron de hacerme fuerza estas razones, que admirablemente servian para salir del estrecho en que nos habia puesto la designacion de Igatimí é Ipané : pero como el asunto era de tanta importancia, y se trataba de alterar sustancialmente la real instruccion del año de 1778, creí preciso instruirme á fondo sobre sus circunstancias, para informar con toda justificacion al ministerio. Mandé pues que se formase mapa de la situacion de aquellos rios, y con él quedé enterado de la utilidad, y aun precision de sostener el pensamiento de nuestro comisario. Y reflexionando que, aunque el artículo 19 del actual tratado no designa expresamente con el nombre de Corriéntes el rio confinante del Igurey, asegura á lo ménos que puede ser tal vez el que tiene este nombre, fué fácil concluir, que la citada instruccion de 1778 procedió bajo de un supuesto evidentemente falso, quando afirma, por relacion del Sr. Vertiz, que no se halla rio alguno que tenga nombre de Corriéntes, segun los reconocimientos de los antiguos comisarios : pues en el circunstanciado itinerario que se halla incluso en la historia del Paraguay escrita por el Padre Charlevoix, se dice : « que el rio Corriéntes desemboca en « el Paraguay, en 22 grados 2 minutos (4 minutos señala D. Félix de Azara : pero esta es una » diferencia de muy corto momento). Á dos ó tres leguas de » distancia se ve al sud-oeste el cerro de Galvan, que está solo » en la banda occidental : aquí baja de la parte del este un

1795.

De un plan
de los rios
cuestionados
que mandé levantar
para dar cuenta
á la corte,
que aprobó
las observaciones
de Azara
por órden real
de 6 de febrero
de 1793.

1795.

» ramo de la gran cordillera. Á la banda del sud de dicho rio
 » hay tambien muchos cerros, y una angostura de mucha cor-
 » riente, con peñasquería á los lados del rio, y se llama este
 » paso Itapucú-guazú: está en 22 grados 10 minutos. Mas abajo
 » está una punta que forma otra angostura, y remata dicha
 » punta en peña cortada, y distará como ocho leguas del Itapucú-
 » guazú. » Estas notas ó caracteres convienen perfectamente
 con las que refiere D. Félix de Azara, y convence de que el
 Iguarey era el Iguerey del último tratado, á causa de que con
 él no puede encabezar otro mas próximamente que el rio de
 Corriéntes, cuyo cáuce forma una línea inequívocable, que deja
 á cubierto todos nuestros establecimientos: al paso que el Ipané
 solo sirve á exponerlos á las contestaciones é insultos de los
 Portugueses. En virtud de esto dí de todo cuenta á la corte,
 suplicando que se reflexionase la importancia de este grave
 asunto para la resolucion de límites: y entretanto previne á
 D. Félix de Azara tentase por los medios posibles ver si asen-
 tian los Portugueses á admitir que la línea fuese por los rios
 Yaguarey y Corriéntes. Mi informe, acompañado de varios
 documentos instructivos, dió mérito á que, en real orden
 de 6 de febrero de 1793, comunicada por el Excmo. Sr.
 duque de la Alcudia, se declarase por nula la real instruc-
 cion del año de 1778, mandando que la línea siguiese por los
 rios Iguerey ó Yaguarey, y Corriéntes, en lugar del Igitimí é
 Ipané.

Real orden
 de 12 de febrero
 de 1794,
 sobre el rumbo
 que debe llevar
 la línea divisoria
 entre el Paraná
 y el Uruguay.

26. Posteriormente, noticioso el referido comisario de estarse
 tratando por nuestra corte con la de Lisboa, para establecer la
 línea divisoria entre los rios Paraná y Paraguay, por la cordi-
 llera que empezando en el Salto grande del primero sigue al
 poniente paralelamente el curso del Igitimí, me representó con
 un plano los atrasos y perjuicios que nos traeria tal conven-
 cion: y considerando muy fundadas sus razones, y demasiado
 interesante este asunto, dí cuenta de todo al ministerio, con
 cuyo motivo se expidió real orden en 12 de febrero de 1794,
 por la cual, acusándose el recibo del referido mapa, en corro-
 boracion de la propuesta que se hacía de llevar la línea por el

rio Corrientes al Paraguay, se advierte que S. M. se habia dignado aprobarlo.

1795.

27. Entretanto que se contestaba este punto por nuestra corte, traía empleada mi atencion en el de las poblaciones portuguesas de Nueva Coimbra y Albuquerque, situadas sobre la banda occidental del rio Paraguay. Ya queda indicado que encargué el reconocimiento de estos puestos al capitan de fragata D. Martin Boneo, el cual, habiendo subido en un bote bien pertrechado hasta la altura de 19° 13', encontró sobre la ribera occidental de dicho rio el presidio portugues denominado la Nueva Coimbra, á cuyo comandante le hizo las protestas correspondientes sobre la usurpacion de aquellos terrenos, con arreglo á las instrucciones que á este fin le habia pasado el gobernador intendente de aquella provincia : y habiéndose enterado por los Portugueses, que á 30 leguas al norte habia en la misma costa otra fortaleza, nombrada Albuquerque, determinó pasar allá para reconocer su situacion. Pero, despues de haber navegado con este objeto dos dias enteros, encontró al comandante de dicha fortaleza, quien le prohibió continuase su viaje, declarándole que tenia orden para ello del capitan general de Matogroso : con cuyo incidente se vió precisado Boneo á retroceder, hechas sus protestas á aquel comandante, así sobre este procedimiento como sobre la ocupacion de aquellos terrenos con el referido fuerte.

Nueva Coimbra
y Albuquerque.

28. Enterado de estos incidentes, pasé oficio al capitan general de Matogroso, protestándole sobre uno y otro. Y habiendo dado cuenta á la corte, se me previno por la citada real orden de 11 de junio de 1791 mandase situar guardias ó estancias en lugares oportunos y proporcionadas distancias entre dicho presidio de Coimbra y nuestra villa de la Concepcion, por una y otra banda del rio Paraguay, á fin de que con ellas se impidiese á los Portugueses introducirse mas hácia el sur. En su cumplimiento, previne al gobernador intendente de aquella provincia llevase á efecto esta real resolucion, pasándole copia de ella, en la parte que trata de este particular.

Real orden
para
establecer guardias
al occidente
del Paraguay.

29. Cumplió este jefe puntualmente su encargo, y fuera de

1795.

Fundacion
del fuerte de Borbon
al occidente
del rio Paraguay.

otros establecimientos fundó en la banda occidental del Paraguay el fuerte denominado *Borbon*, á la altura de 21° : Y aunque es verdad que ántes de estar yo instruido de su establecimiento, le previne que suspendiese este proyecto, y el de la apertura del camino de aquella provincia con la de Chiquitos, fué con la idea de que los Portugueses evacuásen los dos fuertes de Coimbra y Albuquerque, que tanto nos incomodaban, sin que tomasen pretexto de aquellas operaciones, para suspender la demolicion de unas obras á que los Portugueses no tenían derecho alguno : como tambien, porque habiendo yo dado cuenta al ministerio de lo ocurrido con Boneo, se me avisó por real orden de 10 de agosto de 1791, que la corte de Lisboa ofrecia mandar evacuar el fuerte de Albuquerque. Y aunque en la misma real orden se advierte la extrañeza que causaba que no se dispusiese lo mismo respecto del de Nueva Coimbra, sin embargo como para la demolicion de este fuerte habia la misma, y aun superior razon, por estar treinta leguas mas al sur que el otro y en la misma banda occidental del Paraguay, parecia ya este negocio muy pronto á concluirse felizmente : pero, á pesar de estos fundamentos, la experiencia acreditó que los Portugueses no pensaban en abandonar aquellos fuertes. Léjos de esto, apenas vieron fundado el de Borbon, cuando el gobernador de Matogroso reclamó contra este establecimiento como una infraccion del tratado, que lo prohibia en rios cuya navegacion debia ser comun, cual era el Paraguay, y de aquí tomaron motivo para defender mas fuertemente la subsistencia de Coimbra y Albuquerque. Pero como el argumento que nos hacian, con lo obrado por nuestra parte, tenia una retorsion concluyente, tomada de la arbitrariedad con que habian ellos establecido sus fuertes, no fué difícil reducirlo á silencio, haciéndole ver que el de Borbon estaba construido en paraje que, segun el tratado de límites, correspondia evidentemente á la corona de España : lo que no podia verificarse respecto de sus presidios, pues nada les correspondia en la banda occidental del Paraguay, hasta la confluencia que con él hace el Jaurú.

30. Las fundadas sospechas con que se hallaba el gobernador

del Paraguay sobre el proyecto que habian formado los Portugueses de levantar un nuevo establecimiento en Itapucú, lugar situado en las márgenes del rio Paraguay, al sur del rio Corrientes, que, como queda dicho, es el que debe servir de divisorio por la banda oriental del Paraguay, motivaron varias providencias, que expedí para enterarme si aquel paraje era de nuestra pertenencia : mandando á dicho gobernador que sobre este particular me informase con la exactitud posible. Hízolo así, y de su informe se comprende que los límites de aquella provincia, hácia el norte, se extienden hasta el enunciado rio Corrientes, que se une al del Paraguay en la altura de 22° 4' : citando en prueba de los actos posesorios que han ejercido los Españoles, así las mercedes de terrenos que hicieron á varios vecinos, sus antecesores, D. Jaime San Just, D. José Martínez y D. Antonio Pinedo, con anterioridad al último tratado de límites, como tambien la posesion inalterable que del mismo Itapucú han obtenido los Indios Mbayás, que bajo el título de amigos y aliados reconocen en realidad el dominio español á quien están sujetos, y de quien tiran sus gajes : asegurando que el último de estos tres gobernadores, cuando fundó la villa de Concepcion al norte del Ipané, formó una reduccion de aquellos Indios en Itapucú, la que subsistió por mucho tiempo : hasta que, habiendo fallecido su primer misionero, y no habiendo quien ocupase su lugar, se dispersaron los Indios que formaban aquel pueblo : deduciendo de estos actos, que á lo ménos el derecho de posesion nos corresponde indisputablemente en el mencionado Itapucú. Á vista de estas razones, que me parecieron de alguna consideracion, y teniendo presente que por las circunstancias locales de aquel lugar nos era pernicioso el establecimiento que premeditaban los Portugueses por una isla que forma en aquel paraje el rio Paraguay, cuya navegacion lograban interceptar del todo contra el espíritu del último tratado, que la hace comun hasta la confluencia del Jaurú, previne á aquel jefe, que por todas las vias posibles y permitidas procurase oponerse á tan perjudicial intento. Logróse con estas precauciones que no se verificase ; pero como á

1795.

Sobre
la pertenencia
del Itapucú
á la corona
de España.

1795. los Portugueses interesa tanto el establecimiento proyectado, y jamas pierden de vista lo que les tiene cuenta, es de temer que, aprovechándose de la lentitud con que se procede en la division de límites, se avancen á ejecutar sus ideas, bajo el especioso pretexto de contener por este medio la fuga de sus esclavos, que es el velo con que cubren sus internaciones y el comercio con nuestras provincias.

De las órdenes
que libró
el gobierno
para impedir
todo comercio
entre
los Portugueses
y los Españoles
de la villa
de la Concepcion.

31. El deseo que tienen de entablar una correspondencia mercantil con los vecinos del Paraguay, lo han dado á conocer tan claramente, que ya no hay motivo de dudar que este era el fin que se habian propuesto en la ocupacion de Itapucú. En efecto, por oficio de 8 de febrero de 1792, me dió cuenta el gobernador intendente del Paraguay que, habiendo llegado á la villa de Concepcion unos Portugueses bajo el ordinario pretexto de buscar esclavos fugitivos, y en la realidad para imponerse de nuestras posesiones y fortalezas, y especialmente del nacimiento, direccion y desagüe del rio Ipané, que entónces se trataba de hacerlo divisorio, mostraron un ardiente deseo de abrir comercio con aquella provincia, ponderando las ventajas que le resultarian y facilidad de conquistar las naciones bárbaras que intermedian : á cuyo fin traían por ejemplo el comercio que hacian con los pueblos de Chiquitos, comprándoles sus efectos y ganados, aunque con dificultad, por la aspereza de los caminos que guian á aquella provincia.

Esta especie, que supieron insinuarla los Portugueses en los vecinos de la Concepcion, produjo en los de toda la provincia una conmocion general, segun informó el referido gobernador intendente en oficio del 19 del mismo mes y año ; de modo que algunos sugetos suspicaces trataron especulativamente la materia, y combinando el proyecto con algunos sucesos, concluyeron que el lucro que produciria á la provincia la venta de sus caldos, ganados de asta y géneros de Castilla, y de la tierra de que necesitan los Portugueses, le sería ventajosísimo, pues por ellos recibirian el oro de estos (cuya onza se vende á 22 pesos plata), al paso que lograbán dar salida á unos efectos que para ninguna otra parte pueden tenerla.

Este cálculo de conocidas utilidades no solo inclinó el ánimo de muchos comerciantes, que desde luego se prepararon para dar principio á este comercio, sino tambien el del gobernador intendente, que en su citado oficio descubre su indignación á que se verifique, citando para ello una real orden que parece haber tenido este objeto, cuando ordenó que se adelantasen hácia el norte los establecimientos de aquella provincia. Pero, no obstante de estar convencido de las ventajas que nos produciria el enunciado comercio, no se atrevió á deliberar por sí sin previa consulta de este superior gobierno, proponiendo si deberia disimular las primeras tentativas de aquellos comerciantes, hasta averiguar por la experiencia si eran efectivas las utilidades anunciadas, ó si habia algun perjuicio en aquel nuevo giro.

Confieso á V. E. que no fué pequeña la perplejidad que produjo en mí semejante propuesta : pues por una parte se me representaba que, no pudiendo ménos de ser ventajoso todo comercio activo de los frutos de un país, principalmente cuando son abundantes, y con ellos se consigue un metal tan apreciable como el oro portugues, sería faltar á tan notoria máxima de política oponerme á un comercio en que el público de aquella provincia y de esta, y aun el real erario, iban á percibir tan visibles ventajas. Pero por otra parte se me ofrecia á la vista, que con igual comercio conseguirian los Portugueses fomentar sus nuevos establecimientos, y abastecerlos de toda clase de ganados que tanta falta les hacen ; y de que resultaria, que esta misma proporcion vendria á ser motivo que los indujese á subsistir en ellos, ó á dificultar el abandono de unos lugares llenos de ricos minerales, cuya pertenencia nos es tan importante como indisputable. Tambien formé la reflexion de que los Portugueses, á beneficio de este comercio, conseguirian instruirse de nuestros terrenos ; y como siempre están prontos á ocupar los que hallan útiles á sus intereses, sin tener respeto á los límites mas conocidos, dictaba la razon que no era conveniente permitir acercar á nuestras posesiones á quien tiene tan estudiado el arte del engaño.

1795.

La extraccion de la plata, de que carecen los Portugueses, era un perjuicio inevitable, una vez establecido aquel comercio : y no era ménos de temer que una nacion, que excede en industria á nuestras colonias, extendiese el comercio á algunos otros ramos de los que puede producirles el cultivo de los feraces terrenos que ocupan, y de entablar un comercio de mera permuta, que al paso que minorase la contribucion del oro, aumentase la extraccion de nuestra plata ; con lo que á un tiempo nos hallariamos burlados y defraudados.

Meditadas estas consideraciones con la detencion que exigia su importancia, tuve á bien el prevenir á aquel gobernador intendente, en oficio de 18 de marzo de 1792, que procurase evitar por ahora semejante comercio, poniendo para ello de su parte todos los medios posibles de rigor y sagacidad, aunque no fuesen en el todo suficientes á contener el desórden : y por cierto que hasta ahora no he tenido motivo de arrepentirme de esta providencia.

Conclusion
sobre Itapucú.

32. Aquí tiene V. E. cómo la corte de Lisboa tiene habilidad para sacar partido de cuanto emprende con la de España. Vea V. E. cómo, por no haber evacuado los fuertes que ocupa en la banda occidental del Paraguay, ha frustrado tantos proyectos útiles, que con aquellas miras ha sido preciso suspender. Ya queda dicho que en este número se comprende la importantísima apertura del camino de Chiquitos al rio Paraguay, para facilitar el comercio de aquellas Misiones, y aun de lo interior del Perú con estas provincias. Pues la misma suerte ha tenido el establecimiento de nuevas poblaciones en la provincia de Móxos, en la expectativa de que desalojasen los establecimientos que quedan referidos. Con el mismo fin hube de suspender la poblacion de estancias hácia la parte del norte de nuestros últimos establecimientos del Paraguay ; pues sin embargo de que su gobernador intendente habia ya publicado bando, anunciando al vecindario la reparticion de terrenos, y fundados en esta promesa habian conducido sus ganados muchos estancieros hasta bien cerca de Itapucú, á los cuales, y aun al mismo gobernador, les pareció muy duro obligarlos á retroceder, fué

preciso hacerles observar lo mandado, á pesar de que ni creí entónces, ni creo ahora, que hubiese inconveniente en que permaneciesen los que se habian establecido en terrenos que caían hácia el norte, á distancia de doce leguas de la Concepcion, como al este de la misma villa : bien que nunca dudé, ni por un momento, que el designio de los Portugueses en entrete-
tener el desalojo de los nuevos fuertes, era solo dirigido á ganar tiempo, burlándose así de nuestra credulidad. V. E., que los conoce mas, ántes y mejor que yo, hará juicio de si es muy temerario el que tengo formado de estos extranjeros.

33. Si en todos estos puntos se dejan conocer á primera vista las miras ambiciosas de los Portugueses, en los que siguen, relativos á los establecimientos confinantes con nuestras provincias de Móxos y Chiquitos, nos han presentado sin rebozo las mas claras pruebas de la prosecucion de aquel sistema, que desde el principio de la conquista del Brasil formaron con tanto ardor como injusticia, de introducirse en las provincias del Perú, sirviendo á estas de antemural ó de frontera las ya dichas de Móxos y Chiquitos. Y por eso, desde que se acercaron á ellas, no han cesado de premeditar su destruccion, ya con los frecuentes y continuos saqueos de sus numerosas haciendas, y ya seduciendo á sus naturales, para que, desamparado su patrio domicilio, se transfiriesen á sus nuevos establecimientos. Este objeto de acercarse al Perú fué el que se propusieron en la formacion de Matogroso, venciendo á costa de inmensos gastos cuantas dificultades les presentaba la rigidez y esterilidad de aquel clima : pero, superadas por su constancia, favorecida de nuestra desidia, lograron su establecimiento : bien que tan reducido que, segun el itinerario del P. Charlevoix, que dejó citado, no pasaba en el año de 1753 de veinte y cinco ranchos de paja, y una casa de piedra que se fabricó para el capitán general de Cuyabá D. Antonio Rollin, que habia pasado á la nueva villa, con el fin de *fomentar desde allí el establecimiento portugues* en los Móxos. Tal es la antigüedad, principio y objeto de la poblacion de Villa Bella, erigida poco despues en capitania general. Su situacion, segun el mismo itinerario, se

Nuevos
establecimientos
portugueses
en las inmediaciones
de Móxos
y Chiquitos.

1795.

hallaba en la horqueta que hacen antes de su junta los dos ríos Guaporé y Sararé, que tienen su fuente muy cerca del río Paraguay, y corren hacia el poniente. Linda por el sur con la provincia de Chiquitos, y por el poniente con la de Móxos; siendo la distancia de esta villa, respecto de una y otra, muy corta, según el referido itinerario: con la particularidad de que el Guaporé ó Itenes, que corre hacia los Móxos, es navegable desde Villa Bella.

Mutacion
del camino
de Cuyabá
á Matogroso.

34. No contentos los Portugueses con esta usurpacion, usaron de un rasgo de su acostumbrada política, que ha esparcido tanta oscuridad en la demarcacion de los límites respectivos á estos parajes, que con razon se puede juzgar que será imposible dar la claridad correspondiente á una materia de tanta importancia. Para comprender este pernicioso artificio, es preciso suponer, que advirtiendo los Portugueses que por el artículo 7 del tratado preliminar de límites del año de 1780, se manda tirar una línea recta desde la boca del Jaurú hasta donde encontrase con la márgen austral del Guaporé, cubriendo ó dejando libre el camino que hay de Cuyabá hacia los Portugueses á Matogroso, creyeron estos, á vista de una expresion tan general, que les surtiria buen efecto el arbitrio de mudar el camino referido para adelantar sus intereses: y con efecto lo hicieron así, trasplantándolo mas de 20 leguas de distancia hacia el sur del que ántes frecuentaban. Otra igual trasplantacion ejecutaron con la poblacion de Matogroso, pues esta se hallaba situada al norte del río Sararé, á diez leguas del lugar que actualmente ocupa la nueva. La antigua situacion, así del camino como de la villa, quedaba cubierta con la línea del referido artículo 7: y aunque el 10 del actual tratado fué una copia literal de aquel; sin embargo, como la mudanza referida indica una variacion considerable en las circunstancias locales, tomaron ocasion los Portugueses de argüir de contradictorio este artículo 10, é inconciliabile con lo que se previene en el 20: sin que á su parecer pueda salvar esta antilogia lo que añade el artículo 10 á lo que establecia el 7, á saber, que debe dirigirse la frontera en línea recta desde la boca del Jaurú, por la parte occidental,

hasta la ribera austral del Guaporé en frente de la confluencia que con este hace el Sararé; pues la rectitud de la línea hasta este punto no es compatible con la reservacion de Villa Bella y su distrito, que por el 20 se hace al dominio portugues; ni queda cubierto el camino de Matogroso, según prescribe el mismo artículo 10, quedando uno y en mucha distancia al sur de la línea, y por consiguiente en territorio que no puede corresponder á S. M. F., según el espíritu del último tratado. Pero estos argumentos, que han opuesto los Portugueses con el fin de dilatar la demarcacion y la resolucion final de este asunto, y retener mientras tanto lo usurpado y fortificar los nuevos establecimientos, no tienen otro principio que aquella arbitraria mutacion ya notada: pues es constante que si se hubiese hallado en el mapa que sirvió para formar el tratado, nuestra corte hubiera reconocido sobre su mutacion; ó en caso de aprobarla, habria hecho eleccion de otro punto por donde girase la línea, ya que estaba resuelta á que el camino de Cuyabá, Matogroso y la capital de esta provincia quedase para Portugal, y cubiertos con la línea divisoria.

35. Con la mudanza de Matogroso consiguieron los Portugueses otras ventajas no ménos apreciables, á saber, la posesion de los ricos minerales de oro que descubrieron en las sierras de San Lorenzo y de San Carlos, descubrimiento de suma importancia, y que es muy verosímil que fuese el móvil de la trasplantacion de Matogroso; pues no se encuentra otro interes capaz de hacerles abandonar el antiguo suelo de la poblacion, privándose de los campos que al norte y nord-este les proporcionaban terrenos mas ventajosos para el cultivo y cria de ganados, y ménos enfermizos que los que hoy ocupan entre los rios Alegre y Barbado, á la falda de la sierra de San Carlos, en la márgen del rio Guaporé, que siempre nos ha pertenecido.

36. De estos mismos principios procede la ocupacion de nuestros terrenos con la plantificacion de los puertos Príncipe de Beyra, Casalbasco y demas que quedan referidos: pues logrando con ellos los Portugueses aproximarse á nuestras provincias de Móxos y Chiquitos, han hecho un comercio tan ven-

1793.

Ricos minerales
de oro que poseen
los Portugueses
en Matogroso.

Comercio
de los Portugueses
con los naturales
de Móxos
y Chiquitos.

1795.

tajoso para ellos, cuanto perjudicial á los Indios, á quienes compran sus ganados por bagatelas de ninguna importancia. De suerte que estas provincias, ántes tan abastecidas de ganados, llegaron al extremo de no poder subsistir; hasta que el celo de sus dos gobernadores, D. Lázaro Rivera y D. Antonio López Carbajal, consiguió cortar tan perniciosos desórdenes, dándome cuenta el primero del comercio clandestino, que por medio de un oficial portugues se mantenía en aquella provincia, á pesar de todas sus medidas, valiéndose de los pretextos de ir en seguimiento de esclavos fugitivos, de conducir pliegos al gobernador de Matogroso, ó de pretender que la navegacion de los rios Barbado y Machupo pertenecía privativamente á los Portugueses.

Comision dada
á D. Antonio
Alvárez Sotomayor;
y contradiccion
que hizo á ella
el gobernador
de Matogroso.

37. Enterado de tantos desórdenes, di cuantas providencias creí oportunas para remediarlos: y habiendo pasado oficio al capitan general de Matogroso, reconviniéndole sobre la formacion de los referidos puertos, con infraccion del tratado de límites, me contestó negando que fuesen fuertes las poblaciones de Casalbasco y Palacio del General: pues la primera no era mas que una *pequeña é insignificante poblacion, distante poco mas de medio camino de la Villa Bella*, en la que jamas hubo indicio de fortaleza; y la segunda no era mas que un edificio civil, que junto á la casa de un morador (existente hacia mas de 25 años en las inmediaciones de Rio Barbado, y una legua mas adelante de Casalbasco), se habia construido, sin que nada hubiese en él que mereciese el nombre de palacio. Pero, como no se trataba solamente de la grandeza de fortificacion de estos puestos, sino de la usurpacion que con ellos se hacía en nuestros terrenos, previne al comisario de demarcacion D. Antonio Alvárez Sotomayor que procediese á su reconocimiento, y con un mapa me instruyese de la situacion de aquellos lugares y de la frontera, para informar con estos conocimientos á la corte, y poder tomar entretanto las providencias oportunas. Para dar cumplimiento á esta orden, quiso aquel comisario navegar por el rio Itenes; pero se le opuso el gobernador de Matogroso, á pretexto de no ser verificable semejante operacion sin la con-

currencia del comisario portugues : y aunque Sotomayor le contestó que no era precisa esta circunstancia, cuando solo trataba de instruirse de la frontera, para dar una idea de ella á la corte, ni era justo que se le impidiese la navegacion de un rio que cuando ménos debia ser comun, no pudo vencer la resistencia de aquel jefe, que resueltamente le dió á entender que entretanto no concurrieran los demarcadores, no permitiria que se violase la posesion en que estaba de navegar privativamente para dicho rio.

38. Sin embargo de esta oposicion, el referido comisario tuvo arbitrio de formar un mapa bastante exacto de aquella comarca, de los referidos puestos y de las sierras en que los Portugueses tenian minerales de oro : haciendo ver que todos ellos se hallaban muy al sur de los puestos por donde debia girar la línea divisoria, produciendo várias reflexiones que persuadian la necesidad de precisar á los Portugueses á que los desalojasen. De todo di cuenta á la corte, donde se hallaba aun pendiente la resolucion de este grave asunto, que sin duda será el mas difícil de acordarse; así porque los Portugueses no es creible que se separen de su antiguo plan de acercarse al Perú, y mas cuando en aquel país tienen tan ricos minerales, como porque nuestra corte no puede disimular aquellas usurpaciones sin dejar expuestas á perderse las dos provincias de Móxos y Chiquitos, de cuya ruina se seguirian las fatales consecuencias que mas debe precaver nuestro ministerio.

39. Para evitarlas en lo posible, miéntras pendia la resolucion de este asunto, mandé al referido comisario, á los gobernadores de Móxos y Chiquitos, y al intendente de Cochabamba, me informasen sobre los medios con que podrian fomentarse algunos establecimientos que sirviesen para contener á los Portugueses y cerrar los caminos que habian abierto. Hízolo el primero con bastante especificacion : pero no conformándose con el dictámen de los otros, fué preciso prevenirles que con vista de lo que cada uno habia meditado, informasen nuevamente sobre tan importante objeto, llevando á la vista el muy interesante de abrir camino desde dicha provincia al rio Para-

1795.

Mapa levantado
por Sotomayor.

Informes
de diferentes
ministros de S. M.
sobre los medios
de impedir
la comunicacion
de los Portugueses
de Matogroso
con las provincias
de Móxos
y Chiquitos.

1795.

guay, que facilitase el comercio de una y otra. Pero así por la dificultad de combinar sus dictámenes, como por los inconvenientes de encontrar los nuevos establecimientos, y por no entorpecer la evacuacion de los fuertes sobre la banda occidental del rio Paraguay, queda este grave asunto sin reducirse á efecto: no obstante haberse logrado descubrir la navegacion desde la provincia de Chiquitos, cuyo viaje, aunque dificultoso por las inundaciones de aquel país, ha dado á conocer que no es imposible reducirlo á práctica, la que, lograda, traerá crecidas utilidades al comercio, pudiendo emprenderse la reduccion de las naciones del Chaco confinantes con dicho camino.

Observaciones
sobre todo
lo expuesto
en esta materia.

40. Este es, Excmo. Señor, el estado actual de la demarcacion de límites, retardada por las morosidades de los Portugueses, que frecuentemente, y por sus intereses, han retirado sus partidas demarcadoras. La narracion, aunque abreviada, de los puntos que abraza su inmensa proyeccion, presenta á la vista de V. E. un dilatado campo, cercado de innumerables dificultades, en que ejecutará su celo con mas provecho la ilustracion de V. E., si procede advertido de que, del fondo mismo del tratado preliminar de la demarcacion, resulta la mayor dificultad de su cumplimiento: pues ningun punto, de cuantos se han controvertido y restan á controvertirse, puede tener resolucion, sin que se acuerde ántes por las dos cortes, y vuelva la decision al jefe de estas provincias: — mal inevitable, pero de tanta consecuencia, que ó hará eterna la empresa de la demarcacion, ú obligará á nuestra corte á desistir del proyecto, acomodándose á algun partido que acabe de poner en mano de los Portugueses las riquezas que el Todopoderoso depositó en las de nuestra nacion. Ya en el dia podemos asegurar que vamos casi á médias en el goce de este precioso mayorazgo, que reservó el Criador para los Españoles; y si no mudamos de sistema, vendrá á ser mas de ellos que nuestro el fruto de estas provincias, sin haber tenido parte en los gastos y peligros de la conquista. Aun teniéndolos sitiados por todas partes, á costas de levantar fortalezas y compañías de gente armada, se abren un nuevo camino cada dia, por donde se avanzan mas

hacia el Perú y Montevideo. Estas provincias son el blanco á que hacen su tiro desde principio del siglo xvi, sin que los haya cansado la fatiga, ni saciado el fruto que les ha rendido esta. Ya se hallan bien adentro de ambos territorios, y cada dia se van arrimando mas. Ya ha oido V. E. en esta relacion, que nos tienen usurpado los mejores minerales hacia Móxos y Chiquitos, y de antemano consta á V. E. las populosas estancias de ganado que tienen fundadas en la otra banda de este rio. Si en el dia salen por Montevideo todos los años de 800 á 900,000 cueros, no son mucho ménos los que salen por el Brasil en cada uno. En el pasado de 1790 ascendió á medio millon de cueros el derecho del quinto que pagaron á S. M. F. los que se embarcaron en aquellos puertos : con lo que, abastecida la Europa con superabundancia, es consecuencia necesaria el envilecimiento del efecto, hasta perder el comerciante parte de su capital, de donde se origina el caer al contrabando, que es el desquite de los perdidos.

41. No es posible guardarlo todo por medio de atalayas ó de centinelas, ni bastaria todo el ejército de S. M. para defender unas pertenencias de tan vastos y remotos términos. Tenemos expresa prohibicion de defendernos con las armas, y no se nos permite otra licencia que la del ruego, la de las protestas y la del recurso á nuestro gabinete : medios muy honestos y templados á la consonancia de la buena fe, pero débiles y desproporcionados para batir á un enemigo que nos ataca por la fuerza y pone en ella la defensa de sus injusticias. Es verdad que tenemos ajustadas unas convenciones provisionales, que preservan sus derechos y los nuestros, miéntras se establecen los límites de ambas coronas. ¿Pero qué sirven los pactos ni las leyes, cuando prohíben ellas mismas castigar á sus infractores? De nuestra parte se observan estos tratados con la exactitud mas religiosa, y de parte de los Portugueses se quebrantan á cada paso, sin mas pena que la de contestar á la protesta, ó al requerimiento que les hacen nuestros comisarios. Aun si pretendemos que pasen estos á reconocer un fuerte, un rio ó una poblacion que siempre nos haya pertenecido, lo contradi-

1795.

Cotejo
de la conducta
de los Portugueses
con la
de los Españoles
en la observancia
del tratado
preliminar.

1795.

cen los de aquella nacion, cohonestando su grossera resistencia con el título de infraccion á los tratados preliminares. Si se insiste por nosotros en llevar á efecto la vista de ojos proyectada, se preparan á hacernos resistencia, y ya con esto queda por ellos la disputa : con que podemos decir, que cuanto han emprendido han alcanzado, y que solo somos dueños hasta el dia de lo que han querido arrebatarlos, pero con la pension de estar esperando todo el año el término final de esta indulgencia.

Para conservar lo que nos resta, ha sido necesaria la construccion de los tres fuertes, de que dejo hecha mencion á V. E., á que debe seguirse el gasto de su guarnicion y conservacion, y el de los otros fuertes de Santa Teresa, San Miguel, Santa Tecla, San Rafael y Batoví, y el de una corsaria que tambien he establecido en la laguna Merin, que junto con el que hacen los comisarios de las partidas de línea divisoria, llega á 50,000 pesos en cada año.

Estas son las únicas armas con que la bondad de nuestro soberano se ha propuesto defender sus dominios de unos perpétuos invasores, á quienes la moderacion y disimulo comunican alientos para mayores hostilidades. Á fuerza de oro y plata y á costa de donaciones y liberalidades, está deteniendo nuestra corte las invasiones de una nacion su mas amiga y aliada, por no venir con ella á un rompimiento : y lo sensible es que tanto oro y galanteo no producen otro efecto que el de avisar la codicia, y ocasionar desdenes en quienes deberian pagar tributo y hacer pleito homenaje á Su Majestad Católica, por el terreno que se les dejó tomar la primera vez hácia el fin del siglo xv.

42. Lo que mas insta por remedio es la custodia de ganado, que nos extraen sin cesar de los campos de la otra banda, en porciones tan crecidas que cada vez se va conociendo mas su falta, y cobran mayor precio ; inconveniente que en poco tiempo nos traerá el daño de que se junten en Europa dos expendedores de un mismo ramo ; pero de tan diversos costos que el Portugues podrá vender á un 23 por ciento ménos que el Español, perjudicándose este y ganando aquel ; resultando luego de la

Sobre la guarda
del ganado vacuno
de la otra banda
del rio de la Plata.

desigualdad de esta balanza, que el uno vende cuanto lleve, y el otro se vea obligado á dejar de llevar.

Ya no distamos mucho de tocar esto con las manos, porque en el dia estamos viendo, que los que negocian en cueros, se avendran en Montevideo, con el designio de salir á la campaña á buscar los cueros uno á uno, si han de sacar algun provecho á este negociado: ó que se valen de fletar de su cuenta una embarcacion en España que les retorne el cargamento á ménos costa, cercenando al dueño del buque el útil que debe corresponderle, y de que ha disfrutado justamente en otro tiempo. Pero aun esto, que es ya una especie de estanco en su línea, vendrá á faltar á los nacionales, creciendo las extracciones de cueros que se hacen por el Brasil.

No dudo que los fuertes nuevamente contruidos contribuirán á precaver este desórden, siendo fieles en el cumplimiento de su obligacion los oficiales que han de mandarlos. Sin embargo, es demasiado ámbito el de la campaña, para que se crea guardada con média docena de fuertes. El mal hábito está tambien envejecido en los Portugueses y en nuestros changadores, para que se considere remedjado con las primeras providencias. Solo el arreglo general de la campaña, tantas veces intentado, es capaz de formar este número de division que debe separar nuestros terrenos de los que se asignen á los contrarios. Sin un lienzo de este macizo, jamas estarán nuestros ganados dentro de sus apriscos. Sobre esto puede ver V. E. los muchos proyectos que se han escrito; y su feliz penetracion le dirá en breve el que debe preferir; pero en la ejecucion del elegido hallará V. E. un obstáculo invencible, mientras no se concluye la línea divisoria. Cualquiera que sea el pensamiento, se ha de establecer sobre el terreno del dominio disputable de nuestra corona; y así nada tenemos en la otra banda, desde la laguna Merin al norte y oeste de ella, que no esté sujeto á disputas: con que no se puede tomar ninguna medida, sin tropezar á los pocos pasos con los escollos que nos tienen preparados nuestros rivales.

Quizá la diestra política de V. E. sabrá remover lijeramente

1795.

político dar una proteccion indirecta que aumentase la resistencia ; pero temiendo al mismo tiempo el funesto ejemplo de que las provincias ultramarinas de España llegasen á ver el triunfo de la insurreccion contra la metrópoli, se negó constantemente á reconocer la nacionalidad de los Estados Unidos.

Compensaciones
que esta obtuvo.

Jay y Carmichael se esforzaron en vano durante mucho tiempo por ajustar un tratado de paz y de comercio con el gobierno español. Ocasión muy favorable tuvo entónces este para estipular condiciones ventajosas, porque los comisionados americanos, á trueque de obtener el reconocimiento de su independencia y el libre comercio con las posesiones españolas, prometian diversas compensaciones, siendo muy principal la de apartarse de cualquier derecho que pudiese competir á los Estados Unidos para gozar juntamente con los Españoles la navegacion y comercio del rio Mississipi.

Conferencias
de París.
Suspension
de las negociaciones
en España.

En este estado llegó el año de 1782. Decidido el gobierno inglés á suspender las hostilidades y á declarar independientes sus colonias, se abrieron las conferencias de París, adonde concurrió Mr. Jay, cesando desde entónces las negociaciones que se seguian en España. El conde de Florida Blanca autorizó al de Aranda para que las continuase en aquella corte con dicho agente ; pero este, que veía asegurado irrevocablemente el triunfo de la causa americana, aunque tuvo diversas sesiones con el plenipotenciario español, mostró dificultades tales que no fué posible ajustar el tratado. Las instrucciones de Florida Blanca eran muy categóricas. « El principal punto, ó tal vez el único que nos interesa con los Estados americanos, decia en despacho de 20 de setiembre, es el libre y privativo uso ó navegacion del rio Mississipi. » Pero precisamente era esto lo que no solo se negaba á declarar el negociador americano, sino que al contrario reclamaba ahora que el gobierno español admitiese á los ciudadanos de los Estados Unidos al uso y navegacion de dicho rio, segun de derecho les correspondia. Esta negociacion se complicó mas y mas con la reincorporacion de las dos Floridas á la corona de España, porque se suscitaron nuevas cuestiones acerca de los límites meridionales de la Georgia, en que no

Ningun resultado
de las primeras.

fué posible se aviniesen los negociadores ; de modo que las conferencias de Paris no dieron resultado satisfactorio.

1795.

Á instancias de Mr. Carmichael, que continuaba en Madrid, envió el gobierno español á Filadelfia en 1785 á D. Diego Gardoqui, dándole plenos poderes para seguir la negociacion. Su mision fué tan estéril como las anteriores gestiones. Tres años y medio estuvo allí sin poder concluir ningun arreglo, á veces por los trastornos políticos de la república, y en otras por la naturaleza poco conciliable de las recíprocas pretensiones. Trasladóse la discusion á Madrid en 1690, habiendo venido Mr. Short para continuarla en union con Mr. Carmichael ; pero al cabo de cuatro años transcurridos en repetir memorias y proyectos, las cosas permanecian en el mismo estado , é inexorable el gobierno español en no consentir la navegacion del Mississipí y repeler la demarcacion de límites propuesta por el gobierno de la Union.

Otras negociaciones infructuosas.

Sin embargo, los progresos de la revolucion francesa acababan de privar al rey Católico de la alianza cimentada en el pacto de familia. Aun mas, vióse envuelta la corte de Madrid en la guerra de 1794, sin que contase para sostener la integridad de sus vastos dominios con otra alianza que la muy dudosa del gobierno británico. Y esto pasaba al tiempo mismo que los Estados Unidos pretendian someter á un sinnúmero de restricciones el comercio de las potencias con quienes no tenian tratados , cuando quedaban árbitros de intentar cualquier empresa hostil contra los dominios ultramarinos de España, cuyas fuerzas se hallaban entretenidas en Europa, y cuando, en fin, se veian amagos positivos de posesionarse violentamente de la disputada navegacion del Mississipí. En tan azarosas circunstancias, el ministro de Estado D. Manuel Godoy escribió en mitad de este año á D. José Jandenes y á D. José Ignacio de Viar, agentes del gobierno español en Filadelfia, para que insinuasen con destreza al de la Union las favorables disposiciones del rey Católico hácia el arreglo de las mútuas diferencias, cediendo en cuanto les fuese posible sobre los puntos cuestionables ; pero obligándose los Estados Unidos por el tratado que se hiciese á

Nuevas insinuaciones sobre el arreglo.

1795. garantizar la conservacion de las posesiones españolas de ultramar.

Conferencias
en Madrid.

Exigencias
del plenipotenciario.

El presidente de la República envió en efecto á Madrid un nuevo plenipotenciario, que fué Mr. Pickney, cuyas credenciales se exhibieron el 5 de julio de 1795, entrando este desde luego en conferencias con D. Manuel Godoy para fijar las bases del tratado. En agosto presentó formulado ya un proyecto que se adoptó en su mayor parte, salvo algunas estipulaciones que rechazó Godoy en el contraproyecto ó réplica. Exigia Mr. Pickney: 1º que cada uno de los contratantes otorgase á los súbditos del otro todos los derechos civiles, no los políticos, que gozasen los naturales; 2º que se abriesen los puertos coloniales españoles al comercio de los Estados Unidos, con tal latitud que los buques y productos de las colonias y los buques y productos de aquel territorio fuesen considerados nacionales para el pago de derechos y libertad del tráfico; y en cuanto al que se hiciese entre dichos Estados y la Península, tuviese todas las facilidades y privilegios acordados al de la nacion mas favorecida. En apoyo del sistema de tan extraña asimilacion, decia Pickney lo siguiente: « En el exámen de este proyecto no debe considerarse á los Estados Unidos bajo el mismo aspecto que á las naciones europeas, porque aquellos no pueden ser rivales de España ni en los productos territoriales, distintos en su mayor parte de los españoles, ni ménos en manufacturas de que carecen, pero que presentan un gran mercado á los péninsulares. Si España tiene idea de ligar sus intereses á los de la América, no veo un medio mas eficaz. »

Otras.

Pretendia Pickney ademas, 3º que al otorgar el gobierno español el uso y navegacion del Mississipí á los Estados Unidos, señalase un territorio en la márgen izquierda para que aquellos naturales pudiesen construir almacenes y formar un depósito comercial; 4º que los respectivos buques de comercio no estuviesen sujetos á pago de derechos de ninguna especie, cuando entretanto en un puerto saliesen sin vender el cargamento; 5º que en caso de guerra en que fuesen neutrales ambos contratantes, sus buques de guerra convoyasen indistintamente á los

mercantes, fuesen españoles ó americanos; 6º y finalmente, hallándose pendientes en los tribunales españoles para ser juzgados con arreglo á las ordenanzas de corso varios expedientes de buques anglo-americanos, apresados con contrabando de guerra en la que acababa de sostenerse contra la Francia, pedia Mr. Pickney que se nombrase una comision mixta para fallar sobre la legitimidad de tales presas.

1795.

Godoy no solo se negó, como queda dicho, á admitir estos artículos del proyecto, pero hasta se mostró no poco renitente en permitir á los Americanos la navegacion del Mississipí. Pero sobre este punto formó tan serio empeño Mr. Pickney, que al fin hubo de ceder el ministro español, tomando en cuanto al depósito comercial el medio término que se nota en el artículo 22 del tratado; y con respecto al negocio de presas, se procuraron conciliar las pretensiones por el artículo 21. Zanjadas las dificultades, se firmó aquel el 27 de octubre; siendo muy notable que en nada de lo escrito durante la negociacion aparezca su idea primitiva, esto es, obligarse los Estados Unidos á garantir la conservacion de las colonias españolas (1).

DOCUMENTO.

Deseando Su Majestad Católica y los Estados Unidos de América consolidar de un modo permanente la buena correspondencia y amistad que felizmente reina entre ambas partes, han resuelto fijar por medio de un convenio varios puntos, de cuyo arreglo resultará un beneficio general y una utilidad recíproca á los dos países. Con esta mira han nombrado, Su Majestad Católica al excelentísimo señor *don Manuel de Godoy y Alvarez de Faria, Rios, Sánchez Zarzosa, príncipe de la Paz*, duque de la Alcudia, señor del Soto de Roma y del Estado de Albalá,

Firmado
el 27 de octubre
de 1793.
Ratificado
el 7 de marzo
y el 26 de abril
de 1796.

Plenipotenciarios.

(1) CANTILLO, *Coleccion de tratados españoles*.

1795. grande de España de primera clase, regidor perpétuo de la ciudad de Santiago, caballero de la insigne orden del Toison de Oro, gran cruz de la real y distinguida española de Carlos III, comendador de Valencia del Ventoso, Rivera y Aceuchal en la de Santiago, caballero gran cruz de la religion de San Juan, consejero de Estado, primer secretario de Estado y del despacho, secretario de la reina nuestra señora, superintendente general de correos y caminos, protector de la real academia de las nobles artes, y de los reales gabinetes de la historia natural, jardin botánico, laboratorio químico y observatorio astronómico, gentil hombre de cámara con ejercicio, capitán general de los reales ejércitos, inspector y sarjento mayor del real cuerpo de guardias de corps; y el Presidente de los Estados Unidos, con consentimiento y aprobacion del senado, á *D. Tomas Pickney*, ciudadano de los mismos Estados, y su enviado extraordinario cerca de Su Majestad Católica, y ambos plenipotenciarios han ajustado y firmado los artículos siguientes :

Paz y amistad.

ART. 1º. — Habrá una paz sólida é inviolable y una amistad sincera entre Su Majestad Católica, sus sucesores y súbditos, y los Estados Unidos y sus ciudadanos, sin excepcion de personas ó lugares.

Límites.

ART. 2º. — Para evitar toda disputa en punto á los límites que separan los territorios de las dos altas partes contratantes, se ha convenido y declarado en el presente artículo lo siguiente, á saber : que el límite meridional de los Estados Unidos que separa su territorio del de las colonias españolas de la *Florida occidental* y de la *Florida oriental*, se demarcará por una línea que empiece en el rio *Mississippi* en la parte mas setentrional del grado treinta y uno al norte del Ecuador, y que desde allí siga en derechura al este hasta el medio del rio *Apalachicola* ó *Catahouche*, desde allí por la mitad de este rio hasta su union con el *Flint*; de allí en derechura hasta el nacimiento del rio *Santa María*, y de allí bajando por el medio de este rio hasta el *Océano Atlántico*. Y se han convenido las dos potencias en que si hubiese tropa, guarniciones ó establecimientos de la una de las dos partes en el territorio de la otra,

segun los límites que se acaban de mencionar, se retirarán de dicho territorio en el término de seis meses despues de la ratificacion de este tratado, ó ántes si fuere posible, y que se les permitirá llevar consigo todos los bienes y efectos que posean.

1795.

ART. 3°. — Para la ejecucion del artículo antecedente se nombrarán por cada una de las dos altas partes contratantes un comisario y un geómetra, que se juntarán en *Natchez*, en la orilla izquierda del *Mississipi*, ántes de espirar el término de seis meses despues de la ratificacion de la convencion presente, y procederán á la demarcacion de estos límites conforme á lo estipulado en el artículo anterior. Levantarán planos y formarán diarios de sus operaciones, que se reputarán como parte de este tratado, y tendrán la misma fuerza que si estuvieran insertas en él. Y si por cualquier motivo se creyese necesario que los dichos comisarios y geómetras fuesen acompañados con guardias, se les darán en número igual por el general que mande las tropas de Su Majestad en las dos *Floridas*, y el comandante de las tropas de los Estados Unidos en su territorio del *sudoeste*, que obrarán de acuerdo y amistosamente, así en este punto como en el de apronto de víveres é instrumentos, y en tomar cualesquiera otras disposiciones necesarias para la ejecucion de este artículo.

Nombramiento
de comisarios
y geómetras.

ART. 4°. — Se han convenido tambien en que el límite occidental del territorio de los Estados Unidos que los separa de la colonia española de la *Luisiana*, está en medio del canal ó madre del rio *Mississipi*, desde el límite setentrional de dichos Estados hasta el complemento de los treinta y un grados de latitud al norte del Ecuador, y Su Majestad Católica ha convenido igualmente en que la navegacion de dicho rio en toda su extension desde su origen hasta el Océano será libre solo á los súbditos y á los ciudadanos de los Estados Unidos, á ménos que por algun tratado particular haga extensiva esta libertad á súbditos de otras potencias.

Libertad
de navegacion
del *Mississipi*.

ART. 5°. — Las dos altas partes contratantes procurarán por todos los medios posibles mantener la paz y buena armonía entre las diversas naciones de Indios que habitan los terrenos

Promesa
de mantener la paz
entre los Indios.

1795. adyacentes á las líneas y rios que en los artículos anteriores forman los límites de las dos *Floridas* : y para conseguir mejor este fin , se obligan expresamente ambas potencias á reprimir con la fuerza todo género de hostilidades de parte de las naciones indias que habitasen dentro de la línea de sus respectivos límites ; de modo que ni la España permitirá que sus Indios ataquen á los que vivan en el territorio de los Estados Unidos ó á sus ciudadanos ; ni los Estados que los suyos hostilicen á los súbditos de Su Majestad Católica ó á sus Indios de manera alguna.

Existiendo varios tratados de amistad entre las expresadas naciones y las dos potencias , se han convenido en no hacer en lo venidero alianza alguna ó tratado (excepto los de paz) con las naciones de Indios que habitan dentro de los límites de la otra parte : aunque procurarán hacer comun su comercio en beneficio ámplio de los súbditos y ciudadanos respectivos, guardándose en todo la reciprocidad mas completa, de suerte que sin los dispendios que han causado hasta ahora dichas naciones á las dos partes contratantes, consigan ambas todas las ventajas que debe producir la armonía con ellas.

Auxilios recíprocos.

ART. 6º. — Cada una de las dos partes contratantes procurará por todos los medios posibles proteger y defender todos los buques y cualesquiera otros efectos pertenecientes á los súbditos y ciudadanos de la otra que se hallen en la extension de su jurisdiccion por mar ó por tierra , y empleará todos sus esfuerzos para recobrar y hacer restituir á los propietarios legítimos los buques y efectos que se les hayan quitado en la extension de dicha jurisdiccion, estén ó no en guerra con la potencia cuyos súbditos hayan interceptado dichos efectos.

Seguridades
contra embargos
ó detencion
de buques ó efectos .

ART. 7º. — Se ha convenido que los súbditos y ciudadanos de una de las partes contratantes, sus buques ó efectos, no podrán sujetarse á ningun embargo ó detencion de parte de la otra, á causa de alguna expedicion militar, uso público ó particular de cualquiera que sea. Y en los casos de aprehension, detencion ó arresto , bien sea por deudas contraidas, ú ofensas cometidas por algun ciudadano ó súbdito de una de las partes

contratantes en la jurisdiccion de la otra, se procederá únicamente por orden y autoridad de la justicia, y segun los trámites ordinarios seguidos en semejantes casos. Se permitirá á los ciudadanos y súbditos de ambas partes emplear los abogados, procuradores, notarios, agentes ó factores que juzguen mas á propósito en todos sus asuntos, y en todos los pleitos que podrán tener en los tribunales de la otra parte, á los cuales se permitirá igualmente el tener libre acceso en las causas, y estar presente á todo exámen y testimonios que podrán ocurrir en los pleitos.

1795.

ART. 8º. — Cuando los súbditos y habitantes de la una de las dos partes contratantes con sus buques, bien sean públicos ó de guerra, bien particulares ó mercantiles, se viesen obligados por una tempestad, por escapar de piratas ó de enemigos, ó por cualquiera otra necesidad urgente, á buscar refugio ó abrigo en alguno de los rios, bahías, radas ó puertos de una de las dos partes, serán recibidos y tratados con humanidad, gozarán de todo favor, proteccion y socorro, y les será lícito proveerse de refrescos, víveres y demas cosas necesarias para su sustento, para componer sus buques y continuar su viaje, todo mediante un precio equitativo; y no se les detendrá ó impedirá de modo alguno el salir de dichos puertos ó radas; ántes bien podrán retirarse y partir cómo y cuándo les pareciere, sin ningun obstáculo ó impedimento.

Arribada forzosa.

ART. 9º. — Todos los buques y mercaderías, de cualquiera naturaleza que sean, que se hubiesen quitado á algunos piratas en alta mar, y se trajesen á algun puerto de una de las dos potencias, se entregarán allí á los oficiales ó empleados en dicho puerto, á fin de que las guarden y restituyan íntegramente á su verdadero propietario, luego que hiciere constar debida y plenamente que era su legítima propiedad.

Efectos quitados
á piratas.

ART. 10º. — En el caso de que algun buque perteneciente á una de las dos partes contratantes naufragase, barase ó sufriese alguna otra avería en las costas ó en los dominios de la otra, se socorrerá á los súbditos y ciudadanos respectivos, así á sus personas como á sus buques y efectos, del mismo modo que se haria

Socorros mútuos
en caso
de naufragio.

1795.

con los habitantes del país donde suceda la desgracia, y pagarán solo las mismas cargas y derechos que se hubieran exigido de dichos habitantes en semejante caso; y si fuese necesario para componer el buque que se descargue el cargamento en todo ó en parte, no pagarán impuesto alguno, carga ó derecho de lo que se vuelva á embarcar para ser exportado.

Libertad
de enajenacion
de bienes.

ART. 11°. — Los ciudadanos ó súbditos de una de las dos partes contratantes tendrán en los Estados de la otra la libertad de disponer de sus bienes personales, bien sea por testamento, donacion ú otra manera; y si sus herederos fuesen súbditos ó ciudadanos de la otra parte contratante, sucederán en sus bienes, ya sea en virtud de testamento ó ab-intestato, y podrán tomar posesion, bien en persona, ó por medio de otros que hagan sus veces, y disponer como les pareciere, sin pagar mas derechos que aquellos que deben pagar en caso semejante los habitantes del país donde se verificase la herencia.

Y si estuviesen ausentes los herederos, se cuidará de los bienes que les hubiese tocado, del mismo modo que se hubiera hecho en semejante ocasion con los bienes de los naturales del país, hasta que el legítimo propietario haya aprobado las disposiciones para recoger la herencia. Si se suscitasen disputas entre diferentes competidores que tengan derecho á la herencia, serán determinadas en última instancia segun las leyes y por los jueces del país donde vacase la herencia. Y si por la muerte de alguna persona que poseyese bienes raíces sobre el territorio de una de las partes contratantes, estos bienes raíces llegasen á pasar segun las leyes del país á un súbdito ó ciudadano de la otra parte, y este por su calidad de extranjero fuese inhábil para poseerlos, obtendrá un término conveniente para venderlos y recoger su producto sin obstáculo, exento de todo derecho de retencion de parte del gobierno de los Estados respectivos.

Pasaportes
y certificados.

ART. 12°. — Á los buques mercantes de las dos partes que fuesen destinados á puertos pertenecientes á una potencia enemiga de una de las dos, cuyo viaje y naturaleza del cargamento diese justas sospechas, se les obligará á presentar, bien sea en alta mar, bien en los puertos y cabos, no solo sus pasaportes,

sino tambien los certificados , que probarán expresamente que su cargamento no es de la especie de los que están prohibidos como de contrabando.

1795.

ART. 13°. — A fin de favorecer el comercio de ambas partes, se ha convenido que en el caso de romperse la guerra entre las dos naciones, se concederá el término de un año despues de su declaracion á los comerciantes en las villas y ciudades que habitan, para juntar y trasportar sus mercaderías ; y si se les quitase alguna parte de ellas, ó hiciese algun daño durante el tiempo prescrito arriba, por una de las dos potencias, sus pueblos ó súbditos, se les dará en este punto entera satisfaccion por el gobierno.

Precauciones
para
casos de guerra.

ART. 14°. — Ningun súbdito de Su Majestad Católica tomará encargo ó patente para armar buque ó buques que obren como corsarios contra dichos Estados Unidos, ó contra los ciudadanos, pueblos y habitantes de los mismos, ó contra su propiedad ó la de los habitantes de alguno de ellos, de cualquier príncipe que sea con quien estuvieren en guerra los Estados Unidos. Igualmente , ningun ciudadano ó habitante de dichos Estados pedirá ó aceptará encargo ó patente para armar algun buque ó buques con el fin de perseguir los súbditos de Su Majestad Católica ó apoderarse de su propiedad , de cualquier príncipe ó Estado que sea con quien estuviese en guerra Su Majestad Católica. Y si algun individuo de una ú de otra nacion tomase semejantes encargos ó patentes, será castigado como pirata.

Prohibicion
del corso.

ART. 15°. — Se permitirá á todos y á cada uno de los súbditos de Su Majestad Católica, y á los ciudadanos , pueblos y habitantes de dichos Estados, que puedan navegar con sus embarcaciones con toda libertad y seguridad , sin que haya la menor excepcion por este respecto , aunque los propietarios de las mercaderías cargadas en las referidas embarcaciones vengan del puerto que quieran, y las traigan destinadas á cualquiera plaza de una potencia actualmente enemiga, ó que lo sea despues , así de Su Majestad Católica como de los Estados Unidos. Se permitirá igualmente á los súbditos y habitantes mencionados navegar con sus buques y mercaderías, y frecuentar con igual libertad

Amplia libertad
de navegacion.

1795. y seguridad las plazas y puertos de las potencias enemigas de las partes contratantes, ó de una de ellas sin oposicion ú obstáculo, y comerciar no solo desde los puertos del dicho enemigo á un puerto neutro directamente, sino tambien desde uno enemigo á otro tal, bien se encuentre bajo su jurisdiccion ó bajo la de muchos; y se estipula tambien por el presente tratado que los buques libres asegurarán igualmente la libertad de las mercaderías, y que se juzgarán libres todos los efectos que se hallasen á bordo de los buques que perteneciesen á los súbditos de una de las partes contratantes, aun cuando el cargamento por entero ó parte de él fuese de los enemigos de una de las dos, bien entendido sin embargo que el contrabando se exceptúa siempre. Se ha convenido asimismo que la propia libertad gozarán los súgetos que pudiesen encontrarse á bordo del buque libre, aun cuando fuesen enemigos de una de las dos partes contratantes; y por lo tanto no se podrá hacerlos prisioneros ni separarlos de dichos buques, á ménos que no tengan la cualidad de militares, y esto hallándose en aquella sazón empleados en el servicio del enemigo.

Exceptúanse
y enuméranse
las mercaderías
de contrabando.

ART. 16°. — Esta libertad de navegacion y de comercio debe extenderse á toda especie de mercaderías, exceptuando solo las que se comprenden bajo el nombre de contrabando ó de mercaderías prohibidas, cuales son las armas, cañones, bombas con sus mechas y demas cosas pertenecientes á lo mismo, balas, pólvora, mechas, picas, espadas, lanzas, dardos, alabardas, morteros, petardos, granadas, salitre, fusiles, balas, escudos, casquetes, corazas, cotas de malla y otras armas de esta especie propias para armar á los soldados, porta-mosquetes, bandoleras, caballos con sus armas y otros instrumentos de guerra, sean los que fueren. Pero los géneros y mercaderías que se nombrarán ahora, no se comprenderán entre los de contrabando ó cosas prohibidas, á saber: toda especie de paños y cualesquiera otras telas de lana, lino, seda, algodón ú otras cualesquiera materias, toda especie de vestidos con las telas de que se acostumbra hacer, el oro y la plata labrada en moneda ó no, el estaño, hierro, laton, cobre, bronce, carbon, del mismo que la

1795.

cebada, el trigo, la avena y cualquiera otro género de legumbres; el tabaco y toda la especería, carne salada y ahumada, pescado salado, queso y manteca, cerbeza, aceites, vino, azúcar y toda especie de sal, y en general todo género de provisiones que sirven para el sustento de la vida. Además toda especie de algodón, cañamo, lino, alquitran, brea, pez, cuerdas, cables, velas, telas para velas, áncoras y partes de que se componen, mástiles, tablas, maderas de todas especies, y cualesquiera otras cosas que sirvan para la construcción y reparación de los buques, y otras cualesquiera materias que no tienen la forma de un instrumento preparado para la guerra por tierra ó por mar, no serán reputadas de contrabando; y ménos las que estén ya preparadas para otros usos. Todas las cosas que se acaban de nombrar deben ser comprendidas entre las mercaderías libres, lo mismo que todas las demas mercaderías y efectos que no están comprendidos y nombrados expresamente en la enumeración de los géneros de contrabando: de manera que podrán ser trasportados y conducidos con la mayor libertad por los súbditos de las dos partes contratantes á las plazas enemigas, exceptuando sin embargo las que se hallasen en la actualidad sitiadas, bloqueadas ó embestidas, y los casos en que algun buque de guerra ó escuadra que por efecto de avería ú otras causas se halle en necesidad de tomar los efectos que conduzca el buque ó buques de comercio, pues en tal caso podrá detenerlos para aprovisionarse, y dar un recibo para que la potencia cuyo sea el buque que tome los efectos, los pague segun el valor que tendrían en el puerto adonde se dirigiese el propietario, segun lo expresen sus cartas de navegación; obligándose las dos partes contratantes á no detener los buques mas de lo que sea absolutamente necesario para aprovisionarse, pagar inmediatamente los recibos, é indemnizar los daños que sufra el propietario á consecuencia de semejante suceso.

ART. 17°. — Á fin de evitar entre ambas partes toda especie de disputas y quejas, se ha convenido que en el caso de que una de las dos potencias se hallase empeñada en una guerra, los buques y bastimentos pertenecientes á los súbditos ó pueblos

Patentes de mar
en casos de guerra.

1795.

de la otra deberán llevar consigo patentes de mar ó pasaporte que expresen el nombre, la propiedad y el porte del buque como tambien el nombre y morada de su dueño y comandante de dicho buque, para que de este modo conste que pertenecen real y verdaderamente á los súbditos de una de las dos partes contratantes, y que dichos pasaportes deberán expedirse segun el modelo adjunto al presente tratado. Todos los años deberán renovarse estos pasaportes en el caso de que el buque vuelva á su país en espacio de un año. Igualmente se ha convenido en que los buques mencionados arriba, si estuviesen cargados, deberán llevar no solo los pasaportes, sino tambien certificados que contengan el pormenor del cargamento el lugar de donde ha salido el buque, y la declaracion de la mercaderías de contrabando que pudiesen hallarse á bordo cuyos certificados deberán expedirse en la forma acostumbrada por los oficiales empleados en el lugar de donde el navío se hiciese á la vela; y si se juzgase útil y prudente expresar en dichos pasaportes la persona propietaria de las mercaderías, se podrá hacer libremente; sin cuyos requisitos será conducido á uno de los puertos de la potencia respectiva y juzgado por el tribunal competente con arreglo á lo arriba dicho, para que examinadas bien las circunstancias de su falta, sea condenado por de buena presa, si no satisfaciese legalmente con los testimonios equivalentes en un todo.

Caso
de exhibicion
de pasaportes.

ART. 18°. — Cuando un buque perteneciente á los dichos súbditos, pueblos y habitantes de una de las dos partes, fues encontrado navegando á lo largo de la costa, ó en plena mar, por un buque de guerra de la otra, ó por un corsario, dicho buque de guerra ó corsario, á fin de evitar todo desorden, se mantendrá fuera del tiro de cañon, y podrá enviar su chalupa á bordo de buque mercante, hacer entrar en él dos ó tres hombres, á los cuales enseñará el patron ó comandante del buque su pasaporte y demas documentos que deberán ser conformes á lo prevenido en el presente tratado, y probará la propiedad del buque; y despues de haber exhibido semejante pasaporte y documentos se les dejará seguir libremente su viaje, sin que les sea lícito e

molestarle, ni procurar de modo alguno darle caza, ú obligarle á dejar el rumbo que seguia.

1795.

ART. 19°. — Se establecerán cónsules recíprocamente con los privilegios y facultades que gozaren los de las naciones mas favorecidas en los puertos donde los tuvieren estas, ó les sea lícito el tenerlos.

Establecimiento
de cónsules.

ART. 20°. — Se ha convenido igualmente que los habitantes de los territorios de una y otra parte respectivamente serán admitidos en los tribunales de justicia de la otra parte, y les será permitido el entablar sus pleitos para el recobro de sus propiedades, pago de sus deudas y satisfaccion de los daños que hubieren recibido; bien sean las personas contra las cuales se quejasen súbditos ó ciudadanos del país en que se hallen, ó bien sean cualesquiera otros sugetos que se hayan refugiado allí. Y los pleitos y sentencias de dichos tribunales serán las mismas que hubieran sido en el caso de que las partes litigantes fuesen súbditos ó ciudadanos del mismo país.

Recursos legales.

ART. 21°. — Á fin de concluir todas las disensiones sobre las pérdidas que los ciudadanos de los Estados Unidos hayan sufrido en sus buques y cargamentos apresados por los vasallos de Su Majestad Católica, durante la guerra que se acaba de finalizar entre España y Francia, se ha convenido que todos estos casos se determinarán finalmente por comisarios que se nombrarán de esta manera. Su Majestad Católica nombrará uno, y el presidente de los Estados Unidos otro con consentimiento y aprobacion del senado; y estos dos comisarios nombrarán un tercero de comun acuerdo. Pero si no pudieren acordarse, cada uno nombrará una persona, y sus dos nombres, puestos en suerte, se sacarán á presencia de los dos comisarios, resultando por tercero aquel cuyo nombre hubiese salido el primero. Nombrados así estos tres comisarios, jurarán que examinarán y decidirán con imparcialidad las quejas de que se trata, segun el mérito de la diferencia de los casos, y segun dicten la justicia, equidad y derecho de gentes. Dichos comisarios se juntarán y tendrán sus sesiones en Filadelfia, y en caso de muerte, enfermedad ó ausencia precisa de alguno de ellos, se reemplazará

Tribunal
de arbitramento.

1795. su plaza de la misma manera que se eligió, y el nuevo comisario hará igual juramento y ejercerá iguales funciones. En el término de diez y ocho meses contados desde el día en que se junten, admitirán todas las quejas y reclamaciones autorizadas por este artículo. Asimismo tendrán autoridad para examinar bajo la sancion del juramento á todas las personas que ocurran ante ellos sobre puntos relativos á dichas quejas, y recibirán como evidente todo testimonio escrito, que de tal manera sea auténtico, que ellos le juzguen digno de pedirse ó admitirse. La decision de dichos comisarios, ó de dos de ellos, será final y concluyente, tanto por lo que toca á la justicia de la queja, como por lo que monte la suma que se deba satisfacer á los demandantes; y Su Majestad Católica se obliga á hacerlas pagar en especie, sin rebaja, y en las épocas, lugares y bajo las condiciones que se decidan por los comisarios.

Ampliaciones
y franquicias
comerciales.

ART. 22°. — Esperando las dos altas partes contratantes que la buena correspondencia y amistad que reina actualmente entre sí se estrechará mas y mas con el presente tratado, y que contribuirá á aumentar su prosperidad y opulencia, concederán recíprocamente en lo sucesivo al comercio todas las ampliaciones ó favores que exigiese la utilidad de los dos países. Y desde luego, á consecuencia de lo estipulado en el artículo 4°, permitirá Su Majestad Católica por espacio de tres años á los ciudadanos de los Estados Unidos que depositen sus mercaderías y efectos en el puerto de Nueva Orleans, y que las extraigan sin pagar mas derechos que un precio justo por el alquiler de los almacenes: ofreciendo Su Majestad continuar el término de esta gracia si se experimentase durante aquel tiempo que no es perjudicial á los intereses de la España; ó si no conviniese su continuacion en aquel puerto, proporcionará en otra parte de las orillas del rio *Mississipi* un igual establecimiento.

ART. 23°. — El presente tratado no tendrá efecto hasta que las partes contratantes le hayan ratificado, y las ratificaciones se cambiarán en el término de seis meses, ó ántes si fuere posible, contando desde este día.

En fe de lo cual, nosotros los infrascritos plenipotenciarios

de Su Majestad Católica y de los Estados Unidos de América, hemos firmado en virtud de nuestros plenos poderes este tratado de amistad, límites y navegacion, y le hemos puesto nuestros sellos respectivos. Hecho en San Lorenzo el Real, á 27 de octubre de 1795.

1795.

El príncipe DE LA PAZ.

TOMAS PICKNEY.

Jorje Washington, presidente de los Estados-Unidos, ratificó este tratado en Filadelfia, á 7 de marzo de 1796, y el 25 de abril del mismo año lo ratificó tambien Su Majestad Católica el señor rey don Carlos IV.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.

MEMORIA HISTÓRICA

DE LAS DEMARCACIONES DE LÍMITES EN LA AMÉRICA,
ENTRE LOS DOMINIOS DE ESPAÑA Y PORTUGAL,

Compuesta por D. VICENTE AGUILAR Y JURADO, oficial 2º de la secretaría de Estado, y D. FRANCISCO REQUENA, brigadier é ingeniero de los reales ejércitos, para acompañar al mapa general, construido por este último, de todos los países por donde pasa la línea divisoria, con arreglo al tratado preliminar de límites de 1777 (1).

NOTICIA HISTÓRICA.

1800. Este manuscrito, que ve ahora la luz pública por primera vez, parece haber corrido la misma suerte que el célebre *In-*

(1) Antecede un índice de toda la obra, y al fin de ella se halla la relación de las notas y citas, relativas á dos documentos que se han tenido presentes para su formación.

Con esta misma obra, y el mapa que la acompaña, se pueden arreglar los límites por ministros plenipotenciarios de ambas monarquías, sin necesidad de mas datos ni conocimientos, y por consiguiente, convenirse las dos cortes en el tratado definitivo que debe celebrarse sobre este importantísimo asunto.

forme Secreto de los Sres. Juan y Ulloa. Segun los pocos datos que he podido adquirir, perteneció, como aquel, á los archivos públicos de Madrid, de donde tambien, como aquel, fué sustraído y llevado á vender á Lóndres. Allí le adquirió D. Pedro Antonio Latorre, siendo secretario de la Legacion Peruana, quien, á su muerte, dejó encargado que se presentase el manuscrito al gobierno de Bolivia, á quien, mas que al del Perú, debia interesar para sus arreglos de límites con el Brasil. Este especial interes tiene tambien para la República Oriental, porque la obra comprende todas las secciones de la demarcacion.

1800.

El original forma un volúmen de 223 páginas, correcta y nitidísimamente escrito : debe haber tenido una carta geográfica, que hoy no aparece, aunque se conserva la *explicacion* de ella, que se dará como apéndice, por no truncar al escrito.

Esta primera edicion es hecha por el mismo original, que existe en poder del Sr. general D. Eusebio Guilarte, encargado de negocios de la República Boliviana cerca del emperador del Brasil. Á la franqueza y bondad de aquel caballero deberán las Repúblicas americanas, interesadas en el arreglo de sus límites con el Brasil, la posesion de este importante escrito (1).

PRIMERA PARTE.

Operaciones de los comisarios demarcadores de ambas coronas encargados de la ejecucion del tratado.

1. El artículo tercero comienza á señalar los parajes por donde debe pasar la línea divisoria, y dice que se formará principiando por la parte del mar en el arroyo de Chuy y fuerte de San Miguel inclusive.

Demarcacion
en el arroyo de Chuy
por los comisarios
de las
primeras partidas.

2. En este punto estuvieron conformes los comisarios español y portugues, D. José Varela de Ulloa y D. Sebastian Javier de la Veiga Cabral da Cámara, y pusieron cuatro marcos (A) de

(1) FLORENCIO VARELA. *Biblioteca del Comercio del Plata.*

1800.

figura paralelepípeda. En la cara meridional de todos ellos grabaron la inscripcion :

R. C.

1784.

Y en la que mira al norte :

« Terreno neutral hasta el Tahin. »

Y en el que se colocó cerca de la barra del arroyo de San Luis :

« Laguna Merin neutral. »

Suspéndese
la de la orilla
occidental
de la laguna Merin :
informe sobre esto,
y cuál fué
el resultado.

3. Continúa dicho artículo. « Y siguiendo las orillas de la » laguna Merin á tomar las cabeceras ó vertientes del rio » Negro. »

4. Sobre esto se suscitó disputa entre los comisarios español y portugueses : solicitaba aquel que la línea divisoria corriese por la orilla occidental de la laguna Merin desde el marco colocado en la barra del arroyo San Luis, hasta el primer arroyo meridional que entra en el sangradero ó desaguadero de ella, y que corre por lo mas inmediato del fuerte portugues San Gonzalo (línea C).

5. El comisario portugues decia que sin restringir ni ampliar la disposicion de dicho artículo III, que, tan léjos de trazarse la línea por las orillas de la expresada laguna, debia dirigirse desde el marco colocado en la barra del arroyo San Luis, á buscar las cabeceras ó multiplicadas vertientes del referido rio Negro (línea D).

6. Sin embargo de los reiterados oficios que mutuamente se pasaron ambos comisarios en apoyo de sus dictámenes, cada uno permaneció en el suyo ; y habiendo dado cuenta de todo á sus respectivas cortes, solicitó la de España que se dividiese este punto, pero no accedió la de Portugal, con el pretexto de esperar mayor instruccion.

Demarcacion
en el arroyo Tahin.

7. Dejando en dicho estado la disputa, pasaron los diputados á ejecutar lo que previene el artículo IV, en que se dice que quedando privativa de Portugal la entrada y navegacion de la laguna de los Patos ó Rio Grande San Pedro, se traze la línea, « extendiéndose su dominio por la ribera meridional hasta el

» arroyo de Tahin : siguiendo por las orillas de la laguna de
» la Manguera en línea recta hasta el mar. »

1800.

8. En esto no ocurrió duda á los comisarios, y, de acuerdo, pusieron cuatro marcos (B) con las inscripciones á la banda del norte :

R. F.

1784.

Y en la del sur :

« Terreno neutral hasta Chuy. »

9. Continúa dicho artículo iv diciendo : « Y por la parte del
» continente irá la línea desde las orillas de dicha laguna de
» Merin, tomando la direccion por el primer arroyo meridional
» que entra en el sangradero ó desaguadero de ella, y que corre
» por lo mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo. »

Queda sin demarcar
cierto paraje
hasta las cabeceras
de los rios Yacuí
y Grande
de San Pedro.

10. Esta parte de demarcacion quedó sin ejecutar por comprenderse en la anterior indecisa disputa, sobre si la línea habia de ir por (C), como pretendia el comisario español, ó por (D), como solicitaba el portugues.

11. Segun el expresado artículo que « continuará la pertenencia de Portugal por los cabeceras de los rios que corren
» hácia el mencionado Rio Grande y hácia el Yacuí, hasta que
» pasando por encima de las del rio Ararica y Coyacuí, que
» quedarán en la parte de Portugal, y las de los rios Piratini é
» Yhimini que quedarán en la parte de España.

Sucede lo mismo
desde ahí
hasta pasado
el fuerte español
de Santa Tecla.

12. Aunque ambos comisarios convinieron en las vertientes ó cabeceras de los expresados rios, y por tanto no ocurrió duda en este punto, se suscitó por el portugues una disputa con motivo de solicitar que entre los límites de una y otra dominacion quedase neutral una faja de cinco á seis leguas ; á lo cual no condescendió el español (A) : y á su consecuencia, dejando tambien aquí un pequeño espacio sin demarcar, en las inmediaciones del fuerte español de Santa Tecla (K), pasaron al norte de este, y por la cuchilla mas elevada de aquel terreno que sigue hasta el monte ó bosque grande, erigieron diez marcos (E), cinco á la banda de Portugal, y cinco á la de España, quedando entre unos y otros una faja neutral como de dos le-

1800. guas. En los de la parte de España grabaron las inscripciones siguientes : al occidente :

R. C.

1787.

Y en los de Portugal al oriente :

R. F.

1787.

Y á la parte opuesta de estas inscripciones :

« Terreno neutral. »

Vuelve
á suspenderse
la demarcacion
por la
disputa suscitada
sobre los yerbales
de algunos
pueblos españoles
del Uruguay.

13. Para seguir desde la entrada de dicho Monte Grande hasta el rio Uruguay, previene el tratado lo siguiente :

14. « Se tirará una línea que cubra los establecimientos portugueses hasta el desembocadero del rio Pepirí-guazú en el » Uruguay, y asimismo salve y cubra los establecimientos y » Misiones españolas del propio Uruguay, que han de quedar » en el actual estado en que pertenecen á la corona de España. »

15. Para la ejecucion de esta parte del tratado, abrieron una picada por donde pasaron el Monte Grande, y ocurrieron dos disputas entre los comisarios. La primera se suscitó por solicitar el portugues que, con arreglo á lo expresamente estipulado entre las dos cortes, pasase la línea, dejando á la banda de Portugal todas las vertientes á los rios Yacuí y Grande de San Pedro, y pretender el español que, segun lo prevenido en el citado artículo, se salvaran los establecimientos españoles; bajo cuya expresion entendia las estancias que algunos pueblos de la banda de España tienen muy al oriente de dichas vertientes ó cabeceras de los mencionados rios Yacuí y San Pedro, para disfrutar los yerbales (t) en que están en posesion : de forma que, segun el dictámen del comisario portugues, debia pasar la línea por (F), y segun el del español por (t) (a).

Desacuerdo
entre los comisarios
sobre
los verdaderos rios
Pepirí-guazú
y San Antonio.

16. La segunda disputa se suscitó sobre el verdadero Pepirí-guazú, á cuyo desembocadero en el Uruguay debia dirigirse la línea, en lo cual no convinieron los dos comisarios español y portugues, sin embargo de los reconocimientos que para ello se ejecutaron (a).

17. De acuerdo de ambos, pasaron los astrónomos de las dos

1800.

partidas á reconocer las barras del Pepirí-guazú y del Uruguay-pitá de los inmediatos anteriores demarcadores, y con efecto entraron en el Uruguay por un rio que desagua en él, y navegando aguas abajo, encontraron como á las diez millas la barra de un pequeño rio, á que de ningun modo correspondian las señales del Pepirí-guazú de los antiguos demarcadores nombrados para la ejecucion del tratado de límites de 1750; pero sin embargo, el astrónomo portugues puso en un árbol de su orilla la inscripcion siguiente :

« Post facta resurgens

» Pepirí-guazú. Año de 1788. »

Faltáronles en este tiempo los víveres, y regresaron al campamento de los comisarios (a).

18. El español por los mismos diarios advirtió que los astrónomos no habian reconocido, ni el verdadero Pepirí-guazú, ni el que tuvieron por tal los antiguos demarcadores. Lo hizo presente al portugues, y persuadido este, acordaron los dos un nuevo reconocimiento, que efectivamente se hizo por los mismos astrónomos (a).

19. Entraron estos segunda vez en el Uruguay por el mismo rio que en la primera, y navegando aguas arriba, hallaron á seis leguas un rio que entra en él por la parte septentrional con ciento y diez toesas, ó doscientas cincuenta y seis varas y dos piés de anchura en su boca; en cuya barra encontraron todas las señales características con que se describe el verdadero Pepirí-guazú (K) en el mapa, que en acuerdo de ambas cortes se entregó á los demarcadores para la ejecucion de dicho tratado del año de 50; y que debiendo haber reconocido, no lo hicieron por el motivo que en lugar mas oportuno se referirá, dando el primer fundamento á esta disputa.

20. En dicha boca grabaron los astrónomos en una higuera brava las siguientes inscripciones :

« Te Deum laudamus.

» Agosto 1788 (a). »

21. Descendieron el Uruguay, y conocieron entónces que el rio por donde habian entrado en él, era el verdadero Uruguay-pitá (H), señalado como tal en el mapa referido.

1800.

22. Continuaron la navegacion aguas abajo, y conocieron que el rio pequeño de la banda septentrional, que el astrónomo portugues tuvo en el primer viaje por el Pepirí-guazú, y donde habia puesto la inscripcion *Post facta resurgens*, no era el verdadero Pepirí-guazú, ni el de los antiguos demarcadores, pues el de estos, y el que tuvieron por el Uruguay-pitá, los reconocieron en (G) siguiendo su navegacion. Este por cima de aquel en la banda meridional; y aquel en la septentrional. En la márgen del primero, hallaron casi perdida la inscripcion :

R. F.

1759,

puesta por los antiguos demarcadores; y puso el astrónomo español en una lámina de laton, clavada en un árbol :

« Hucusque auxiliatus est

» Nobis Deus. Pepirí. 1788. »

Y el portugues :

« Sine auxilio tuo, Domine,

» Nihil sumus. Pepirí-guazú.

» 1788 (a). »

23. Hallándose á esta sazón los segundos comisarios de las partidas española y portuguesa en los reconocimientos que despues se referirán, recibió el español orden del virey de Buenos Aires y aviso de su principal, en que comunicándole el hallazgo del verdadero Pepirí-guazú, le remitieron el mapa del Uruguay, levantado á su consecuencia, y le encargaron que, entrando por él con su concurrente portugues, lo reconociesen con las bocas de los dos Uruguay-pitás (G) y de los dos Pepirí-guazús (H) (a).

Reconocimientos
en el rio Iguazú
ó Curitibá.
Los Portugueses
rehusan concluirlos.

24. Así lo ejecutaron; y por los astrónomos de las partidas de dichos segundos comisarios, se reconocieron las cabeceras del mas oriental Pepirí-guazú, que es el verdadero; y en un árbol de la montaña que domina el nacimiento de dicho rio pusieron la inscripcion :

« Fundamenta ejus in montibus

» sanctis. (*Salm.* 86.) — Pequiri ó Pepirí-guazú.

» 14 de junio de 1791 (14). »

1800.

Y aunque despues de esto el portugues se negó á buscar por aquellas alturas las vertientes que fuesen á entrar en el rio Curitibá ó Iguazú, las cuales serian las del San Antonio (H), de que habla el tratado en su artículo 8º, y de cuya ejecucion estaban encargados dichos segundos comisarios, como se dirá despues, el español continuó, y con efecto halló várias aguas que dirigiéndose hácia el norte se encaminaban al Curitibá, con todas las señales que se podian desear de que se unian á él. Lo arduo de la empresa para hacerla por sí solo el astrónomo español, abandonado ya de su concurrente, le impidió descender siguiendo aquellas mismas aguas hasta el Curitibá ó Iguazú, y ántes de retroceder grabó en un árbol, á la orilla de aquel rio, la siguiente inscripcion :

« Inquirere et investigare

» Pessimam occupationem

» Deus dedit hominibus.

» (*Ecles.*, cap. iv.)

» San Antonio-Guazú, 17 jun. 1791. »

25. La resistencia del segundo comisario portugues á que su astrónomo reconociese dichas vertientes, impidió la demostracion mas conveniente del paraje por donde debia trazarse la línea, segun el artículo 8º del tratado, en el cual se dice : « que » seguirá aguas arriba de dicho Pepirí hasta su origen de dicho » principal, y desde este, por lo mas alto del terreno bajo las » reglas dadas en el artículo 6º, continuará á encontrar las » corrientes del rio San Antonio, que desemboca en el Grande » de Curitibá, que por otro nombre llaman Iguazú ; » lo cual si se hubiera hecho, se habria aclarado en favor de España la disputa que estos mismos segundos comisarios habian ya tenido acerca del rio San Antonio, cuando, hallándose en el Paraná, entraron por el Curitibá á reconocerlo y buscar su boca, cuya expedicion se va á referir.

26. Continúa el artículo 8º diciendo : « que siguiendo este » (el rio Curitibá ó Iguazú) aguas abajo, hasta su entrada en el » Paraná por su ribera oriental, y continuando entónces aguas

1800.

» arriba del mismo Paraná hasta donde se le junta el río Ig
» rey por su ribera occidental (línea Y). »

27. Entraron pues dichos segundos comisarios en el Curití ó Iguazú, por su desemboque en el Paraná; y habiendo navegado aguas arriba, encontraron en la margen meridional austral el río que tuvieron por el de San Antonio (G) los antiguos demarcadores; y es el que aproxima sus cabeceras con el del Pepirí-guazú de los mismos.

28. Los astrónomos de estas partidas reconocieron, aunque con sumo trabajo, el expresado río San Antonio, hasta llegar su origen ó nacimiento que está en las faldas de una cuchilla que por su parte meridional da aguas al correspondiente Pepirí-guazú (G) de los antiguos demarcadores.

29. No les fué posible pasar mas adelante por varias causas aunque se les habia encargado que desde allí bajasen por mismo Pepirí-guazú al Uruguay, y así se retiraron, dejando grabada en un árbol la inscripcion siguiente :

« Non plus ultra.

» 1788. »

30. En el segundo encargo ó aviso que el virey de Buenos Aires y el primer comisario español dieron al segundo del hallazgo del Pepirí-guazú (H), se le añadía á lo dicho, que estan en el Iguazú ó Curitibá, se adelantase como veinte leguas mas arriba al occidente de San Antonio (G), que tenían visto, era el de los antiguos demarcadores, para reconocer si se hallaba algun otro río, que descendiendo de la parte meridional confrontasen sus cabeceras con las del expresado verdadero Pepirí-guazú, en cuyo caso convendria, y era conforme al tratado, que la línea divisoria fuese por ellos.

31. Negóse á este reconocimiento absolutamente el segundo comisario portugues, con la violencia de que no lo dejaria practicar al español, por ser aquellos terrenos (en su concepto) los que el tratado cede y considera de Portugal; con cuyo motivo se vió precisado nuestro segundo comisario á retirarse con el portugues, y dejando en el campamento de ambas partidas que estaba situado á la orilla del río Curitibá ó Iguazú cer

de su entrada en el Paraná, las siguientes inscripciones en una grande biguera.

1800.

En la cara meridional :

« Scitote quoniam Dominus ipse est Deus.

» VIII kal. junii 1780. »

Y en la oriental :

« Converte nos, Deus, salutaris

» noster, et averte iram tuam.

» à nobis. (*Salmo 84*, v. 99.) »

32. Procedieron ambos comisarios á la ejecucion de la última parte del citado artículo 8º, en que se dice : « Y continuando » entónces aguas arriba del mismo Paraná, hasta donde se le » junta el rio Igurey por su ribera occidental. »

Los comisarios
buscan,
pero en vano,
el rio Igurey.

33. Navegaron pues aguas arriba del Paraná hasta su Salto Grande, sin hallar rio alguno que se conociese con el nombre de Igurey, y que entrara en él por la banda oriental.

34. Desde el año 1778 tenian noticia de esto las dos cortes , y de acuerdo formaron una instruccion fecha en 6 de junio del mismo, previniendo á sus respectivos comisarios demarcadores, que no encontrándose rio alguno con el nombre de Igurey, se trazase la línea por el Igatimí (L), situado mas arriba del Salto Grande.

35. Desentendiéndose siempre de esta instruccion el segundo comisario portugues , solicitando é insistiendo várias veces en que fuese la demarcacion por el pequeño rio Garey (J), ó por otro que entrase en el Paraná por bajo del Salto Grande , expresando (con mucha equivocacion) que en esta situacion colocaba el tratado el Igurey, y no por cima del Salto, como se hallaba el Igatimí (L).

Los comisarios
no convienen
en que
se sustituya
el Igatimí al Igurey.

36. Á esto se resistió constantemente el segundo comisario español, porque ya tenia algunas luces de que si algun rio debia entenderse por el Igurey del tratado, era el que se conoce con el nombre de Yaguarey ó Yaguarey (M) que entra en el rio Paraná mucho mas arriba del Igatimí ; por ser el que acerca sus vertientes casi en un propio paralelo con el Corriéntes (M) de que habla el artículo 9º (a) ; sobre cuyo punto tuvo despues

1800.

dicho segundo comisario orden del virey de Buenos Aires, para proponer al mencionado Yaguarey ó Yaguary (M) en lugar del Igurey; y posteriormente aprobó el rey esta propuesta en 6 de febrero de 1793.

37. Sin determinar nada, se retiraron los comisarios, dejando la decision de esta disputa al acuerdo de ambas cortes.

No se presenta
la segunda partida
portuguesa.
Injusta prohibicion
de los Portugueses
á los Españoles

38. Continúa el tratado en el artículo ix, diciendo: « Desde la boca ó entrada del Igurey seguirá la raya aguas arriba de este hasta su origen principal; y desde él se tirará una línea recta por lo mas alto del terreno, con arreglo á lo pactado en el citado artículo 6 (o), hasta hallar la cabecera ó vertiente principal del rio mas vecino á dicha línea, que desagüe en el Paraguay por su ribera oriental, que tal vez será el que llaman Corriéntes; y entónces bajará la raya por las aguas de este rio hasta su entrada en el mismo Paraguay. »

39. La ejecucion de este artículo se encargó al capitan de navío D. Félix de Azara; pero aunque este estuvo pronto por muchos años, no pareció la partida portuguesa (a): bien que si hubiera parecido, nada se habria adelantado, porque, debiendo principiar su comision desde la boca del Igurey y dirigirse por sus cabeceras á buscar las del que confrontase, que acaso sería el Corriéntes, y desaguase en el Paraguay, como ni se halló el Igurey, ni los Portugueses convinieron en la sustitucion que por entónces se hizo del Iгатimí (L), segun se ha referido, no era posible continuar la demarcacion sin fijar este punto.

40. Añadíase á esto, que cuando por la citada instruccion de 6 de junio de 1778, se sustituyó el Iгатimí al Igurey, se previno que por las cabeceras de aquel se demarcase la línea á buscar, no ya las del Corriéntes, sino las del Ipuré-guazú (C), que se hallan casi al frente y desaguan en el Paraguay.

41. Ni los Portugueses convinieron en esta sustitucion, ni Azara hubiera convenido; solicitaban aquellos, que al Igurey se sustituyese, no el Iгатimí, sino el pequeño rio Garey (J) ú otro mas caudaloso que estuviese tambien por bajo del Salto Grande del Paraná, y en este caso dirigir la línea por sus cabeceras á encontrar por las de otro que por la banda oriental

entrarse en el Paraguay, que debia precisamente ser el Jesuí (a), quedando de este modo varios pueblos de España á la parte de Portugal.

42. No hubiera convenido el comisario Azara con la sustitucion del Garey (J) al Igurey, como proponian los Portugueses, por ser enteramente opuesta al tratado, ni le parecia arreglada á este la del Igatimí, acordada por las cortes y comunicada en la citada instruccion de 6 de junio de 1778.

43. Para esto se fundaba en que los antiguos demarcadores, navegando por el rio Paraguay, habian entrado, reconocido y dado nombre de Corriéntes (N) al que se titula así en los mapas, y de que habla el tratado. Él mismo lo habia ya reconocido tambien y advertido que sus vertientes encabezaban con las del Yaguarey (M) ó las del Yaguary, de que se ha hablado ya, y que desagua en el rio Paraná mucho mas arriba de su Salto Grande y del Igatimí (L); y así opinaba con sobrado fundamento, que la línea debia trazarse subiendo por el Paraná hasta el Yaguarey (M) ó Yaguary, y por sus cabeceras buscar las del Corriéntes (N), sobre lo cual representó con antelacion; y aprobado su dictámen, se expidió la órden que el virey de Buenos Aires comunicó á D. Diego de Alvear, para reconocer la boca del Yaguarey, como queda insinuado.

44. Continúa dicho artículo 9, diciendo: « Desde cuya boca (del Corriéntes en el Paraguay) subirá por el canal principal (o) que deja este rio (Paraguay) en tiempo seco, y seguirá por sus aguas hasta encontrar los pantanos que forma el rio, llamados la Laguna de los Xaráyes, y atravesará esta laguna hasta la boca del rio Jaurú. »

45. La misma falta de concurrencia de los Portugueses impidió la demarcacion de esta parte de terreno, y aunque el comisario español dispuso que uno de sus dependientes lo reconociera, navegando el Paraguay, se opusieron los Portugueses establecidos indebidamente en los fuertes de Coimbra y Albuquerque (D), situados en la ribera occidental de dicho rio, que segun el tratado pertenece á España.

46. Sigue el tratado en su artículo 10 diciendo: « Desde la

1800.

No se hace
una demarcacion
por falta
de concurrencia
de la tercera partida
portuguesa.

boca del Jaurú por la parte occidental seguirá la frontera en línea recta (P) hasta la ribera austral del rio Guaporé ó Itenes, en frente de la boca del rio Sararé, que entra en dicho Guaporé por su ribera septentrional. »

Y concluye este artículo : « Desde el lugar que en la margen austral del Guaporé fuere señalado por término de raya , como queda explicado, bajará la frontera por toda la corriente del rio Guaporé (9) hasta mas abajo de su union con el rio Mamoré, que nace en la provincia de Santa Cruz de la Sierra, y atraviesa la mision de los Móxos, formando juntos el rio que llaman de la Madera ó Amazonas por su ribera austral. »

47. Tampoco se procedió á la ejecucion de este artículo por la resistencia de los Portugueses á concurrir con los comisarios españoles destinados á demarcar dicho terreno, que sucesivamente fueron D. Rosendo Rico Negron, D. Juan Francisco Aguirre y D. Antonio Álvarez Sotomayor, todos oficiales de la real armada ; los cuales, cada uno en su tiempo, y repetidas veces, solicitaron por medio de oficios, que el capitan general de Matogroso remitiera la partida portuguesa, y la demolicion del fuerte Príncipe de Beira (C), hecho despues del tratado y contra lo dispuesto en él.

48. Por esta propia causa no pudo ejecutarse la demarcacion de la parte respectiva al artículo 11 del tratado en las siguientes expresiones: « Bajará la línea (9) por las aguas de estos dos rios Guaporé y Mamoré ya unidos con el nombre de Madera, hasta el paraje situado en igual distancia del rio Marañon ó Amazonas, y de la boca del rio Mamoré, y desde aquel paraje continuará por una línea leste-oeste (R), hasta encontrar con la ribera oriental del rio Jabarí, que entra en el Marañon por su ribera austral. »

Convienen
los comisarios
de las
cuartas partidas
en hacer ademas
otra demarcacion.

49. Concluye este artículo 11 con las palabras siguientes: « Y bajando por las aguas del mismo Jabarí (S) hasta donde desemboca en el Marañon ó Amazonas , seguirá aguas abajo (F) de este rio, que los Españoles suelen llamar Orellana y los Indios Guytena, hasta la boca mas occidental del Yapurá (F), que desagua en él por la margen septentrional. »

1800.

50. Aunque la ejecucion de esta última parte del citado artículo 11 se habia encargado por la orden instructiva á los comisarios que se han referido y que debian proceder unidos con los Portugueses de Matogroso, no lo hicieron; pero aunque estos hubieran concurrido para la parte de demarcacion que era de su cargo, les hubiera sido muy difícil practicar la que comprenden las últimas copiadas expresiones del citado artículo 11, por el dilatado y penoso viaje que para ello era necesario, navegando el rio de la Madera desde el punto que dentro de él debian fijar en igual distancia de la boca del Mamoré á la entrada de aquel en el Marañon, subir por este aguas arriba, y del mismo modo por el Javarí, hasta marcar en su orilla el otro extremo de la línea (R), que desde dicho punto habia de tirarse leste-oeste.

51. Conociendo esto muy de antemano el brigadier D. Francisco Requena, gobernador de Mainas, y encargado de lo restante de la demarcacion, propuso y acordó con su concurrente portugues, hallándose en Tabatinga, frente de la boca del Ibarí, que, señalado por los comisarios referidos de Matogroso el expresado punto en el rio de la Madera, entrarian por aquel á demarcar el correspondiente en su margen oriental.

52. Como no se verificó el señalamiento del punto en el rio de la Madera, no pudo tener efecto el correspondiente en el Javarí, donde debia terminar la línea leste-oeste (R); pero sin embargo, dueños los Portugueses de su boca por la fortaleza de Tabatinga, situada en sus inmediaciones, sobre la margen opuesta del Marañon, hicieron varios clandestinos reconocimientos de aquel rio, en que los aprehendió la diligencia y cuidado del comisario español, para adquirir esta nueva é innegable prueba de su mala fe, la cual se acreditó mas cuando, no obstante esto, se resistieron á que lo reconociera, como solicitó, ó unidas ambas partidas, ó por la suya solamente, y para estorbarlo mejor, con declarada violencia colocaron las guardias (h).

53. Á este tiempo habia ya reclamado el comisario español la entrega de la banda septentrional del Marañon (F) desde la boca del Javarí hasta la mas occidental del Yapurá (f), que se-

1800.

gun el tratado debian ejecutarse; pero aunque lo ofreció así el portugues para cuando llegáran á unirse en Tabatinga ambas partidas, y se verificó este caso, y tambien el de comenzar la de algunos efectos, y establecer el primero á su consecuencia algunas casas y sementeras, se quedó en este estado por negarse el segundo á continuarla, hasta que por parte de España se le entregase el fuerte de San Carlos (u) y los demas del rio Negro.

54. Rehusó el comisario español esta entrega, ya por no ser conforme al tratado, como se dirá oportunamente, y ya porque aun en el caso de que hubiera de hacerse, debian preceder las demarcaciones de los muchos terrenos que hay ántes de llegar al paraje en que están situados.

Acuerdo
sobre levantar
un mapa
de la banda norte
del Marañon.

55. Fueron inútiles las sólidas reflexiones que sobre el particular hizo el comisario español al portugues, y por último, reduciendo á un ajuste y expediente interino este punto, conforme á lo prevenido en el artículo 15, acordaron reconocer y levantar mapa de la parte del Marañon desde la boca del Javari hasta lo mas occidental del Yapurá: habiendo fijado ántes, de comun acuerdo, á 4,740 varas, por no haber terreno á propósito mas inmediato á dicha primera boca sobre la marcha austral del Marañon, un marco con la siguiente inscripcion:

« Para futura memoria. En la fortaleza de Quito, vireinato
» de Santa Fe — y del Estado del Gran Pará y Marañon.—En los
» gloriosos reinados del muy alto, poderoso y augusto rey Cató-
» lico — de las Españas y de las Indias — el Sr. D. Carlos III,
» — y de la muy alta, poderosa y augusta reina Fidelísima
» de Portugal y de los Algárves, — la Sra. Da. María I^a y el
» Sr. D. Pedro III. »

En virtud del tratado preliminar de paz y de límites de 1777, sus comisarios mandaron erigir provisionalmente este marco:

« Á 5 de julio de 1781.

» Francisco Requena, Teodosio Constantino, comisarios de
» S. M. C.; Chermon, comisario de S. M. F. »

56. En el centro de esta inscripcion se expresan los rios que son de comun navegacion á los vasallos de ambas coronas, y los

que respectivamente les son privativos, con arreglo á los artículos 6 y 13.

1800.

57. Procedieron pues ambos comisarios á la navegacion del Marañon aguas abajo, y habiendo llegado á la boca del caño de Abatiparana (g), dijo el portugues ser aquella la mas occidental del Yapurá que se buscaba.

Disputa
sobre la boca
mas occidental
del Yapurá.

58. Dudó el comisario español de la verdad de esta asercion, y para averiguar lo cierto, mandó á su segundo que, entrando por dicho caño (g), observára si sus aguas corrian del Marañon al Yapurá, ó por el contrario : pues en el primer caso no podia considerarse boca de este la que se buscaba.

59. Insistiendo el comisario portugues en su opinion, y sin esperar el éxito de dicho reconocimiento, hizo fijar un marco en la referida boca de aquel caño á la parte boreal de ella; sobre lo cual protestó el comisario español que no lo reconoceria por límite, miéntras no estuviera asegurado de ser dicha boca la mas occidental del Yapurá.

60. El éxito acreditó la justicia de esta protesta, y comprobó la sospecha del comisario español, pues reconoció su segundo, acompañado de un astrónomo portugues, que las aguas corrian del Marañon al Yapurá, y por consiguiente que no podia ser dicha boca de este rio.

61. Un tan evidente convencimiento no fué bastante para que desistiese el comisario portugues en su opinion, y procuró eludirlo diciendo, que aunque en el mes de setiembre en que reconoció dicho caño el segundo comisario español, corrian las aguas del Marañon al Yapurá, sucedia al contrario en otra estacion que señaló.

62. Deseoso el comisario español de decidir esta duda (aunque para él no lo era), y de dar un nuevo convencimiento al portugues obstinado en su dictámen, luego que llegó la estacion señalada por este, le avisó aquel para reconocer de nuevo dicho caño; pero nunca se prestó á ello, aunque por muchos años repitió su aviso ó instancia.

63. Levantado ya el mapa del rio Marañon desde Tabatinga hasta el expresado caño de Abatiparana, se continuó desde este

1800.

paraje hasta el pueblo de Fefe (álias Ega); en cuyo viaje reconoció el comisario español la verdadera boca mas occidental del Yapurá (f) y otras várias que, como el caño de Abatiparana dirigen á él en algunos tiempos las aguas del Marañon, por ser el terreno muy bajo y pantanoso, como lo demuestra bien el mapa.

Reconocimiento
y navegacion
del Yapurá.
Disputas; mala fe
de los Portugueses.

64. Desde el pueblo de Fefe, donde habian fijado sus campamentos ambos comisarios, se prepararon para proceder á la demarcacion prevenida en el artículo 12, que dice así: « Continuará la frontera subiendo aguas arriba de dicha boca mas occidental del Yapurá y por medio de este rio, hasta aquel punto en que puedan quedar cubiertos los establecimientos portugueses de las orillas de dicho rio Yapurá y del Negro.

65. Para la inteligencia de las operaciones practicadas en ejecución de esta parte del citado artículo 12, es necesario expresar lo que sobre este punto se acordó en el noveno del celebrado en el año de 1750, al cual se refiere aquel: dice pues « Continuará la frontera por medio del rio Yapurá y por los demas rios que se le junten y se acerquen mas al rumbo de norte. »

66. Propuso el comisario español al portugues que acordase previamente cuál era el rio que entrando en el Yapurá por la banda del norte debia terminar la navegacion aguas arriba de este á los Portugueses, y que dejase cubiertos con su curso los establecimientos de Portugal en el Yapurá, y los que tuviesen en el rio Negro.

67. Accedió á esto el comisario portugues, y en la conferencia presentó un mapa que su segundo habia levantado el año anterior; segun el cual propuso el comisario español un rio señalado, en el que reunia las circunstancias de entrar en el Yapurá por el rumbo del norte, y de cubrir los establecimientos portugueses; pero no condescendió el de esta nacion. Viendo aquel que eran inútiles sus reflexiones en las dilatadas conferencias que tuvo sobre el asunto, é igualmente sus instancias para que, ó se firmase por ambos dicho mapa, ó se le diese una copia de él, se vió obligado á entrar en el Yapurá y hacer lo

demarcación interinamente, por no haberse acordado cosa alguna sobre la expresada disputa.

68. Procedióse al reconocimiento y demarcación interina del Yapurá, y después de cerca de un mes de navegación (v) llegaron á la boca del río Apaporis (i), poco más abajo del Salto de Cupatí, en el cual concurren todas las circunstancias, señales y caracteres que provienen de los artículos ix. del tratado del año de 1750 y del xii de 1777.

69. En vista de dichas señales propuso el comisario español que se fijase la boca del expresado río Apaporis (i) por término, de donde no pasasen aguas arriba del Yapurá los Portugueses, por ser conforme al tratado; y que por aquel se continuára la demarcación por la línea (p) al punto que se debía fijar en el río Negro.

70. Sin embargo de ser tan justa y fundada la propuesta, no condescendió el comisario portugués á que se ejecutase, y aunque nunca negó que por dicho río Apaporis quedaban cubiertos los establecimientos portugueses, solo decía que navegando aguas arriba del Yapurá, pasado el Salto de Cupatí, y al pié del Salto Grande de Ubia, se encontraba otro río más á propósito (l) para la demarcación, con la mira de extender sus dominios por la línea (r) hácia los países al oriente del vireinato de Santa Fe, incluyendo también la fortaleza española (u) del río Negro.

71. En este estado propuso el comisario español, que formando dos partidas compuestas de vasallos de ambas coronas, reconociese una el Apaporis, y la otra navegase por el Yapurá hasta el río que enunciaba el portugués; pues de hacer estos reconocimientos sin la insinuada división, era exponerse á que estando próximo el tiempo de las inundaciones, pudiesen muchos por las enfermedades que ocasionan, y que al fin quedasen sin reconocer aquellos parajes.

72. Negóse también á esta propuesta el comisario portugués, por cuya causa se vió obligado el español á proceder de acuerdo; y unidas ambas partidas á dichos reconocimientos, que ejecutaron navegando primero el Yapurá, y habiendo salvado el

1800.

Salto Grande, y reconocido sin poderlo pasar por ser inaccesible, entraron por la boca que está á su pié, y es la del rio los Engaños, ó Comiarí (1), que fué el enunciado por el portugues.

73. Asimismo, reconocieron los rios Mesai, Cumaré, Yab y otros que por la banda del norte entraron unos en otros h incorporar sus aguas con el referido de los Engaños; en c expedicion pasaron diferentes saltos peligrosos, hasta lleg los que son inaccesibles.

74. Descendieron por el Yapurá y entraron en el Apapori con notable disminucion de los individuos de ambas parti por haber enfermado muchos, como justamente temia el cc sario español; y habiendo salvado algunos saltos, se retir las dos partidas sin concluir el reconocimiento, por haber fermado los mas de los que las componian.

75. De estos reconocimientos levantaron mapas los cc sarios, y los remitieron á sus respectivas cortes, aunque sin firmas de ambos, por haberse negado á ello el portugues.

76. Hecho esto, se retiraron las partidas al cuartel gen de Fefe, de donde habian salido; y aunque el comisario e ñol instó repetidas veces al portugues para que se procedier acuerdo á completar el reconocimiento del rio Apaporis negó á ello siempre; y entre tanto hizo por su parte va reconocimientos (g) por dominios de España y los establ mientos (n), motivos de muchas discordias y desavenencias

77. Continúa el citado artículo 12, diciendo: « Como t » bien quedará (cubierta) la comunicacion ó canal de qu » servian/ los mismos Portugueses entre estos dos rios (Yap » y Negro) al tiempo de celebrarse el tratado de límites d » de enero de 1750 (1), conforme al sentido literal de él » su artículo 9: lo que enteramente se ejecutará segu

(1) En el manuscrito original solo está copiado el artículo 12 del tr de 1777, hasta el punto en que ponemos esta nota; y en seguida tier advertencia *hasta el fin se ha de copiar*. Por eso copiamos todo el dicho título 12.
(El Editor.)

» estado que entónces tenían las cosas, sin perjudicar tam-
 » poco á las posesiones españolas, ni á sus respectivas per-
 » tenencias y comunicaciones con ellas y con el rio Orinoco.
 » De modo que ni los Españoles puedan introducirse en los
 » citados establecimientos y comunicacion portuguesa, ni
 » pasar aguas abajo de dicha boca occidental del Yapurá, ni
 » del punto de línea que se formáre en el rio Negro, y en los
 » demas que en él se introducen; ni los Portugueses subir
 » aguas arriba de los mismos, ni otros rios que se les unen,
 » para pasar del citado punto de línea á los establecimientos
 » españoles y á sus comunicaciones; ni remontarse hácia el
 » Orinoco, ni extenderse hácia las provincias pobladas por
 » España, ó á los despoblados que la han de pertenecer segun
 » los presentes artículos. Á cuyo fin, las personas que se nom-
 » bráren para la ejecucion de este tratado, señalarán aquellos
 » límites, buscando las lagunas y límites que se junten al
 » Yapurá y Negro y se acerquen mas al rumbo del norte; y
 » en ellos fijarán el punto de que no deberá pasar la nave-
 » gacion y uso de la una ni de la otra nacion, cuando, apar-
 » tándose de los rios, haya de continuar la frontera por los
 » montes que médian entre el Orinoco y Marañon ó Amazonas:
 » enderezando tambien la línea de la raya, cuanto pudiere ser,
 » hácia el norte, sin reparar en el poco mas ó ménos del terreno
 » que quede á una ú otra corona, con tal que se logren los
 » expresados fines, hasta concluir dicha línea donde finalizan
 » los dominios de ambas monarquías. »

78. Nada de esto se ejecutó, porque los Portugueses no qui-
 sieron manifestar el citado canal de comunicacion de que se
 servian en el año de 1750, aunque lo solicitó el comisario es-
 pañol, estando en el Yapurá, bien que tenia ya noticia de su
 situacion (m). Tampoco permitieron que la partida española
 pasase al rio Negro para señalar en él el punto (x) de demar-
 cacion entre los actuales establecimientos fronterizos de una y
 otra nacion (San Cárlos Español y Maravitanas Portugues), y
 por consiguiente no pudieron tampoco hacerse los reconoci-
 mientos necesarios para trazar desde él hácia el oriente la lí-

1800.

nea (z) por los montes que médian entre el Orinoco y Amazonas, hasta donde finalizan los dominios de ambas monarquías, sin embargo de haber estado doce años unido con la partida portuguesa el comisario español D. Francisco Requena, repitiendo frecuentemente sus instancias para la ejecucion de toda esta parte del tratado; al cabo de cuyo tiempo, cansado de las vejaciones, molestias é injusticias que le ocasionaban y hacian los Portugueses, se separó de ellos y se retiró á su gobierno de Mainas.

79. No corresponde seguramente lo demarcado por los comisarios de ambas coronas al tiempo y caudales invertidos en las referidas operaciones; pero con la satisfaccion de no haber tenido la menor parte en ello los Españoles, pues siempre estos estuvieron prontos al cumplimiento del tratado, y haberse reconocido la ménos buena fe de los Portugueses, no solo en la falta de concurrencia de sus comisarios por algunos parajes, sino tambien en el ningun fundamento con que suscitaron dudas, y sostuvieron las disputas de que se va á tratar en la segunda parte.

SEGUNDA PARTE.

Exposición de las razones que alegaron los comisarios en las insinuadas disputas, y modo de trazar la línea divisoria en los parajes que por esta causa quedaron sin demarcar.

Constante negativa
de los Portugueses
á la demarcacion.

80. La falta de cumplimiento de los tratados de límites celebrados entre ambas coronas desde el tiempo de la conquista, ha sido siempre tan ventajosa á la de Portugal como perjudicial á la de España. Si la experiencia no lo acreditára, sería increíble la extension que por esta causa han dado sucesivamente los Portugueses á sus posesiones, como se hará ver en lugar mas oportuno.

81. Por tanto no es de extrañar que siguiendo el propio sistema, hayan procurado impedir la demarcacion acordada en

el tratado del año de 1777, ya dejando de concurrir sus comisarios con los Españoles en diferentes parajes, según se ha referido, y ya suscitando disputas con tan poco ó ningun fundamento, como se advertirá en esta segunda parte.

1800.

PRIMERA DISPUTA.

Sobre si la línea divisoria debe trazarse desde el arroyo de San Luis, á buscar por la orilla occidental de la laguna Merin el primer arroyo meridional que entra en su desagadero, y desde él las vertientes de los rios Negro y Yacuí, como solicitaba el comisario español (L. C.), ó dirigirse directamente desde dicho arroyo de San Luis á las expresadas vertientes, como pretendia el portugues (L. D).

Fundamentos de la solicitud del comisario español sobre el trazo de la línea divisoria.

82. La opinion del primero se funda en las expresiones del artículo 4 del tratado; despues de acordarse en él á favor de Portugal la entrada de la laguna de los Patos, ó Rio Grande de San Pedro (18), sus vertientes hasta el Yacuí (19), su navegacion privativa, el dominio de ambas bandas, y el de la ribera meridional hasta el arroyo de Tabin por las orillas de la laguna de La Manguera, en línea recta al mar, se dice: «Y por la » parte del continente irá la línea desde las orillas de dicha » laguna de Merin, tomando la direccion por el primer arroyo » meridional, que entra en el sangradero ó desagadero de » ella, y que corre por lo mas inmediato al fuerte portugues » de San Gonzalo.»

83. ¿Cómo pues se habia de comprender en la demarcacion este fuerte y el expresado arroyo meridional del sangradero de la laguna Merin, si la línea se dirigiera según el dictámen del comisario portugues?

84. Apoyaba tambien D. José Vazela su opinion en el artículo 5 del propio tratado, en que se dice: « Conforme á lo es- » tipulado en los artículos antecedentes, quedarán reservadas » entre los dominios de una y otra nacion las lagunas de Me- » rin, y de la Manguera, y las lenguas de tierra que median » entre ellas y la costa del mar, sin que ninguna de las dos » naciones las ocupe, sirviendo solo de separacion; de suerte

1800.

» que ni los Españoles pasen el arroyo de Chui y de San Miguel, hacia la parte septentrional, ni los Portugueses el arroyo del Tabin, línea recta al mar hacia la parte meridional. »

85. De aquí inferia Varela que todo el terreno que baña la laguna de Merin por la parte del occidente, debia pertenecer á la corona de España hasta el arroyo ó rio que en este paraje es conocido con el nombre de Pasatiní, y que entra en el desagadero de dicha laguna; pues de lo contrario, ó habia de quedar neutral, ó pasar al dominio de los Portugueses. Lo primero no era admisible en su concepto, porque no se expresaba en el tratado; y lo segundo era enteramente contrario al artículo 4, en el cual se señalan con la mayor claridad los límites de Portugal por el Tabin, orillas de las lagunas de la Manguera y Merin, y primer arroyo meridional que entra en el desagadero de esta.

Pretension
de los Portugueses,
y fundamentos
en que la apoyan.

86. Estas sólidas reflexiones no fueron bastantes á que el comisario portugues desistiese de su primer dictámen. Decia, pues, que sin restringir ni ampliar las expresiones del artículo 3, era de parecer que en el tratado no se especifica por dónde debe pasar la línea despues de comprender y salvar el fuerte de San Miguel.

87. Bajo el supuesto de esta falta de positiva explicacion, opinaba que tan léjos de poder seguir la línea segun el tratado por las márgenes de dicha laguna, era muy conforme á su contesto que se suspendiese la demarcacion por ellas, luego que fuese posible trazarla con direccion á las cabeceras ó multiplicadas vertientes del rio Negro.

88. Fundábase para ello, en que siendo estas las únicas que por aquella parte cede el tratado al dominio de España, quedaban por consecuencia indecisas todas las otras que corren por la laguna Merin; é igualmente los terrenos de sus márgenes, hasta que por ambas cortes se determinase á cuál debian pertenecer.

89. Añadia que determinando el tratado por formales y expresas palabras que el dominio de España se extienda en la margen septentrional del Rio de la Plata y Uruguay hasta sus

vertientes y las del rio Negro, sería injusta cualquiera otra pretension que por parte de España se inventase.

1800.

90. Entre otras razones mas débiles que las expuestas, alegaba tambien que la expresion del tratado relativa al arroyo meridional que desagua en el sangradero de la laguna Merin no podia verificarse; pues aunque las primeras y únicas aguas que entran en él, y cuyo curso pasa por las inmediaciones del fuerte de San Gonzalo, son las del Piratiní, su denominacion no es de arroyo sino de rio, y por tanto no puede entenderse de él la citada expresion.

91. Probada de este modo la falta de explicacion del tratado en el punto de la disputa, y persuadido el comisario portugues que debía reservarse su decision á las cortes, expuso que en este caso era muy conforme al artículo 16 que los expresados terrenos occidentales de la laguna Merin se aplicasen al Portugal.

92. Dice el citado artículo 16: « Los comisarios ó personas » nombradas en los términos que explica el artículo antecedente, ademas de las reglas establecidas en este tratado, tendrán presente para lo que en él no estuviese especificado, que » sus objetos en la demarcacion de la línea divisoria deben ser » la reciproca seguridad y perpétua paz y tranquilidad de ambas naciones, y el total exterminio de los contrabandos que » los súbditos de la una pueden hacer en los dominios ó con » los vasallos de la otra, y la conservacion de lo que cada » potencia quede poseyendo en virtud de este tratado y del » definitivo de límites, asegurando estos de modo que en ningun tiempo puedan ofrecerse dudas ni discordias. »

93. De aquí deducia el comisario portugues que no siendo útiles á España (en su concepto) las orillas y campos fronterizos occidentales de la laguna Merin, por la gran distancia de los establecimientos españoles del Rio de la Plata, y estando destinados, segun su dictámen, á quedar neutros, son de absoluta necesidad á los Portugueses habitantes del Rio Grande de San Pedro para su subsistencia y manutencion de sus ganados.

94. Las sólidas reflexiones del comisario español en esta

1800.
Crítica
de ambas opiniones.

disputa dan abundante materia para responder á los débiles fundamentos con que el portugués quiso sostener su dictámen; y sin duda, por haberlo reconocido así, y suponiendo la innuendada falta de explicacion en el tratado, recurrió al medio de persuadir que, conforme al artículo 16, debía decidirse este punto en favor de Portugal, pero no con mejor suerte, pues examinadas sus razones á la luz de la verdad, léjos de apoyar su opinion, la destruye, dando un nuevo realce á la del comisario español.

95. Si las orillas occidentales de la laguna Merin y los terrenos entre los arroyos San Luis y Piratini quedasen privativos de los Portugueses, en lugar de conseguirse la recíproca seguridad, paz y tranquilidad de ambas naciones, y el exterminio de los contrabandos, objetos interesantes que tanto recomienda el citado artículo 16, para que se tengan presentes en semejantes casos, se facilitaria el comercio clandestino, y serian muy frecuentes ó continuas las discusiones entre unos y otros vasallos.

96. Los Portugueses en este caso llevarian con suma facilidad hácia los establecimientos españoles los efectos de contrabando, siguiendo el curso aguas arriba de los rios San Luis, Cebollati, Tacuarí, y Yaguaron, navegables por un largo espacio; y se harian dueños de los fértiles terrenos en que se encuentran por sus cabeceras, muy útiles para la propagacion de ganados, en los que sin embargo de pertenecer á los Españoles, han hecho furtivamente grandes matanzas, para aprovecharse de los cueros, sebo y grasa; reduciendo considerablemente su número, con gravísimo perjuicio de sus dueños.

97. En las cabeceras de los mismos rios están los bellos campos que por excelencia llaman los del país de la Baquería del mar; y siguiendo su sistema los Portugueses, nada bastaria para contener las usurpaciones y discordias que han hecho y ocasionado, hasta los mismos gobernadores en territorio español, aun durante la demarcacion; pues el año de 1786 fué aprehendido en la laguna Merin, entre otras embarcaciones un champan, perteneciente al comandante portugués de Rio Grande, y una porcion considerable de cueros.

1800.

98. De lo expuesto se infiere cuán perjudicial sería para los intereses de España dejar á los Portugueses el dominio de los terrenos en disputa, aun cuando contra la misma evidencia se convenga en que el tratado no los comprendió asignándolos á España. De forma que no se puede condescender con el dictámen del comisario portugues, ya por los insinuados perjuicios que de ello resultarian, y ya porque son de ningun momento las razones de conveniencia que alega, reducidas á que los habitantes del Rio Grande necesitan de los expresados terrenos para su subsistencia y la manutencion de sus ganados: y á que, porque distando mucho de nuestros establecimientos del Rio de la Plata, nos son poco ó nada útiles.

99. Lo primero carece de verdad, pues á la banda septentrional del Piratini hay espaciosos campos incultos, donde los Portugueses pueden establecer sus siembras y crias de ganado, sin necesitar de los que se hallan á la banda del sur. Y en cuanto á lo segundo, aunque es verdad que la orilla y terrenos occidentales de la laguna Merin distan de algunos establecimientos españoles del Rio de la Plata, no están léjos de Maldonado, Montevideo y los que á estos se siguen por el norte.

100. Trazada la línea divisoria segun la opinion del comisario español D. José Varela, queda por la parte de España el fuerte de San Gonzalo (a), que, restablecido, puede servir de barrera y contener á los Portugueses, así en sus incursiones para la matanza y robo de ganado de nuestro territorio, como en la clandestina navegacion de la laguna Merin, que debe quedar neutral.

101. Con atencion á todo, no queda duda en que, segun el tratado, en sus artículos 3, 4 y 5, y conforme á lo acordado en el 16, es justo y muy conveniente que la demarcacion se ejecute trazando la línea desde el arroyo ó rio de San Luis por las orillas occidentales de la laguna Merin, hasta la boca por donde entra en su desagadero el Piratini (a), y despues seguir por este á buscar las vertientes de los rios Yacuí y Grande de San Pedro, que han de quedar por la parte de Portugal, y las del Negro, que han de pertenecer á España.

1800.

102. Si, no obstante lo expuesto, el curso de la negociacion que se entable sobre esta materia llegáre á términos de que tenga España que ceder algo de su derecho en el punto de la disputa, puede adaptarse un medio que concilie los intereses de ambas coronas, y sus respectivos vasallos, sin perder de vista los importantes objetos que tanto recomienda el citado artículo 16.

103. El medio siguiente parece que reúne todas estas circunstancias :

Desde el arroyo ó rio de San Luis y Marco (A) hasta la boca del Yaguari (1) en la laguna Merin, deberá trazarse la línea; continuará por sus aguas y las del arroyo Chuí (a) que entra en él, hasta sus cabeceras (2), que son las que mas se aproximan á las principales del Yaguaron, y seguirá por la cresta que divide por una parte las vertientes del rio Negro, y por la otra las que por el citado Yaguaron descenden á la laguna Merin, quedando en la pertenencia de España los terrenos que hay entre el expresado Yaguari, el Chuí, y la principal corriente de aquel, el Pardo y Cebollati.

104. Por la parte del sur del terreno en disputa, se trazará la línea continuándola desde el marco (B) en la barra del Tahir, hasta la boca (4) del rio Yaguaron en la misma laguna Merin, dirigiéndose despues por el curso de aquel y sus vertientes hasta (3) que se aproxime dos ó tres leguas á la que se demarque desde las corrientes al Chuí (2); de forma que puedan despues continuar los límites con esta proporcion, hasta unirse con los establecidos por cima del fuerte de Santa Tecla (k), segun demuestran los marcos (E).

Espacio que debia
quedar neutral
entre ciertos límites.

105. El espacio (1, 2, 3 y 4) que média entre los expresados rios Yaguaron, Tacuarí y Chuí, debe quedar neutral para ambas naciones, sin que ninguna de ellas pueda hacer establecimientos en él; el terreno que hay entre el Piratiní y el Yaguaron es el que España cede á Portugal, con lo que se evitará en el mejor modo posible la comunicacion de unos y otros vasallos por esta parte y los contrabandos y disensiones que son consiguientes.

106. Por estas mismas causas sería muy oportuno acordar, que ni los vasallos de España, ni los de Portugal, pudieran navegar la laguna Merin; pero si no se quisiere establecer esto tan absoluta y rigurosamente, puede permitirse á los Españoles la navegacion de la laguna hasta la boca (1) del Yaguarí, y á los Portugueses desde el desagadero hasta la boca (4) del Yaguaron.

1800.

107. Aunque es muy fácil pasar de estos límites, y mas á los Portugueses acostumbrados á violarlos desde muy atras, sin embargo las guardias ó fuertes que deberán ponerse en la orilla de la misma laguna á la banda oriental de la boca del Yaguarí por la parte de España, y á la septentrional de la del Yaguaron por la de Portugal, celarán su observacion, ayudando á aquella la del fuerte de San Miguel, y á esta la que pueden establecer los Portugueses en la boca del desagadero de la laguna.

108. Por el curso de los expresados rios Yaguarí, Chuí y Yaguaron, deberán establecerse marcos y aun guardias en algunos parajes por ambas coronas; fijando los de España en la banda meridional del primero, y en la del Chuí y su cabecera; y los de Portugal en la septentrional del referido Yaguaron, hasta aquellas vertientes que mas se aproximan á las del Chuí, y desde allí continuarán aproximándose todo lo posible los límites de una y otra potencia, hasta que la faja neutral que haya de quedar en medio sea solo de dos ó tres leguas: observando siempre la regla de dejar las vertientes de los rios de su privativa pertenencia, y lo mismo por la de España, hasta unirlos con los marcos ya establecidos (E), segun queda expuesto; venciendo ántes, segun se propondrá oportunamente, la dificultad que impidió la demarcacion en las inmediaciones del fuerte de Santa Tecla.

109. Para la mas fácil comprension de este proyecto, se ha señalado en el mapa el paraje par donde, segun él, deben trazarse las líneas española y portuguesa: la primera con los caracteres (A. A. C. 1, 2), y la segunda con los (B. B. C. 3, 4); y por consiguiente el espacio de terreno neutral se manifiesta con (1, 2, 3, 4).

Solicita
el comisario
portugues
que sea
de 5 á 6 leguas.

1800.

SEGUNDA DISPUTA.

Sobre el espacio que debia quedar neutral entre los limites de una y otra potencia en el monte ó cuchilla que divide las aguas ó vertientes de los rios Yacuí y Grande de San Pedro por la parte de Portugal, y las del Negro por la de España, en las inmediaciones del fuerte español de Santa Tecla (k).

Solicitud
del comisario
portuguez.

110. Despues de hechos los reconocimientos necesarios para este punto de demarcacion, solicitó el comisario portugues que entre las líneas de los dominios de España y Portugal se dejase una faja de terreno neutral de 5 ó 6 leguas; alegando para esto el artículo 6 del tratado, en que se dice que á semejanza de lo establecido en el artículo antecedente, quedará tambien reservado en lo restante de la línea divisoria un espacio suficiente entre los límites de ambas naciones.

111. No expresó el comisario portugues, ni le era fácil manifestar, una sola razon que persuadiera insuficiente la faja neutral de ménos extension que la de cinco leguas, para que mediára entre los dominios de una y otra monarquía; pero muy pronto descubrió el objeto de su infundada solicitud, pretendiendo, por un oficio que pasó al comisario español, la destruccion del citado fuerte de Santa Tecla (k), alegando para ello el citado artículo 6 y el 19 del tratado, en que se previene, que en el terreno neutral no pueda ninguna de las dos potencias tener fuerte, poblacion y establecimiento, aprovecharse ni entrar en él. De forma que el comisario portugues procedió á esta segunda solicitud, como si la disputa se hubiera ya decidido segun su dictámen; en cuyo caso era consiguiente convenir en la pretendida destruccion del citado fuerte.

El comisario
español sostiene
que no debe ser
tan extenso.

112. Convino el comisario D. José Várela en lo dispuesto por los artículos 6 y 19, que citaba el portugues, pero le manifestó que en ninguno de ellos se previene que el espacio de la faja, ó terreno neutral, sea de cinco ó seis leguas, y sí, solo, que en defecto de lagos y rios que puedan servir de límite fijo é inde-

1800.

leble, se busquen las cumbres de los montes mas señalados, quedando estos y sus faldas por término neutral divisorio; cuya disposicion aplicada al caso de la disputa, resultaba quedar neutral la cuchilla que reparte aguas por el norte al arroyo de Iyiraminí, que los Portugueses en su plano lo denominan Icabicuarminí; y por el sur al rio Negro, cuya extension es de un cuarto de legua, suficiente para que no se confundan en ningun tiempo los límites de las respectivas posesiones; con la cual queda el fuerte de Santa Tecla á média milla de distancia de la línea por la parte de España.

113. Aun cuando no hubieran sido tan débiles las razones del comisario portugues, ni tan claras y convincentes las del español, no hubiera condescendido este con la solicitud de aquel, por hallarse instruido del objeto y fin para que se habia construido el fuerte de Santa Tecla, y el designio de pretender su demolicion.

114. Luego que el ganado vacuno empezó á multiplicarse y extenderse por las riberas del rio Negro, llegó á tal punto la codicia de los Portugueses, que en el espacio de cinco á seis años extrajeron de allí mas de cuarenta mil reses. Para atajar este desórden, mandó D. Juan José de Vertiz, siendo gobernador de Buenos Aires, construir el expresado fuerte de Santa Tecla, y pasó á él una guarnicion de cincuenta hombres de tropa veterana al mando de dos oficiales, con la obligacion de registrar de tiempo en tiempo la campaña y perseguir á los contrabandistas y changadores.

115. Dicho fuerte fué demolido por el coronel portugues D. Rafael Pinto Bandeyra, en las últimas desavenencias entre España y Portugal; pero lo mandó reedificar despues D. Pedro de Cebállos, conociendo su importancia para la seguridad y custodia de la frontera, é impedir las correrías y pillajes de los Portugueses, que empeñados en tener por allí el paso libre, no han omitido medio alguno para proporcionárselo.

116. Esta breve y sencilla relacion histórica del fuerte de Santa Tecla manifiesta desde luego las justas causas con que el comisario español contradijo la solicitud del portu-

Es fundada
la pretension
del comisario
español.

1800.
Modo de trazar
la línea.

gues, sobre su demolicion y la necesidad de conservarlo.

117. Por tanto, debe insistirse en que la línea de demarcacion, segun el proyecto de la anterior disputa, se continúe desde los puntos (2, 3), que se establezcan en las cabeceras del arroyo Chuí y del Yaguaron, hasta encontrar los primeros marcos (E) colocados en las inmediaciones del fuerte de Santa Tecla por la parte del norte, dejando por su longitud un espacio neutral mas ó ménos ancho, segun lo permita el terreno, pero de modo que dicho fuerte quede en la parte de España; lo que puede verificarse trazando las líneas (5, 5), segun se demuestra en el mapa.

118. Despues de haber colocado los diez marcos que están al norte del expresado fuerte de Santa Tecla, se suscitó la

TERCERA DISPUTA.

Sobre si los yerbales (t) situados al oriente de algunos arroyos y rios que dan sus aguas al Yacuí y Grande de San Pedro de cuyo aprovechamiento están en posesion los pueblos españoles del Uruguay, deben quedar á la parte de España ó á la de Portugal.

Sobre si deben
pertener
á la España
ó al Portugal
ciertos yerbales.

119. Cada uno de los comisarios pretendia los expresados yerbales para su respectiva corte, apoyándose ambos en los artículos del tratado.

120. Solicitaba D. José Varela que desde la entrada del Monte Grande (especie de cordillera) se pasará á buscar en el Uruguay la boca del Pepirí-guazú, siguiendo por la serranía la demarcacion; pues así se salvaban por una parte los establecimientos portugueses, y por otra los Españoles, en observancia de lo prevenido sobre este punto en el artículo 4º, en que se recomienda tambien á los comisarios que lleven la línea divisoria siguiendo la direccion de sus montes por sus cumbres.

121. El comisario portugues apoyaba asimismo su pretension en el propio artículo 4, pues en él se dispone que la pertenencia de Portugal ha de seguir por las cabeceras de los rios que corren hácia el Grande y el Yacuí, cuya disposicion es con-

siguiente á lo que en el mismo artículo se previene, á saber : que los rios que corran por cualquiera de los dominios, pertenezcan á él desde sus nacimientos ó vertientes. Corriendo pues los expresados rios Yacuí y Grande de San Pedro por los dominios de Portugal, era indisputable el derecho de este á sus vertientes, de forma que estas con sus nacimientos debian quedar de su pertenencia fuera de la línea : lo cual no podia verificarse trazándola por donde proponia y solicitaba el comisario español, respecto de que interceptándose así las expresadas vertientes habian de quedar entónces por la parte de España.

1800.

122. Ademas de estas razones que ambos comisarios alegaban fundados en el artículo 4 del tratado, expuso cada uno otras varias, útiles ó de conveniencia para los respectivos vasallos.

123. Decia Varela, que los habitantes de algunos pueblos españoles del Uruguay no podian subsistir sin los expresados yerbales ; pues de ellos sacaban la yerba con que, comerciando en otros pueblos, adquirian los ganados y otros efectos indispensables.

124. El comisario portugues exponia , que el dilatado viaje que los Indios de los pueblos españoles hacian anualmente para aprovecharse de las yerbas, les ocasionaba gravísimos perjuicios, ya por los insultos de los Indios infieles, y ya porque siendo casi todo el camino despoblado y teniendo que llevar desde sus casas el preciso mantenimiento, eran muy frecuentes las enfermedades mortales que padecian, originándose de aquí la despoblacion y falta de muchos lugares.

125. Últimamente, rebatió el comisario Varela esta especiosa razon del portugues, manifestándole que la despoblacion que se advertia en el territorio de España no la habian ocasionado los viajes de los Indios á los expresados yerbales, sino la usurpacion que hizo de ellos el virey portugues de Rio Janeiro, conde de Boba, durante las demarcaciones del tratado del año 1750 ; obligándolos por fuerza á transmigrar de sus hogares, y establecerse en lo interior del Brasil.

126. Examinadas con la imparcialidad que corresponde las opiniones de ambos comisarios en esta disputa, se advierte

Se colifica
de infundada
la solicitud

1800.
del
comisario español.

desde luego que la del portugués tiene mas sólido apoyo en el tratado ; pues declarándose expresamente en el artículo 4 que la pertenencia de Portugal continuará por las cabeceras de los rios que corren hácia los denominados Grande y Yacuí, no cabe la menor duda en que la línea (F) debe trazarse de modo que las salve, dejándolas por la parte de los dominios portugueses.

127. Es verdad que en este caso irá la demarcacion por un albardon liso que divide aguas por una parte para los expresados rios Yacuí y Grande, y por otra para el Uruguay, y que por ser país llano podrán pasar fácilmente sus respectivos límites los vasallos de una y otra corona ; pero además de que esta mayor facilidad no debe considerarse suficiente para privar á Portugal de unos terrenos que tan expresamente declara en su favor el tratado, puede ocurrirse á la insinuada transgresion de límites por medio de algun fuerte, que con las correspondientes guardias se coloque en paraje oportuno.

128. El comisario Varela se empeñó en sostener su dictámen mas de lo que permitia la justicia de la causa y la utilidad de los terrenos en disputa : pues estos no pueden con propiedad llamarse establecimientos españoles, de los que dice el tratado que debe salvar la línea, por el solo hecho de aprovecharse de sus yerbas los habitantes de los pueblos de España ; y la utilidad y necesidad de los Indios españoles del Uruguay que las disfrutan, provienen de que acostumbrados á recogerla del modo referido, no han procurado sembrarla y cultivarla en los terrenos inmediatos. Así lo persuade el segundo comisario D. Diego de Alvear en su diario, pues describiendo la yerba del Paraguay, las peregrinaciones y faenas de los Indios para buscarla, beneficiarla y conducirla á los pueblos de su domicilio, manifiesta su preocupacion en no sembrarla, respecto de que habiéndose hecho en algunas partes sementeras de ella, ha correspondido con abundancia y de buena calidad.

129. En vista de lo expuesto y con atencion á lo que convendrá proponer en otros puntos de disputa, parece justo que esta se decida llevando la línea (F) por el referido albardon ó cresta que divide aguas, por una parte al Uruguay, y por otra

al Yacuí y Rio Grande, con sus marcas y correspondiente faja neutral, desde los diez ya colocados (E) en el anterior terreno, hasta dejar en la pertenencia de Portugal las vertientes de dichos rios, con los expresados yerbales, á fin de continuarla despues, segun corresponda unirla (siguiendo el nuevo proyecto) con las cabeceras (6 y 7) de los Uruguay-pitas, y por el curso de estos rios con las bocas de los Pepirí-guazúes en el Uruguay, que es el asunto de la

1800.

CUARTA DISPUTA.

Sobre los verdaderos rios Pepirí-guazú y San Antonio.

130. Una omision de los comisarios nombrados para la demarcacion de la línea divisoria, acordada en el tratado del año de 1750, y un convenio y documento que á su consecuencia hicieron y otorgaron, dieron motivo á la presente disputa.

Disputa
sobre
los verdaderos rios
Pepirí-guazú
y San Antonio.

131. Dióse á dichos comisarios una instruccion de comun acuerdo de ambas cortes, en que, conforme al tratado, se les previno, que la línea debia demarcar, entrando por el Uruguay al Pepirí-guazú, y navegando por este hasta sus vertientes, para desde ellas buscar las de San Antonio, que entran en el Iguazú ó Curitibá.

132. Los caractéres con que en dicha instruccion y mapa consiguiente á ella, formado con igual acuerdo, se señaló el Pepirí-guazú, fueron : *rio caudaloso, con una isla monstruosa en frente de su boca; un grande arrecife en frente de su barra; y estar esta aguas arriba del Uruguay-pita.*

133. En el conocimiento que de esta parte de la demarcacion hicieron los expresados comisarios en el año de 1759, no los acompañó otra persona práctica que un Indio de las inmediatas Misiones, que habia hecho un solo viaje por el Uruguay : navegando pues aguas arriba, encontraron á la banda septentrional de este rio la barra de uno (G) que dicho práctico les dijo ser el Pepirí-guazú.

1860.

134. No hallando en él los comisarios las señales referidas, dudaron de la asercion del práctico; con cuyo motivo continuando la navegacion aguas arriba por el propio rio, reconocieron, pasadas pocas millas, y á la banda meridional, otra barra ó boca de uno (G), que dijo el práctico ser el Uruguay-pita; pero la circunstancia de hallarse este por cima de aquel á que habia dado el práctico el nombre de Pepirí-guazú, contra lo expresado de dicho mapa, les aumentó la duda de ser los señalados; y por tanto siguieron su navegacion hasta un salto de una toesa, por donde caen las aguas con tal precipitacion que hace difícil su paso.

135. Con este motivo, y desconfiando de hallar mas arriba, por la parte septentrional, rio alguno á quien conviniesen las señales y caractéres con que la instruccion y mapa describian el Pepirí-guazú, descendieron desde aquel paraje por el mismo Uruguay, y retirándose, otorgaron un documento en que, sin embargo de no convenir á los rios reconocidos las señales con que se caracterizaban el Pepirí-guazú y el Uruguay-pita, acordaron que eran estos los denominados así por el práctico, des-cansando sobre la asercion de este contra tan convincentes fundamentos.

136. Esta indiscreta desconfianza de los comisarios demarcadores para la ejecucion del tratado del año de 1750, que les hizo omitir la continuacion del reconocimiento del Uruguay, y el precipitado acuerdo y subsiguiente documento que otorgaron, y á que no debieron proceder sin especial orden de las cortes, fueron todo el apoyo de los Portugueses, para no convenir ahora con los Españoles en la situacion y curso de los verdaderos rios Pepirí-guazú y Uruguay-pita (HH); siendo de advertir, aunque de paso, que ellos mismos conocian, y no pueden dejar de conocer, el error de los antiguos demarcadores: como manifiesta el hecho de haber descendido á los reconocimientos del Uruguay, segun queda referido en la primera parte (a); pero como en el segundo, y mas en el tercero, se les hizo patente de un modo innegable el verdadero Pepirí-guazú (H), no tuvo otro arbitrio el segundo comisario portugues D. Juan

Francisco Roscio, para impedir la demarcacion que era consigui-
ente, y que en todos tiempos ha intentado eludir la corte de
Portugal, que excusarse, como lo hizo, á buscar las vertientes
ó cabeceras del rio San Antonio (H), cuando se hallaban en las
del verdadero Pepirí-guazú (b), sin embargo de que, segun el
tratado, era esta la operacion que se seguia, y una de las que
debian practicar los segundos comisarios de ambas partidas,
por habérseles encargado la ejecucion de lo prevenido y dis-
puesto en el artículo 8.

137. Aunque por los motivos referidos quedó sin demarcar
esta parte de la línea divisoria, los reconocimientos hechos por
los astrónomos y demas dependientes de las partidas de los dos
primeros comisarios, por sus segundos despues, y últimamente
por la partida española de D. Diego de Alvear, no dejan duda
en que los verdaderos rios (H H H) Uruguay-pita, Pepirí-guazú
y San Antonio son los que se denominan así en el mapa, y es-
tán situados mas arriba de los que tuvieron por tales los de-
marcadores del año de 1750.

138. Por tanto, en observancia de lo expresamente acordado
en los artículos 4 y 8 del tratado del año de 1777, es indispu-
table el derecho de España á que la demarcacion se ejecute por
los expresados rios.

139. Esto se entiende en el caso de que no se estime conve-
niente adoptar otro medio, quizá mas ventajoso á las dos na-
ciones, y mas conforme á los principales objetos de sus dos so-
beranos: tal parece el que se vá á proponer.

140. Ya se ha referido que los principales fines en la demar-
cacion de la línea divisoria deben ser la recíproca seguridad,
perpétua paz y tranquilidad de ambas naciones, y el total ex-
terminio de los contrabandos que los súbditos de la una pueden
hacer en los dominios y con los vasallos de la otra. Desde luego
se conoce que, para conseguirlos, no hay medio mas oportuno
que impedir, en cuanto sea posible y lo permita el terreno, la
fácil y frecuente comunicacion entre los vasallos de las dos co-
ronas; y que esto no podrá lograrse mientras haya rios de co-
mun navegacion.

1800.

Son los que el
comisario español
designó por tales.

Un medio
recíprocamente
útil.

1800.

141. Es asimismo evidente, que el espacio de veinte ó treinta leguas es de muy poca consideracion para cualquiera de las dos naciones, respecto de que los poseen tan dilatados, que si replegaran su poblacion á un término proporcionado para sacar de ellos toda la utilidad y aprovechamientos, que mejor cultivados y beneficiados eran consiguientes á su fertilidad en las producciones naturales de que abundan, y de que son susceptibles, no cabe duda en que sin el menor perjuicio ni menoscabo de las riquezas de los habitantes, y acaso con aumento de estas, lograrían los respectivos Estados ó metrópolis los mismos ó mayores intereses que hoy sacan de sus colonias; añadiéndose á esto las grandes ventajas de poder arreglar mejor su gobierno, y atender á su defensa con mas facilidad y ménos gastos.

142. Aunque esta máxima es tan cierta como conforme á los principios de toda buena política, permítase citar algunos ejemplares en su comprobacion.

143. La Francia ha poseído hasta ahora la tercera parte, ó poco mas, de la isla de Santo Domingo, y no de su mejor terreno; pero sin embargo, ha sacado de ella muchas mas ventajas que la España de las otras dos de su privativa pertenencia; ó para hablar con propiedad: la parte francesa ha contribuido á su metrópoli, y la española no ha podido mantenerse sin el auxilio de un crecido situado, que le suministraban las cajas de Méjico.

144. Lo mismo sucede hoy á España con las demas islas y algunas provincias de unas y otras Indias; de forma que pueden considerarse como verdaderas cargas del Estado, al paso que las posesiones que en unas y otras tienen los Ingleses, Holandeses y Dinamarqueses, no solo producen para su conservacion y defensa, sino que contribuyen á sus respectivas metrópolis considerables sumas.

145. Resulta, pues, demostrado, que los importantes objetos á que se dirige la demarcacion de la línea divisoria entre los dominios de España y Portugal, no podrán conseguirse mientras sea fácil la comunicacion de unos y otros vasallos; que

esta no podrá evitarse habiendo rios de comun navegacion; que las ventajas y utilidades de las posesiones de América, segun su presente estado, y el que aun tendrán por algunos siglos, no son en proporcion á su extension, sino al número de sus habitantes, y consiguiente mayor cultura y beneficio; y por tanto, que el espacio de veinte ó treinta leguas de terreno es de muy poca consideracion para cualquiera de las dos naciones, siempre que por este medio se consiga la recíproca seguridad, perpétua paz y tranquilidad de ambas naciones, y el total exterminio de los contrabandos que los súbditos de la una puedan hacer en los dominios ó con los vasallos de la otra.

146. Infiérese de todo, que sin duda es lo mas conveniente trazar la línea divisoria, de modo que intercepten el curso de los rios y sus dos riberas ú orillas, para evitar que sea comun la navegacion conforme á lo prevenido en el artículo 13, y solo resta examinar si será fácil ejecutarlo sin notable perjuicio, en los que, siguiendo el tratado del año 1777, habrán de ser navegables para los Españoles y Portugueses.

147. De esta clase son los rios Uruguay, Pepirí-guazú y San Antonio, sobre que se versa esta disputa; pero no hay reparo en dirigir la línea del modo siguiente :

148. Desde los últimos marcos (6, 7) que se construyan en el extremo de la línea (F), con arreglo á lo propuesto en la anterior disputa, salvando por la parte de Portugal los referidos verbales, con las corrientes ó cabeceras de los rios Yacuí y Grande de San Pedro, y por la de España, las de los rios Negro y Uruguay, se continuará la línea con su intermedia faja neutral mas ó ménos extensa, segun lo exija el terreno, hasta encontrar las aguas ó vertientes que distando ménos entre sí, se dirijan las unas al Uruguay-pita (G) de los antiguos demarcadores, que podrá llamarse español, segun este proyecto, y las otras al Uruguay-pita (H) verdadero ó portugues.

149. Desde estos puntos, donde se pondrán los últimos marcos, seguirán los límites aguas abajo, considerándose neutral el terreno que média entre los dos Uruguay-pitas español y portugues, para el efecto de no poder construir en él poblacion ó

1800. fortaleza ; pero atendida su extension , será lícito á los respectivos vasallos aprovecharse de las producciones naturales de los espacios que médián entre las vertientes que vayan á ellos ; de forma que ni los Españoles puedan pasar de las cabeceras cuyas aguas se dirijan á su Uruguay-pita (G), ni los Portugueses de las que corran hácia el suyo (H).

150. La banda oriental del verdadero Uruguay-pita (H) será privativa de los Portugueses, y podrán hacer en ella los establecimientos que quieran , y la occidental (G) del de los antiguos demarcadores pertenecerá del mismo modo á los Españoles. La banda oriental de este y la occidental de aquel pertenecerán tambien á España la primera, y á Portugal la segunda ; pero solamente para el efecto de aprovechar sus producciones, y de ningun modo para establecerse en ellos, ni formar poblaciones que han de prohibirse recíprocamente, y celarse la observancia de este punto con el mayor rigor : en estos términos continuará la línea hasta los desembocaderos de dicho Uruguay-pita en el Uruguay-grande.

151. Los Españoles y los Portugueses podrán navegar privativamente sus respectivos Uruguay-pitas , y entrar en el Uruguay-grande ; pero no pasarán los primeros de la boca del suyo aguas arriba de este , ni los segundos aguas abajo de la del Uruguay-pita mas oriental, quedando, por consiguiente, neutral el espacio (8) del Uruguay-grande que média entre las dos expresadas bocas de los Uruguay-pitas español y portugueses.

152. Establecida así la línea divisoria, quedará precavido todo motivo de disensiones entre unos y otros vasallos, y que puedan por esta parte hacer contrabandos ; contribuyendo mucho para evitar toda comunicacion entre ellos el Salto Grande, que hay en la parte neutral del Uruguay.

153. Desde este rio seguirá la demarcacion en los propios términos por los denominados Pepirí-guazús hasta sus cabeceras ; la de España por el de los antiguos demarcadores (G), y la de Portugal por el verdadero (H), continuando despues la línea á buscar por tierra las cabeceras de los rios San Antonio, la de los Españoles el de los antiguos demarcadores (G), que

1800.

reconocieron los segundos comisarios de las primeras partidas Alvear y Roscio, y la de los Portugueses el verdadero San Antonio (H), que reconoció el astrónomo español.

154. Por los expresados rios San Antonio (GH) seguirá la línea hasta sus respectivas bocas en el Curitibá ó Iguazú-grande, y así en estos como en los Pepirí-guazús se observarán las mismas reglas prescritas respecto á los Uruguay-pitas; de forma que ha de quedar neutro el terreno que média entre ellos; y aunque unos y otros vasallos de España y Portugal podrán navegar los rios de su pertenencia y hacer establecimientos en sus orillas por la parte de sus dominios, no los podrán hacer en la opuesta del terreno neutral; cuyas producciones naturales disfrutarán solamente, si les acomodase, en los parajes comprendidos entre las aguas que corren á ellos.

155. Es de creer que la corte de Portugal condescienda con este nuevo proyecto de demarcacion desde las cabeceras de los rios Uruguay-pitas (GH), hasta las bocas de los San Antonio en el Curitibá, ya por las razones de recíproca conveniencia en que se funda, y ya porque léjos de ceder cosa alguna de lo que le corresponde, segun el tratado del año de 1777, puede decirse con verdad, que España cede de lo que le pertenece por él. Pero si, no obstante, pusiesen algun reparo ó dificultad los Portugueses, sería bien fácil desvanecerla con las reflexiones que suministraban los principios sobre que se funda la propuesta.

156. No sucederá acaso lo mismo con la demarcacion que sigue; pero tampoco faltarán razones para persuadirla conforme y arreglada á las intenciones, utilidades y ventajas de ambas cortes.

157. Aunque desde las bocas de los rios San Antonio en el Curitibá hasta el punto de la siguiente disputa hay un grande espacio de demarcacion, lo comprendemos en ella, porque el proyecto que propondremos abraza unos y otros terrenos.

1800.

QUINTA DISPUTA.

Sobre la situacion del rio Iguarey, y señalamiento del que por su defecto debia sustituirse, para que desde su boca en el Paraná quedase privativa de Portugal la navegacion de estas aguas arriba.

Sobre la situacion
del rio Iguarey.

158. Queda referido en la primera parte, que noticiosas las cortes de que no habia rio conocido con el nombre de Iguarey que entrara en el Paraná por cima de su Salto Grande, acordaron una instruccion en que con fecha de 6 de junio de 1778 se les dijo á los comisarios, entre otras cosas, que sustituyeran al Igatimí (L), que entra en el Paraná por cima de su Salto Grande, y que siguiendo su curso aguas arriba hasta sus cabeceras, dirigieran la línea á las del mas inmediato que entra en el Paraguay, que es el Ipané-guazú (b) (a).

El comisario
portugues
pide se sustituya
al Garey al Iguarey.

159. Los comisarios portugueses se desentendieron de dicha instruccion en los puntos que no les acomodaban, como el de la presente disputa; y así es que el virey del Janéiro insistia en que habia rio Iguarey, aunque corrompido su nombre en Garey (J), el cual entra en el Paraná por bajo de su Salto Grande.

160. Sin embargo de que esta situacion es diametralmente opuesta á lo que se expresa en el tratado del año de 1750, y á las instrucciones dadas á los comisarios encargados de su ejecucion, pues terminantemente dicen hallarse el Iguarey por cima de dicho Salto Grande, y de que en este concepto se le sustituyó el Igatimí, solicitaba el expresado virey que fuera la línea por el Garey, y que desde él siguiese á buscar las inmediatas cabeceras del que por la banda oriental entrase en el Paraguay; el cual en este caso seria el Jeju (x) (a).

161. Queda asimismo referido en la primera parte, que los comisarios españoles D. Diego de Alvear y D. Félix de Azara no convenian de modo alguno en la solicitud de los Portugueses, ni se aquietaban con la sustitucion de los rios Igatimí (L) ó Ipané-guazú (b), acordada por las cortes, respecto de lo perjudicial que era á la España.

162. Además de lo que se expresa allí relativo á impugnar las razones de los Portugueses, representó Azara al virey de Buenos Aires, y este al ministerio, que el Iguarey era el rio que muy por cima del Salto Grande del Paraná se conoce con el nombre de Iguarey ó Yaguarey (M), y tambien con los de Monici ó Ibinhéima, el cual encabeza con el que se conoce por el Corriéntes (N), reconocido por los demarcadores del año de 1750.

163. Fundábase para ello en que la voz Iguarey es insignificante en el idioma de aquel país, y significativa la de Yaguary y Yaguarey. En la semejanza de estas dos voces con la del Iguarey, que pudo muy probablemente dar motivo á equivocarlás en los mapas y diarios, y en que convienen las señales del Iguarey de ser rio caudaloso, entrar en el Paraná por cima de su Salto Grande y por la banda occidental, y encabezar con el Corriéntes.

164. Persuadida nuestra corte de estas sólidas razones de Azara, determinó que la demarcacion se hiciera segun proponia, á saber: que continuára la línea y comun navegacion del Paraná hasta la boca del Yaguary ó Yaguarey (M), y que siguiendo su curso aguas arriba hasta sus cabeceras, se buscasen las del Corriéntes (N), que los Indios llaman tambien Apos (a).

165. No cabe pues la menor duda en el incontestable derecho de España á que la demarcacion se ejecute segun la propuesta del comisario Azara, aprobada ya por la corte, y así debe insistirse en ella; pero considerando las razones de utilidad y conveniencia de unos y otros dominios, y teniendo presentes los importantes objetos de ambos soberanos, manifestados en el citado artículo 16, podrá juzgarse mas oportuna la demarcacion que vamos á proponer de esta parte, y del espacio que hay desde las bocas de los rios San Antonio en el Curitibá.

166. Desde la orilla septentrional de este, frente de la boca del San Antonio verdadero (H), seguirán la línea (9) y límites de Portugal á buscar el Paraná por cima de su Salto Grande, pero de modo que queden por la banda occidental de la demarcacion

1800.

El comisario español pretende que la línea raze el Yaguary ó Yaguarey.

Es justa esa pretension. Se propone un medio conveniente.

1800.

las cabeceras ó nacimientos de unos pequeños rios ó arroyos que entran en él.

167. Por la parte de España, desde la boca del San Antonio de los antiguos demarcadores en el Curitibá, continuará la línea (Y) por el curso de este rio aguas abajo hasta entrar en el Paraná aguas arriba, hasta su Salto Grande por la parte de abajo.

168. El terreno que média entre la línea portuguesa (9) y la orilla oriental del Paraná (Y), y desde el Curitibá hasta dicho Salto por la parte de arriba, quedará neutral : de forma que no han de poderse construir en él por ninguna de las dos potencias fortalezas, poblaciones, ni otra alguna clase de establecimientos.

169. Los Portugueses no han de poder navegar el rio Curitibá aguas abajo de la boca del rio verdadero de San Antonio (H), ni los Españoles aguas arriba del de la del San Antonio (g) de los antiguos demarcadores; pero será privativa de los vasallos de España la navegacion del Curitibá desde la expresada boca de San Antonio (s) de los antiguos demarcadores hasta el Paraná, y la de este aguas arriba hasta su Salto Grande por la parte de abajo.

170. La orilla septentrional del Curitibá desde frente de la boca de San Antonio (H) verdadero hasta el Paraná, y la oriental de este hasta su Salto Grande por la parte de arriba, serán absolutamente neutrales : de forma que aunque la navegacion de los expresados rios queda privativa de los Españoles, en la parte correspondiente á dichas orillas, no han de poder establecerse en ellas con poblacion, fortaleza ni de otro algun modo; pero bien podrán los Españoles navegar los rios que por las referidas orillas neutrales del Curitibá y Paraná entran en estos, para aprovecharse de las producciones naturales de sus terrenos intermedios, sin poder hacer sementeras ni estancias con pretexto alguno, ni aun el de beneficiar várias producciones.

171. Llevadas las líneas de demarcacion hasta el Salto Grande del Paraná, la de España por la parte de abajo y la del Portu-

gal por la de arriba, seguirá aquella (quedando neutral todo el Salto por la línea 10), dejando hácia el oriente las cabeceras de los arroyos que entran en el Igarimí (L) por las de este, y por las de los demas rios que van á desembocar en el Paraná por su banda occidental, hasta acercarse á un paraje oportuno (H) que diste dos ó tres leguas del nacimiento de las primeras aguas, que dirigiéndose al rio Yaguary ó Yaguarey (M), encabezen mas próximamente con las que vayan al Corriéntes (N).

172. La línea de Portugal se continuará desde por cima del Salto Grande del Paraná, aguas arriba (12), hasta la boca del Yaguary ó Yaguarey (M), y seguirá por las de este hasta la cabecera de él (13), en cuya inmediacion de dos ó tres leguas se halla fijado el punto de la referida línea española (11).

173. Desde estos dos puntos (11, 13) en que se aproximan las expresadas cabeceras, se formarán dos séries de marcos, una de la parte del norte por los Portugueses, y otra de la parte del sur por los Españoles; dejando entre las dos un espacio de terreno ó faja de dos ó tres leguas (como se manifiesta en el mapa).

174. Las expresadas séries de marcos continuarán con la referida faja intermedia mas ó ménos extensa, segun lo permita el terreno, hasta las primeras y mas inmediatas aguas que vayan al Corriéntes (N); de forma que los marcos y límites de unos y otros dominios se aproximen entre sí, estrechando la faja intermedia con tal proporcion, que al llegar al paraje donde comienze á ser navegable el Corriéntes (M), se construya uno por la parte de España en su orilla meridional, y otro en la septentrional ó del norte por la de Portugal.

175. La orilla oriental del Paraná (en el espacio 12) desde por cima de su citado Salto Grande, y la septentrional del Yaguarey ó Yaguary (M), con la navegacion de estos dos rios, serán privativas de Portugal; pero la orilla occidental del primero y la meridional del segundo con todo el espacio que hay hasta la expresada línea (10) demarcada por la parte de España, quedarán neutrales, sin que los vasallos de una ni otra potencia puedan hacer poblacion, fortaleza, ni otro algun estableci-

1800.

miento ; pero bien podrán los Portugueses navegar los rios que por las referidas orillas neutrales del Paraná , desde su Salto Grande, y del Yaguarey ó Yaguary ó Monici , entran en estos, para aprovecharse de las producciones naturales de sus terrenos intermedios , sin poder hacer sementeras ni estancias con pretexto alguno, ni aun el de beneficiar dichas producciones.

176. Hecha la demarcacion de esta parte en la forma propuesta, llena todas las ideas de ambos soberanos, explicadas en el citado artículo 16 del tratado de 1777 ; pues los referidos terrenos neutrales harán difícil ó casi imposible la comunicacion de los respectivos vasallos, y por consiguiente exterminarán los contrabandos y se evitarán motivos de disensiones y disputas.

177. Sin embargo, dijimos que acaso los Portugueses no condescenderán con lo propuesto para esta parte de demarcacion, porque es regular aleguen, que siendo comun á ambas naciones, segun el tratado , la navegacion (Y) del Curitibá hasta el Paraná, y la de este aguas arriba hasta la boca del rio que se denomina Iguarey en los artículos 8 y 9, ó la del que por su defecto se le sustituya en las inmediaciones del Salto Grande, y privativas de Portugal las orillas y terrenos contiguos que , segun la propuesta , han de quedar neutrales , hará en este caso una cesion considerable.

178. Tambien podrán alegar, que si queda privativa de España la navegacion del Curitibá, desde la boca del rio San Antonio (G) de los antiguos demarcadores aguas abajo hasta el Paraná, y la de este aguas arriba hasta la del Iguarey, ó la del que en su defecto se le sustituya en las inmediaciones del Salto Grande, quedan privados de comunicacion por esta parte los establecimientos portugueses de Curitibá y otros , con los que puedan tener en algun tiempo á la banda oriental del Paraná, por cima del Salto Grande hasta frente del Iguarey ó su sustituto, y desde allí arriba por ambas.

179. En cuanto á lo primero , se les responderá manifestándoles, que son mayores y acaso mas pingües terrenos los que en la demarcacion trazada hasta aquí, segun este nuevo proyecto,

cede España á Portugal en las orillas occidentales de la laguna Merin, en los yerbales (1) de los pueblos de Misiones del Uruguay y desde el Salto Grande del Paraná (por el espacio 12) hasta el rio Yaguarey ó Yaguary (M), que indubitavelmente es el denominado Igurey en el tratado, quedando privativa de Portugal en este espacio la navegacion del Paraná, que debia ser comun á las dos naciones.

180. Últimamente, se les puede responder, que sin embargo de pertenecer á España, segun el tratado, los terrenos que hay entre los rios Uruguay-pitas, Pepirí-guazús y San Antonio, los ha cedido para que queden neutrales, en obsequio de los importantes fines á que se dirige la demarcacion.

181. En cuanto á que, admitido el proyecto en esta parte quedarán privados de comunicacion los establecimientos portugueses de Curitibá con los que pueden tener en algun tiempo á la banda oriental del rio Paraná, hasta frente del que se sustituyera al Igurey, puede contestárseles que hasta ahora no hay tales establecimientos; que aun cuando los haya, no es tan fácil la navegacion por los saltos que hay en el Curitibá y en el Paraná, ni tan importante la comunicacion de ellos entre sí, como evitar por este rodeo que la tengan los vasallos de una nacion con los de la otra; lo cual no puede verificarse de otro modo que el propuesto, para impedir en cuanto sea posible los contrabandos; y por último, que, siendo la principal y mas necesaria comunicacion entre los establecimientos y sus capitales, la tienen hoy con los de Curitibá, y por este con los que pueden hacer hasta la orilla del Paraná en el terreno que les es privativo por los rios Ibay, Paranápané, y otros que entran en aquel.

182. Ademas, puede demostrárseles la justa proporcion del nuevo proyecto, haciéndoles observar que si queda privativa de los Españoles la navegacion del Curitibá, desde la boca del San Antonio de los antiguos demarcadores (G) hasta el Paraná, y la de este aguas arriba hasta su Salto Grande, con la facultad de aprovecharse de las producciones naturales de los terrenos que médián entre los rios que desembocan en ellos por las ori-

1800. llas neutrales , en la forma referida , queda tambien privativa de los Portugueses la navegacion del Paraná , desde su Salto Grande aguas arriba por (12) , hasta el Yaguarey ó Yaguary (M), y por este hasta sus cabeceras ; con la misma facultad que los Españoles de aprovechar las producciones naturales de los terrenos que médian entre los que desaguan en ellos , por respectivas orillas neutrales.

183. Y finalmente, que es mayor el sacrificio que hace en esto España , por ser de mas extension el terreno que cede por cima del Salto Grande del Paraná para que quede neutral, que el que cede Portugal desde la boca del San Antonio verdadero hasta por cima de dicho Salto.

SEXTA DISPUTA.

Sobre la navegacion del rio Paraguay.

Sobre
la navegacion
del rio Paraguay.

184. Se refirió en la primera parte que, por la falta de concurrencia de los comisarios portugueses, no se procedió al cumplimiento de lo que dispone el tratado en el artículo 9, relativo á la demarcacion, desde las cabeceras del rio Corriéntes hasta la boca del Jaurú en el Paraguay (a).

185. No fuera fácil comprender el motivo que tuvieron los Portugueses para retraerse de concurrir á la demarcacion de unos parajes tan distintamente señalados en dicho artículo , si el comisario español D. Félix de Azara, deseoso de adelantar los trabajos de su cargo, no hubiera determinado que D. Martin Boneo, oficial de marina , empleado en la comision , pasára á reconocer el rio Paraguay (o) aguas arriba desde la ciudad de la Asuncion.

Solicitud
injustisima
de los Portugueses.

186. Procedió, pues, á dicho reconocimiento, pero le impidieron la navegacion los Portugueses, que indebidamente establecidos en la banda occidental del expresado rio en los dos fuertes (dd) denominados Albuquerque y Coimbra, han intentado persuadir que les pertenecen en aquel espacio sus dos orillas y la privativa navegacion de sus aguas (a).

1800.

187. Á este fin exponen, que estando determinado en el artículo 10 del tratado, que sea privativo de Portugal el camino que suelen hacer los Portugueses de Cuyabá ó Matogroso, y dirigiéndose este por el curso del Paraguay, en aquel paraje es indisputable su pertenencia.

188. Tambien alegan que sus referidos fuertes son tan necesarios para la conservacion de sus establecimientos, como que sin ellos no podrán impedir la desercion ó fuga de sus esclavos y de los Indios habitantes de los pueblos situados en la parte oriental del Paraguay, evitar la furtiva ó clandestina extraccion del oro de Cuyabá por este rio, asegurar y custodiar sus conductas contra las invasiones é insultos de los Indios infieles.

189. Noticioso nuestro gobierno de los mencionados ilegítimos establecimientos de los fuertes de Albuquerque y Coimbra, y conociendo ser otro su objeto que el referido, como despues se expresará, solicitó su demolicion en la corte de Lisboa; y aunque se convino en la de Albuquerque, nada habló de la de Coimbra, que se halla mas abajo y en mejor situacion, por estar colocada en un estrecho llamado San Francisco Javier, que, libre de inundaciones por su elevacion, mantiene la correspondencia en tiempo de estas con nuestras Misiones de Chiquitos; y aunque dijo haber comunicado las correspondientes órdenes para la evacuacion de Albuquerque, no llegó á verificarse (a).

España reclama los establecimientos de Coimbra y Albuquerque.

190. Al mismo tiempo se mandó por parte de España al virey de Buenos Aires, y por este al gobernador del Paraguay, que al occidente de dichos fuertes formára establecimientos para impedir la internacion, usurpaciones y contrabandos de los Portugueses por aquella parte; pero no habiéndose encontrado lugar á propósito en el paraje señalado, y considerándolo útil, determinó el virey, y se le aprobó, la construccion del fuerte de Borbon en la misma orilla occidental del Paraguay, por bajo de los referidos de Albuquerque y Coimbra (dd).

Reclamaciones reciprocas de los Españoles y de los Portugueses.

191. Obstinados los Portugueses en llevar adelante su desig-
nio de que se reconociesen de su privativa pertenencia ambas orillas del Paraguay, y la navegacion de sus aguas hasta mucho

1800. mas abajo de dichos establecimientos ó fortalezas, solicitaron que se demoliese la construida por España, sin embargo de que al propio tiempo estaban ellos formando establecimientos en la banda oriental de dicho rio por bajo del referido fuerte Borbon, en el paraje llamado Pan de Azúcar ó Itapacú, que en idioma guaraní significa serranía ; pero, no habiéndose condescendido, permanece este punto sin decidir (a).

192. Aunque el objeto de los Portugueses en el establecimiento de dichos fuertes no es verdaderamente el que manifiestan, y si el de conservar un rumbo ó camino por donde hacer el contrabando con los Españoles de la provincia de Chiquitos y Santa Cruz de la Sierra, y tener fácil entrada entre las dos cortes, sin embargo, se satisfará á las razones que alegan.

Se satisface
á las razones
alegadas
por
los Portugueses.

193. Si fuera cierta la asercion de los Portugueses relativa al camino entre Cuyabá y Matogroso por el Paraguay, sería necesario confesar que en el tratado se procedió, ó con una indisculpable ignorancia, ó que se incurrió en una contradiccion ó inconsecuencia, en un punto de bastante importancia.

194. En el artículo 9 se establece que la línea divisoria baje desde las cabeceras del Corriéntes hasta su boca en el Paraguay, y por este aguas arriba á las del Jaurú, que le entra por cima de la laguna de los Xaráyes.

195. El artículo 13 dispone, que la navegacion de los rios por donde pasáre la frontera ó raya será comun á las dos naciones, hasta aquel punto en que pertenecieren á entrambas respectivamente sus dos orillas ; y que quedará privativa dicha navegacion y uso de los rios á aquella nacion á quien pertenecieren privativamente sus dos riberas, desde el punto en que principiáre esta pertenencia.

196. Segun lo dispuesto en estos artículos, es indisputable la comun navegacion (o) del rio Paraguay, desde la boca del Corriéntes hasta la del Jaurú, y así no cabe duda en que, ó se ignoró era el camino que suelen hacer los Portugueses desde Cuyabá ó Matogroso, cuando se extendió en el artículo 10 que fuera privativo suyo ; ó si se tenia noticia de que era el que

ellos dicen, se incurrió en una clara é indisculpable inconsecuencia ó contradiccion manifiesta, acordando que fuera comun á ambas naciones la navegacion de los rios por donde pasará la frontera ó línea divisoria, y determinando privativo de Portugal el referido camino.

197. Haciendo el honor que corresponde al tratado, y con no débiles razones, se concilia perfectamente lo dispuesto en dichos artículos, pues en ellos no hay la menor inconsecuencia ni contradiccion, respecto de que hasta el tiempo en que se celebró y ajustó, no habian usado los Portugueses para su comunicacion entre Cuyabá y Matogroso del rumbo que ahora suponen por el Paraguay, sino el camino de tierra que señalan algunos mapas antiguos bien exactos, y se ha colocado en el nuestro; el que va cortando las aguas de aquel rio por cima de la boca del Jaurú, cuya navegacion quedó sin duda privativa de Portugal por esta causa.

198. Basta hacer algunas reflexiones lijeras sobre la conducta de los Portugueses en la América meridional, para venir en conocimiento de que, valiéndose de la falta de explicacion del citado artículo sobre el rumbo de dicho camino, se aprovecharon de ella para construir los dos referidos fuertes de Albuquerque y Coimbra, y supone que el camino de que allí se trata va por las aguas del Paraguay.

199. Aunque por los débiles apoyos de su injusta solicitud es regular que desde luego hayan desconfiado que España condescienda á ella, sin embargo no han cedido de su dictámen, ya por entorpecer la demarcacion que ha de poner límites á sus usurpaciones, y ya por el partido que acaso se prometerán sacar al concluirse este asunto, persuadiendo que harán un gran sacrificio en demoler dichos fuertes ó entregarlos á España, para que, en cumplimiento del tratado, quede de su privativa pertenencia la orilla occidental del Paraguay, y comun la navegacion de sus aguas en el paraje de la disputa.

200. Manifestado ya que el camino de que trata el artículo 10 no es el que dicen los Portugueses por el rio Paraguay, queda desvanecida la razon del establecimiento y necesidad de

1800.

dichos fuertes, para la conservacion de las conductas, respecto de que deberán hacerlas por el mencionado camino de tierra.

201. En cuanto á impedir la clandestina extraccion de oro, pueden para ello establecer en su propio territorio los registros ó casas de resguardo que juzguen convenientes, bien sea en las márgenes de los rios, que son de su privativa pertenencia y desaguan en el Paraguay, como lo tuvieron y tienen á la márgen del rio Cuyabá, ó bien en otros parajes, en que les sea lícito formarlos, como en la poblacion de Camapuan, y en la que há dos años, ó poco mas, hicieron en el rio Mbotetey, donde ántes estuvo nuestra antigua ciudad de Jerez: del mismo modo pueden precaver la desercion de los Indios y esclavos; pues á la verdad, á nadie podrá dejar de parecer extraño, que para los expresados fines hayan de hacer establecimientos fuera del territorio de su dominacion, y que en el de esta no se encuentre lugar á propósito para ellos.

202. Aunque por esta razon no resultáran, conforme á justicia, la demolicion de dichos fuertes y la comun navegacion del Paraguay, deberia España insistir en una y otra por las de conveniencia y utilidad. Tales son las de impedir el contrabando que por aquella parte hacen á nuestros dominios; la facilidad con que en tiempo de guerra pueden invadirlos á su salvo é introducirse hasta muy adentro de nuestras posesiones, como lo están ya hasta cerca de 40 leguas; evitar que por este medio suministren armas á los Indios infieles para que nos hostilizen, como lo han ejecutado y ejecutarán; no tener este obstáculo en el caso de un rompimiento entre las dos cortes, para ocuparles sus establecimientos de Cuyabá y Matogroso; y por último, conservar el único corto y mas fácil camino de comunicacion entre nuestra provincia del Paraguay con las de Chiquitos y Santa Cruz de la Sierra.

203. De todo lo expuesto sobre este punto resulta, que siendo indisputable, segun el tratado, que la frontera y línea divisoria debe continuar por las aguas del Corriéntes desde sus cabeceras hasta el Paraguay, y por este aguas arriba hasta la boca del Jaurú, ha de ser comun la navegacion de estos dos

rios, y ninguna de las dos potencias ha podido, ni puede, conforme al artículo 17, levantar ó construir en ellos fuerte, guardia ni registro. Por tanto, es indispensable sostener con el mayor esfuerzo la rigurosa y puntual observancia de esta parte del tratado, pues en ella no es posible trazar la línea de modo que se evite la comun navegacion de los rios Corriéntes y Paraguay desde la boca de aquel hasta la del Jaurú, que entra en este; y debe asimismo insistir España en que se demuelan los expresados fuertes portugueses de Albuquerque y Coimbra.

1800.

SÉPTIMA DISPUTA.

Sobre los establecimientos de los Portugueses en la parte perteneciente á España, desde la boca del rio Jaurú en el Paraguay hasta la del Mamoré en el Itenes ó Guaporé.

204. En el año de 1781 llegaron á Matogroso los comisarios portugueses, encargados de esta parte de la demarcacion, cuando aun no estaban en Santa Cruz de la Sierra los españoles sus concurrentes, y aprovechándose el gobernador portugues de esta demora, determinó que aquellos reconocieran, como lo ejecutaron, todo el espacio por donde habia de demarcarse la línea.

Llega la partida
portuguesa
antes
que la española.

205. Como en estos reconocimientos no pudo ocultárseles que, segun la demarcacion señalada con términos precisos en el tratado, habia de demolerse el fuerte portugues, denominado el Príncipe de Béira, por estarlo construyendo sobre la orilla del rio Itenes ó Guaporé, cuya navegacion debe ser comun, y quedar por la parte de España los establecimientos de Casalbasco, en el rio Barbado, y Palacio del General, con várias estancias de sus inmediaciones á la parte meridional del Guaporé, excusó la reunion de las dos partidas, aunque la solicitaron repetidamente el virey de Buenos Aires y los comisarios de la española, luego que se presentaron; valiéndose para ello de que, en vista de la tardanza de esta, que fué bien corta, habia deshecho la suya, y de que esperaba órdenes é instrucciones de su corte:

Disputas
sobre
establecimientos
portugueses
en cierto paraje.

1800.

pero sin embargo de haber pasado muchos años en que el comisario español reclamó incesantemente, jamas se verificó la concurrencia del portugueses; aunque, segun noticias, se hallaba este en Casalbasco.

206. El gobernador de Matogroso dió una prueba nada equívoca de sus ménos rectas intenciones en este punto, y del motivo que tenia para frustrar la demarcacion, cuando habiendo propuesto el comisario español que reconoceria provisionalmente el Itenes, para su instruccion y mayor facilidad de las operaciones que habian de practicar juntas las partidas, se resistió constantemente á ello, alegando que, sin la concurrencia de la portuguesa, no podia procederse á dicho reconocimiento.

207. Fueron inútiles los esfuerzos del comisario español para hacer variar de dictámen al gobernador portugues; sin embargo de que, entre otras sólidas reflexiones, le expuso que, teniendo España igual derecho que Portugal á la navegacion del expresado rio Itenes, segun el tratado, no podia, sin notoria injusticia, oponerse á un reconocimiento que los Portugueses podian hacer, y aun habian hecho.

208. Nada bastó pues; pero como nuestro comisario, los gobernadores del Paraguay y Móxos y el virey de Buenos Aires tenian noticia de la situacion del fuerte del Príncipe de Béira y de los citados establecimientos, y sabian los contrabandos, robos de ganados, y usurpaciones de habitantes que por ellos hacian los Portugueses con la mayor insolencia, no cesaron de reclamar, dando las correspondientes quejas, ya al gobernador de Matogroso, ya al virey de Rio Janéiro; los cuales, no pudiendo satisfacer las razones que aquellos exponian, dilataban las contestaciones, y si alguna vez ofrecian remediar los desórdenes que ellos mismos autorizaban, jamas acreditó el efecto que así lo ejecutasen.

209. Esta conducta tan extraña á todos los principios de razon y justicia, como propia y conforme á la que siempre han observado los Portugueses en la América, hizo que llegára á tratarse el asunto en España por los ministros de ambas cortes, alegándose por la de Portugal que los expresados fuertes del

Príncipe de Béira , establecimientos de Casalbasco y demas referidos existian ya cuando se celebró el tratado del año 1777 : en cuya atencion, y en la que por su artículo 16 se previno, que no se perjudicáran á las posesiones, cultivos, minas ó pastos, que á la sazón poseyera privativamente cualquiera de las dos potencias, y que no fueran cedidos expresamente, concluyó calificando de infundadas las reclamaciones.

210. Sin embargo de las noticias con que se hallaba nuestro ministerio para rebatir las razones del portugues y determinar este punto como correspondia , nada se hizo ; pero son tan obvias y convincentes las que asisten á España, que no dejan la menor duda en sus incontestables derechos á la pertenencia de dichos establecimientos y á la navegacion del rio Itenes ó Guaporé.

211. No es creible, ni aun verosímil, que si los Portugueses hubieran tenido, al tiempo de celebrarse el tratado del año de 1777, los establecimientos en disputa , consintieran en la demarcacion que expresa el artículo 10 ; pues llevada la línea desde la boca del rio Jaurú á la del Sararé en Itenes ó Guaporé, y continuando por las aguas de este, quedaban aquellos á su orilla ó banda meridional, que es de la privativa pertenencia de España.

212. Basta esta prueba , sin recurrir á otras muchas que suministran las noticias publicadas por nuestros gobernadores y comisariós , para convencer de voluntaria la asercion de los Portugueses sobre la existencia de dichos establecimientos anterior al año de 1777.

213. Lo que acaso tendrian allí , serian algunas estancias y pequeñas provisionales casas en que residir ; miéntras en la continuacion de sus clandestinas entradas en territorio conocidamente de España , se aprovechaban de sus ganados y abundantes salinas, no con la prudencia y economía necesarias para conservar estas producciones , sino con el desórden y exceso que eran consiguientes al justo temor de que habian de ser privados de su aprovechamiento. Así es que las provincias de Móxos y Chiquitos están hoy tan escasas de sal y ganado , que

1800. les falta mucho para su precisa subsistencia en estos dos ramos; pues prevalidos los Portugueses de la superioridad de sus fuerzas en aquella parte, se los han apropiado; en términos que, aunque dos gobernadores de Matogroso, entre ellos D. Luis Pinto de Souza, secretario actual de Estado de la reina Fidelísima, negaron á los Portugueses el permiso que solicitaron para beneficiar unas ricas minas de oro que hay en el terreno de la disputa (entre Móxos y Chiquítos), se lo concedió últimamente un sucesor suyo llamado D. Luis Albuquerque; y con efecto, las benefician con mas de cuatro mil negros, sacando de ellas muy considerables riquezas.

214. Resulta, pues, que por principios de rigurosa justicia, de utilidad y conveniencia, debe insistir España en que la demolicion se ejecute segun previene el tratado; de forma que, desde la boca del Jaurú hasta en frente de la del Sararé, por aquel espacio de tierra, se construirán dos séries de marcos con una faja intermedia de dos ó mas leguas, segun lo permita el terreno, para que quede neutral.

215. Así seguirá la línea hasta la ribera austral del rio Guaporé ó Itenes, en frente del Sararé, que le entra por su ribera septentrional, y desde aquí continuará aguas abajo de dicho Guaporé, pasando la boca del Mamoré, desde cuyo paraje toma el nombre de Madera, y concluirá en el ángulo que formará la orilla septentrional de la boca del Bení, con la orilla occidental del expresado Madera.

Prohibicion
que hace
el gobernador
de Matogroso
al comisario
español.

216. Como por el artículo 18 se previene, que en los rios cuya navegacion fuere comun á las dos naciones, no se ha de poder levantar ó construir por alguna de ellas fuerte, guardia ni registro, es necesario acordar hasta qué distancia de las orillas ha de extenderse esta prohibicion, para evitar disputas, en el caso de que España tenga por conveniente establecer algunas fortalezas ó guardias á las márgenes de los rios que, por la parte de su privativa pertenencia, desaguan en el Guaporé ó Itenes, y en el de la Madera, que los principales son: el Barbado, el Verde ó Alegre, el Sararé, el San Simon, el Baures, antiguamente llamado Guananimí, el Machupo ó Itomanas, el Caimá-

nes, el Mamoré, los dos Yatas, el Famayaquivo y el citado Bení. El acuerdo que sobre esto hagan las dos cortes será igual respecto de los ríos, que por la orilla perteneciente á los Portugueses desembocan en los referidos Guaporé ó Itenes y la Madera.

1800.

217. Se ha fijado el punto de esta parte de demarcacion en el ángulo que forma la orilla septentrional de la boca del Bení con la orilla occidental del río de la Madera, porque, sobre el curso de la línea, en lo que sigue se tratará mas oportunamente en la

OCTAVA DISPUTA.

Sobre la entrega de la fortaleza y poblacion de San Francisco Javier de Tabatinga y banda septentrional del río Marañon, hasta la boca mas occidental del Yapurá y sobre la verdadera situacion de esta.

218: Queda ya referido en la primera parte la propuesta y acuerdo de nuestro comisario D. Francisco Requena con su concurrente portugues, sobre encargarse de señalar en el río Yavari el punto en que habia de terminar la línea leste-oeste que se tirára desde el que se fijase en el de la Madera; y asimismo se insinuó que aunque el comisario portugues, requerido por el español, ofreció la entrega de dicha fortaleza, poblacion y orilla, y aunque comenzó á verificarse, la suspendió aquel, y no tuvo efecto, con el pretexto de que este habia de dar ántes las órdenes para que se entregasen á los Portugueses el fuerte de San Carlos y los demas establecimientos españoles del río Negro.

Sobre la entrega
de la fortaleza
y poblacion
de San Francisco
Javier de Tabatinga.

219. Reservando tratar de la injusticia de esta solicitud en lugar mas oportuno, se expondrá aquí brevemente el fundamento con que requirió el comisario español al portugues sobre la mencionada entrega.

220. Segun lo acordado en el artículo 11, debe trazarse la línea desde el referido punto que se fije en el río Yavari por las aguas de este, hasta su boca en el Marañon ó Amazonas, y con-

1800.

tinuar por las de este hasta la boca mas occidental del Yapurá, de forma que sean privativas de España la orilla occidental del primero y la septentrional del segundo en el mencionado espacio; y en el artículo 20 se establece que se reserva á España la banda de dicho rio Marañon ó Amazonas, desde la entrada del Yavari hasta la boca mas occidental del Yapurá, y que los terrenos que ocupan en aquella parte los Portugueses, los evacuen en el término de cuatro meses, ó ántes, lo que igualmente debia ejecutarse con los terrenos ocupados por los Españoles en otros parajes, y que segun la línea prescrita en el tratado habian de pertenecer á los Portugueses.

221. Añadia á esto el comisario español los perjuicios que se le ocasionaban; pues á consecuencia de la oferta que le habia hecho el portugues de ejecutar la entrega luego que se uniesen las dos partidas, habia llevado familias pobladoras de Mainas, con todos los utensilios necesarios, y comenzada á verificar, tenia ya rozado un grande espacio de terreno para su cultivo, y construidas diferentes casas.

222. Y por último, que aun en la hipótesis de que perteneciesen á Portugal el fuerte de San Carlos y demas establecimientos españoles del rio Negro, no debia tratarse de su entrega, hasta estar allí ambas partidas; por ser esto lo mismo que respecto de dicha orilla ó banda septentrional del Marañon propuso el comisario portugues al español, y á lo que habia convenido.

223. No se ocultó al comisario español que el objeto del portugues en frustrar y eludir el cumplimiento de su palabra sobre la entrega de la banda septentrional del rio Marañon ó Amazonas, con tan frívolos é injustos pretextos, era el de que, conservando el fuerte de Tabatinga, situado en la referida margen septentrional de dicho rio frente de la boca del Yavari, no solo era dueño de ella y de su navegacion, sino que le impedia á los Españoles en el caso de que intentáran hacer algun reconocimiento, y poderlos hacer ellos, retirada nuestra partida, como lo practicaron, aun permaneciendo allí, creidos de que por la orilla oriental, ó por las cabeceras del expresado Yavari,

hallarian alguna comunicacion con sus establecimientos de Matogroso.

1800.

224. La resistencia del comisario portugues al reconocimiento que del Yavari solicitó hacer el español, fué una nueva prueba de las intenciones de aquel, comprobadas últimamente, cuando habiendo este enviado algunos dependientes suyos por tierra para sorprender á los Portugueses en el que clandestinamente hicieron, y habiéndolos encontrado, formó un pequeño establecimiento, cuya demolicion y evacuacion reclamó el portugues, alegando que el rio Yavari pertenecia privativamente á Portugal : fundándose para ello en que los de su nacion entraban por él, tiempo habia, para extraer y aprovecharse de las producciones de aquellos terrenos antiguos; y que por tanto nada debia innovarse, hasta efectuar la demarcacion prevenida en el tratado.

225. El comisario español rebatió sólidamente las razones del portugues, haciéndole observar, que los Españoles habian navegado siempre dicho rio Yavari; que muchos Indios de nuestras Misiones de Mainas eran naturales de sus márgenes ú orillas, y que si los Portugueses lo navegaban, solicitando un derecho privativo, era solo en virtud de haber construido en el paraje expresado el fuerte de Tabatinga; y añadió á esto unas pruebas nada equívocas de la mala fe de los Portugueses, por las guardias que habian puesto en la boca del mismo Yavari, en su banda oriental, muchas leguas aguas arriba, y en la banda septentrional del Marañon, con un grueso destacamento en la boca del Putumayo, para impedir á los Españoles, como lo hicieron, la navegacion y reconocimientos de estos rios, y la comunicacion por el último con los pueblos del vireinato de Santa Fe.

226. Acerca de la verdadera situacion de la boca mas occidental del rio Yapurá, no pudo el comisario portugues negar la prueba que de ella dió el español por medio del reconocimiento que hizo de la que decia aquel; pues, como se ha referido, era solamente un caño del Marañon: pero, sin embargo, suspendió la demarcacion de este paraje con el motivo que se ha referido

1800.

en la primera parte; de forma que, segun la conducta de los Portugueses, mas parece que su corte los nombró para impedir y entorpecer la ejecucion del tratado, que para concurrir con los Españoles á su cumplimiento.

El comisario
portugues frustra
la demarcacion.

227. Segun lo referido, no hay la menor duda en que los Portugueses han debido y deben entregar la banda septentrional del rio Marañon, sin esperar á la fijacion de sus marcos, ni otra alguna diligencia, pues los precisos términos con que en el tratado se previene que ha de quedar á la parte de España, y lo expresamente dispuesto en el artículo 20 sobre este punto, no dejan arbitrio, bien sea trazando la línea divisoria segun previene el tratado, ó bien adoptando el medio que se va á proponer y que parece mas conforme á las intenciones y objetos de ambas coronas.

La España
debe insistir
en que
sean entregadas
el fuerte
y la poblacion
de Tabatinga.

228. En el artículo 11 se previene, que bajando la línea por las aguas de los rios Guaporé y Mamoré, ya unidos con el nombre de Madera, se fije un punto en este á igual distancia del rio Marañon ó Amazonas, y de la boca del dicho Mamoré, para que desde allí continúe por una línea tirada leste-oeste, hasta encontrar con la ribera oriental del rio Yavari, que entra en el Marañon, y por las aguas de ambos, hasta la boca mas occidental del rio Yapurá, que desemboca en el segundo.

229. El curso de la línea trazada de este modo, deja comun la navegacion del rio de la Madera hasta muchas leguas por bajo de la boca del Bení; la del Yavari, desde el punto en que termine la citada línea leste-oeste hasta su boca en el Marañon, y la de este aguas abajo hasta la boca mas occidental del Yapurá.

230. Á los graves inconvenientes que, segun se ha insinuado, produce la comun navegacion de los rios á ambas naciones, se agregan otros muchos de mayor gravedad en este punto de demarcacion.

231. Ejecutada esta, segun el tratado, y previniéndose en su artículo 18 que á las orillas de los rios de comun navegacion no pueden levantarse fuertes ni poner guardias, no será fácil impedir á los Portugueses, cuya conducta será la misma que hasta

aquí, la navegacion de los rios Bení, Yavari, Napo y Putumayo; y la de los demas que por la banda de España entran en el Marañon.

1800.

232. El rio Bení se interna hasta cerca de la Paz por las Misiones españolas de Apolobamba. El Yavari se comunica con el Ucayale, y este, recogiendo las aguas de várias provincias ricas del Perú, facilita su comunicacion.

233. El Napo y Putumayo se internan por los obispados de Popayan y Quito, de forma que apénas hay parte alguna de los dominios de España en los vireinatos de Lima, Buenos Aires y Santa Fe, donde no puedan los Portugueses llevar su comercio ilícito.

234. Serian consiguientes la sustraccion de los Indios de nuestras Misiones y de los muchos que aun están sin convertir en los territorios pertenecientes á España, y el aprovechamiento de todos los frutos que producen.

235. Á estos inconvenientes solo podria ocurrirse poniendo guardias en el rio Bení, y en los demas que entran en los de la Madera por la banda occidental, hasta el punto desde donde debe tirarse la línea leste-oeste al Yavari, y ejecutar lo mismo en este y en los muchos que le entran por su orilla occidental, y por la septentrional del Marañon hasta la boca del Yapurá.

236. Aunque esta providencia fuera ménos difícil, siempre sería costosísima al erario. Pasan de treinta las mas principales guardias que sería necesario poner en otros tantos territorios; su relevo oportuno para conservarlos no podrá ser fácil por las grandes distancias de nuestros establecimientos; el temperamento enfermizo de muchos parajes donde sería necesario colocarlas, las extinguiria; no habria tropa que llevára con gusto su destino á ellas; y por último, los mismos oficiales y soldados serian los principales medios para proporcionar á los Portugueses el contrabando, por la natural propension de aquellos habitantes, y por la necesidad en que los pondria la expresada distancia de nuestros establecimientos. Permutarian impunemente las producciones de nuestros terrenos por los efectos y géneros que les llevarian los Portugueses, y estos absorberian

1800.

todo el dinero que se destinase para la tropa. En una palabra ; España costearia las guardias para conservar sus límites, y Portugal disfrutaria toda la utilidad de sus terrenos.

237. Añádese á esto, que la navegacion comun del Marañon y demas expresados rios ofreceria casi diarias y reñidas disputas entre los vasallos de una y otra corona, pues el curso de sus aguas y los vientos no permiten se haga sino en las inmediaciones á sus orillas, siendo necesario arribar, ya á una, ya á otra, para salvar las corrientes, y ponerse á cubierto de los huracanes.

238. No es posible estorbar todos estos males, pero se podrán remediar en gran parte, adoptando el siguiente proyecto.

239. Queda ya referido que la línea debe trazarse de la boca del rio Sararé, en el Itenes ó Guaporé, y descender por las aguas de este, siendo comun su navegacion hasta el paraje en que, conocido ya con el nombre de Madera, despues de unírsele el Mamoré, corresponda fijar el extremo de la mencionada línea leste-oeste al Yavari. La situacion de este punto en dicho rio de la Madera está, segun el tratado, muy por bajo de la boca del Bení ; pero la navegacion de aquel en este espacio no es de utilidad á los Españoles, por cuya causa se propone el punto de la línea en el ángulo que forma la línea septentrional de la boca del Bení con la orilla occidental del rio de la Madera ; pues de este modo, siendo privativas á los Españoles la boca y navegacion de dicho Bení, quedan comunicables por este rumbo sus establecimientos de Chiquitos y Móxos, con las Misiones de Apolobamba y las demas que pueden establecerse hácia el norte, y mas seguras unas y otras de las invasiones de los Portugueses.

240. Desde el expresado punto, dejando privativa de España la navegacion del Bení, como lo sería igualmente siguiendo la demarcacion del tratado, se tirará una línea por el aire, no al Yavari, como previene este, sino al ángulo que forma la orilla septentrional de la boca del pequeño rio Tonantis, con la occidental en aquel espacio del Marañon en que entra por bajo de la del Putamayo, que los Portugueses llaman Itaparana, y mucho mas arriba del caño de Avatiparana. En dicho punto de la

boca del Tonantis debe cesar la navegacion de los Portugueses aguas arriba del Marañon, pero les sería privativa aguas abajo, así como desde la boca del citado Bení no podrán descender los Españoles por el de la Madera, que quedará privativo de los Portugueses en sus dos orillas.

241. Aunque comparada la demarcacion prevenida en el tratado de límites del año de 1777 con la que se propone en esta parte, resulta que la reciproca seccion de terrenos es un poco mayor en beneficio de España, sin embargo se hallará una justa proporcion, si se considera que en lo propuesto hasta aquí y en lo que falta que proponer, cede España mas que Portugal; y que, procediendo este con la buena fe que corresponde, no puede ménos de conocer que el nuevo proyecto de demarcacion es, sin disputa, mas conforme á las intenciones é importantes objetos que en ella se propusieron ambas coronas, expresados en el citado artículo 16.

242. A la verdad que no es fácil por otro medio que el propuesto evitar la comunicacion entre los vasallos de ambos soberanos, y las disputas y disensiones que son consiguientes, ni lograr, cuando no sea el total exterminio de los reciprocos contrabandos, segun se expresa en dicho artículo, al ménos una considerable disminucion de ellos y la mayor dificultad de hacerlos.

243. Podrá acaso decirse, que no es tan fácil trazar en el terreno la línea que se propone desde el rio Bení hasta el Tonantis, como la que previene el tratado desde el rio de la Madera hasta el Yavari, sin embargo de que ambas tienen términos fijos, y son por el aire, pues la direccion de la segunda es por un paralelo, y la de la primera por un rumbo distinto; pero ademas de que esta mayor dificultad es de ningun momento comparada con las ventajas que ofrece la demarcacion que se propone, puede hacerse de un modo que ni ahora, ni en lo sucesivo, se susciten disputas entre los vasallos colindantes de una y otra nacion, ni se turbe con ellas la buena armonía que por medio de la asignacion de límites fijos se trata de hacer subsistente entre las dos coronas.

1800.

244. Así la línea divisoria que en esta parte previene el tratado, como la que se propone ahora, han de pasar por un terreno dilatadísimo de algunos centenares de leguas, despoblado de gentes civilizadas, y habitado solo de Indios infieles y guerreros, montuoso y desconocido; y como los últimos establecimientos españoles y portugueses que se acercan á él por una y otra banda distan tanto entre sí, y regularmente tardarán siglos en aproximarse, no hay que temer por ahora, ni en mucho tiempo, las insinuadas disensiones y disputas, aun cuando en la presente demarcacion no se acordára otra cosa que los dos conocidos puntos de dicha línea, cuales son la boca del Bení por un extremo y la del Tonantis por el otro; de forma que sin el menor recelo ni peligro de los inconvenientes á que se debe ocurrir, segun las intenciones de los soberanos, pudiera reservarse la puntual demarcacion de este distrito, para cuando se aproximáran unos establecimientos á otros, ó se advirtiera que los de cualquiera de las dos potencias se habian interesado mas de lo que por un cálculo prudente podia corresponderle, en cuyo caso, conocido ya el terreno, sería mucho mas fácil trazar la línea recta, á lo ménos oblicua, que fuera posible de uno á otro punto, segun lo permitiesen los rios y montes, y se reconociera ser mas conforme á los designios de ambos monarcas, expresados en dicho artículo 16.

245. Este medio es, sin disputa, adoptable en las circunstancias presentes; pero si se quisieran establecer ahora reglas para cuando se verifique el caso de aproximarse los establecimientos de una y otra nacion, pueden acordarse las siguientes.

246. Aunque hasta ahora es desconocido el expresado terreno, segun queda insinuado, no lo son los dos puntos de la línea que proponemos se tire de uno á otro; lo cual es bastante para trazarla en el mapa como se manifiesta; de forma que, segun ella, si hubiera puntual noticia del curso de los rios Mamoroni, Purus, Coari, Fefé, Yurua ó Intuay, y de la situacion de los terrenos inmediatos, pudieran señalarse con distincion y claridad los parajes por donde se habian de fijar los límites; pero como no la hay, solo puede acordarse que se han de inter-

1800.

ceptar el Mamoroni á los ocho y medio grados de altura ó latitud, el Purus á los siete y medio, el Coari á seis, el Fefé á cinco y medio, el Yurua á los cuatro y medio, el Yutai á los cuatro, con corta diferencia, y procediendo, segun lo que en otros parajes se ha insinuado, del mejor modo posible para evitar la comunicacion de Españoles y Portugueses, y dejando á este fin una faja de terreno neutral entre los límites de una y otra corona.

247. Últimamente, para proceder con algun mas conocimiento en este punto á rectificar mejor las explicaciones de dichas reglas, puede acordarse por las dos cortes, sin perjuicio de lo que se convenga desde luego sobre los puntos en disputa, incluso los referidos en la boca del rio Bení y del Tonantis, que sus comisarios naveguen aguas arriba de los mencionados Mamoroni, Purus y demas, hasta la altura que se ha expresado, poco mas ó ménos, y que determinen algunos parajes que, distinguidos por la misma naturaleza, se consideren como términos de unos y otros dominios, con la recíproca protesta de que si llegáre el caso de aproximarse por las dos bandas los establecimientos de ambas naciones, ó de cualquiera de ellas por la que le es recíproca, habrá de hacerse en dicha línea la variacion ó variaciones que ofrezcan la situacion del terreno y el curso de los rios ya mejor conocidos, atemperándose siempre á las citadas intenciones é importantes objetos de la demarcacion.

NOVENA DISPUTA.

Sobre el punto que en el rio Yapurá debe terminar la comun navegacion de ambas naciones, para que desde él se continúe la demarcacion segun se previene en el artículo 12.

248. Desde que los comisarios conferenciaron en el pueblo de Fefé sobre el modo de trazar la línea divisoria en este punto, conoció el español la disputa que habia de suscitarse; pues sin embargo de que en el mapa que presentó el portugues se de-

Punto
del rio Yapurá
en que
debe terminar
la navegacion
comun
de ambas naciones.

1800.

marcaba un rio que , conforme al espíritu y letra del tratado, se dirigiera al Yapurá por el rumbo del norte, dejando cubiertos los establecimientos portugueses , y propuso aquel que se conviniera en que por él se llevára la demarcacion , no pudo conseguir este previo acuerdo para facilitar las operaciones, ni una copia de dicho mapa para dirigirlas con mas acierto ; y por último, se negó tambien el comisario portugues á que se firmára por ambos, como lo solicitó el español , con la protesta de que quedaria en poder de aquel. Aunque esto era cuanto podia desear el comisario portugues, respecto de que estando levantado dicho mapa por los mismos Portugueses sin concurrencia de los Españoles, y sabiendo estos la poca buena fe de aquellos, debian desconfiar de su reclitud, á nada de lo propuesto se convino.

249. Luego que el comisario español, navegando con su concurrente portugues, que fué el segundo, aguas arriba del Yapurá, llegó á la boca del expresado rio, que es el Apaporis, le hizo observar que en él se encontraban las circunstancias prevenidas de entrar en el Yapurá por el rumbo del norte, y dejar cubiertos los establecimientos portugueses del mismo Yapurá y del Negro.

250. Desentendiéndose de esto el portugues en unas ocasiones, é interpretando en otras á su arbitrio lo dispuesto en los artículos 12 del tratado de 1777 y 9 de 1750, mandado tener presente para la demarcacion prevenida en aquel, dedujo la solicitud de que la línea debia dirigirse por el rio Comiarí ó de los Engaños, que entra en el Yapurá mucho mas arriba que el Apaporis, hasta encontrar por él la cordillera que divide aguas por el norte al rio Orinoco, y por el mediodía al Marañon ó Amazonas.

251. Á este fin expuso que debiéndose buscar el rio cuya direccion estuviera mas al norte, se aproximaba mas hácia este rumbo el Comiarí que el Apaporis, y añadió que así convenia tambien, porque el primero de estos dos rios tiene menos saltos que el segundo.

252. Cuando el comisario portugues manifestó estas razones en apoyo de su solicitud, no ignoraba su falsedad, pues ya ha-

1800.

bia recorrido su segundo comisario ambos rios, y acaso confiaria que el español dando crédito á sus noticias, como lo habia ejecutado en Fefé, respecto del mencionado mapa del Yapurá y terrenos contiguos, levantado por los Portugueses, asentiria ahora á la propuesta directa de la línea, descansando sobre su palabra, acerca de la mas próxima direccion y curso del Comiarí, al rumbo del norte y de su menor número de saltos respecto del Apaporis.

253. El comisario español, como aun no habia reconocido los expresados rios, se ciñó á rebatir las solicitudes del portu- gues con las terminantes expresiones de los tratados. Le hizo observar que, segun el artículo 12 del de 1777, solo debia subir la línea por el Yapurá, hasta el punto en que pudieran quedar cubiertos los establecimientos portugueses de su orilla y de la del Negro; y que esto se verificaba completísimamente continuando la demarcacion por el Apaporis, y de consiguiente que no quedaba arbitrio para seguir la navegacion mas arriba, ni necesidad de buscar otro punto para dar entero cumplimiento al citado artículo.

254. Expuso asimismo que, segun el artículo 9 del tratado de 1750, se habia de continuar la frontera por el Yapurá y por los demas rios que se le juntan y acercan mas al rumbo del norte.

255. Sin embargo de esto, convino el comisario portugues en navegar el Yapurá hasta reconocer el rio Comiarí ó de los Engaños, y no porque creyera que el resultado de este reconoci- cimiento, cualquiera que fuese, podia hacerle variar su bien fundado dictámen, sino por ver si condescendiendo en este punto hallaba un nuevo apoyo que no dejase arbitrio al portu- gues para demorar mas tiempo la demarcacion; y con el fin tambien de levantar un mapa de todo aquel terreno descono- cido para España, para que pudiera suministrar luces en lo sucesivo.

256. Entraron, pues, ambos comisarios con sus partidas en el citado rio Comiarí, despues en el Mesay y demas que se expresan en la primera parte, reconocieron la direccion de aquel,

1800. que era el señalado por los Portugueses , y notaron los saltos de todos.

257. En el reconocimiento que al bajar por el Yapurá hicieron del Apaporis, observaron igualmente la direccion y saltos; y entónces fué cuando el comisario español advirtió la falta de verdad con que el portugues habia procedido , asegurando la mayor proximidad del curso del rio Comiarí al rumbo del norte, y su menor número de saltos respecto del Apaporis, pues halló que aquella es casi igual en los dos, y que abunda mas de estos el primero, ofreciendo mayor dificultad y mas continuos riesgos en su navegacion.

258. No bastó este claro conocimiento para que desistiesen los Portugueses de las ambiciosas é injustas ideas con que por todos los medios imaginables han procurado siempre extender sus dominios en aquella parte del mundo; ántes por el contrario, parece que su pasion se exaltaba y adquiria nuevas fuerzas, al mismo paso que se les demostraba con mayor claridad su injusticia. Así lo acredita la conducta del comisario general portugues, que no concurrió á dichos reconocimientos.

259. Las resultas de esto le fueron tan poco gratas, que no solo desaprobó á su segundo, el que hubiera propuesto el rio Comiarí para seguir por él la demarcacion, sino que solicitó se dirigiera por todo el curso del Yapurá aguas arriba, hasta que por sus cabeceras se encontrára la citada cordillera de montes que divide aguas por el septentrion al Orinoco y por el mediodía al Marañon ó Amazonas.

260. Esta ambiciosa solicitud del comisario general portugues no tenia otro objeto que el de conseguir por medio indirecto lo que ya habia deducido sobre el pueblo ó fuerte de San Carlos y los demas del rio Negro, de que se tratará en la siguiente disputa, y en el caso de no lograr su intento, frustrar enteramente la demarcacion; pero como carecia de apoyo en el tratado, procuró hallarlo truncando algunas expresiones y omitiendo otras.

261. Como en el citado artículo 12 del tratado de 1777 se cita el 9 del de 1750, previniendo que se tenga presente por los co-

misarios demarcadores, desentendiéndose el portugues de las terminantes palabras con que en el primero se describe la línea divisoria, recurrió al segundo para encontrar apoyo á su pretension; y con efecto, si el citado artículo 9 del del año 1750 hubiera de seguirse en toda su extension, y no en sola aquella parte para la cual se cita en el 12 del de 1777, sería difícil rebatir dicha solicitud, pues se dice en él que continuará la frontera por en medio del rio Yapurá y por los demas rios que se le junten y acerquen mas al rumbo del norte, hasta encontrar lo alto de la cordillera de montes que médian entre el rio Orinoco y el Marañon ó Amazonas.

262. En comprobacion de que este era el giro que debia darse á la línea de frontera, alegó tambien un informe dado por el teniente coronel D. Ramon García de Leon y Pizarro en el año de 1779. Este oficial habia sido nombrado poco tiempo habia por gobernador de Mainas y comisario principal de la cuarta partida de demarcacion; y aunque no llegó el caso de ejercer estos empleos, ni aun de pasar al distrito del gobierno, donde nunca habia estado, sin embargo, dando asenso á las vagas noticias de algunas personas, tan escasas como él de conocimientos locales, informó al virey de Santa Fe, que la línea debia trazarse subiendo el Yapurá hasta mas arriba de sus saltos de Cupatí, Ubia y otros, muy por cima del rio Apaporis, en que fijaba el comisario español D. Francisco Requena el término de la navegacion comun de ambas naciones.

263. Daba mas fuerza á este alegato del comisario portugues la circunstancia de que, habiendo dicho virey remitido á nuestra corte el citado informe, se pasó por esta á la de Portugal, como aprobando la propuesta para que sirviera de gobierno.

264. No hay duda en que la fácil condescendencia de nuestro ministerio, sin el prévio y debido conocimiento, contribuyó mucho al comisario portugues para sostener la disputa, pero sin embargo rebatió sólidamente su solicitud el español.

265. Hízole pues observar, que, segun el citado artículo 12, solo habia de continuar la frontera por las aguas del Yapurá arriba, hasta el punto en que pudiera trazarse la línea, de

1800.

modo que quedasen cubiertos los establecimientos portugueses de las orillas del mismo Yapurá y del rio Negro.

266. De aquí inferia el comisario D. Francisco Requena, que la demarcacion no debia continuar mas arriba del Apaporis, respecto de que este rio se junta al Yapurá por el rumbo del norte y deja cubiertos los expresados establecimientos portugueses, que es el único punto en que el artículo 12 del tratado de 1777 se refiere al 9 del de 1750.

267. Manifestó asimismo el comisario español, que si el portugues se valia para justificar su solicitud del informe del gobernador Pizarro, él tenia á favor de la suya el convencimiento é ingénua confesion de su segundo, con quien se habian reconocido los expresados rios de Yapurá, Comiari, Mesay, Cuñare y Apaporis, habiendo entre uno y otro apoyo la diferencia de que el segundo comisario portugues habia formado su dictámen sobre conocimiento propio de los mismos terrenos y parajes de la disputa, y el español Pizarro procedió en su informe tan sin conocimiento como era fácil advertir, respecto de que habiendo desde la boca del Yapurá hasta su primer salto aguas arriba dos meses de navegacion, aseguró que se hallaba á los 18 ó 20 dias.

268. Aunque el comisario español D. Francisco Requena no hubiera tenido tan sólidas y fundadas razones en apoyo de su solicitud para rebatir la del portugues, jamas habria condescendido á esta por los inconvenientes gravísimos que resultarían; pues en las inmediaciones del Yapurá por cima de su salto grande ó de Ubia, tiene España establecimientos y misiones; y por el curso de dicho rio no se encuentran otras cordilleras que la de los Andes, en que se hallan los gobiernos de Quito, Popayan y otros de los mas poblados, teniendo dicho Yapurá en la expresada cordillera su nacimiento, en una laguna situada entre las ciudades de Almaguen y Pasto; de forma que trazando la línea segun queria el comisario portugues, lejos de evitarse la comunicacion entre los vasallos de una y otra corona, se facilitaria en términos que no sería posible impedir las disensiones y recíprocos contrabandos.

269. Atendidas, pues, las razones de justicia y de nuestra conveniencia, no se debe condescender con la pretendida demarcacion propuesta por los Portugueses; y corresponde que se ejecute segun opinó el comisario español D. Francisco Requena, ó lo que será mejor, que se traze la línea en la forma siguiente :

270. Desde la boca del Tonantis, que ha de quedar por la parte de España, segun queda manifestado en la anterior disputa, se tirará y trazará una línea que termine en la margen meridional del Yapurá, frente de la boca del Apaporis; de forma que interceptando aquel rio quede por la parte de arriba toda la boca de este.

271. Desde aquí aguas abajo del Yapurá será privativa de los Portugueses su navegacion, y desde el mismo aguas arriba de los Españoles, como tambien de estos todo el rio Apaporis. De esta forma se salva por la parte de Portugal la comunicacion de que en el año de 1750 se servian los Portugueses, entre el Yapurá y rio Negro, por un canal ó caño, segun se dispone en los citados artículos 9 del tratado del año de 1750, y 12 del de 1777; pues aunque, como se ha referido en la primera parte, no quisieron los Portugueses manifestarlo al comisario español, lo averiguó este, y es el denominado Puapúa.

272. La línea que debe tirarse desde la boca del Tonantis en el Marañon ó Amazonas hasta la orilla meridional del Yapurá frente de la boca del Apaporis, no podrá ser recta por la grande vuelta ó torno que forma en este paraje dicho rio Yapurá, segun se demuestra en el mapa.

273. La expresada línea se dirigirá de modo que el curso y cabeceras del Tonantis con las de todas las quebradas ó arroyos que den sus aguas al Marañon queden por la parte de España; y por la de Portugal las cabeceras ó arroyos que desemboquen en el Yapurá por bajo del expresado punto, frente de la boca del Apaporis. De esta regla se exceptuará solamente el rio Pu-reos, que por internarse mucho debe interceptarse en aquel paraje, desde donde pueda continuarse (lo ménos oblicuo que sea posible) la mencionada línea, hasta el citado punto de la

1800.

Debe insistirse en que la boca del Apaporis sea el punto de la comun navegacion del Yapurá.

1809.

orilla del Yapurá , frente de la boca del Apaporis , procurando buscar la señal mas conocida que haya en dicho rio Pureos por aquel paraje, sin reparar en el poco mas ó ménos , ó terminándose desde luego que se coloque marco á los dos y medio grados de latitud austral.

274. Como no hay establecimientos españoles en el territorio por donde, segun esta propuesta , debe pasar la demarcacion, ni en un grande espacio inmediato á él , y queda extinguida la comun navegacion de los rios Marañon ó Amazonas y Yapurá, no hay motivo de temer la comunicacion recíproca de los vasallos de una y otra corona ; y por consiguiente se evitan del mejor modo posible las disensiones y contrabandos , mayormente siendo como es muy difícil pasar el salto de Cupatí , é intransitables los demas que tiene el último de dichos rios en la parte que ha de ser privativa de España : pero respecto de que los Portugueses pueden formar algunos pueblos en la parte meridional del Yapurá , desde sus bocas en el Marañon ó Amazonas hasta el expresado punto que en la misma orilla ha de señalarse frente de la boca del Apaporis , será necesario acordar que por aquel rumbo no han de poder extender sus establecimientos mas arriba de las cabeceras de las quebradas ó arroyos que entran al Yapurá en dicho espacio, ni del punto en que, como se ha referido , ha de interceptarse el rio Pureos, ni los que corran al Marañon ó Amazonas, y desaguen en él desde el Tonantis abajo.

275. Tambien puede quedar acordado entre las dos cortes, que cuando los establecimientos se acerquen al paraje por donde, segun la propuesta , debe pasar la línea , se tratará de demarcarla dejando una faja neutral entre los marcos de una y otra dominacion , pues hasta este caso no hay necesidad de fijarlos, como se dijo hablando de la línea desde el Bení al Tonantis.

276. Si Portugal procede con la sinceridad que corresponde en la demarcacion de límites, no podrá ménos de conocer que la propuesta de esta parte llena todas las intenciones de ambos soberanos, explicadas en el citado artículo 16 del tratado, con

una proporcion tan justa que no deja que desear, atendidas las razones de recíproca utilidad y conveniencia.

1800.

277. Dirigida la línea segun se propone desde el pequeño rio Tonantis hasta la boca del Apaporis, quedando privados los Portugueses de la comun navegacion del Marañon, desde aquel paraje aguas arriba hasta la boca del Yavari, y de la de este rio, tambien aguas arriba, hasta el punto ó extremo de la línea leste-oeste, que, segun el tratado, debia tirarse á él desde el rio de la Madera.

278. Los Españoles quedan privados de la comun navegacion del Marañon, desde la boca del Tonantis aguas abajo hasta la mas occidental del rio Yapurá, y de la de este hasta la boca del Apaporis. Si se comparan los espacios de navegacion comun, de que segun las propuestas líneas han de quedar privados los Portugueses y Españoles, respecto á lo dispuesto en el tratado, y los en que la adquieren privativa, se hallarán casi tan iguales como si hubieran sido medidos.

279. En cuanto á terrenos, nada cede Portugal á España, pero esta deja á beneficio de aquel todo el que hay entre la línea que ha de trazarse desde la boca del Tonantis á la del Apaporis, y la confluencia ó union de los rios Yapurá y Marañon ó Amazónas; y así, aunque en la demarcacion propuesta en la anterior disputa, comparados entre sí los terrenos que las dos coronas ceden respectivamente al tratado del año de 1777, resultó algun exceso por la parte de Portugal, queda ahora compensado en esta.

280. Es verdad que Portugal cederá á España ó levantará los establecimientos que tiene en la margen meridional del Marañon, aguas arriba del punto que ha de fijarse en ella, frente de la boca del Tonantis, denominados Yavari, San Pablo y Maturá; pero este sacrificio es muy corto en sí, por ser pueblos reducidos, y por la facilidad que hay en aquellos parajes para trasladarlos á otro sitio; y mucho menos si se compara con las reciprocas utilidades y ventajas de la demarcacion que se propone, tan conforme á los importantes objetos de evitar disputas, disensiones y contrabandos entre los vasallos de una y otra

1800.

corona, y asegurar del mejor modo posible la estabilidad de los límites de los respectivos dominios por medio de puntos fijos.

281. No se ha de ocultar que, trazada la línea según se propone en esta disputa, consigue España cubrir mejor sus Misiones y establecimientos, por la parte del vireinato de Santa Fe, aun en el caso de un rompimiento con Portugal. ¿Pero por ventura podrá este, en justicia, solicitar otra cosa que el que queden igualmente cubiertos los suyos, como en efecto quedan?

282. Tampoco se ha de ocultar el beneficio que conseguirá España en alejar de sus posesiones á los Portugueses, adoptando el medio propuesto; ni que el terreno que cede en esta disputa, le es de ninguna utilidad, por ser anegadizo y enfermo, y que no le interesa la navegacion del rio Yapurá, desde la boca del Apaporis aguas abajo hasta el Marañon ó Amazonas, y por este aguas arriba hasta el Tonantis; pues nunca podrian comunicarse por agua las últimas Misiones de Mainas con las de Popayán en las orillas y quebradas del Yapurá, respecto de los muchos saltos que tiene este rio, y algunos inaccesibles; consiguiéndose ademas que los Portugueses no puedan inspeccionar nuestros establecimientos de Putumayo y Alto Marañon en tiempo de paz, ni cortar su comunicacion entre ellos en tiempo de guerra, como podrian ejecutarlo siendo comun la navegacion del segundo desde el Tonantis, y la del Yavari hasta el expresado punto de la línea leste-oeste, y conservando dichos pueblos de Yavari, San Pablo y Matura.

283. Sobre todo, la mayor ventaja que logra España en la propuesta línea es privar á los Portugueses de la navegacion del Yavari, y por consiguiente de que por él puedan internarse en el Perú, por medio de Ucayale y otros rios que recogen las aguas de los obispados de Arequipa, Cuzco, Guamanga y arzobispado de Lima, segun queda insinuado.

DÉCIMA DISPUTA.

Sobre el punto que, conforme el artículo 12 del tratado, debe fijarse en el río Negro por límite de unos y otros dominios.

284. Se ha referido ya la solicitud del comisario portugues, para que, sin fijar punto alguno en el río Yapurá, continuára la demarcacion aguas arriba, hasta que por sus cabeceras se encontráran las cordilleras ó cuchillas que dividen aguas por el sur al río Negro y por el septentrion al Orinoco : é igualmente queda manifestada la injusticia de esta solicitud.

Sobre el punto que debe fijarse en el río Negro por límites de unos y otros dominios.

285. Bien conoció el comisario español que el objeto del portugues era el que quedára por parte de Portugal todo el río Negro ; y por consiguiente los establecimientos españoles de San Carlos y San Agustin, situados en sus márgenes ; y así lo acreditó el suceso, pues con efecto pidió extemporáneamente la entrega de dichos establecimientos, extendiendo su ambicion á la pertenencia de todo el río Negro.

286. Esta pretension, no ménos injusta que la antecedente, la fundaba el comisario portugues en que los de su nacion habian descubierto, poseido y navegado de tiempo inmemorial el expresado río Negro, citando para ello al Padre Gumilla en su *Historia del Orinoco ilustrado*, pero sin expresar el lugar ni referir sus palabras ; bien que, segun se refiere del contexto, parece que el único apoyo consiste en que no habia comunicacion por agua entre los rios Orinoco y Negro.

287. En comprobacion de esto, expuso tambien el tiempo en que los Españoles, segun sus noticias, habian entrado en el último de dichos rios, fijándolo en 1744. Dijo, pues, que habiendo entrado este año el cabo portugues de la tropa de rescates, Francisco Javier de Andrada, por el canal ó caño de Casiquiere, que comunica las aguas de ambos rios, halló en él al Jesuita Manuel Romao, superior de las Misiones españolas del Orinoco, y lo condujo al real portugues del río Negro.

288. Añadia tambien que manifestándose el artículo 12 del

1800.

tratado del año de 1777 al 9 del de 1750, se dispone que ha de ejecutarse la demarcacion segun el estado que tenian las cosas en este último año. De aquí inferia que pues entónces no existian aun los establecimientos de San Carlos y San Agustin sobre la orilla del rio Negro, no debian pertenecer á España, ni trazarse la línea de modo que se salvaran por su parte.

289. Á otro sugeto no tan instruido como el comisario español D. Francisco Requena, hubiera acaso deslumbrado el portugues con sus inexactas noticias históricas, y con sus sofismas y paralogismos. En efecto, nuestro comisario rebatió las razones del portugues, manifestándole que en el año de 1686 ya tenian los Españoles Misiones y establecimientos en las cabeceras de dicho rio, y en la inmediacion á su boca ó desaguadero en el Marañon por la parte oriental: de forma que los Españoles habian en aquella época extendido sus conquistas temporales y espirituales por el curso de este rio hasta mucho mas abajo de la boca del Negro, que entra en él, y por consiguiente, siendo la ocupacion de este rio por los Españoles muy anterior á la época que le daba el comisario portugues, era necesario que este, para sostener su dictámen, demostrára lo contrario, ó que probára que ántes del año de 1686 lo habian descubierto, poseido y navegado los de su nacion; pero ¿cómo podria ejecutarlo cuando, segun los tratados celebrados, hasta aquella época no pertenecia á Portugal ni aun la boca del Marañon ó Amazónas, como se dirá en lugar mas oportuno?

290. La referencia que hace el artículo 12 del de 1750 en las palabras de que haya de ejecutarse la demarcacion segun el estado que entónces tenian las cosas, es limitada á la conservacion del canal, por donde en aquel tiempo se comunicaban los Portugueses entre el rio Yapurá y el Negro; y así continúa dicho artículo diciendo, que sea sin perjudicar tampoco á las posesiones españolas ni á sus respectivas pertenencias. Estas no pueden ser otras que las de San Carlos y San Agustin, sin embargo de que no existian aun en el año de 1750; del mismo modo que el comisario portugues en virtud de la expresion del propio artículo en que se dice, que se traze la línea desde un

punto en el Yapurá que cubra los establecimientos portugueses del rio Negro, solicitaba que quedasen por la parte de Portugal los denominados Marivitanas, y otros inmediatos, aunque habian sido construidos despues del año de 1750.

1800.

291. Así lo expuso el comisario español, pero inútilmente, sin embargo de la solidez y fundamento de sus razones, pues el sistema de su concurrente portugues era, como el de todos los nombrados por la corte de Lisboa, eludir con cualesquiera pretextos la demarcacion.

292. Esta, segun lo expuesto, debe continuar desde el punto que se fije en la orilla meridional del rio Yapurá frente del Apaporis, dejando la boca de este por la parte de España, y dirigiéndose á buscar un punto en el rio Negro, entre la poblacion portuguesa de Marivitanas y las españolas de San Carlos y San Agustín : con lo cual quedan cubiertos los establecimientos que por aquella parte tiene una y otra corona.

Se propone el modo de continuar la línea hasta donde terminan los dominios de ambas potencias.

293. La línea entre los expresados puntos de los rios Yapurá y Negro deberá trazarse fijando otros dos que intercepten los denominados Guapés é Isana, que corren por el terreno intermedio hasta entrar en el Negro, y los demas que haya en aquel espacio.

294. Para la interceptacion de los expresados rios, se buscarán algunos puntos señalados por la misma naturaleza, como saltos que tengan en su curso ó alturas contiguas : y en su defecto, se acordará que el Guapés se intercepte un grado al sur del Ecuador, y el Isana medio grado al norte del mismo, bajo las propias reglas que se han expuesto tratando de la línea que debe trazarse desde la boca del rio Bení en el de la Madera, hasta la del Tonantis en el Marañon ó Amazonas.

295. Para lo restante de la demarcacion prevenida en el tratado, no hay noticias seguras y positivas que puedan servir de regla en el rumbo que convendrá llevar, por no haber permitido el comisario portugues que el español parára, como solicitó y propuso, á reconocer el rio Negro, y de allí los países del Oriente. El gobernador de Carácas representó ser imaginarias las cordilleras ó montes que suponen los artículos 9 y 12 de los tratados

1800.

de 1750 y 1777 entre el Orinoco y Amazonas, é hizo una descripción del curso de varios rios de aquel paraje, pero no tiene esta relacion toda la autenticidad necesaria para seguirla, por no haber precedido reconocimiento alguno al intento; sin embargo, es muy verosímil que atendida la situacion de aquel terreno no ocurra dificultad, trazando la línea en el espacio que média entre los rios Orinoco y Marañon ó Amazonas, segun previene el artículo 12; pero seguramente sería mejor que sin atender al giro de los montes, si los hay, se acordára trazar la expresada línea por las cabeceras ó nacimientos de los rios y arroyos que por la parte del norte llevan sus aguas al Orinoco y al Casiquiare, y por la del mediodía á los rios Negro, Blanco y Marañon ó Amazonas; de forma que queden de la pertenencia de España las primeras con el lago Parimé, y de la de Portugal las segundas.

296. Este método, no solo es mas sencillo y fácil, sino el mas á propósito para discernir el curso de la línea y evitar en lo sucesivo disputas, disensiones y contrabandos, pues como este se proporciona con la navegacion de los rios y la línea los divide enteramente, cesa todo recelo de que pueda ejecutarse, á lo ménos con tanta facilidad.

297. Dirigida la línea por este rumbo, se continuará, no hasta el mar, como sin conocimiento geográfico del terreno propuso en un manifesto ó representacion el citado D. Ramon García de Leon y Pizarro, cuando fué nombrado gobernador de Mainas y comisario de la cuarta partida, sino hasta encontrar la que divide la Guayana francesa de la portuguesa; cuyas dos potencias tienen arreglados sus límites por aquella parte hasta el mar, con todos los terrenos contiguos á la costa.

298. Aunque es tan notoria la justicia de los Españoles en todas las referidas disputas, á excepcion solamente de la tercera, no será fácil que la corte de Lisboa lo reconozca así de buena fe para que se termine un punto tan interesante; bien sea siguiendo la demarcacion prescrita en el tratado, ó bien adoptando la que se propone como mas conforme á su espíritu y á los objetos que tuvieron en él los dos soberanos, y en que

sin duda son recíprocas las ventajas de ambas coronas y sus respectivos vasallos. Pero si la corte de Madrid reflexiona un poco sobre los daños y perjuicios que le ha ocasionado la indecision de este punto desde el descubrimiento y conquista de la América meridional, no podrá ménos de conocer las urgentísimas y graves causas que le obligan á promover su conclusion con la mayor brevedad posible, y por cuantos medios son imaginables, sin excluir el de las armas en caso necesario.

299. La falta de reflexion sobre un punto de tanta importancia, y la poca atencion con que hasta ahora han sido miradas nuestras posesiones de América, han dado el principal fomento á la ambicion portuguesa para extender sus dominios, usurpando dilatadísimos y muy ricos terrenos pertenecientes á España.

300. Por tanto, no debe parecer inoportuna la relacion sucinta de lo ocurrido en este particular, pues á su vista, y mediante el celo que hoy anima al ministerio español, es de esperar que desde luego tomará las mas activas y eficaces providencias para detener el cáncer que llegará á destruir nuestra dominacion en aquella parte del mundo, si desde ahora no se aplican los remedios; este es el objeto de la tercera parte.

TERCERA PARTE.

Motivos que hacen urgentísima la necesidad de señalar los límites españoles y portugueses en la América meridional.

301. Cuando se consideran los primeros y mas antiguos tratados y convenciones de límites entre las coronas española y portuguesa sobre sus respectivos dominios en la América meridional, y se advierte la extension que hoy tienen los de esta potencia, no es fácil determinar si la ambicion de los Portugueses ha influido y fomentado mas sus usurpaciones, que la indolencia de los Españoles y la poca ó ninguna atencion que hasta ahora les han debido aquellas ricas posesiones; bien haya

Causas
de los
adelantamientos
de los Portugueses
en la América,
y su objeto.

1800.

sido por ignorar su preciosidad , ó porque la distancia debilitaba el celo con que debian cumplirse las sábias y justas providencias que para su conservacion y buen gobierno dictaron siempre nuestros soberanos.

302. Sea, pues, cual fuere la causa de tan extraña extension, no cabe duda en que los rápidos progresos de los Portugueses en la América meridional, y los medios de que en todo tiempo se han valido para llevar adelante su sistema, dan sobrados fundamentos para creer que sus intenciones se dirigen á dominar solos en aquella parte del mundo. Una sucinta narracion histórica de lo ocurrido en este punto hasta el año de 1777 en que se celebró el último tratado, y la conducta observada por los Portugueses apoyada y aun dirigida, sin duda, por su corte, para ejecucion de lo acordado en él, harán demostrable esta proposicion.

303. El espíritu de conquista que aun duraba con el mayor ardor á fines del siglo xv, y que restaurada Granada por los reyes católicos parece que debia extinguirse con la posesion de cuanto habian dominado los Arabes en España por mas de setecientos años, balló un campo mucho mas extenso en el descubrimiento del Nuevo Mundo, y un fuerte estímulo en las exageradas noticias que de sus riquezas dieron los primeros Europeos que arribaron á él.

304. Los Portugueses, siempre émulos de las glorias de España, queriendo tener parte en las empresas de los países recien descubiertos, no tardaron en disponerse para entrar en competencia con los Españoles ; pero como era de temer que esta especie de rivalidad, léjos de conducir á la espiritual conquista de aquellos habitantes, fuera por ellos un motivo de escándalo que impidiesen la extension del Evangelio y entorpeciesen los adelantamientos de las armas de una y otra corona con frecuentes disputas y guerras, expidió el Sr. Alejandro VI una bula en 4 de mayo de 1493, por la cual se ocurría á estos inconvenientes y males que sin duda amenazaban.

305. No es el caso para el asunto del dia entrar en la discusion de si esta bula fué expedida en virtud y á consecuencia de

haberse comprometido ambos soberanos á la decision de la Silla Apostólica, como aseguran algunos, ó porque la opinion comun de aquel tiempo autorizaba al papa para disponer á su arbitrio de los países nuevamente descubiertos, y aun hasta de los poseídos, como opinan otros. Lo cierto es que, por la citada bula, se declaró de la pertenencia de España todo el terreno é islas descubiertas entónces, y que en adelante se descubriesen sitas al occidente y mediodía de una línea que debia imaginarse tirada desde el polo ártico al antártico, y que pasase mas al occidente de cualquiera de las Azores y de Cabo Verde á cien leguas de distancia, como no se hallasen ocupadas por otro príncipe el dia 25 de diciembre de 1492, dejando así preservadas las conquistas de Portugal, mediante el espacio de dichas cien leguas.

306. No agradó á la corte de Lisboa esta demarcacion, y aunque no dudó de su legitimidad, sin embargo, á instancias del rey D. Juan Segundo de Portugal, y por un tratado celebrado con los reyes Católicos en Tordesillas á 7 de junio de 1494, se amplió el término y direccion de dicha línea hasta trescientas y setenta leguas, cediendo España las tierras é islas que pudieran comprenderse en el espacio de doscientas y setenta leguas, y Portugal lo que no le correspondiese por esta demarcacion.

307. Ya desde esta época comenzaron las condescendencias de España á las intenciones de Portugal y la mala fe de la corte de Lisboa, pues no contenta con haber logrado extender su dominacion doscientas y setenta leguas por mera gracia de la de Madrid, no solo se excusó constantemente á demarcar la línea del tratado de Tordesillas, segun el cual era muy corta la extension de su pertenencia en la banda y costa oriental del Brasil, sino que, establecidos en esta parte, dieron principio á las usurpaciones de grandes terrenos pertenecientes á España, que, olvidada de sus derechos, ó poco atenta á conservarlos, las miró con una indiferencia increíble, y prosiguió sus conquistas, sin prever los inconvenientes que esto podria ocasionar en lo sucesivo.

308. Al paso que los Portugueses se extendían en la América meridional sin la menor consideracion á dicho tratado, se

1800.

Logro
de los Portugueses
en el tratado
de Tordesillas.

Ocupacion
de las Molucas

1800.
por los Españoles,
y su entrega
á los Portugueses.

manifestaron zelosos de su observancia cuando descubrieron y ocuparon los Españoles las Molucas, en el año de 1520. Hallándose otras islas situadas á la parte oriental de la línea que se acordó y estipuló en él; y por consiguiente, debian ser de la pertenencia de Portugal.

309. Así lo expuso la corte de Lisboa dando la mayor fuerza al tratado; y al fin, sin mucho trabajo, consiguieron los Portugueses que en virtud de un ajuste celebrado en Zaragoza á 22 de abril de 1529, les cediera el señor Carlos V las Molucas, por la suma de trescientos y cincuenta mil ducados (en que sin duda se regularian los gastos del descubrimiento y ocupacion); y ademas se estipuló que, fuera cual fuese el motivo con que los Españoles pasaron al occidente de las Velas, todo cuanto descubrieran y pobláran fuera para Portugal.

Los Españoles
descubren y ocupan
las islas Filipinas.

310. Sucedió al señor Carlos V su hijo el señor Felipe II, y aunque en su reinado fueron descubiertas y pobladas por los Españoles las islas Filipinas, situadas tambien en la pertenencia de los Portugueses, cesaron las disputas que ya habian empezado á suscitarse sobre este punto con la reunion de la corona de Portugal á la de España, acaecida en 1580.

311. Como desde esta época fueron ya vasallos de un mismo soberano los Españoles y Portugueses habitantes de la América meridional, no se cuidó ni hubo necesidad de cuidar la observancia del tratado de Tordesillas, é indistintamente hicieron unos y otros los descubrimientos, conquistas y poblaciones en aquella parte; pero no cabe duda en que, procediendo los Portugueses como súbditos de la corona de España, debian pertenecer á esta las que hicieron, en el caso de que volviese á separarse de ella la de Portugal.

312. Verificóse esto segundo, pero no lo primero; pues sublevados los Portugueses en el año de 1640, y habiendo coronado por su rey al duque de Braganza, no solo retuvieron los descubrimientos, conquistas y poblaciones que habian hecho durante la union de las dos coronas, sino tambien algunas ejecutadas por los Españoles; y cuidadosos siempre de dar los mayores ensanches á sus ambiciosas ideas, se aprovechan de las circuns-

tancias de aquellos tiempos para internarse mas y mas en territorios que indisputablemente correspondian á España.

313. Esta continuó en su acostumbrada inaccion, hasta que los Portugueses, animados sin duda de ella, pasaron á establecerse, guarnecidos de tropa y artillería, en la banda septentrional del Rio de la Plata, de que habia mas de siglo y medio que estaban en posesion los Españoles, disfrutando sus leñas y ganados.

314. Noticiosa España de este tan irregular procedimiento, hizo la correspondiente reclamacion á la corte de Lisboa, pero esta supo de tal modo entretener el asunto (medio de que siempre se ha valido en semejantes ocasiones), que el gobernador de Buenos Aires se vió en la necesidad de formalizar una expedicion para desalojar á los Portugueses de la Colonia, que habian formado con el nombre de Sacramento, como en efecto lo consiguió, tomando por asalto la plaza en 1680.

315. Habia querido la corte de Lisboa cortar este suceso, intentando persuadir que el terreno en que habia fundado la Colonia no estaba ocupado. Para ello presentó un mapa formado á su arbitrio, y contra lo mismo que resultaba de otro, cuya autenticidad reconocia; pero convencida de su ménos buena fe, trató de un ajuste provisional, y con efecto se celebró en 7 de mayo de 1681; acordándose entre otras cosas que la Colonia quedase en poder de los Portugueses por via de depósito, interin se decidia la disputa, y así no se le permitieron hacer otros reparos que de tierra para cubrir su artillería y para abrigo de las personas; pero se les prohibió fabricar edificios ó fortaleza.

316. Á consecuencia de esto, se acordó tambien que el expresado depósito de la Colonia no perjudicase los derechos de las dos coronas de modo alguno, y que los Españoles gozasen el uso y aprovechamiento del mismo sitio, labores de sus ganados, caza, puerto, ensenada, costa y campaña, como lo ejecutaban ántes de hacerse dicha poblacion.

317. Estas y otras semejantes expresiones del tratado manifiestan incontestablemente el derecho que de dicha banda septentrional del Rio de la Plata tenia España, la injusta ocupacion

1800.

Continuacion
de las usurpaciones
portuguesas.
Inaccion
de la España.

1800.

hecha por los Portugueses, y que haberles dejado en depósito la Colonia no podia jamas darles derecho alguno á ella ni á su territorio.

318. Sin embargo de esto, como la corte de Lisboa ha sido siempre fecunda en recursos para el logro de sus ambiciosas ideas, comenzó desde luego á preparar el modo de quedarse con la Colonia; y así aunque por uno de los artículos del tratado se estipuló que se nombrasen comisarios, como en efecto se nombraron por una y otra parte, para conferenciar y aclarar el punto en disputa, no fué posible á los Españoles hacer confesar á los Portugueses la justicia de España; y disuelto el congreso sin acordar cosa alguna, continuó la Colonia en poder de Portugal, frustrados así todos los artículos, entre los cuales se estipuló en el 6 la devolucion, que no ejecutaron, de trescientos mil Indios, que de los pueblos españoles de la margen septentrional del Rio de la Plata se llevaron los Paulistas.

Cesion
de la Colonia
del Sacramento
al Portugal.
Su readquisicion
por la España.

319. Este era el intento de la corte de Lisboa, bien fuera porque esperase legitimar su usurpacion con el transcurso del tiempo, mediante la indolencia y circunstancias de la de Madrid en aquella época, ó bien porque se prometiese aprovechar alguna ocasion oportuna en que á la España le fuera forzoso hacer este sacrificio por evitar mayores perjuicios. Ello es que así se verificó, pues en el año de 1701 consiguió Portugal que por un tratado de alianza le cediera España la Colonia; bien que reconocido nulo desde luego por ambos soberanos contrayentes, volvieron los Españoles á ocuparla con las armas en el año de 1705.

Nueva cesion
de la Colonia
á los Portugueses
por el tratado
de Utrecht.

320. Nadie ignora los sucesos que affligieron en aquel tiempo á estos reinos para mantener la corona en las sienes de su legítimo soberano el Sr. D. Felipe V: como tampoco que conducido este victorioso monarca por los principios de bondad que siempre lo caracterizaron, se convino en poner fin á los irremediables daños de una obstinada, aunque tan justa guerra, sin embargo de que el valor y lealtad de sus vasallos le prometian la continuacion de sus victorias.

321. Esta fué la ocasion en que Portugal consiguió su intento,

pues en el tratado de Utrecht, celebrado en 1713, le fué cedida la Colonia con su territorio; pero este nunca fué ni debió ser mas que cuanto alcanzase el tiro de cañon.

1800.

322. Los Portugueses, cuya ambicion no conocia límites, los solicitaron mas extensos, manifestando la estrechez á que los tenia reducidos el cuidado y vigilancia del gobernador de Buenos Aires, aunque en diferentes ocasiones les fué negada su solicitud: y por último habiéndose quejado del continuo bloqueo en que se les tenia, mandó el Sr. D. Felipe V al gobernador de Buenos Aires que nombrára un oficial para que pasando á la Colonia y acompañado con su comandante, procedieran á la demarcacion de su territorio, haciendo disparar de punto en blanco un cañon de á 24.

323. Fué inútil esta providencia, pues nunca quisieron los Portugueses avenirse á ella, ántes bien dedujeron pretension á los puertos de Montevideo y Maldonado, que distan de la Colonia, el uno cuarenta y el otro setenta leguas; y mas de una vez intentaron ocuparlos y establecerse en ellos á fuerza de armas; pero siempre fueron desalojados por los Españoles. Preválidos en la Colonia de la superioridad de sus fuerzas y de la disminucion de las nuestras, hostilizaron abiertamente á los vasallos de España, robaron con insolencia sus ganados, y protejeron sin disimulo el contrabando ó comercio ilícito, sin que las reiteradas intimaciones y requerimientos que se hicieron al gobernador de la Colonia, fuesen bastante para que providenciase el menor remedio de estos desórdenes.

324. Ya por último llegaron á tal extremo los insultos, que obligado de ellos el gobernador de Buenos Aires, puso sitio formal á la Colonia en el año de 1733, y estrechado hasta el punto de batirla en brecha, se contentó con recuperar los terrenos usurpados en sus comarcas, é impedir por entónces las depredaciones y frecuentes correrías de los Portugueses.

325. Como es tan contagioso el mal ejemplo, algunas naciones europeas siguieron el de los Portugueses, y animadas con la condescendiente conducta que regularmente usaba con ellas la española, pasaron á los dominios de esta en los mismos ter-

La inaccion
ó condescendencia
de la España
es causa
de incursiones.

1800.

ritorios contiguos al Rio de la Plata, é hicieron correrías y crecidas matanzas de ganado para traer los cueros; de forma que habiéndose enviado una escuadra en el año de 1717 para evitar estos desórdenes, aprehendió á dos embarcaciones francesas que con el referido objeto estaban, una en Montevideo y otra en Maldonado.

Reocupacion
de la Colonia
del Sacramento
por los Españoles :
su destruccion.

326. No era fácil mantener siempre bloqueada la Colonia, y como á los Portugueses jamas les contenian la razon y justicia, sino la fuerza, luego que esta se alejaba y disminuía, continuaban sus invasiones, robos y excesos. Así es que, ocupada la Colonia otra vez por los Españoles en el año de 1762, se restituyó á los Portugueses en virtud del tratado que se celebró en 1763, pero se le dejó bloqueada para contenerlos en sus límites, y prohibió á los Españoles todo trato y comercio con ellos el teniente general D. Pedro Cebállos, encargado de su entrega.

327. Últimamente, en el año de 1776 fué tomada y destruida la Colonia por las armas de España; á cuyo procedimiento dieron lugar los irregulares de los Portugueses, no solo por aquel paraje, sino en todos los demas de aquella parte de América; pues como en los tratados no llevaron jamas otro objeto que suspender los progresos de las armas españolas, luego que lo conseguian, reiteraban sus usurpaciones é insultos, faltando con varios frívolos pretextos al cumplimiento de lo acordado.

No cumplen
los Portugueses
el tratado de límites
de 1750,
y se anula
en el de 1761.

328. Así sucedió con el tratado de límites del año de 1750, pues sin embargo de concederse por él unos extensísimos terrenos usurpados á España, procedieron de modo á entorpecer la demarcacion de la línea divisoria, que fué necesario declararlo nulo, mandando restituir las cosas al ser y estado que tenían ántes de su celebracion; pero aunque así lo acordaron ambas cortes en el año de 1761, retuvieron y conservaron aun los Portugueses los vastos países que en virtud de aquel tratado habian ocupado ya desde Viamon y rio Pardo hasta el rio Yacuí, y los muy dilatados terrenos en que se habian extendido hasta Santa Cruz de la Sierra por la parte de Móxos.

329. No es ménos ilegítimo el establecimiento de los Portu-

gneses en el Rio Grande de San Pedro. Descubrióse este por los Españoles, y en las comarcas de sus respectivas orillas fundaron diferentes reducciones, con los nombres de Santa Teresa, Santa María, San Joaquín, los Apóstoles, Jesus María, San Cristóbal, Santa Ana y la Natividad. Destruyéronse estas; y los Paulistas, que eran los forajidos que, huidos de nuestras Misiones y uniéndose con algunos otros, habian formado el pueblo de San Pablo y otros hasta la banda septentrional del Yacuí, se fueron acercando por la parte en que dejando este nombre, toma el de Rio Grande, y pasando á su orilla meridional, fueron desalojados por los Españoles, pero volvieron el año de 1734; y recuperado aquel paraje otra vez, durante la guerra de 1735, permanecieron en él cuando por la convencion de Paris de 16 de marzo de 1737 se estipuló que no solo cesasen las hostilidades, sino que se mantuviesen las cosas, mientras se ajustaban amistosamente los disturbios, en el estado en que se hallaban á la llegada de las órdenes en que se comunicasen.

330. Recibidas estas, y abusando el gobernador de la Colonia de la seguridad que daba á los Españoles su contenido, dispuso dolosamente la ocupacion del Rio Grande, enviando un navío con gente armada, y con efecto lo consiguió. Desde allí se fueron sucesivamente extendiendo los Portugueses por los territorios contiguos, ya formando guardias en los mas pingües, ya estableciendo estancias y otras defensas para mantener lo usurpado.

334. Aun en los tiempos en que se trataba de demarcar los límites á consecuencia del tratado del año de 1750, han observado igual conducta los Portugueses, siendo entre otras una prueba de ello la construccion del fuerte de San Gonzalo hecha en el año de 1755, bajo el pretexto de formar almacenes para la tropa portuguesa que debia concurrir con la española á la ejecucion de dicho tratado.

332. Se haria casi interminable este punto, si hubieran de referirse todos los atentados, insultos y usurpaciones que han cometido los Portugueses de la América meridional en las poblaciones y con los vasallos de España, ántes del tratado de

1800.

Legítima
ocupacion
del Rio Grande
de San Pedro.

Illegítimo
establecimiento
del fuerte portugues
de San Gonzalo.

Ataque
de los Portugueses
á los Españoles.

1800. 1777; y así se concluirá con la breve exposicion de algunos mas notables.

333. Hallándose en paz las dos coronas en el año de 1767, se descubrieron tropas portuguesas en la Sierra de los Tapes, perteneciente á España, y confinante con el rio de San Gonzalo, y se advirtió que estaban acuartelados y fortificados. El gobernador español, que á la sazón era del Rio Grande, hizo al comandante del fuerte portugues San Cayetano la correspondiente protesta sobre el atentado, pero le respondió que ignoraba el motivo de su queja, y le insinuó que estando él subordinado al comandante de las fronteras del rio Pardo, debia dirigirse á él sobre este asunto; pero maliciosamente le ocultó que á la sazón se hallaba en el mismo fuerte de San Cayetano dicho comandante de las fronteras.

334. Recurrió á este el gobernador español, y su contestacion fué asegurarle, que carecian de fundamento cuantas noticias decian tener de sus soldados, y que por su parte cumpliria escrupulosamente las órdenes de su soberano con que se hallaba, de mantener la buena armonía sin practicar la menor vejacion.

335. La experiencia dió á conocer bien pronto la mala fe del comandante, pues habiendo contestado lo referido en 24 de mayo, atacaron los Portugueses el 29 al amanecer la villa de Rio Grande de San Pedro con setecientos ú ochocientos hombres, y al mismo tiempo hicieron una irrupcion en el puerto de la banda del norte; de forma que el gobernador se vió obligado á ceder á la superioridad de las fuerzas, y se apoderaron de aquel punto los Portugueses.

El gobernador
de Buenos Aires
visita su distrito.

336. Posteriormente acreditaron estos su conducta, pues noticioso el gobernador de Buenos Aires de que en territorio de España habian establecido guardias y puestos, para proteger sus contrabandos y extracciones de ganados, determinó visitarlos por sí en el año de 1774, y habiendo llegado al rio Pequirí, encontró tomado su único paso por tropas portuguesas, que se manifestaban en ademan de guerra para defenderlo.

337. El gobernador español hizo dos correspondientes requere-

rimientos, á que solo contestó el comandante portugues acusando el recibo ; con cuyo motivo quiso reiterar aquel su oficio, y habiendo á este fin mandado á los tambores de su tropa que tocasen la llamada, no tuvo otra respuesta que una descarga cerrada de fusilería ; á que correspondiendo los Españoles, atacaron y ocuparon el puesto desalojando de él á los Portugueses.

1800.

338. Por parte de estos se cometió al mismo tiempo otro insulto, atacando, sin que precediese la menor noticia, ni indicio de alteracion de paz, una guardia española en las inmediaciones del Monte Grande, y una partida compuesta de milicias de la ciudad de Corriéntes, la cual campaba muy sin recelo de semejante invasion junto al arroyo de Santa Bárbara ; por cuya causa la sorprendieron y atropellaron, matando algunos, y haciendo prisioneros á otros, con despojo de sus caballos y equipajes.

Sorpesa
de una guardia
española
por los Portugueses.

339. Consiguiente á la demarcacion acordada en el tratado de 1750, debian quedar por la parte de Portugal algunos pueblos y reducciones que tenia España en el Uruguay, cuyos habitantes se opusieron con las armas á influjo de los misioneros Jesuitas ; pero, reducidos con la fuerza, fueron llevados por los Portugueses á rio Pardo y á Viamon ; y aunque en virtud del tratado del año de 1761, anulatorio del de 1750, debian devolverlos, para que las cosas quedasen en el ser y estado que entónces tenian, segun se acordó y estipuló, no lo hicieron, ni lo han hecho hasta ahora.

340. Los Paulistas ó moradores de la ciudad de San Pedro, como se ha insinuado ya, fueron en su origen Españoles prófugos y facinerosos, que con independencia se establecieron en aquel paraje y sus inmediaciones, y que al fin reconocieron vasallaje á Portugal. Desde el año de 1620 hasta el de 1640, procediendo segun su carácter, y auxiliados por los Portugueses, destruyeron y asolaron veinte y dos pueblos españoles de Indios guaraní, situados trece sobre el Salto del Paraná, entre los rios Añemby y Paranaparé, y los nueve restantes abajo hácia el nacimiento de Igay, en cuya irrupcion fueron comprendidas tam-

Incrsiones
de los Paulistas.

1800.

bien las ciudades de Guaviá y Jerez y la antigua Villa Rica, y por último, á principios de este siglo, se apoderaron los mismos Paulistas del grande espacio que hay desde la villa de Caritibá hasta cerca del origen del Rio Grande de San Pedro, y se apropiaron ochenta mil vacas que apacentaban allí los mismos Guaranís.

341. Los citados Paulistas y algunos asesinos prófugos de la villa de San Isidoro del Paraguay, capitaneados de un Portugues, comenzaron á establecerse en el año de 1767, á treinta leguas de dicha villa, en la márgen del rio Iyatimi, que desagua en el Paraná, y aunque noticioso de ello el gobernador del Paraguay hizo intimarles que desocupasen luego aquel sitio, y lo ofrecieron, fingiendo que habian llegado hasta allí persiguiendo una partida de Indios bárbaros ladrones, construyeron presurosamente un fuerte denominado San Francisco de Paula, con los auxilios que para ello se les suministraron por la capitania general portuguesa de San Pablo, y permanecieron, sin embargo de los requerimientos del gobernador del Paraguay.

342. Como los Paulistas fueron desde luego los principales instrumentos de los Portugueses para sus usurpaciones, infestaron el año de 1724 y siguientes los terrenos que baña el rio Cuyabá; y noticiosa la corte de Lisboa de la riqueza de sus minas, nombró en el año de 1720 un gobernador que los mandase; el que fundó, conforme á la facultad que se le habia conferido, la villa de Buen Jesus de Cuyabá, erigida despues en capital de aquella provincia portuguesa.

343. Desde allí pasaron los Paulistas portugueses en el año de 1792 á la sierra llamada de Matogroso, situada al occidente del rio Paraguay, y atraidos de la abundancia de oro que hay en ella, se establecieron, fundando una poblacion con el nombre de Real de Minas, y á los dos años se le dió el de San Francisco Javier de Matogroso.

344. Con el objeto de hallar comunicacion mas corta por tierra entre Cuyabá y Matogroso, reconocieron los Portugueses la sierra donde nace el rio Paraguay, y en ella encontraron ricas minas de oro y una de diamantes.

345. Hacia la margen oriental del rio Itenes ó Guaporé tenia España un pueblo denominado Santa Rosa en los confines de las Misiones de Móxos, y habiéndolo desocupado á consecuencia del tratado de límites de 1750, se establecieron en él los Portugueses despues de su anulacion acordada en 1764, sin que bastasen para que lo desalojáran varios requerimientos que se hicieron por parte de España; ántes bien se fortificaron en él, y extendieron sus poblaciones en todo aquel distrito por donde corre el expresado rio Itenes.

1800.

Se establecen injustamente en la orilla del Itenes ó Guaporé.

346. En el rio Marañon ó Amazonas pasan de setecientas leguas las que ocupan los Portugueses indebidamente, no solo por la razon general de obstarlos la demarcacion acordada en el tratado de Tordesillas, que milita igualmente en los demas establecimientos que se han referido, sino tambien porque ni aun tenian el derecho que para ello dan el descubrimiento y primeras conquistas.

Usurpaciones de los Portugueses en el rio Marañon.

347. Es indudable que el rio Marañon ó Amazonas, y muchos de los que entran en él, fueron descubiertos y reconocidos por los Españoles en el año de 1500; habiendo establecido sucesivamente Misiones, aunque con éxito vario, para la conversion de los Indios habitantes de sus orillas y terrenos contiguos; pero los Portugueses, que aun sin el menor motivo, causa ni pretexto, han sostenido siempre sus usurpaciones, hallaron para solicitar la pertenencia en dichos rios el que se va á exponer brevemente.

348. En el año de 1635, pereció á manos de los Indios el capitán Juan Palácios, que habia descendido por el rio Napo, pero dos religiosos legos Franciscanos, llamados Andres de Toledo y Pedro Brief, llegaron con sus soldados al Pará, y entónces dispuso su gobernador que el Portugues Pedro de Tejeira con la tropa de aquella guarnicion lo navegase aguas arriba, segun lo tenia mandado repetidas veces el Sr. D. Felipe IV; y con efecto, llegó hasta Quito, y desde allí por disposicion del virey del Perú, y con los auxilios que se le dieron por aquella Audiencia, regresó acompañado de dos religiosos Jesuitas llamados Acuña y Atienda; á los cuales se encargó hiciesen

1800.

una descripcion exacta de aquel rio para presentarla al rey.

349. Concluida la expedicion, llegaron á Madrid dichos religiosos en 1639, y al dar cuenta de su encargo, se sublevaron los Portugueses en el siguiente de 1640; con este motivo, y con las noticias que les suministró Tejeira, pretendieron desde luego que todo el rio Marañon era de la corona de Portugal, añadiendo que en nombre de esta tomó aquel posesion hasta muy adentro del rio Napo; pero sin hacer mérito, porque no les acomodaba, de los descubrimientos y conquistas que mucho ántes de la union de las dos coronas habian hecho los Españoles, ni hacerse cargo de la inconsecuencia, inverosimilitud y repugnancia de que habiéndose hecho la expedicion por órdenes del Sr. D. Felipe IV, cuya principal corona era la de España, y auxiliándose por el virey del Perú y por la Audiencia de Quito, que nada tenian con Portugal, tomára Tejeira posesion en nombre de esta. Aunque lo hubiera así ejecutado, desde luego manifestarian la ilegitimidad de este acto las expuestas reflexiones.

350. Las críticas circunstancias de los tiempos inmediatos á la sublevacion de Portugal no le permitieron á este proceder segun su pretendido derecho; y así es que el Jesuita Samuel Fritz tenia fundadas en el año de 1686 muchas poblaciones españolas al oriente de la boca del rio Negro; y habiendo pasado al Pará, le prendió allí su gobernador, al fin del siglo; pero puesto en libertad, en virtud de órdenes de la corte de Lisboa, dió á luz el mejor mapa del rio Marañon.

351. Las noticias que de los establecimientos y poblaciones españolas en este rio adquirió por dicho Jesuita el gobernador del Pará, dieron motivo para que determinára apoderarse de ellas por fuerza de armas, como lo ejecutó sin la menor resistencia, ya fuese porque las guerras de sucesion no permitieron tomar las providencias competentes para ello, ó ya por la comun desgracia que siempre ha seguido á nuestras posesiones de América.

352. De este modo llegaron los Portugueses á penetrar por el rio Napo en el año de 1732, y aunque se establecieron dentro

de él en las inmediaciones de la boca del rio Aguará, con el pretexto de que Tejeira habia erigido allí un marco, cuando, segun suponen, se ha referido, tomó posesion de aquellos países en nombre de Portugal, desampararon pronto aquel establecimiento, no tanto por haberlo reclamado la Audiencia de Quito, cuanto por serles difícil mantenerse en él si los Españoles intentaban desalojarlos.

1800.

353. Consiguientes siempre los Portugueses en sus ambiciosas ideas, se adelantaron considerablemente, de forma que en el año de 1743 ya estaban posesionados de la boca del rio Negro, á que se siguió apoderarse de las del Yapurá. En la guerra del año de 1762 tomaron la boca del Putumayo, donde los religiosos Franciscanos de Popayan tenian poblacion; y en el año de 1774 se hicieron dueños de la del rio Yavari, construyendo frente de ella sobre la orilla del Marañon la fortaleza de Tabatinga, con la cual impidieron á los Españoles la navegacion de estos rios.

354. Así continuaban los Portugueses sus ilegítimas ocupaciones en territorio de España, sin que esta, en el espacio de 136 años que corrieron desde 1640 hasta 1776, hubiera tomado las correspondientes providencias, ni hecho con el vigor que debia reclamacion alguna para atajar tan rápidos progresos. Tal era, pues, el abandono con que se miraban aquellos dominios, que solo se encuentran algunas reclamaciones de los Jesuitas misioneros ó de sus superiores, los cuales acaso procedieran mas por su interes particular que por el del Estado.

El rio Negro
es de la España.
Insultos
portugueses
Una expedicion.

355. Ya últimamente en el año de 1776 se comunicó orden al presidente de Quito, brigadier D. José Dibuja, para que atacára á los Portugueses, desalojándolos de lo que tenian usurpado en el Marañon, pero no se le dijo hasta qué punto se consideraban de esta clase los establecimientos de Portugal, cuya indeterminacion que procedia ó de que al ministerio no se le ocurrió, ó de que lo ignoraba, entorpeció por algun tiempo la expedicion; y como en semejantes ocasiones siempre ha recurrido la corte de Lisboa al medio capcioso de proponer á la de Madrid convenciones amigables, sin ánimo de cumplirlas, como

1800.

lo acredita la experiencia, sin que esto haya podido hacer la menor impresion hasta ahora en España para variar su conducta, consiguió que acordándose formalizar un tratado preliminar de límites, se mandáran cesar las hostilidades; con lo cual quedaron expendidos los crecidos gastos que ya habia hecho Dibuja para la expedicion.

356. En las mismas razones que la pertenencia del Marañon fundan los Portugueses la del rio Negro; pero ya queda refutada esta solicitud, cuando se refirió que en 1686 tenia España diferentes Misiones en el Marañon, mucho mas abajo de la boca del Negro, y que á este llegaron los Portugueses por el de 1743.

357. Ahora bien, si la boca del rio Negro era de España por la ocupacion del Marañon, y sus cabeceras ó nacimiento están en territorios que siempre le han pertenecido, ¿con qué derecho podrá Portugal pretender que le pertenezca parte alguna de su curso? mayormente cuando despues de celebrarse el tratado de límites del año de 1750, de resultas de los viajes que hizo por dicho rio D. José Solano, uno de los comisarios demarcadores, se fundó, sin que se hubiese unido á la española la partida portuguesa, la poblacion de San Carlos, que cubre la entrada del rio de Casiquiaré, el cual penetra hasta el Orinoco; y así es constante que siendo de España las cabeceras, mediacion y boca del rio Negro, debe considerarse usurpado cuanto poseen los Portugueses en él por sus recientes establecimientos, desde cuya época los han hecho tambien por los terrenos que baña el rio Blanco, sin otro objeto que el de hacer despues que prevalezca una ilegítima ocupacion á los incontestables derechos que dan á la España los mas solemnes tratados.

358. Llegó á tanto el exceso de los Portugueses, que en el año de 1775 hicieron una irrupcion hasta el distrito de la capitania general de Carácas, y por el norte del rio Pariná, en la boca del rio Mao, hicieron prisionero al cadete D. Antonio López de la Puente, que con una partida de tropa habia salido de la ciudad de Gurrior á reconocer aquellos terrenos, y lo condujeron al Pará, donde estuvo detenido algunos años. Y en el de 1777 insultaron la partida española que escoltaba la cosecha

de zarza, que por parte de la Guayana se hacía en el río Caba-buri, é impidieron con violencia que evacuase su comisario.

1800.

359. No es solo Portugal el que, aprovechándose por esta parte de la inacción de España, ha procurado extender indebidamente su dominación, pues también lo han ejecutado los Holandeses adelantando sus establecimientos por el río Esquivo, hasta muy cerca del lago Parimé, en que han colocado una guardia; de forma que permaneciendo aquellos países á España, se comunican por ellos con mas facilidad los Portugueses y Holandeses que estos con los Españoles.

360. Si lo referido hasta aquí, aunque en compendio y por mayor, manifiesta los ilegítimos medios con que los Portugueses han extendido sus posesiones en la América meridional, usurpando terrenos que indisputablemente correspondían á España por el tratado de Tordesillas, cuyos artículos, á excepcion de lo respectivo á la Colonia del Sacramento, han estado en su fuerza y vigor hasta la celebración del tratado preliminar de límites del año de 1777, su conducta después de esta época acredita que no han alterado en nada su antiguo sistema, y que sin temeridad puede decirse que su objeto no es otro que el de dominar solos en aquella parte del mundo.

Conducta irregular
de los Portugueses
en América.

361. Antes del año de 1777 hubo ocasiones en que los Portugueses pudieron dar algun colorido á la ilegítima usurpación de terrenos españoles. Tales fueron el tiempo de la sublevación para separarse de la corona de España, las guerras de sucesión al principio de este siglo, y la que últimamente hubo entre las dos potencias en el año de 1762. Y sobre todo, el abandono con que nuestro gobierno miró hasta dicho año de 1777 las posesiones de América; pero desde entónces puede decirse que casi no ha dado España el menor motivo á los Portugueses para las usurpaciones que han continuado, ni para proceder con la irregularísima conducta que han observado durante el tiempo de la demarcación, cuyas operaciones han entorpecido por cuantos medios ha podido sugerirles su desmedida ambición.

362. Por tanto, no será temeridad creer que la corte de Lisboa, sin embargo de los sinceros deseos que manifestó de ter-

1800.

minar este importante asunto de límites por medio de dicho tratado, lo propuso y concurrió á su celebracion, con solo el objeto de suspender las armas españolas, y entretener el tiempo con el pretexto de las operaciones necesarias á la ejecucion de sus artículos, hasta que las dificultades que para esta preparaban, le proporcionasen oportunidad de frustrarla enteramente, ó hasta que calmando el ardor que por entónces manifestaba España, pudiera, auxiliada de esta, continuar sin peligro su sistema; pero es tal su ambicion que ni aun durante las demarcaciones ha podido contenerla ni dejar de repetir pruebas y nuevos testimonios de su poca buena fe, y ninguna sinceridad con que procedió en el tratado.

363. La claridad con que en este se designaron los parajes por donde debia trazarse la línea divisoria, y las ventajas que segun ella conseguia Portugal, conservando los dilatados terrenos que habia usurpado, prometian desde luego que agitaria su cumplimiento para asegurarse en su posesion; y que reconocido y contento con un partido que no podia esperar de la justicia de su causa, y sí solo de la liberalidad de España, aunque sin mérito, no daria el menor motivo de queja, ni cometeria el menor insulto; pero la experiencia acreditó todo lo contrario, pues las disputas que tan sin fundamento promovieron, y con tanta obstinacion han sostenido los comisarios demarcadores, y los nuevos establecimientos que han hecho en este tiempo, son un irrefragable testimonio de que nunca ha pensado la corte de Lisboa en cumplir el tratado, y de que su ambicion no sufre límites.

364. Aunque no hubieran sido tan sólidas, convincentes y conforme al tratado las razones con que el comisario español sostuvo en la primera disputa que la línea debia trazarse desde el arroyo San Luis por la orilla occidental de la laguna Merin, hasta el arroyo mas meridional que entra en su desagadero, quedando de la pertenencia de España todo aquel terreno, bastaba solo la duda que quiso aparentar el comisario portugues sobre la explicacion del tratado en este punto, para abstenerse de hacer establecimientos en el paraje contencioso; pero sin

embargo dió permiso para formar allí diferentes charqueadas y estancias, y puso guardias para su defensa en el año de 1780. Reclamaron el comisario Varela y el virey de Buenos Aires al comisario portugues y al virey del Janéiro ; pero su misma contestacion comprobó la injusticia de semejante procedimiento, pues respondieron que era inoportuna la pretension de que se retiráran los Portugueses de aquel paraje, pues aunque hubiera de tirarse la línea por el Piratiní , se hallaban dichas estancias en el espacio que habia de quedar neutral.

365. En esta respuesta se desentendieron ó afectaron ignorar el artículo 19 del tratado, en el que se prohíbe expresamente á los vasallos de una y otra corona ocupar, por vias de hecho, terreno alguno sobre que haya duda, castigándose al que contraviniese al arbitrio de la potencia ofendida.

366. Poco confiaban los Portugueses en la justicia de su causa en este punto ; y así intentó su comisario que al brazo meridional del Piratiní se le diera el nombre de Piratiní mayor, con ánimo de extender sus dominios en el caso de que por él hubiera de ir la línea ; pero el español no admitió esta denominacion por no ser conocido allí de los prácticos, y sí la de Arroyo de Santa María.

367. Aun llegó á mas el exceso de los Portugueses ; pues habiendo dispuesto el virey de Buenos Aires lo que estimó conveniente para evitar las extracciones de ganado, que los habitantes del Rio Grande hacian de los terrenos españoles por los rios Yaguaron, Tacuarí y Pardo, los encontró una partida española de veinte y cuatro hombres , y habiendo querido esta impedirle sus robos, le hicieron fuego, y resultó un muerto y muchos heridos ; sobre lo cual se dió la queja á la corte de Lisboa por medio de nuestro encargado de negocios D. José Camaño, y no consta la respuesta, ni que por parte de España se tomase otra providencia.

368. Durante la demarcacion, y sin embargo de que en el tratado se dispone que la laguna Merin haya de quedar neutral, fueron aprehendidas por el resguardo de Montevideo cuatro canoas portuguesas que hacian el contrabando por el Cebollatí ;

1800.

y despues se cogió á los Portugueses con cantidad considerable de cueros que habian extraido por dicho rio de nuestros territorios, y otros que entran en ella; pero sin embargo de esta indubitable transgresion del tratado, tuvo el comisario portugues la insolencia, no solo de sostener como legítima la usurpacion de dichos efectos, sino de pretender que se les diera satisfaccion por las diligencias que el comisario español habia mandado practicar para la aprehension, y evitar semejantes excesos en lo sucesivo.

Los Portugueses
entorpecen
la demarcacion
por varios medios.

369. Á este fin dispuso el virey de Buenos Aires establecer una canoa en la laguna Merin, y algunas guardias al sur del Piratini, que permanecieron aun despues de retirarse los demarcadores, porque continuaban tambien las que indebidamente habian puesto los Portugueses; pero una partida de estos requirió á la española que se retirára.

370. Nada convence tanto la ménos buena fe con que los Portugueses procedieron en el tratado de 1777, como la resistencia del comisario portugues á la propuesta del español, sobre que ambos firmasen el plano del terreno comprendido en la primera disputa, y al acuerdo interino que en el artículo 15 previene para estos casos, y la falta de cumplimiento de la corte de Lisboa en lo prevenido por el artículo 22; pues en el año de 1791 aun permanecian en Rio Grande, San Pablo y Rio Janéiro las tropas que, segun él, debieron retirar á los cuatro meses de su celebracion.

371. Aunque estos procedimientos de los Portugueses, tan injustos é irregulares, parece que exigian una igual correspondencia de parte de los Españoles, sin embargo, arreglando estos su conducta á las órdenes del gobierno, no se separaron de lo prevenido en el tratado, como entre otros lo acredita el hecho de que habiendo sido requerido el comisario español Varela por el portugues, sobre la demolicion de una guardia española que tenian los Indios del San Pablo y San Miguel cerca del cerro de Batovi, por estar en terreno que debia quedar neutral, lo mandó así de acuerdo con el virey de Buenos Aires, y se demolió.

372. Fiado, sin duda, en esta condescendencia que por lo comun han experimentado siempre los Portugueses de parte de España, solicitó repetidas veces el comisario de aquella nacion que se demoliesen los puestos españoles contruidos para contener la extension de aquellos por la banda del sur del Piratini, y propuso lo que se ha referido acerca del fuerte de Santa Tecla.

373. Como el ánimo de los Portugueses ha sido y es que no se llève á efecto el tratado, no han omitido medio alguno para ello; y así, ademas de las infundadas disputas que á este fin promovieron sobre la misma demarcacion, procuraron suscitar otras que difriesen las operaciones, como lo ejecutaron desde que se unieron las dos primeras partidas acerca de los poderes y con otros varios pretextos; procediendo todos en esto de acuerdo, segun parece, en vista de lo ocurrido al segundo comisario D. Diego de Alvear con su concurrente D. Juan Francisco Roscio.

374. Donde mas se manifestaron los designios y conducta de los Portugueses fué en la construccion de los fuertes de Albuquerque y Coimbra, no en territorio neutral, sino en el que, por el mismo tratado, corresponde indubitavelmente á España; como asimismo en que sin embargo de ser comun la navegacion del Paraguay, la impidieron á un dependiente de la partida del comisario D. Félix de Azara; pero aun es mas extraño que todo esto, el que los Portugueses, no obstante las continuas justísimas reclamaciones y requerimientos de España, no solo mantienen dichas fortalezas de Albuquerque y Coimbra, sino que las renuevan haciéndolas de mampostería.

375. Por último, ¿qué prueba podrá darse mas convincente y clara del injusto proceder de los Portugueses en esta parte, que el hecho de haber bajado con canoas armadas por el Paraguay desde el fuerte de Coimbra á la villa española de la Concepcion, con el pretexto de reclamar esclavos, y el verdadero objeto de cometer los insultos y tropelías que ejecutaron?

376. Si se consideran por una parte las uniformes y continuadas operaciones con que los gobernadores portugueses de

1800.

todas las provincias confinantes con las de España han procurado constantemente, no solo retardar ó frustrar la ejecucion del tratado, sino extender sus posesiones con notoria transgresion de sus mas principales, claros y terminantes artículos; y si se reflexiona, por otra, la inaccion del ministerio portugues en corregir y remediar estos excesos, hay sobrado fundamento para creer que procedian en virtud de algunas órdenes ó instrucciones secretas de la corte de Lisboa.

377. No puede seguramente atribuirse á otro principio la seguridad y cuidado con que determinaron construir y construyeron los establecimientos de Casalvasco, Palacio del General y otros, á la parte meridional del rio Itenes ó Guaporé, guarneciéndolos con barcos, tropa y guardias; la resistencia que hicieron á que el comisario español D. Antonio Álvarez reconociera dicho rio, y la renuncia que manifestaron á que se trazase la línea recta desde la boca del Jaurú hasta la confluencia del Jareré en el Itenes; sin embargo de estar así expresamente dispuesto en el artículo 10 del tratado.

378. Esta fundada sospecha de que los gobernadores portugueses procedian en virtud de órdenes de su corte, la elevó á un grado de prueba incontestable la construccion del fuerte Príncipe de Béira, ejecutada despues de seis meses de concluido el tratado del año de 1777 sobre la villa del mismo rio Itenes, contra lo expresamente acordado y dispuesto en su artículo 18. ¿Cómo es posible que, sin el consentimiento de la corte, hubiera procedido el capitan general de Matogroso á un establecimiento que, ademas de ser contrario al tratado que ya habria recibido, exigia crecidos gastos?

Insultos
ó invasiones
de los Portugueses
en territorio
español.

379. Ello es que no solo se construyó dicho fuerte, sino que la experiencia acreditó que su objeto no fué otro que el de abrogarse la privativa navegacion de todo el rio de la Madera, llevarse á su territorio las familias de Indios españoles, como lo ejecutaron con setenta en el año de 1784, y proteger las extracciones de ganado que harian los Portugueses de los territorios de España por los rios Machupo y Baures; llegando á tanto su osadía, que con motivo de haber advertido que se acercaban

por aquel paraje algunos Españoles , dió orden el gobernador para que los prendiesen, con el fin sin duda de que no reconocieran el fuerte , ni pudieran informar de su ilegítima situación.

1800.

380. Así es que á su salto entró una partida portuguesa por el Baures , y acometiendo á las canoas de nuestras Misiones, quitó á los Indios las cartas que conducian , y les obligó á que les mostrasen ganados para robar.

381. Aun se propasó á mas un oficial portugues , que habiendo entrado con gente armada por el Machupo, tuvo el atrevimiento, no solo de vejar gravemente á los habitantes de las Misiones españolas de Móxos , sino tambien de inspirar en algunos de aquellos Indios ideas de sublevacion contra el gobierno de España.

372. Últimamente comprueba lo mismo la expedicion que hizo el general de Matogroso por el Guaporé , para establecer una fortaleza en la boca del rio Bení; lo que no tuvo efecto por haber perecido allí muy á los principios el capitán de ingenieros encargado de la obra.

383. En la parte de demarcacion encargada á la cuarta partida, no fueron ménos irregulares los procedimientos de los Portugueses. Se ha referido ya que el comisario español D. Francisco Requena estuvo 12 años en aquel paraje; y aunque en este tiempo que trabajó sin cesar é hizo varios reconocimientos adelantó poco en el objeto de su comision por los inicuos medios con que los Portugueses entorpecian todas las operaciones; pero esto mismo le hizo experimentar mas de cerca la conducta de ellos , y conocer claramente que sus designios jamas han sido dar cumplimiento al tratado, sino adelantar sus posesiones.

Mala fe, abusos,
usurpaciones, etc.
de los Portugueses.

384. Debian los Portugueses, conforme al artículo 20, entregar al comisario español , en el término de cuatro meses ó ántes, la banda septentrional del rio Marañon ó Amazónas, desde la entrada del Yavari hasta la boca mas occidental del Yapurá; pero no solo eludió el cumplimiento de este artículo el comisario portugues, sino que durante la demarcacion fué aumentada

1800.

la guarnicion del fuerte de Tabatinga, situado en terreno perteneciente á España por el tratado, y habiendo llevado oculta-
mente artillería, se pusieron los Portugueses en estado de que
no pudieran embarazar los Españoles sus injustas operaciones.

385 Por la misma razon debian entregar un pueblo que
con el nombre de San Fernando de Andinas estaba fundado
en la propia banda septentrional del Marañon á la boca del Pu-
tumayo; en cuyo paraje tuvieron mision los religiosos Fran-
ciscanos de Popayan hasta el año de 1762, en que los desaloja-
ron los Portugueses, apoderándose de sus habitantes, y de to-
dos los muebles, utensilios y adornos de la iglesia: habia reco-
nocido un oficial español dicho pueblo seis meses antes de ren-
dirse las dos partidas demarcadoras en Tabatinga, y lo halló en
muy buen estado; pero aunque segun el citado artículo tenían
libertad los habitantes para permanecer ó trasladarse al terreno
de Portugal, el comisario de esta nacion, á su paso por dicho
pueblo para aquel fuerte, dispuso con violencia que todos fue-
ran conducidos á la margen meridional del Marañon, denomi-
nando Aldelinha á este nuevo establecimiento; y que el anti-
guo fuera demolido en términos que indicase mas antigua su
destruccion. Requirió nuestro comisario al portugues sobre
este procedimiento; y aunque le ofreció que al bajar por el rio
Marañon le presentaria los moradores de San Fernando de An-
dinas para explorar su voluntad acerca de si querian quedarse
bajo la dominacion de España en su antiguo domicilio, jamas
cumplió esta palabra.

386. Igual violenta traslacion y destruccion ejecutaron los
Portugueses en los habitantes y pueblos de San Joaquin, pues
estando situado en la orilla meridional del Yapurá, que segun
el tratado debia quedar por España, llevaron sus moradores á
la orilla meridional del mismo rio por cima del Salto de Cu-
patí.

387. Aunque procuraron hacer esta operacion con la mayor
reservá, no se ocultó al comisario español; y así, habiendo lle-
gado al referido paraje, advirtiéndole que el portugues no le ha-
blaba de aquel pueblo, le pasó oficio reclamando su entrega, y

la restitution de sus habitantes; á que contestó que lo habian abandonado mucho tiempo ántes de la celebracion del tratado, por una gran epidemia de viruelas que padecieron, como podria informarse de ellos mismos cuando llegáran las dos partidas al pueblo Tabocas, situado por cima de dicho Salto de Cupatí; pero aunque pasaron por esta poblacion en dos ocasiones, evitó el portugues que nuestro comisario se informára de sus habitantes; con el pretexto de que estaban ausentes ocupados en la caza, sin que le hicieran fuerza las razones con que este le manifestó, que así el abandono del pueblo de San Joaquin como la fundacion del de Tabocas, habian sido muy recientes, como se inferia con la mayor claridad y evidencia de que en el primero permanecian muchas casas con su blanqueo; habia sementeras, crias de ganado de cerda casero, y aun no tenian yerba las calles, y las señales y estado del segundo daban convincentes indicios de su nueva construccion.

388. No se contentaron los Portugueses con privar injustamente á España, por medio de estas traslaciones, de unos pueblos que segun el tratado le correspondian ya, y en que no habia otra cosa que hacer que entregarlos, dejando á voluntad de sus habitantes la eleccion de permanecer en ellos ó pasar á terreno de Portugal; sino que en establecer á los de San Joaquin por cima del Salto de Cupatí, en la poblacion que denominaron Tabocas, llevaron el objeto de que aparentando hallarse esta construida ántes del tratado, daban algun colorido á su injusta solicitud sobre la direccion de la línea divisoria.

389. Con el mismo fin, y confiados los Portugueses en que podrian persuadir al comisario español que la boca mas occidental del Yapurá era el caño de Avatiparana, y de que la comun navegacion de aquel rio continuaria hasta pasado el Salto de Cupatí, construyeron, ademas de Tabocas, otras tres poblaciones en la banda septentrional de dicho Yapurá, la primera con el nombre de Maripí Nuevo, frente de la referida boca de Avatiparana, y las otras dos ántes de llegar al expresado salto, con los nombres de Curacis y Corotus. En esto llevaron la mira de poblar sus terrenos confinando á los de España (que siempre

1800.

ha cuidado poco ó nada de ejecutar lo mismo en los suyos), para continuar su ambicioso sistema y poder impedir á su salvo y en cualquier acontecimiento que los Españoles naveguen el Yapurá.

390. Como los Portugueses tratan inhumanamente á los Indios, haciéndolos trabajar con exceso, y suministrándoles poco y mal alimento, no tienen el número suficiente, y así acostumbran para surtirse de los precisos, reponer de algun modo sus poblaciones, y construirlas de nuevo, salir con partidas de tropa á caza de ellos, procurando siempre hacer estas crueles expediciones en territorios pertenecientes á España. Así fué como fundaron los expresados establecimientos de Maripí, Curacis y Corotus, extrayendo muchas familias de los rios Apaporis y Muritiparana, y del Alto Yapurá, cuyos terrenos corresponden á España.

391. En dichos dos últimos pueblos de Curacis y Corotus formaron los Portugueses el depósito de los referidos Indios, custodiándolos con la correspondiente seguridad hasta hallar proporcion de transportarlos á sus establecimientos de rio Negro y capitanía general del Pará; sin que bastasen á contener tan detestable conducta las repetidísimas reclamaciones y protestas del comisario español D. Francisco Requena; ni sus continuas representaciones á la corte movieron al ministerio á exigir de la de Lisboa las providencias oportunas para el remedio de un desórden que, á mas de ser tan opuesto á la humanidad y á todo derecho, perjudicaba gravemente y por diversos respectos los de España.

392. Como si para el logro de sus designios pudieran contribuir el maltrato y correspondencia con el comisario y partida española, no omitieron medio alguno los Portugueses, por inícuo y vergonzoso que fuera, de que no se valiesen para hacerles abandonar la comision ó acabar con todos. Se apoderaron de algunas familias que el comisario español habia llevado para poblar á Tabatinga, obligaban á los individuos de la partida que navegaban por el Marañon á llevar pasaportes, no querian que llegasen á los pueblos intermedios por víveres; á todas las

1800.

embarcaciones españolas que los conducian las registraban, y ponian guardias portuguesas en ellas; impedian y estorbaban la caza y pesca, que eran los únicos arbitrios para buscar la precisa subsistencia, insultando muchas veces las canoas de montería; castigaban severamente á los que vendian víveres á los Españoles; de suerte que estos tenian que comprarlos ocultamente, y los tratantes, por el riesgo á que se exponian, no les vendian sino á precios muy subidos; llegaron al extremo de impedir á los Españoles en el pueblo de Fefé, donde estaban ambas partidas, el que saliesen de su recinto; prohibieron que sus embarcaciones bajasen de Tabatinga, y no permitieron que pasasen de este fuerte los reemplazos que venian de Quito para la partida española; mandaron un teniente y cincuenta soldados para desalojar con violencia y avilantez á un cabo y cuatro soldados españoles que cuidaban de unas sementeras hechas para la subsistencia de la partida; y con efecto lo ejecutaron, apoderándose de ella y un pesquero que habian establecido allí; fomentaron quimera entre los soldados de una y otra nacion; retuvieron los pliegos que la corte remitia al comisario Requena por medio del embajador de España en Lisboa, ocultando tambien las ocasiones que habia para contestar por el Pará, y por último cometieron el exceso de quedarse con algunos Indios Bogas de la partida española y con un esclavo del rey.

393. Si reconvenidos los Portugueses de tan inicuos procedimientos, no podian negarlos por su publicidad y circunstancias, procuraban cohonestarlos, imputando á nuestro comisario excesos que ni aun habia pensado cometer; y así fué tan conocida la calumnia, que, en una ocasion no pudiendo desentenderse de ella el jefe de los Portugueses, se vió en la precision de retirar arrestado de la partida á uno de sus oficiales.

394. Sobre todos estos puntos representó muchas veces el comisario D. Francisco Requena, en solicitud de alguna providencia que atajára tantos desórdenes, insultos, vejaciones y tropelías, con que vivia en una continua inquietud y agitacion, con evidente peligro de su vida; pero jamas se dió el menor paso por el ministerio.

1800.

395. Al mismo tiempo que los Portugueses tenian como en arresto á la partida española en el cuartel general de Fefé, ellos se desmandaban por todas partes, haciendo clandestinos reconocimientos por terrenos pertenecientes á España, atravesando por tierra de unos rios á otros hácia sus cabeceras, como si fuera por país de enemigos, y siendo vasallos de una soberana que por tantos vínculos estaba unida á nuestro monarca, llevaron su insolencia y atrevimiento á un grado increíble, pues para descubrir nuestras posesiones de rio Negro por cima de las fortalezas de San Carlos y San Agustin, y las comunicaciones que por allí hay con el Orinoco, penetró con sus incursiones el coronel Manuel de Gama Lobo de Almada, primer comisario y gobernador de la capitania de Barcélos, por el rio Isara, y no pudiendo navegar por él todo lo que queria, siguió su viaje por el Iguarí; y dejando en este último las canoas, atravesó por el rio Negro, donde con los soldados que llevaba formó otras pequeñas embarcaciones y examinó todo aquel país, bajándose despues por el mismo rio Negro á la fortaleza de San Carlos; en la cual, fingiéndose un simple soldado, cargando para esto el agua, y haciendo el rancho á sus camaradas, hizo creer al comandante de aquella fortaleza, llevando la palabra un cabo de escuadra, que se habian perdido en los bosques con muchos trabajos por huir de infieles, y vistose en la necesidad de formar canoas para buscar los establecimientos de su nacion, y que habian navegado hasta allí por necesidad sin saber dónde llegaban.

396. Las obvias reflexiones á que da abundante materia esta série de sucesos acaecidos en el espacio de tres siglos, convencen desde luego, que si á los Portugueses no se ponen límites en la América meridional, llegarán muy en breve á dominar ellos solos en ella, pues siendo ya dueños de dilatados terrenos, y de la navegacion de muchos rios que se internan en nuestras posesiones, lo serán igualmente de las producciones y comercio de estas, y léjos de rendir aquellas colonias españolas utilidad alguna á su metrópoli, le serán cada dia de mayor gravámen.

397. Además de esto, es de tener en consideración que la íntima alianza de la corte de Lisboa con la de Londres puede facilitar á los Ingleses, permaneciendo las cosas en el estado que hoy tienen, el designio de sublevar nuestras provincias confinantes con los portuguesas.

398. Y por último, está en cierto modo comprometido el honor de España por la insolencia con que los Portugueses no solo han dejado de cumplir lo acordado en el tratado de 1777, hecho tan á su gusto, cual nunca podian pensar, sino que continuado su antiguo sistema, han adelantado sus establecimientos, y cometido las tropelías, vejaciones é insultos que acabamos de referir.

399. No cabe, pues, la menor duda en que, por todo lo expuesto, es urgentísima la demarcacion, ni tampoco en que es necesario proceder en este asunto, sin perder de vista la conducta de la corte de Lisboa en semejantes casos, porque si es posible, no le quede el menor efugio para eludir y frustrar el cumplimiento de lo que se acuerde.

400. Los conocimientos últimamente adquiridos del terreno por donde ha de pasar la línea divisoria contribuyen mucho á este fin; pero aunque la demarcacion aclarará los derechos de España, no será bastante á precaver los insinuados y otros muchos males de que están amenazadas sus posesiones en América, si al mismo tiempo no se trata de tomar las mas serias providencias para contener las usurpaciones de los Portugueses, impedirles su ilícito comercio, evitar en cuanto sea posible su trato y comunicacion con los habitantes españoles de las provincias contiguas; y en una palabra, si no dejan de mirarse aquellos dominios con la indiferencia y abandono que hasta ahora.

401. Este hubiera tambien sido objeto de nuestras reflexiones en la presente obra, si no hubiéramos temido por una parte molestar la atencion de V. E., y considerado por otra, que podrán tener lugar mas oportuno luego que entre las dos cortes se acuerde lo conveniente en los puntos sobre que se versan las diez disputas que comprenden la segunda parte.

402. Enterado de todo, no se ocultarán á la alta compren-

1800.

sion de V. E. la importancia de este asunto, ni la necesidad de un nuevo tratado de límites. El notorio celo, actividad y eficacia que animan á V. E. en cuanto conduce al mejor servicio del rey y bien de todos sus dominios, nos prometen, que desde luego no se omitirá medio alguno para ello, y que V. E. se dignará admitir con el agrado que le es tan natural nuestros conatos y deseos de contribuir á tan importante objeto.

RELACION DE LAS NOTAS Y CITAS

RELATIVAS Á LOS DOCUMENTOS QUE SE HAN TENIDO PRESENTES PARA
ESTA OBRA.

Números marginales de la obra:

3. (a) Diario de D. Diego de Alvear, folio 87, instrumento otorgado y firmado por los comisarios en 8 de octubre de 1784. Diario de Varela, folio 13.

5. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 6 de marzo, 3 de junio, y del mismo 1784, números 913, 32 y 59 y 7 de diciembre de 1791.

8. (a) Diario de Alvear, folio 103, dicho instrumento de 8 de octubre de 1784. Diario de Varela, folio 35.

10. (a) *Nota*. En ningun mapa se hallan los rios Ibimini ni Coya-cuy. El de Ararica se conoce tambien con el nombre de Bacari.

Otra. Hay dos rios Piratinis, uno que entra en el sangradero ó desaguadero de la laguna de Merin, y el otro que entra en el Uruguay. De este segundo habla el tratado de 1777 en el artículo 4.

12. (a) Representacion de Varela al ministerio en 5 de agosto de 1791.

(a) Diario de Varela, dia 6 de mayo de 1787, instrumento firmado por los dos comisarios en 30 de enero de 1788, y carta del mismo de 1º de setiembre de 1787 al Sr. Valdes.

15. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 28 de enero de 1790, número 11; véase tambien la del virey Vertiz de 5 de febrero de 1779.

16. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 28 de enero de 1790, número 10.

17. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 28 de enero de 1790, núm. 11; Varela en su relacion al ministerio de 5 de agosto de 1791.

Diario de este, día 9 de mayo de 1788.

18. (a) Relacion de Varela al ministerio de 5 de agosto de 1791. Diario del mismo, día 12 de mayo de 1787.

20. (a) Diario de Varela, 4 de agosto de 1788.

22. (a) Diario, id., id., 14 de agosto de 1788.

23. (a) Id. de Alvear, folios 483 y 607.

24. (a) Id., id., id., folio 622.

(a) Id., id., id., folios 624 y 625.

27. (a) Id., id., id., folios 368 y siguientes.

28. (a) Id., id., id., folio 380.

29. (a) Id., id., id., folio 381.

31. (a) Id., id., id., folios 386 y siguientes.

33. (a) Id., id., id., folio 357.

34. (b) Aunque es cierta esta instruccion, no se ha encontrado minuta de ella en los papeles suministrados por el archivo.

35. (a) Diario de Alvear, folios 395 y siguientes.

36. (a) Id., id., id., folio 412.

(a) Id., id., id., folio 527. Cartas del virey de Buenos Aires de 7 de diciembre de 1791, 6 de octubre de 1792, y 28 de febrero de 1793.

39. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 28 de octubre de 1792.

41. (a) Diario de Alvear, folios 395 y siguientes.

43. (a) Cartas del virey de Buenos Aires de 7 de diciembre de 1791 y 6 de octubre de 1792; y carta de D. Félix de Azara de 19 de noviembre de 1791.

45. (a) Diario del reconocimiento hecho por D. Martin Boneo en el Paraguay, y remitido al intendente de aquella provincia D. Joaquin Alos.

47. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 23 de setiembre de 1790, núm. 9.

51. (a) Carta de Requena de 18 de diciembre de 1780.

52. (a) Cartas de Requena de 13 de abril, 6 de junio y 22 de julio de 1787, números 85, 86 y 88; 29 de febrero y 18 de junio de 1788, números 91 y 93, y 8 de enero de 1789, número 96.

53. (a) Cartas de Requena de 18 de noviembre de 1780, número 7, de 26 de julio, 8 de agosto y 30 de octubre de 1781, números 16, 18 y 21.

1800.

95. (a) Carta de Requena de 20 de octubre de 1781, número 20.
59. (a) Cartas del comisario Requena del 30 de octubre de 1784 y de 15 de enero de 1782, números 22 y 23.
62. (a) Cartas de Requena de 25 de diciembre de 1782, 7 de enero y 1º de febrero de 1786, números 31, 74 y 77.
67. (a) Cartas del segundo comisario D. Felipe de Arechuna de 26 de febrero y 25 de mayo de 1782, números 26 y 27.
69. (a) Representación de Requena de 5 de diciembre de 1782, número 30, con la escritura que sobre este asunto acordaron.
74. (a) Quanto se refiere desde el número 70 consta del diario del reconocimiento del río Yapurá, remitido por Requena con su citada carta número 30, con que acompañó varios documentos de sus cartas números 28 y 29.
76. (a) Carta de dicho comisario de 20 de febrero de 1783, número 33.
93. (a) Cartas del virey de Buenos Aires de 6 de marzo, 3 de junio de 1784, y 7 de diciembre de 1791, números 913, 32, 39 y 431. Diario de Alvear, folio 75 hasta el 80.
- Nota.* — El virey de Río Janeiro contestando sobre esta disputa al de Buenos Aires, sostuvo la opinión del comisario portugués. Carta del virey de Buenos Aires de 18 de octubre de 1785, número 360.
96. (a) Diario de Alvear, folios 75 y 136.
97. (a) Id., id., id., folio 137.
100. (a) *Nota.* — Este fuerte al tiempo de la demarcación estaba casi arruinado; carta de Varela de 25 de julio de 1786.
101. (a) *Nota.* — Este es el arroyo ó río mas meridional que entra en el sangradero de la laguna Merin; carta del virey de Buenos Aires de 24 de mayo de 1785, núm. 259.
- (a) Carta de Varela de 25 de julio de 1786 y 1º de setiembre de 1787.
103. (a) *Nota.* — Hay dos arroyos con el nombre de Chui: uno que desagua en el mar y es por donde principia la línea, y otro que entra en el Yaguarí y dirige sus aguas á la laguna Merin: de este segundo se habla aquí.
109. (a) *Nota.* — Para mayor claridad de esta primera disputa, puede verse el mapa en escala grande, firmado por Varela y su concurrente Cabral, y remitido por el virey de Buenos Aires en carta de 28 de enero de 1790, núm. 12.

119. (a) Carta de Varela al Sr. Valdes de 1° de setiembre de 1787, y en otra del mismo de 5 de agosto de 1791. Diario de Alvear, folio 489.

115. (a) Carta de Varela de 5 de agosto de 1791, y del virey Vertiz de 5 de febrero de 1779.

125. (a) Cartas del virey de Buenos Aires de 4 de febrero de 1779, número 94, y 28 de enero de 1790, número 11, y la de Varela de 5 de agosto de 1791, con otras varias á que se refieren.

128. (a) Diario de Alvear, folio 332.

133. (a) Carta de Varela de 5 de agosto de 1791.

136. (a) Véanse los números 17 y siguientes de este extracto.

(b) Véase el número 31 de este extracto.

137. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 28 de enero de 1791, número 10, y diario de Alvear, folios 483 y 609.

138. (a) Véanse los números 34 y siguientes de este extracto.

140. (a) Diario de Alvear, folios desde el 390 hasta el 432 y en el 527.

161. (a) Véanse los números 36, 42 y 43 de este extracto.

164. (a) Cartas del virey de Buenos Aires de 7 de diciembre de 1791, de Azara de 19 de noviembre del mismo; del primero de 6 de octubre de 1792 y 29 de agosto de 1793, y 28 de febrero de 1793.

184. (a) Véanse los números 39 y siguientes de este extracto.

186. (a) Carta de D. Martin Boneo de 14 de octubre de 1790 á D. Joaquin Alos, gobernador del Paraguay.

189. (a) Copia de la respuesta del ministerio portugues á la reclamacion de España, que acompañó el señor embajador D. Diego de Noronha, con carta de 16 de junio de 1791: cartas del virey de Buenos Aires de 7 de diciembre de 1791, y 12 de enero de 1792.

Nota. — Aunque sobre este y otro asunto de la misma clase se formó un pequeño extracto, no resulta otra resolucion que la siguiente: « *Anduaga para imponerse á imponerse de esto:* » pero no consta que se hiciese; y así permanecen estos puntos sin determinar.

191. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 6 de octubre y 7 de diciembre de 1792, y 27 de febrero de 1794.

201. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 6 de octubre de 1792.

202. (a) Cartas del virey de Buenos Aires de 19 de enero de 1793, y una de Azara á este de la propia fecha.

205. (a) Cartas del virey de Buenos Aires de 29 de junio de 1790, número 11; 23 de setiembre del mismo, 6 de octubre de 1792, y

1800.

6 de febrero de 1793 ; y de D. Lázaro de Ribera, gobernador de Móxos de 16 de marzo de 1792.

206. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 12 de abril de 1792.

208. (a) Este es el otro punto que se insinúa en la nota al número 189 de este extracto. Véase la carta de la Audiencia de Cháracas de setiembre de 1792.

209. (a) Sobre este punto véase la nota al número 189, y los documentos que en ella se citan.

212. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 6 de octubre de 1792.

217. (a) Sobre el río Bení y su curso hay varias opiniones : algunos creen que sus aguas van á incorporarse con el Inambari, y que junto con el Ucayate entra en el Marañon ; otros lo dirigen al río de la Madera. Los PP. Franciscanos del colegio de Ocopa, en sus nuevas relaciones y mapas impresos en Lima, son de diferente parecer ; quieren algunos geógrafos que sea un propio río con el Yavari ; y otros, que sea el llamado Purus : lo cierto es, que sea ó no el Bení el que está denotado por tal en el mapa, en aquella situacion entra en el de la Madera un río muy caudaloso, y en su boca han hecho los Portugueses un desmonte para fortificarse.

218. (a) Números 51 y siguientes de este extracto, cartas de Requena de 26 de julio y 18 de noviembre de 1781, números 7 y 16.

222. (a) Cartas de Requena de 8 de agosto y 30 de octubre de 1781, números 18 y 21, y los documentos que las acompañan.

223. (a) Cartas del mismo comisario de 13 de abril y 6 de junio de 1787, números 85 y 86.

224. (a) Cartas del propio Requena de 29 de febrero de 1788, número 91.

226. (a) Números desde el 57 al 63 de este extracto.

237. (a) Véase el proyecto entregado al ministerio por Requena sobre este punto de demarcacion, en 10 de marzo de 1796.

239. (a) Véanse los números 214 y siguientes de este extracto.

240. (a) El río Tonantis tiene su curso leste-oeste y cuando entra en el Marañon lleva este su direccion (por una grande vuelta que forma) casi N.-S.

248. (a) Carta de Requena de 15 de enero de 1782, número 23.

249 (a) Diario del río Yapurá por Requena, remitido con oficio de 6 de diciembre de 1782.

255. (a) Véase el mismo diario del Yapurá.

256. (b) Noticia del río de los Engaños ó Comiarí, papel remitido

por Requena en carta de 6 de diciembre de 1782, número 30.

.1800.

237. (a) Noticias del rio Apaporis y escritura de convenio celebrada en él, y remitida por Requena en su oficio número 30.

239. (a) Véase el documento 6º remitido por el comisario Requena en su citada carta número 30.

262. (a) Memoria del general portugues presentada á Requena, y su respuesta, remitidas por este con carta de 8 de junio de 1784, número 36.

267. (a) Véase la citada carta de Requena de junio de 1784, número 36 con los documentos.

270. (a) Véanse los números 239 y siguientes de este extracto.

272. (a) Esta situacion coincide con lo que dice Mr. de la Condamine, de que entrando por el Yapurá á 3 dias se halla un lago, que de allí por el rio Irubashi se atraviesa al rio Negro. Extracto del diario de dicho Condamine, página 69.

280. (a) Los pueblos de Yavari, San Pablo y Matura fueron de España hasta el año de 1710, en que los Portugueses, por una invasion que hicieron, se apoderaron de los despojos de las misiones del P. Samuel Fritz y se establecieron en aquella costa. *Diario del viaje de Mr. de la Condamine*, introduccion histórica, página 191, impreso en Paris el año de 1751.

284. (a) Números 159 y siguientes de este extracto.

289. (a) Carta de Requena de 8 de junio de 1784, número 36, con los documentos que la acompañan.

290. La misma carta de 8 de junio de 1784, número 36.

307. (a) Véase la *Disertacion* que sobre la línea divisoria dieron á luz D. Jorge Juan y D. Antonio Ulloa, impresa en 1784, pág. 25.

308. (a) Véase la disertacion desde la pág. 25 hasta la 38.

313. (a) En la citada disertacion desde la página 107 se refieren el descubrimiento y conquista del Rio de la Plata y los primeros gobernadores españoles.

347. (a) Ulloa, parte primera, tomo segundo, lib. 6, capítulo 3º, párrafo 2º, páginas 516, 519, 520 y 523. El P. Fr. Pedro Simon, *Historia de las conquistas de tierra firme*, segunda noticia, capítulos 17 y 18, páginas 104 y 107, impresa en Barcelona en 1626; *El Marañon* del P. Rodríguez, libro 1º, capítulos 3º y 5º; libro 2º, capítulo 3º, impreso en Madrid en 1634.

348. (a) Rodríguez, libro 2º, capítulo 3º; Ulloa, parte primera, tomo 2º, capítulo 3º, lib. 6º.

1800.

358. (a) Carta del capitán general de Carácas de 4 de julio de 1784, número 269.

359. (a) *Nota*. — En el año de 1744, subió desde el Océano al lago Piramí por el río Esquibí (hoy en posesión de los Ingleses) el Alemán Nicolas Horstman, y por el río Blanco descendió al Pará : *Diario de la Condemina*, página 71, impreso en Amsterdam en 1743.

364. (a) Números desde el 82 hasta el 85 de este extracto.

(a) Carta del virey de Buenos Aires de 21 de mayo y 31 de octubre de 1785, números 259 y 365.

366. (a) Carta de Varela al Sr. Valdes de 25 de julio de 1786.

367. (a) Diario de Alvear, folio 181.

(a) Carta de D. José Caemafio de 14 de agosto de 1783.

368. (a) Diario de Varela, folio 12.

(a) Carta de Varela al Sr. Valdes de 25 de julio de 1786.

369. (b) Cartas del virey de Buenos Aires de 6 y 13 de diciembre de 1792.

370. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 1º de abril de 1787, número 662, y Varela en la relación presentada al ministerio de 5 de agosto de 1791.

(a) El virey de Buenos Aires en su carta del 21 de enero de 1791.

371. (a) Varela en su relación al ministerio de 5 de agosto de 1791.

372. (a) Números 110 y siguientes de este extracto : cartas del virey de Buenos Aires de 16 de agosto y 5 de diciembre de 1793.

373. (a) Diario de Alvear, folio 220 ; cartas del virey de Buenos Aires de 6 de marzo, 3 de junio y 7 de diciembre de 1784, números 913, 32 y 131.

(b) Números desde el 23 al 39, y desde el 130 hasta donde concluye la 4ª disputa.

374. (a) Véase la 6ª disputa, número 184 de este extracto.

(b) Número 45 de este extracto.

(a) Cartas del virey de Buenos Aires de 31 de marzo de 1729 y 27 de febrero de 1794.

377. Carta de la Audiencia de Chárcas de setiembre de 1782, é informe que sobre el particular hizo la junta de límites.

(b) Número 206 de este extracto.

(a) Carta del virey de Buenos Aires de 12 de enero de 1792.

379. (a) Carta de Ribera, gobernador de Móxos, de 16 de marzo de 1792.

380. (a) Carta del virey de Buenos Aires de 12 de enero de 1792.

381. (a) Carta de D. Lázaro Ribera de 18 de junio de 1792. Cartas del virey de Buenos Aires de 30 de setiembre de 1791, 31 de marzo y 6 de octubre de 1792.

383. (a) Número 78 de este extracto.

(b) Véanse las tres últimas disputas desde el número 218.

384. (a) Números desde el 218 hasta el 224 de este extracto.

(a) Cartas del comisario D. Francisco Requena de 6 de mayo y 4 de junio de 1784, números 53, 54 y 55, con las cuales acompañó un mapa.

385. (a) El comisario Requena en su viaje por el Marañon, año de 1781.

387. (a) Diario del Yapurá por Requena en 1782.

388. Véanse las disputas 8ª y 9ª.

389. (a) Noticias adquiridas por el comisario español despues del reconocimiento del rio Yapurá, hallándose en Fefé, y diario de la navegacion de dicho rio.

391. (a) Cartas de dicho comisario, números 44, 47, 51, 63, 65, 84, 89 y 104, fechas en 28 de noviembre de 1783, 30 de enero de 1784, 1º de febrero de 1785, 16 de noviembre de 1786, 12 de febrero y 6 de octubre de 1787, y 28 de abril de 1790.

392. (a) Cartas de Requena al ministerio, números 35, 37, 41, 48, 49, 53, 60, 64, 66, 70, 75, 79, 80, 100, 108, 109 y 113; sus fechas 8 de marzo, 1º de abril, 26 de junio, 2 de octubre y 21 de diciembre de 1783; 6 de mayo, 22 de octubre y 15 de diciembre de 1784; 1º de junio y 1º de julio de 1785; 12 de enero, 8 de mayo y 2 de julio de 1786; 18 de agosto de 1789; 6 de setiembre y 22 de diciembre de 1791, y 17 de octubre de 1792.

393. (a) Cartas de Requena al ministerio, números 112, 113 y 114, de 23 de junio, 17 y 18 de octubre de 1792.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y FRANCIA.



1800.

Firmados
el 1° de octubre.
El 9 de brumario
se canjearon
las ratificaciones.

Articulos preliminares entre España y Francia, obligándose la primera á ceder la Luisiana y entregar seis navios de linea en compensacion del establecimiento territorial que ofrece la última con título de rey al infante duque de Parma; se firmaron el 1° de octubre de 1800.

Plenipotenciarios.

Habiendo manifestado tiempo há la República Francesa á Su Majestad el rey de España deseo de volver á entrar en posesion de la colonia de la Luisiana, y habiendo por su parte manifestado siempre Su Majestad Católica una gran ansiedad en procurar á Su Alteza Real el duque de Parma un engrandecimiento que ponga sus Estados de Italia en un pié mas conforme á su dignidad, los dos gobiernos se comunicaron su objeto sobre estos dos puntos de interes comun; y permitiéndoles las circunstancias contraer obligaciones acerca del particular que les asegure, en cuanto de ellos penda, esta mútua satisfaccion, autorizaron al efecto, es á saber: la República Francesa al ciudadano *Alejandro Berthier*, general en jefe, y Su Majestad Católica á *don Mariano Luis de Urquijo*, caballero de la orden de Carlos III y de la de San Juan de Jerusalem, consejero de Estado, embajador extraordinario y plenipotenciario nombrado

cerca de la República Bátava y primer secretario de Estado interino; los cuales, despues de haber canjeado sus poderes, han convenido, salva la ratificacion, en los artículos siguientes :

1800.

ART. 1º. — Se obliga la República Francesa á procurar en Italia á Su Alteza Real el infante duque de Parma un engrandecimiento de territorio que eleve sus Estados á una poblacion de un millon á un millon y doscientos mil habitantes, con el título de *rey* y todos los derechos, prerogativas y preeminencias anejas á la *dignidad real*; y la República Francesa se obliga á obtener para ello la aprobacion de Su Majestad el emperador y rey y demas Estados interesados; de modo que Su Alteza el infante duque de Parma pueda sin contradiccion entrar en posesion de dicho territorio á la paz que deberá hacerse entre la República Francesa y Su Majestad imperial.

Territorio en Italia
para
el duque de Parma.

ART. 2º. — El engrandecimiento que habrá de darse á Su Alteza Real el duque de Parma, podrá ser en la Toscana, en caso que las actuales negociaciones del gobierno frances con Su Majestad Imperial se lo permitan. Podrá igualmente formarse de las tres legaciones romanas ó de otra cualquiera provincia continental de la Italia, siempre que quede un Estado unido.

Legaciones
romanas.

ART. 3º. — Su Majestad Católica promete y se obliga por su parte á devolver á la República Francesa, seis meses despues de la plena y entera ejecucion de las condiciones y estipulaciones arriba mencionadas acerca de Su Alteza Real el duque de Parma, la colonia ó provincia de la *Luisiana*, con la misma extension que tiene en la actualidad en poder de España, y tenia cuando la poseyó la Francia, y tal cual debe de ser en virtud de los tratados hechos despues entre Su Majestad Católica y otros Estados.

Restitucion
de la *Luisiana*.

ART. 4º. — Su Majestad Católica dará las órdenes necesarias para que la Francia ocupe la Luisiana en el momento que se ponga en posesion á Su Alteza Real el duque de Parma de sus nuevos Estados. La República Francesa podrá, segun la convenga, diferir la ocupacion; y cuando deba efectuarla, los Estados, directa ó indirectamente interesados, convendrán en las

Órdenes
para
su ocupacion.

1800.

condiciones ulteriores que puedan exigir los intereses comunes, y el de los respectivos habitantes.

Entrega
de buques
de guerra.

ART. 5º. — Su Majestad Católica se obliga á entregar á la República Francesa en los puertos españoles de Europa, un mes despues de la ejecucion de la estipulacion relativa al duque de Parma, seis navíos de guerra en buen estado, de porte de setenta y cuatro cañones, armados y arbolados, y en disposicion de recibir equipajes y provisiones franceses.

Causa comun
para casos
de ataque.

ART. 6º. No teniendo objeto alguno nocivo las estipulaciones del presente tratado, y debiendo dejar intactos los derechos de cada uno, no es de presumir que causen recelos á ninguna potencia. Mas si á pesar de ello sucediere lo contrario, y fuesen atacados los dos Estados á consecuencia de la ejecucion de dichas estipulaciones, se obligan á hacer causa comun para rechazar la agresion, como tambien para tomar las medidas conciliatorias propias á mantener la paz con todos sus vecinos.

Subsistencia
de un tratado.

ART. 7º. — Los empeños contraidos por el presente tratado no derogan parte alguna de los estipulados en el tratado de alianza de San Ildefonso, de 18 de agosto de 1796. Por el contrario, ligan nuevamente los intereses de ambas potencias, y aseguran la garantía pactada en el tratado de alianza para todos aquellos casos en que tengan aplicacion.

ART. 8º. — Las ratificaciones de los presentes artículos preliminares se expedirán y canjearán en el término de un mes, ó ántes si fuese posible, desde el dia de la fecha de dicho tratado.

En fe de lo cual, nos los infrascritos ministros plenipotenciarios de la República Francesa y de Su Majestad Católica, en virtud de nuestros respectivos poderes, firmamos los presentes artículos preliminares y los sellamos con nuestros sellos. Hecho en San Ildefonso, el 9 vendimiario, año nono de la República Francesa (1º de octubre de 1800).

MARIANO LUIS DE URQUIJO.

ALEJANDRO BERTHIER.

En el 9 brumario del mismo año se canjearon en San Lorenzo las ratificaciones de una y otra parte contratantes.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y FRANCIA.



Tratado entre el rey de España y la República Francesa, concluido el 21 de marzo de 1801, para la cesion del ducado de Parma, y retrocesion de la Luisiana.

1801.

Su Majestad Católica y el primer cónsul de la República Francesa, queriendo establecer de una manera perpétua los Estados que por equivalente á los de Parma deben darse al hijo del infante duque actual don Fernando, hermano de la reina de España, han convenido en los artículos siguientes y autorizado para formalizar este tratado, Su Majestad Católica al príncipe de la Paz, y el primer cónsul al ciudadano Luciano Bonaparte, embajador actual de la República cerca de Su Majestad, los cuales han convenido en los artículos siguientes:

Firmado
el 21 de marzo.
Canje el 11 de abril.

Plenipotenciarios.

ART. 1º. — El duque reinante de Parma renuncia por sí y sus herederos perpétuamente el ducado de Parma con todas sus dependencias en favor de la República Francesa, y Su Majestad Católica garantiza esta renuncia.

Renuncia
del duque
de Parma.

ART. 2º. — El gran ducado de Toscana renunciado tambien por el gran duque, y garantida la cesion de él á favor de la República Francesa por el emperador de Alemania, se dará al

Compensacion
de cesiones.

1801. hijo del duque de Parma, en compensacion de los Estados cedidos por el infante su padre, y en virtud de otro tratado hecho anteriormente entre Su Majestad Católica y el primer cónsul de la República Francesa.

Toma de posesion. ART. 3º. — El príncipe de Parma pasará á Florencia, en donde será reconocido por soberano de todos los dominios pertenecientes al gran ducado, recibiendo en la forma mas solemne de mano de las autoridades constituidas en el país las llaves de sus fortalezas y el juramento de vasallaje que como á soberano le es debido. El primer cónsul concurrirá con sus fuerzas á la pacífica realizacion de este acto.

Rey de Toscana. ART. 4º. — El príncipe de Parma será reconocido por rey de Toscana con todos los honores debidos á su cualidad; y el primer cónsul lo hará reconocer y tratar como tal rey por todas las demas potencias, cuyo convenio debe preceder al acto de posesion.

Elva y Piombino. ART. 5º. — La porcion de la isla de Elva perteneciente á la Toscana quedará en poder de la República Francesa, y el primer cónsul dará por equivalente al rey de Toscana el país de Piombino, que pertenecia al rey de Nápoles.

Tratado sobre la Luisiana. ART. 6º. — Como este tratado tiene su origen del celebrado por Su Majestad Católica con el primer cónsul, en el cual cede á la Francia la posesion de la Luisiana, convienen las partes contratantes en llevar á efecto los artículos de aquel tratado, y en que miéntras se acomodan las diferencias que en él se advierten, no destruya este los derechos respectivos.

Orden de sucesion. ART. 7º. — Y como la nueva casa que se establece en la Toscana es de la familia de España, estos Estados serán propiedad de España en todo tiempo; y á ellos irá á reinar un infante de la familia, siempre que la sucesion llegue á faltar en el rey que va á ser, ó en sus hijos, si los tuviere; pues si no, deben de suceder en estos Estados los hijos de la casa reinante en España.

Indemnizacion al duque de Parma. ART. 8º. — Su Majestad Católica y el primer cónsul, en consideracion á la renuncia hecha por el duque reinante de Parma en favor de su hijo, se entenderán para procurarle

una indemnizacion conveniente en posesiones ó en renta.

1801.

ART. 9º. — El presente tratado será ratificado y canjeado en el término de tres semanas, pasado el cual quedará sin valor alguno.

Hecho en Aranjuez, á 21 de marzo de 1801.

EL PRÍNCIPE DE LA PAZ.

LUCIANO BONAPARTE.

En 11 de abril de este año se canjearon las ratificaciones de Su Majestad Católica don Carlos IV y del primer cónsul de la República Francesa Napoleon Bonaparte.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.



APUNTES HISTÓRICOS

SOBRE LA

DEMARCACION DE LÍMITES DE LA BANDA ORIENTAL Y EL BRASIL.

NOTICIA HISTÓRICA.

1801. Estos apuntes no tienen mas importancia que la que puede darles el silencio á que han sido condenados los trabajos de la primera partida demarcadora en la frontera del Estado Oriental.

Dudas
de los comisarios
portugueses.

Despues de haber logrado reconocer la línea comprendida entre las costas del Océano y la confluencia del Pepirí-guazú en el rio Paraná, tuvo que desistir de su obra, por las dudas que promovieron los comisarios portugueses sobre la inteligencia que debia darse á los artículos 3º y 4º del tratado. Este era el arbitrio que empleaban para eludirlo, interesados como estaban en no ejecutarlo para no devolver lo usurpado.

Atentados
del gobernador
de Rio Grande.

Entretanto el gobernador de Rio Grande repartia estancias en el territorio que nunca habia pertenecido á la corona de Portugal, y constituía guardias para defenderlas, sin que bas-

tasen á contenerlo las representaciones y amenazas del virey de Buenos Aires.

1801.

Un gobierno ilustrado se hubiera valido de la prensa para acreditar la justicia de sus reclamaciones, y tal vez hubiera conseguido cortar el hilo de esta controversia. Pero la habilidad de un ministro en el antiguo régimen era ocultar sus actos, y hasta silenciar los resultados, por mas conveniente que fuese divulgarlos. Ningun uso se hizo de los infinitos trabajos de demarcacion, en cuya publicidad se interesaba tambien la geografía, y solo al cabo de un medio siglo se ha hecho posible anunciarlo.

Conducta
del gobierno.

Azara, tan propenso á comunicar al público el fruto de sus tareas, prescindió de lo que concernia la demarcacion, y ninguno de sus compañeros se atrevió á romper este silencio, no obstante que muchos de ellos tuviesen ya arreglados sus apuntes.

Silencio
de Azara.

En poder de algunos existen obras completas sobre la segunda demarcacion de límites : algo se conserva en el archivo del departamento topográfico de Montevideo ; pero todo lo ignora el público, y tal vez lo ignorará por mucho tiempo.

Obras
sobre la segunda
demarcacion.

Muchos pasos hemos dado para obtener estos documentos, todos ellos infructuosos ; y si de los trabajos de la primera division demarcadora no podemos presentar mas que estos *apuntes*, no debe imputarse á falta de celo ni de diligencias, sino á las dificultades que hemos encontrado en llenar este vacio (1).

Apuntes.

APUNTES HISTÓRICOS.

Recibido en Buenos Aires el tratado de 11 de octubre de 1777, el virey de estas provincias ofició al del Brasil, incluyéndole el plan aprobado por ambas cortes, relativo al modo de ex-

El virey
de Buenos Aires
se dirige
al del Brasil.

(1) PEDRO DE ÁNGELIS, *Coleccion de obras y documentos*. Buenos Aires, 1837.

1801. pedir las divisiones de demarcadores de límites; la formalidad con que debian conducirse; el método de operar unidos en sus trabajos; las providencias que se debian adelantar para conseguirlos y abreviarlos, y otras muchas cosas importantes y peculiares de esta grande obra.

Contestacion
indiferente.

El virey del Brasil contestó con indiferencia á este oficio, sin aprobarlo ni desaprobarlo. Decia que este plan se desconcertaria, por no existir ya muchos arroyos que en él se referian; miéntras que otros habian mudado de direccion. En una palabra, se esforzó en persuadir que la naturaleza se trastorna en este país, variando el curso de los grandes rios y la direccion de las montañas por donde debia pasar la línea divisoria. Últimamente, contra las expresas órdenes de ambas cortes, se oponia á que se formasen tres partidas demarcadoras, la una por esta banda oriental, otra por el Paraguay, la tercera por Santa Cruz de la Sierra; y pretendia que estos trabajos se encargasen á una sola partida, para de este modo alargarlos y hacerlos interminables.

Disputas injustas
de los Portugueses.

Vencidas, despues de algunos años, las dificultades que los Portugueses del Brasil fraguaban para que no se hiciera la demarcacion, trataron de entorpecerla con ridículas é injustas disputas, cuyos documentos originales existirán en el archivo del antiguo vireinato de Buenos Aires, y de los que daré luego una corta idea.

Principia la obra
en 1784.

Esta grande obra dió principio en el arroyo de Chuy el 13 de abril de 1784.

Planos
de ciertos territorios.

Las partidas demarcadoras españolas y portuguesas levantan en union los planos de los territorios comprendidos entre el Chuy, costa del mar, Rio Grande, San Pedro y costa oriental de la laguna Merin.

En seguida, consecuente al referido tratado de límites, se colocaron de acuerdo con los Portugueses los marcos siguientes:

Marcos colocados
de acuerdo.

1º Barra del arroyo del Chuy.

2º Cabecera de *id.*

3º Arroyito Capayú, cuya horqueta desagua en la laguna Merin, por la parte oriental.

4° Arroyo de San Luis, á una legua de su barra por la parte del E.

1801.

5° Á los 33° sobre la costa del mar, albardón de *Juana María*.

6° Márgen oriental de la laguna Manguera.

7° Cabecera del Tahiú.

8° Barra de *id.*

Resulta que nuestras pertenencias por esta parte empiezan en la barra del arroyo del Chuy, siguiendo su cauce hasta perderse en su pantano; y desde aquí hasta la barra del Capayú, y costeano la parte meridional de la laguna Merin, hasta encontrar el marco de la barra de San Luis, en cuyos puntos se colocaron los cuatro marcos de piedra, etc. — Desde la barra del arroyo Tahiú y siguiendo el cauce de este, hasta perderse en el pantano en que nace; y desde este punto, pasando por el borde oriental de la laguna Manguera en línea recta el mar, en los 33° de latitud austral, quedan por esta parte terminados los terrenos pertenecientes al Brasil, con otros cuatro marcos de piedra que lo demuestran: desde dicha barra del Tahiú, hasta la expresada altura de los 33°; y el terreno comprendido entre los expresados ocho marcos, costa oriental de la laguna Merin y la del mar neutral.

Demarcacion
de pertenencias
respectivas.

Levantados por las partidas de ambas naciones los planos topográficos de la parte meridional del Rio Grande ó de San Pedro, como asimismo el de todos los países, rios y arroyos que desaguan por la parte occidental de la laguna Merin; sondeada esta, y reconocido el sangradero de la misma laguna, desde su barra septentrional hasta la meridional, notando todas las barras de arroyos que desaguan en el mismo, prosigue la demarcacion desde la mencionada barra del Tahiú, en la costa oriental de la laguna Merin, hasta su sangradero ó desaguadero, que sale á la laguna de los Patos ó al mar, etc. Va luego la línea de demarcacion á unirse con el arroyo mas meridional que entra en dicho sangradero, conocido con el nombre de Piratiní. Los Portugueses le llaman á veces de *San Gonzalo*, sin que pueda en esto haber equivocacion ni contradiccion, por no haber otro arroyo mas meridional que éntre en el mencionado

Prosigue.

1801. sangradero, siguiendo la division su cauce, hasta las vertientes mas distantes que terminan en la cuchilla nombrada de San Antonio el Viejo. Continúa la division por esta cuchilla , hasta llegar á la encrucijada , que es la union á ella con la cuchilla general, en cuyo punto se halla un cerro en el que por su falda del E. principian las vertientes del arroyo Yaguaron , y por las del O. el rio Negro : y siguiendo la division desde este cerro, por la cuchilla general hácia el fuerte de Santa Tecla, que pasa muy inmediato á él , continuará por la expresada cuchilla general hasta el Monte Grande, ó Serranía de los Tapes, á inmediaciones de la Picada ó Paso de San Martin; desde cuyo punto, retrocediendo hasta Santa Tecla, hay colocados los diez marcos siguientes :

De la parte de esta provincia.

- Cinco marcos.
- 1° En las cabeceras del Piray-guazú ;
 - 2° En las vertientes del rio Yaguari ;
 - 3° Orígenes del rio Caciquey ;
 - 4° En el cerro de Caaybate ;
 - 5° En la margen del rio Ibiquí-mini.

De la parte del Brasil.

- Id.
- 1° En las cabeceras del rio Ibirá-mini ;
 - 2° En el cerro Mbaeberá, á tres cuartos de legua al N. de él ;
 - 3° En un ramo del rio Bacacay ;
 - 4° En frente del cerro Caaybate ;
 - 5° Cerca del Monte Grande.

Colocados desde Santa Tecla hasta el Monte Grande. Estos diez marcos, que se colocaron desde Santa Tecla hasta el Monte Grande, á uno y otro lado de la expresada cuchilla general, indican : los al E. de dicha cuchilla, los terrenos pertenecientes á Portugal, y los del O. á esta provincia , con el

espacio entre unos y otros de tres cuartos de legua de terreno neutral; distando los dos últimos como dos leguas próximamente del mencionado fuerte de Santa Tecla.

Solo en los parajes donde se colocaron marcos, anduvieron acordes con el tratado preliminar los dos comisarios español y portugues, quedando todo lo restante del terreno en disputa, hasta que sus respectivas cortes se conviniesen. Pero como el no habersé convenido no deroga lo establecido en dicho tratado preliminar, máxime siendo palpablemente injustas las objeciones de los Portugueses, se hace indispensable defender el derecho que por el referido tratado nos corresponde. Y para mayor claridad pueden detallarse los terrenos correspondientes á ambas naciones del modo siguiente: — Por regla general, todos los que, á mas de los que se hallaban establecidos en la banda del sur del Piratiní, ó rio San Gonzalo, al tiempo de la demarcacion (pues aun estos lo estaban fraudulentamente, como despues se verá), se hubiesen situado posteriormente, y se sitúen tanto en dicho paraje como en cualquiera vertiente, sea del arroyo que se fuese, á la laguna Merin, comete infraccion; lo mismo los que lo ejecuten en las del rio Negro y sus gajos, y en el Ibicuy y sus vertientes; en las que se comprenden el arroyo Tacuarembó y Yaguari, con otros distintos arroyos de diversos nombres, que todos desaguan en dicho Ibicuy: y solo tienen accion los Brasileños en las vertientes al Icabacué, que principia desde la mencionada cuchilla de San Antonio el Viejo á las del Bacacay y á las del Yacuy; cuyas dos últimas se hallan ya en el terreno demarcado desde las inmediaciones de Santa Tecla al expresado Monte Grande. Y para examinar si alguno de los establecidos en estas vertientes se abroga mas terreno del que le corresponde, usando del neutral, será facilísimo averiguarlo, buscando, por quien lo entienda, la cresta de la cuchilla general; y haciendo un tanteo prudencial desde dicho punto, ó midiendo si el establecimiento dista de él 22 y média cuadras de á 100 varas cada una, que corresponden á un cuarto y medio de legua, que deben distar los marcos de una y otra banda del centro de dicha cuchilla general, se tendrá

1801.

Regla general
sobre los terrenos
respectivos.

1801. el resultado necesario, para saber si los pobladores cometen infraccion.

Omision
de poner marcos
en ciertos parajes.

Se observará que no se han colocado marcos desde la Picada de San Martin hasta la boca del Pepirí-guazú, como asimismo entre Santa Tecla y las cabeceras del Piratini: pero sucedió así, porque ambos terrenos fueron reconocidos por las partidas españolas y portuguesas, levantando el plano de ellos; y llegando al Pepirí-guazú el 4 de agosto de 1788, se separaron ambas partidas sin que hayan vuelto á reunirse, como luego se dirá.

Al fin del reconocimiento de la frontera que média entre la guardia de San Martin y la barra del Pepirí, ambas partidas pusieron la señal siguiente, inmediata al Pepirí-guazú.

Inscripcion puesta
en 1788.

Se hizo un pequeño desmonte: en el medio se dejó un pequeño árbol, que llaman *ibirá-pitá*, cortándole todas las ramas, y quedando el tronco de 19 piés 4 pulgadas francesas. Está abrazado con una higuera brava, que no es fácil desprenderse aun cuando se pudra, y distante del suelo tres piés y cinco pulgadas. Se le sacó un bocado hácia arriba, de un palmo de frente que mira al N., y en él se grabó esta inscripcion: — † *Te Deum laudamus*, etc. 4 de agosto de 1788: y ademas se cortaron varios palos á trechos, sin método alguno.

Contrabandistas
y changueadores.

En este tiempo el gobierno de la provincia recibia frecuentes quejas de los habitantes de la campaña, que reclamaban proteccion para librarse de los contrabandistas y changueadores del Rio Grande, rio Pardo y Paulistas, que con frecuencia hacian correrías en nuestras estancias, llevándose cuanto ganado podian á sus países; uniéndose en várias ocasiones para estos robos con los Indios Charrúas y Minuanes. Para evitar estas agresiones, y los males ocasionados por los vagos y gauchos de nuestras campañas, se mandaron refuerzos de tropa, y várias instrucciones á las guardias fronterizas y de campaña.

Estancias
portuguesas
entre el Piratini
y Yaguaron.

Previendo las instrucciones que se enviasen patrullas frecuentes á recorrer las fronteras, dieron parte los comandantes de Santa Tecla y Cerro Largo de haber encontrado várias estancias y guardias portuguesas entre el Piratini y Yaguaron, y re-

mitieron las contestaciones del gobernador del Rio Grande, Pintos Bandeira, á las reconvenciones que sobre este punto se le hicieron; que en sustancia decia, con fecha 12 de enero de 1792: « que se persuadiesen de que él no consentia establecimiento alguno que excediese de las vertientes del rio Piratini ni del arroyo meridional que corre mas inmediato al fuerte de San Gonzalo: que todo lo demas provenia de informaciones falsas de los que no tienen verdadero conocimiento. »

Esta contestacion da á entender á los comandantes referidos que el rio Piratini tiene diverso nombre, por lo que consultan con fecha 20 de enero de 1792.

Tambien consultan sobre el oficio de 12 de enero de 1792 de Pintos Bandeira, diciendo, que por evitar contrabandos, establecian una guardia en las Puntas del Arroyo Grande.

La consulta de si el Paratini podrá conocerse con diverso nombre, solo puede resolverse fundándola en la poca inteligencia de los prácticos ó baqueanos: pues el referido Piratini, ó tronco principal, jamas puede confundirse con ninguno de los tres mayores gajos que le entran por la banda del sud, por ser conocidos de todo el mundo con los nombres de Arroyo del Medio, con el de Tamanduá, el que sigue á este, caminando al sud, y el subsiguiente del mismo rumbo con el de Santa María, que los Portugueses inventaron llamarle *Piratini-mayor*, por sus ideas particulares, como luego se verá. Y aunque hubo sus controversias al tiempo de la demarcacion entre los comisarios de las dos naciones, jamas consintió D. J. Varela y Ulloa en que se pusiese con tal nombre en sus planos: y aunque cada uno de los tres tiene varios regajos, son de tan corta entidad, que á la mayor parte de ellos no se les conoce nombre.

Debe observarse que los prácticos ó baqueanos de estos países, por su poca inteligencia suelen dar nombres que no tienen á los arroyos y cuchillas, y solo se les llama prácticos por el ejercitado tino de saber viajar sin perderse: ignorando el origen de los arroyos, curso de sus aguas, nombres, barras y demas esenciales circunstancias; dándoles apelativos que jamas tuvieron, segun sus ideas, ó los sucesos que les ha acontecido

1801.

Dudas
sobre el Piratini.

Consulta.

Resolucion
de las dudas
sobre el Piratini.

Ignorancia
de los prácticos.

1801.

en dichos parajes ; haciendo desconocer por este estilo , aun entre ellos mismos , las señas mas esenciales y vulgares , y aun mucho mas en los mapas geográficos , hechos con la mas escrupulosa prolijidad : como se puede notar en el mapa topográfico de los terrenos marcados por la primera division de demarcadores de límites en esta provincia , cuya copia existe en la secretaría del vireinato , para proporcionar nociones esenciales á la superioridad para sus mejores disposiciones , inteligencia y gobierno. Asi los empleados por él podrán darle los mas exactos conocimientos y obrar con el acierto que corresponde , y mas si la instruccion de los comisionados en la frontera no alcanza sino á producir por escrito lo que les suministren los mencionados prácticos ó baqueanos , pues no todos pueden manejarse por configuraciones del terreno.

Transgresion
hecha al tratado
preliminar.

Con respecto á la guardia en las puntas del Arroyo Grande , segun la explicacion de su situacion , de que daba parte el comandante de Santa Tecla , se deducia ser una de las transgresiones hechas al tratado preliminar , cohonestada con el fin de evitar los contrabandos : de cuya tolerancia hasta aquella fecha habia resultado , el que despues alegasen posesion los Portugueses , y quisieran vincular indebidamente todos sus establecimientos en la parte del sud del Piratini. Pues aunque en este se diese el caso que pudiera pertenecerles por convenio de ambas naciones , segun las disputas pendientes , todo el terreno que bañan sus vertientes , siempre se habian excedido en la situacion de la citada guardia de las Puntas del Arroyo Grande , y establecimientos hechos á una y otra parte de su paso inmediato á la laguna Merin , como asimismo en todos los demas que se hayan fundado despues de los reconocimientos de la demarcacion en aquellos parajes , en que debemos conservar accion hasta que se esclarezca la duda .

La relacion de los que existian en aquel tiempo voy á expresarla : por ella podrá inferirse los que posteriormente se hayan promovido , máxime cuando no hubo para ello reales resoluciones , y no haber intepretacion en cuanto se expresa en el artículo 4º del tratado.

1801.

Noticia de todos los establecimientos portugueses, en la costa del sud del Piratini y entre sus vertientes, que se hallaron al tiempo de los reconocimientos hechos de orden del comisario principal D. J. Varela y Ulloa, á saber :

Establecimientos portugueses.

1° Á poco mas de una legua de la barra de dicho Piratini se encuentra la charqueada de Juan Cardoso, que se estableció en 1780 con permiso del coronel D. Rafael Pintos Bandeira, comandante de la frontera de Rio Grande por S. M. F.

Charqueada de Juan Cardoso.

2° Á igual distancia, aguas arriba, un puesto de la misma charqueada, y entre este y la charqueada el fuerte de San Gonzalo, que por tradicion se sabe que allí lo hubo.

Fuerte de San Gonzalo.

3° Sigue despues la estancia de Pedroso, á la misma distancia que dista el puesto de la charqueada.

Estancia de Pedroso.

4° Á poco mas de una legua se encuentra la de Muñiz.

La de Muñiz.

5° Á un cuarto de legua de dicha se encuentra la de Rodríguez.

La de Rodríguez.

6° Á unas dos y média leguas la de Francisco Correa Pintos.

La de Francisco Correa Pintos.

7° Á ménos de un cuarto de legua de esta la del capitan Ferreyra.

La del capitan Ferreyra.

8° Á unas cuatro millas de esta la de Cardoso.

La de Cardoso.

9° Á unas cuatro y média de esta la de Baltasar.

La de Baltasar.

10° Á una legua de esta la de García; y á un cuarto de ella un puesto de la misma estancia.

La de García.

11° Á média legua de este la de Miguel Árias.

La de Miguel Árias.

12° Á legua y média de esta la de Manuel Martínez.

La de Martínez.

13° Á média legua de esta la de Manuel Flóres.

La de Flóres.

Todas, aguas arriba, inmediatas al tronco principal del Piratini por la banda del sud, distando, la que mas se acerca á él média milla, y la que mas se separa una legua.

Entre sus gajos, tambien de la parte del sud, nombrados Arroyo del Medio, Tamanduá y Santa María, se hallan :

14° La de Dutra en una punta de vertientes de Santa María.

La de Dutra.

15° La de Miguel Pereira á la costa del sud del de Tamanduá.

La de Miguel Pereira.

1801. 16° La de Manuel Rubio á la banda del norte de dicho arroyo.

La de Cabézas. 17° La de Cabézas á *idem* de un gajo de este, inmediata al Cerro de los Cedros.

Siendo estos los únicos puestos y estancias que se han conocido á dicha parte del sud del Piratini, al tiempo que practicó el reconocimiento de aquellos parajes pertenecientes á la demarcacion de límites; y el de

La de Bernardo Antúnez. 18° Bernardo Antúnez, de quien se tuvo noticia haberse situado posteriormente á inmediaciones de las asperezas del mencionado Arroyo de Santa María.

Y segun los partes citados de los comandantes de Santa Tecla y Cerro Largo, encontró, en 16 de diciembre de 1791, á mas de los establecimientos referidos, los siguientes:

Estancias.

Ocho
establecimientos
mas.

1. Guardia del yerbal.
2. Manuel Rodríguez.
3. Manuel Amaro.
4. Jerónimo Muñiz.
5. La del teniente coronel.
6. La de los Madrúgas.
7. Manuel García.
8. Juan Bautista, etc., etc.

Providencias
contra
estas usurpaciones
portuguesas.

Estas usurpaciones de territorio obligaron á la España á dar providencias que pudieran contener á los Portugueses, y se recibió una orden real, fecha 11 de junio de 1791, para que se situasen tres guardias al sud del Piratini, que pudiesen impedir se extendiesen los Portugueses por esta parte.

Las tres guardias españolas al sur del Piratini.

Establecimiento
de tres guardias
españolas.

En consecuencia, en el año de 1792 se establecieron las tres citadas guardias en los parajes siguientes: 1° En el cerro del

Juncal, cuatro leguas al norte de los cerros de Echenique, entre las Puntas del Arroyo del Juncal y un gajo de Téllez. 2ª Á inmediaciones de los cerros Agudo y Pedregoso, que están entre un gajo de Yaguaron-chico y otro de Candiota, que ambos desaguan en Yaguaron-grande; guardia que quedará cuatro leguas al nor-este del Paso de Melo, cuyo terreno es sumamente bajo y puntiagudo. 3ª Que será la mas occidental para fácil comunicacion con el fuerte de Santa Tecla, en una elevada situacion inmediata á la costa del Arroyo de Tórres, entre el gajo principal del Yaguaron y el Arroyo Candiota, que tambien lo es de dicho arroyo.

Resulta que quedaron situadas en estos términos: — la 1ª ó mas oriental, á cuarenta leguas al sud-oeste de la estancia de Dutra, y algo mas de la charqueada antigua de Juan Cardoso; — la 2ª á once, al nor-ueste de la primera y á siete al oeste de la estancia de Bernardo Antúnez; — la 3ª á nueve, al nor-nor-oeste de la segunda, ocho al sud-este del fuerte de Santa Tecla, y á diez poco mas ó ménos de todos los otros establecimientos portugueses de la banda del sud del Piratiní: teniendo esta última la excelencia que de su altura se descubre Santa Tecla, al rumbo y distancia que se ha expresado; el Cerro de San Antonio y la cuchilla del mismo nombre (que debe ser término ó division entre esta provincia y el Brasil, como mas adelante explicaré ampliamente) á tres leguas de distancia al norte; el de Yacegua á diez leguas al sud-sud-oeste; y los de Bayé, á ocho al oeste, y la cuchilla general á una y média al nor-ueste. Y lo mas esencial, que se ven á corta distancia, al nor-este, los Cinco Cerros, parajes por donde se hacen las mayores entradas y extracciones de ganado en el Rio Grande de San Pedro.

La guardia que tuvimos en los Cerritos de Echenique, que tambien es conocida por el nombre de la de *Arredondo*, distaba de Itacuruzú ó los Convéntos, veinte leguas, ya pasando el Yaguaron por un paso que tiene inmediato del mismo nombre de los Cerritos de Echenique, ó bien por los dos pasos de piedras que tiene mas arriba, ó por el de Perdiz; y veinte y cinco á Yacegua, pasando el Yaguaron por un paso que tiene

1801.

Cómo
quedaron situadas.

Guardia
de Arredondo.

1801. en la misma falda de Yacegua , llamado *de los Ladrones*.

Á las tres guardias referidas se les pusieron los nombres siguientes :

Llamada
la primera
San Antonio.

1ª El de San Antonio, que dista de la de los Cerritos de Echenique ó de Arredondo cinco leguas al norte : se halla aquí distante de dichos Convéntos las mismas veinte leguas , con corta diferencia, y de Yacegua veinte y tres.

San José,
la segunda.

2ª El de San José, que distará catorce de los expresados Convéntos, y diez de Yacegua.

Santa Rosa,
la tercera.

3ª El de Santa Rosa , que dista diez y ocho á veinte de los mencionados Convéntos, diez ó doce de Yacegua y ocho de Santa Tecla.

Guardias
San Rafael
y San Gabriel.

La guardia de San Rafael en el Tacuarembó , al norte de Santa Tecla, distará de este fuerte catorce ó quince leguas ; y la otra avanzada que llaman de San Gabriel de Batoví de diez y ocho á veinte.

Las controversias que ocasionaron las patrullas de estas tres guardias al sud del Piratiní, obligaron al gobierno en 22 de febrero de 1792 á dar á todas las de frontera instrucciones , en que se expresasen con claridad las rutas que debian seguir las patrullas que impidiesen los contrabandos , robos de ganados y evitasen las usurpaciones de territorios:

Dilaciones
especiosas
de los Portugueses.

Debe saberse que la demarcacion de límites, principiada en el Arroyo del Chuy, no pudo continuarse por la duda suscitada por el primer comisario de S. M. F., el brigadier y gobernador del Rio Grande Sebastian Javier da Veiga Cabral da Cámara, sobre la inteligencia que se debia dar á los artículos 3º y 4º del tratado preliminar de 11 de octubre de 1777. Fué preciso reconocer y levantar el plano de los terrenos que abraza dicha duda , para dar á las cortes respectivas una idea sucinta de ellos, y que pudieran en consecuencia decidir este punto con acierto, como se previene en el artículo 15 del mismo tratado. Las comarcas y territorios que en virtud de esto se reconocieron , levantando su plano corográfico , se hallan comprendidos entre las vertientes de la laguna Merin, por su costa occidental, el arroyo Piratiní, que entra en el sangradero de ella al norte,

y el de San Luis al sud. Pero los Portugueses, para paralizar esta obra que debia decidir la duda, tardaron en venir al punto combinado para unirse con los Españoles, y despues de haber concurrido, prolongaron cuanto pudieron el trabajo de sus planos, para ir poblando miéntras tanto terrenos, y reclamar luego derecho de posesion.

Las cuestiones de los Portugueses se fundaban en que el tratado de límites no nombra al Paratiní, y que el Arroyo de Santa María fuese, como no lo es, el tronco principal de Piratini, llamándole por este fin *Piratini-mayor*.

Estas y otras disputas, facilísimas de resolver con solo tener á la vista los planos y diarios de la demarcacion, se dejaron á la resolucion de los gobiernos superiores de Lisboa y Madrid, sin colocar por esta razon marcos desde la barra del Piratini hasta Santa Tecla : disputas que jamas resolvieron los referidos gobiernos.

Desde el 5 de abril al 3 de diciembre de 1786, se estuvieron en Rio Grande á invernada los demas comisarios portugueses para no trabajar, etc.

Pero por lo terminante del artículo 4º del tratado preliminar de límites, no puede caber la menor duda de que el arroyo meridional, que corre mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo, y confluye en el sangradero ó desaguadero de la laguna Merin, es el Piratini : ni tampoco en que, debiendo seguir la línea de demarcacion del tronco principal de este arroyo hasta su cabecera por el mismo arroyo, como se expresa en el citado artículo, no puede quedar otro espacio nuestro que el que contiene la amplitud de su cauce, desde su origen hasta la confluencia de dicho sangradero : y si solo pudiera haberle desde la expresada cabecera, hasta unir las pertenencias de ambas naciones con los terrenos ya demarcados, desde las inmediaciones de Santa Tecla hasta el Monte Grande, siguiendo el mismo orden que manifiesta el citado artículo. Esto es, para las pertenencias de Portugal, por las cabeceras de los rios que corren hácia el Rio Grande de San Pedro y la laguna de los Patos ; y para las de esta provincia, por las del Piratini y demas

1801.

En lo que se fundaban.

Disputas indefinidas.

Las pretensiones portuguesas son infundadas y aun abusivas.

1801.

que vierten á la expresada laguna Merin; cuyas aguas se dividen desde la cabecera ú origen del expresado Piratiní por las cuchillas de San Antonio el Viejo hasta unirse con el lugar que llaman la Encrucijada con la cuchilla general, que sigue dando aguas, en los mismos términos que la antecedente, al Rio Grande por la derecha, y á la laguna Merin por la izquierda, hasta el referido terreno ya demarcado, á las inmediaciones de Santa Tecla por su banda al norte. En este caso, aunque siguiendo el mismo orden que se ha seguido en dicho terreno demarcado, dejando desde la cresta de dicha cuchilla general tres cuartos de legua por uno y otro lado de sus vertientes, hácia los terrenos de esta provincia y Portugal, como queda establecido; parece esta razon congruente para que no deba quedar mas espacio neutro en los demas terrenos en disputa: mayormente en la citada cuchilla de San Antonio el Viejo, en donde por precision debe observarse el mismo sistema ya establecido en los citados terrenos demarcados. De lo que debe inferirse, que las pretensiones de los Brasileños, ó los objetos que los conducen por la mera disputa de los comisarios demarcadores de las dos naciones, á que las inmediaciones del Yaguaron deben quedar por espacio neutral (distanto cuando ménos cinco leguas la punta del gajo principal de dicho Yaguaron, y lo restante de su tronco progresivamente, siguiendo en aumento diez y ocho á veinte leguas hasta la barra de la referida cuchilla de San Antonio el Viejo), son infundadas y aun abusivas en las disposiciones de los gobiernos de Madrid y Lisboa: introduciéndose indebidamente, no solo en los terrenos en disputa, que no podian poblarse hasta la resolucion de ambos gobiernos, sino tambien en los que están concedidos á varios vecinos de esta provincia.

Continúa
esta materia.

Los Portugueses continuaron en la referida guardia de San Juan del Yermal, que distaba cuando ménos diez leguas de la banda del S., tronco principal del Piratiní, tomando el pretexto de situarse allí para, á consecuencia de lo acordado entre los vireyes del Brasil y Buenos Aires, perseguir por la laguna Merin y por tierra á los contrabandistas, etc. Por lo dicho ante-

1801.

riormente, bastaria para demostrar que el terreno que ocupaba no era neutral y mucho ménos de Portugal. Á pesar de todo, el comandante de esta guardia ofició en 4 de noviembre de 1792 al de nuestra frontera, reconviniendo por qué nuestras tropas se habian situado al norte del Yaguaron en los dos Cerritos de Echenique, ó guardia de Arredondo, suponiendo que el terreno en que se hallaban era dudoso aun á quien pertenecia; diciendo que por esto no se pusieron marcos en la banda occidental de la laguna Merin, etc. : como si en la hipótesis de no poder ocuparlo nosotros por ser dudoso, no fuese bastante motivo para que ellos no debiesen ocuparlo. Es del caso ahora recordar que los terrenos al sud del Piratiní siempre pertenecieron á esta provincia; y hubo várias estancias de Españoles, y estos tuvieron várias poblaciones en muchas partes de los que vierten sus aguas en la laguna de los Patos, como son los que baña el Icabaguá, Vacacay, etc., en los que los Españoles tuvieron establecimientos y conservaron posesion de ellos, hasta que por el artículo 4º del tratado de límites se adjudicaron al Brasil. Y á consecuencia del referido tratado se deduce, que somos árbitros, sin incurrir en la mas leve transgresion de establecer en nuestras posesiones (que deben contarse de la banda de acá del Piratiní, porque no ha habido resolucion contraria, hasta la fecha, de los gobiernos de Madrid y Lisboa) cuantas guardias, puestos ó establecimientos nos convengan; favoreciendo mas á nosotros el citado tratado de límites que no á los Brasileños; quienes abrogándose de propia autoridad nuevos establecimientos y guardias, de los que indebidamente se hallaban poseyendo en nuestras pertenencias al tiempo de la demarcacion y reconocimientos de esta; como son la guardia de San Juan del Yermal, la estancia de Bernardo de Antúnez y todos los que ántes se han citado en los partes de los comandantes de Santa Tecla y Cerro Largo de 16 de diciembre de 1791, sin mas fundamento y autoridad que la problemática esperanza de la decision de Madrid y Lisboa, en la infundada cuestion de los terrenos que llaman en disputa : los mismos que nos están adjudicados por este tratado, y que debemos

1801.

usar con preferencia, pues los gobiernos superiores no han dispuesto otra cosa.

Mayores
aclaraaciones.

Para mayor inteligencia, es necesario esclarecer qué especie de establecimientos ó posesiones hemos tenido en los terrenos al sud del Piratini, así como los tuvimos siempre en Icabaguá y Vacacay, manifestándolo con toda la posible individualidad y designacion de épocas, hasta la agresion de 2 de abril de 1776, que nos obligó á retirarnos á Santa Teresa, y desde aquel tiempo hasta el año de 1784, en que se dió principio á la última demarcacion. Pero siendo esto difícil, por no tener á la vista documentos que con toda propiedad pueden esclarecerlo (los que tal vez ahora se encontrarán en el archivo del vireinato de Buenos Aires, ó en el de Madrid, ademas de los diarios y planos de la última demarcacion, firmados por ambos comisarios), solo se referirán los que se saben por una série de casos ocurridos desde el año de 1773, y se dan las siguientes noticias, para que con mas facilidad se apure su origen.

D Juan
José Vertiz
ante de Montevideo
en 1773.

Por el mes de noviembre de 1773, salió de Montevideo D. Juan José Vertiz, capitan general de estas provincias en aquella fecha, á amonestar á los Portugueses que desalojasen los establecimientos que habian fundado en la costa del rio Pardo, en cuyo tránsito, y á principio del año siguiente, se construyó el fuerte de Santa Tecla, una legua mas al sud de una poblacion que habian tenido nuestros Indios Guaranies con el mismo nombre, cuyas ruinas aun se hallaban bastante frescas. Y en este mismo año se estableció la guardia de San Antonio el Viejo, en la falda y márgen de un cerro y arroyo del mismo nombre, que desagua en el Ibacuaguá al norte del Piratini; sin que en estos terrenos, en aquella sazon, se conociesen otros establecimientos portugueses que los del rio Pardo, ni los hubo hasta que se posesionaron del Rio Grande de San Pedro, cuya guardia se desalojó, ignorándose los motivos.

Establecimiento
de Indios
Guaranies

En la parte oriental del Vacacay, como á distancia de cuatro leguas de un paso, llamado de *Minuanes*, hubo otro establecimiento de nuestros Indios Guaranies, perteneciente al pueblo de San Miguel, cuyos vestigios subsistian en el año de 1792,

con una laguna artificial en la falda de un cerro, que dichos Indios denominaban de *San Jerónimo*, en la que abrevaban sus ganados.

1801.

En otro gajo de dicho Vacacay, por su banda oriental, que desagua junto á la confluencia de este en el Yacuy, llamado *Arroyo de Santa Bárbara*, tambien tuvimos establecida otra guardia que insultaron los Portugueses, la hicieron prisionera, y del Janéiro fué conducida á Lisboa.

Otra guardia.

En la boca del Monte Grande, por su banda del sud, tambien tuvimos otra guardia á inmediaciones de las Puntas del Arroyo Araricaá, que la estableció un tal Catani : la que por repetidos insultos de los Portugueses fué necesario mandarla á la de la banda del N. y retrincherarla para poder subsistir con alguna seguridad, la que aun subsistia á fines de 1792.

Id.

En las inmediaciones de Batoví, y en las puntas principales de las vertientes del Vacacay, por su banda occidental, tambien hubo otra guardia y puesto de Indios Guaranies del pueblo de San Miguel, que aunque fué insultada muchas veces por los Portugueses, se mantuvo siempre; hasta que, con motivo de la demarcacion de límites, al tiempo de su ejecucion se mandó evacuar aquel terreno.

Id.

Retrocediendo mas al sud hácia Santa Tecla, tambien hubo otro establecimiento de nuestros Indios Guaranies en la costa del arroyo Ibirá-mirí, gajo del Icabaguá, cuyos cercos de pared de piedra seca y tranquera de lo mismo en su paso, aun subsistian á fin de 1792, que tambien se despobló, segun noticias de todos aquellos naturales, por las invasiones de los Brasileños. Todos estos establecimientos, y muchos mas de que no se tiene puntual noticia, en dichos terrenos en que ni aun en tiempo de los reconocimientos que se practicaron para la demarcacion de límites tenian en ellos los Brasileños el menor establecimiento, se les cedieron, en virtud de nuestra puntual observancia á lo estipulado en el tratado acordado por ambas naciones. De que debe deducirse que, ni ántes de la agresion que nos obligó á retirarnos á Santa Teresa, ni despues de ella hasta fijarse los marcos, hilos ó mojones que determinasen las pertenencias de

Otro
establecimiento
guaraní.
Todos
fueron cedidos
á los Portugueses.

1801. ambas naciones, desde la falda del Monte Grande hasta las inmediaciones de Santa Tecla, nunca tuvieron ni han tenido los Brasileños establecimientos algunos por los parajes citados; y si solo se establecieron por la banda del sud del Piratini, los que se marcaron al tiempo de los reconocimientos de la expresada demarcacion, cuya noticia anteriormente se da.

De fin de 1792 á principio de 1794 no se ha podido adquirir noticias de acontecimientos remarcables.

Guardia de Batoví
transferida.

1794. Por haber sido insultada la guardia de Batoví por los Brasileños, se transfirió á un punto de la costa del Yaguari, distante 17 á 18 leguas de Santa Tecla. Se proyectó el establecimiento de otra entre Santa Tecla y Batoví en la costa del Tacuarembó, llamada San Rafael; y siendo grande la distancia que quedaba descubierta hasta el Monte Grande, se propuso colocar una en el Paso de San Martin, en la misma falda de dicho Monte Grande, por su banda del E.: con lo que quedaban cubiertas las estancias de los Indios Guaranies, que, no formándola, estaban expuestas á ser desoladas por los malhechores fronterizos.

Parte que da
un comandante.

1797. El comandante del fuerte de Santa Teresa da parte de la primera guardia, corral y rancho que establecen los Portugueses en terreno neutral al sud del arroyo Tahiú.

Quejas contra
una partida
portuguesa.

El comandante de Cerro Largo reitera sus avisos sobre los sembrados, chacras y demas poblaciones de los Brasileños á inmediaciones de la guardia de Arredondo, y de la prision de un blandengue de la misma, hecha por una partida portuguesa, etc.

Contestaciones
evasivas.

Los comandantes portugueses contestan como siempre, con ambigüedad sobre la verdadera posicion y nombre del Piratini, para argüir que los terrenos al sud de este arroyo pertenecen á los Portugueses, ó deben considerarse neutrales: debiendo prescindir de la cuestion de nombre, pero no de que en el sangradero de la laguna Merin, como se ha dicho, no entra otro arroyo, ni mas ni ménos meridional, ni en quien dejen de subsistir aun (como señala el artículo 4º) las ruinas del fuerte de San Gonzalo á sus inmediaciones, que el Piratini. Á lo que no tuvo

que alegar en contra el comisario portugues al tiempo de la demarcacion última, por lo terminante que están las expresiones del artículo 4º, para que se pusiese en ejecucion lo que en él se previene.

1801.

Entónces se reconoció su cauce principal, que debía servir de límite á las dos potencias, y todas las vertientes de nuestra pertenencia que tributan aguas á él por la banda del sud, que ocupan bastante terreno : de las cuales algunas tienen nombre, como son el Arroyo del *Medio*, que conduce directamente sus aguas al Piratiní; el de *Tamandú*, y el de las *Piedras*, con otras diferentes caidas sin nombre que las conducen al arroyo Santa María, y este las vierte juntas en el tronco principal del expresado Piratiní : en cuyo espacio se hallaban nuevamente establecidos varios puestos, estancias y charqueadas portuguesas, todo en la banda del sud del Piratiní, y entre este, por la misma banda, y el expresado de Santa María. Y como era indispensable un reconocimiento para que desalojasen aquella porcion de terreno, como efectivamente lo hubo, ¿ *qué hicieron los Portugueses? Valerse del pretexto de cambiar el nombre á dicho Arroyo de Santa Maria*, cuando todos los conocen por tal, y bautizarle con el de *Piratiní mayor*, que es por donde empezó la quimérica cuestion ; consultándose á los respectivos gobiernos, y suspendiéndose por aquel paraje la demarcacion, pero no el continuar en poblar estancias los Brasileños en nuestros terrénos, durante la misma demarcacion, como lo ejecutaron, entre las vertientes de los arroyos Palmasola y de Santa María, Dutra y Bernardo Antúnez, en las asperezas del mismo Arroyo de Santa María y otros muchos : por lo que fué tambien reconvenido el comisario portugues por el de la partida española. Y finalmente, con el pretexto de limpiar el campo de facinerosos y contrabandistas, han establecido guardias (que protegen á los mismos contrabandistas y ladrones de ganado de nuestros campos) en el Yermal, Arroyo Grande y otros parajes, sin que jamas dejen de avanzarse en nuestro territorio, porque rígidamente no se les contiene. Por cuya razon la órden de 11 de junio de 1791, mandando formar las tres guardias citadas,

Límite entre
las dos potencias.

1801.

hablando del Piratiní, con relacion á la demarcacion, decia en sustancia lo siguiente: — « Para contener á los Portugueses, y estrecharlos de modo que no puedan extenderse hácia la parte del sud, sin desalojarlos con violencia de los establecimientos que indebidamente poseen, miéntras no se tomen las medidas necesarias para transigir este punto con la corte de Lisboa, se construirán á moderada distancia de los mismos establecimientos várias guardias, etc. » Por todo lo expuesto no debió permitírseles á los Portugueses el abrogarse mas terreno de la banda del sud del Piratiní: porque, como ya hemos dicho, ántes de este último tratado preliminar, no solo teníamos derecho por el anterior á todo el terreno de la banda de acá del Piratiní, sino tambien al de la banda de allá, que baña el Icabaguá, Vacacay, Yacuy, rio Pardo y Viamon. En cuya prueba, el 7 de noviembre de 1773 salió D. Juan José de Vertiz á desalojarlos de los establecimientos que tienen fundados en los dos últimos parajes, que están mas de cien leguas al norte, hasta la entrada del Monte Grande, con todas las vertientes que van á la laguna de los Patos que poseíamos, y teníamos guardias ó puestos en algunas de ellas, y se desocuparon cuando la evacuacion del Rio Grande.

Deducciones
de las exposiciones
anteriores.

Lo referido demuestra que no solo son infundadas las reproducciones del comandante del Rio Grande al requerimiento, sino injustas, por disputar lo que su soberano tiene acordado en el tratado preliminar, con imponderables ventajas á lo que en otros tratados se tenia acordado. Y prueba de que es injusta la reproduccion que tiene por mayor exceso el que se llamen con justicia aquellos terrenos pertenencia de esta provincia, es el permitir que abusivamente los ocupen los Brasileños, hallándose, como dice, en disputa, y sin haberla aun decidido los dos supremos gobiernos: faltando así por su capricho y ambicion, no solo á los tratados existentes, sino á la equidad y buena correspondencia entre naciones vecinas. Con estas ideas el gobernador de Rio Grande persuade á su gobierno con la lisonja de acrecentar su territorio, á que caiga en la sinceridad de proteger de cualquier modo la ocupacion de estas tierras, para sa-

tisfacer así su ambicion insaciable por nuestros fertilísimos campos.

1801.

1798. El comandante de la campaña, D. Joaquin de Soria y Viamont, de la guardia de Santa Rosa, con fecha 22 de noviembre, dió parte de que los Portugueses hacian cinco pequeñas poblaciones de este lado del Arroyo Grande, y que aun intentaban edificar otras con una guardia avanzada, en la Punta del Arroyo de los Arrepentidos, ó Quilombo-chico. Y el comandante de la guardia de Arredondo afirma lo mismo, con fecha 16 del citado noviembre; agregando que en los dias 12 y 13 estuvieron los Portugueses repartiendo suertes de chacras, y fué preciso entrar en nuevas contestaciones con nuestros fronterizos; porque los arroyos Grande, Palmasola, Chasquero y de los Arrepentidos se hallan todos al sud del expresado Piratiní: distando el primero once leguas, el segundo seis, el tercero nueve y el cuarto catorce; de consiguiente esta era una nueva infraccion como las antecedentes, que obligó á requerir al comandante del Rio Grande de San Pedro.

Parte
de D. Joaquin
de Soria Viamont.

1799. Este contestó, detallando el órden de la demarcacion bien á su placer, y de muy distinto modo de lo que en ella se habia practicado; tergiversando el sentido literal del artículo 3º del tratado preliminar de límites, que aunque dice se irán á buscar las cabeceras del rio Negro, no expresa haya de ser por la banda oriental de la laguna Merin; sino que se tomára, principiando por la parte del mar, en el Arroyo del Chuy y fuerte de San Miguel inclusive, y siguiendo las orillas de la laguna Merin, que son las orientales y mas inmediatas al Arroyo del Chuy, á tomar las cabeceras ó vertientes del rio Negro: pues con tomar las orillas occidentales de dicha laguna con todas sus vertientes, como pretendia dicho comandante, no solo no se salvaban los antiquísimos establecimientos de estancia hechos en ellas, sino que se arruinaria este vecindario numeroso. Pues nada mas prueba la colocacion de los cuatro marcos en el espacio que cita, desde la barra del Arroyo del Chuy hasta la de San Luis, y los otros cuatro que se colocaron desde la barra del Tahiú, siguiendo la orilla oriental de la laguna de la Man-

Contestacion
del comandante
del Rio Grande
de San Pedro.

1801.

guera, hasta terminarse el último en la costa del mar, á los 33° de latitud, que expresar el espacio que quedó neutral por aquella parte entre las posesiones de ambas naciones, sin que esta operacion pueda jamas probar otra cosa, ni contradecir al citado artículo 3°. Solo la ambicion desordenada, distante siempre de toda equidad, pudiera graduarnos de fraguadores, ignorantes ó escasos de noticias tan impropriamente, cuando por la citada órden de 11 de junio de 1791 se mandan establecer las tres referidas guardias para contener á los Portugueses, y estrecharlos de modo que no pudiesen extenderse hácia la parte del sud, sin desalojarlos con violencia de los establecimientos que indebidamente ocupaban ó poseían.

Luego continuaba dicho comandante, suponiendo que era una nueva invencion de los Españoles el querer que el Piratiní sea el término entre las dos naciones confinantes, y que los Españoles poco ó nada habian hablado en la materia, despues que se les hizo presente á las partidas demarcadoras, cuando pasaron por sus vertientes, el mucho tiempo que se hallaban pobladas, etc. : siendo así que los mas de dichos establecimientos se hallaban muy á los principios, y el que mas se habia establecido despues de la conclusion del tratado preliminar. Y ¿cómo habia de haber en esto contradiccion, sin presumirse que pudieran los Portugueses faltar á la buena fe de dicho tratado? Y no es esto lo mas insultante, sino querer deslumbrar con paradojas los hechos positivos, pues es constante que el tratado de paz no habla del Piratiní, y sí dice el artículo 4° de dicho tratado, « que seguirá la línea de demarcacion tomando la direccion por el primer arroyo meridional que entra en el sangradero ó desaguadero de la laguna Merin, etc. » Ahora bien, ¿qué se contesta si este es otro que el mismo Piratiní, aunque el tratado no hable una sola palabra de su nombre, y sí solo de sus calidades? Pero nada de esto se opondrá á que todo el mundo le conozca por Piratiní : y como en estas y otras sutilezas fundan los Brasileños sus particulares ideas intrigantes, que se llame arroyo sin nombre Piratiní, ó como quisieren, jamas podrán ocultar sus excesos, no atinando en

qué funden la imposibilidad de que dicho arroyo pueda servir de límites á ambas naciones, y sí solo en que en la márgen del sud estaba el fuerte de San Gonzalo, construido de tierra, que solo por tradicion se sabia en 1799 que allí tal fuerte hubo.

1801.

Finalmente sería ahora conveniente tener á la vista los documentos que obraron en la demarcacion los comisarios de ambas naciones, relativos á sus oposiciones y disputas : los que pudieran encontrarse en el archivo de la secretaría del ex-vireinato de Buenos Aires.

1801. En estas circunstancias los Portugueses ya tenian noticias de la guerra con los Españoles : y como estos no las habian recibido de Europa tan anticipadas, á causa de la que sostenian con los Ingleses, que interceptaban todos sus buques, empezaron á reforzar todos sus puntos de frontera, y á extenderse mas á nuestro territorio. Como los Españoles, no obstante, en 16 de julio de 1801 recibieron aviso de esta ruptura, trataron de retirarse al Cerro Largo y á Santa Tecla.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.



1789. *Articulos preliminares de paz entre España é Inglaterra; concluidos y firmados en Versálles el 20 de enero de 1783.*

NOTICIA HISTÓRICA.

Declaracion
de guerra
que hizo
á los Ingleses
Cárlas III.
Se malogró
la tentativa.

Cárlas III declaró la guerra á los Ingleses el 16 de junio de 1779. Con arreglo al plan de operaciones que eventualmente habian formado las cortes de Madrid y Versálles, se unió la escuadra española, mandada por D. Luis de Córdoba, á la francesa del conde de Orvilliers, cuyas fuerzas combinadas ascendian á setenta y cinco navíos de línea. Hallábanse, ademas, dispuestos en las costas de la Bretaña y Normandía sesenta mil hombres con trescientos buques de transporte, cuyo desembarco en Inglaterra malamente se difirió contra el sentir del gobierno español, hasta tanto que la escuadra aliada despegase el tránsito batiendo á la enemiga, que no pasaba de treinta y seis navíos. Pero el almirante Hardy evitó el encuentro y huyó con tal destreza empeñarse en accion con los contrarios, que á pesar de haber entrado estos en la Mancha á principios de agosto, presentándose tres dias consecutivos delante de Ply-

mouth y esparciendo el espanto en Inglaterra, adelantada la estacion y no pudiendo sostenerse en aquellos mares, regresaron á Brest; quedando malograda de este modo una tentativa que llevada á cabo en otra forma hubiera dado la ley al poder británico.

Formalizaron al mismo tiempo los Españoles el sitio de Gibraltar, empresa en que no fueron mas dichosos; porque, si bien, estrechada la plaza por mar y tierra, se hubiera rendido no entrándola socorros, el almirante Rodney, venciendo obstáculos casi insuperables, logró reforzar su guarnicion y proveerla de víveres y municiones.

En la América se apoderaron los Franceses este año de la Dominica; los Ingleses de las islas de San Pedro y Miquelon y de Santa Lucía. Pondichery cayó tambien en manos de los últimos, pero la Francia neutralizó esta pérdida haciéndose dueña de los establecimientos británicos del Senegal.

Las campañas de 1780 y 1781 fueron muy propicias á la España. En la primera D. Bernardo Gálvez, gobernador de la Luisiana, desalojó á los Ingleses de todos los fuertes que habian levantado sobre el Mississipi; ocupó las plazas de la Mobila y Panzacola, completando la sumision de la Florida occidental: mientras que el gobernador de Yucatan barria por su parte los establecimientos ingleses de la bahía de Hondúras, costa de Campeche y país de Mosquitos. En la segunda recuperó Carlos III la isla de Menorca, cuyo suceso llenó de regocijo á los Españoles y fué un estímulo para que en el siguiente año se emprendiese con nuevo empeño el sitio de Gibraltar.

Declarada la guerra entre Ingleses y Holandeses en 1780, los primeros se posesionaron de las islas de San Eustaquio, Saba y San Martin. La Holanda perdió ademas, en el siguiente año, sus establecimientos de las costas de Malabar y Coromandel con la importante plaza de Negapatuan, y á Trinquemale en la costa de Ceilan. La Francia conquistó á Tabago y recuperó la primera de estas islas. Pero quienes completaron su independencia fueron los Americanos con la famosa capitulacion de York-Town, en virtud de la cual se rindieron en fines

1783.

Formalizóse el sitio de Gibraltar. Apodéranse los Franceses y los Ingleses de varias islas en la América.

Ocupacion de Mobila y Panzacola.

1783.

Expedicion francesa
salida de Martinica.

de 1781 seis mil Ingleses, mandados por el lord Cornwallis.

En 1782 salió de la Martinica una expedicion francesa mandada por el marques de Bouillé y se hizo dueña de las islas de San Cristóbal y Monserrate. Las armas españolas se apoderaron de las Bahamas, despues de una expedicion proyectada contra la Jamáica y que se malogró por no haberse podido unir las escuadras española y francesa, interceptada la última y batida por el almirante Rodney el 12 de abril de este año, cayendo prisionero el conde de Grasse. Formóse nuevamente el sitio de Gibraltar. Todos los medios de que podian disponer los dos monarcas de la casa de Borbon se emplearon para someter esta plaza; pero su gobernador Elliot hizo tan bizarra defensa que fueron inútiles las tentativas, habiendo conseguido los sitiados quemar, el 13 de setiembre, las célebres *baterías flotantes*, costosísimo invento del ingeniero frances d'Arçon; y con las cuales se creyó por un momento asegurado positivamente el triunfo. Aunque los Españoles continuaron despues el sitio hasta la paz definitiva, fué mas bien para sostener con ventaja las negociaciones diplomáticas que por que esperasen conseguir su empresa.

Proposicion
de transacciones.

Las negociaciones puede decirse que recorrieron sin interrupcion el mismo período que la guerra. No habian empezado todavía las hostilidades entre España é Inglaterra cuando el gabinete de Madrid recibió una indicacion del comodoro Johnston, que mandaba la estacion británica de Lisboa, segun la cual estaba dispuesto su gobierno á entrar en transacciones sobre la base de la cesion de Gibraltar. El conde de Florida Blanca acogió gustosísimo esta idea, y para llevarla á cabo dió instrucciones muy reservadas á Mr. Hussey, eclesiástico irlandés, que habia permanecido en Lóndres despues de la salida del marques de Almodóvar, en cuya embajada servia como capellan. Aprovechando el intermedio de Mr. Cumberland, secretario particular del ministro de las colonias y de la guerra lord Jorge Germaine, Mr. Hussey presentó á este y al presidente lord North un escrito, enunciando en términos generales el ánimo pacífico de la corte de Madrid y su deseo de volver al dominio de Gi-

braltar mediante una compensacion en territorio, en buques y dinero. El ministerio británico léjos de desechar la proposicion autorizó en forma á Mr. Hussey para que pasase bajo de otro pretexto á España, y personalmente tratase con Florida Blanca los medios de reconciliacion de las dos cortes.

1783.

El 5 de diciembre de 1779 se hallaba ya en Madrid este eclesiástico en conferencia con el ministro de Estado. No dejó de asaltar al conde la idea de si la ansiedad que mostraba ahora el gabinete británico de entrar en tratos pudiera ser con el fin de infundir receles en la Francia, y relajar de este modo la estrecha alianza que unia á los dos monarcas de la casa de Borbon. Por otra parte, abriendo negociaciones clandestinas con la Inglaterra violaba el artículo 3º de la convencion de 12 de abril de este año, que expresamente prohibia escuchar proposiciones sin conocimiento y acuerdo de los contratantes. Pero era tal el anhelo de recobrar la plaza de Gibraltar, que Florida Blanca dió nuevas instrucciones verbales á Mr. Hussey, y con una carta que, en términos generales, le facultaba para tratar con el gobierno ingles, le hizo restituirse á Lóndres el 9 de enero de 1780.

Conferencias
en Madrid.

Cuatro sesiones ocupó el ministerio británico en discutir las proposiciones de Madrid. Reposaban estas en el principio ó *conditio sine quâ non* de la restitucion de Gibraltar. No se atrevieron los ministros á aceptarla como base, pero acordaron proponer al gobierno español que siguiese la negociacion sobre las estipulaciones del tratado de Paris de 1763, sin excluir que incidental ó accesoriamamente se tratase de aquella restitucion. Para el caso en que el ministerio llegase á entrar en la discusion de este punto, fijó, como medios de compensacion, la cesion de Puerto-Rico, de la fortaleza y territorio de Homoa, de un puerto y territorio para una fortaleza en la bahía de Oran; pago de los efectos militares de la plaza y diez millones de duros como indemnizacion de los gastos hechos en fortificarla; renuncia á toda alianza con la Francia en una guerra eventual contra la Gran Bretaña; confirmacion del tratado de Paris; aliarse á la Inglaterra contra los insurgentes de América ú obligarse al mé-

Las proposiciones
partian de la base
de la restitucion
de Gibraltar.

1783.

nos á no darles socorros directos ó indirectos ; Puerto-Rico y Gibraltar no se entregarían hasta que la Inglaterra hubiese sometido á sus colonias.

Conducta evasiva
del ministro inglés
en las negociaciones

Poner precio tan subido á Gibraltar, por ardientes que fuesen los deseos del rey de España de arrojar de la Península vecindad tan odiosa como incómoda, muestra claramente que el ministerio británico, en su vago anhelo de romper la alianza de la casa de Borbon, queria á la vez entretener á la corte de Madrid, sin comprometerse con la oposicion que violentamente le hostilizaba en el parlamento. Como Florida Blanca ignoraba esta segunda é irritante parte del acuerdo del ministerio inglés, no rehusó continuar la negociacion. Vino para ello á Madrid desde Lisboa y con pretexto de regresar á Lóndres Mr. Cumberland en fines de junio de 1780. Ocho meses empleó en inútiles negociaciones con el ministro español. Con estudio huía el comisionado inglés de abordar la cuestion de Gibraltar, y este era precisamente el punto á donde Florida Blanca queria buscar la reconciliacion de las dos cortes. Noticiosa al fin la de Versálles de estos tratos, consiguió cortarlos, tanto con sus justas reclamaciones como con la promesa de auxiliar con todas sus fuerzas para recobrar por las armas lo que en vano se habia procurado obtener por medios diplomáticos.

Otra negociacion
entre los aliados
y la Inglaterra.

Seguíase al mismo tiempo otra negociacion entre los aliados y la Inglaterra por mediacion de las cortes de Viena y Petersburgo. Ajustada la paz de Teschen en 1779, el emperador de Alemania y la emperatriz de Rusia ofrecieron al gobierno británico constituirse mediadores para restablecer la paz entre los beligerantes. Aceptó aquel la mediacion, y aun convino que se reuniese un congreso en Viena para discutir y resolver sus respectivas pretensiones. Carlos III y Luis XVI, aunque convencidos de que este arreglo era demasiado prematuro, no pudieron desairar á las cortes imperiales. El congreso no llegó á reunirse, pero la negociacion se entabló por conducto de los representantes de Austria y Rusia en Lóndres, Paris y Madrid. Renováronse en ella todas las discusiones que hemos visto en la mediacion de España de 1778. Exigia el gabinete británico, como

preliminar, que la Francia abandonase la causa de los Americanos, y esta á su vez pretendia con el ministerio español que, ó bien reconociese desde luego la Inglaterra la independencia de sus colonias, ó se estipulase una larga tregua durante la cual, gozando estas la independencia de hecho, se pudiesen ventilar todas las cuestiones de una paz general y definitiva. En tan opuestos intereses y en el que tenian la España y Francia de continuar la guerra para enflaquecer á su rival, siguióse friamente la negociacion hasta el 29 de enero de 1782, en que el gabinete de Versálles pasó una nota á los mediadores, declarando que no habia términos convenientes para continuarla; en cuyo sentido dirigió tambien una comunicacion el conde de Florida Blanca al conde de Kauniz y al Sr. Finowieff, ministros de Viena y San Petersburgo en Madrid. Los mediadores prosiguieron sin embargo dando pasos conciliatorios; pero estos fueron infructuosos, y si en el tratado definitivo del siguiente año se hizo mencion de sus respectivos plenipotenciarios, fué mas bien un acto de atencion que señal de que sus oficios hubiesen tenido influjo en la conclusion de estas estipulaciones.

A la inútil mediacion de aquellas cortes se siguió una negociacion directa iniciada por el ministerio británico. Hallábase este fuertemente combatido en el parlamento por una numerosa oposicion que pedia se restableciese la paz y declarase independientes á los Estados Unidos. Lord North envió á Paris en marzo del mismo año de 1782 un emisario secreto llamado Mr. Forth, con el encargo de ofrecer la paz al gobierno frances sobre la base del *uti possidetis* en todas las partes del mundo; prometiendo en cuanto á los Americanos que se les trataria con equidad siempre que se sujetasen de nuevo al dominio de la metrópoli. El conde de Vergennes, despues de haberse puesto de acuerdo con Florida Blanca, contestó que la Francia anhelaba por su parte poner término á las calamidades de la guerra, pero que ántes de entrar en negociacion era preciso que el gabinete británico declarase: 1º si estaba dispuesto á seguirla juntamente con todos los aliados; y 2º en el caso positivo, si aquella seria directa ó por conducto de los mediadores.

1783.

Resultó inútil
la mediacion.

Paz propuesta
á la Francia
por el gabinete
británico.

Condiciones
que aquella puso.

1783.

1783.

Contestacion
del conde
de Vergennes
al gabinete
británico.

Antes que se resolviesen estas cuestiones preliminares, la oposicion habia triunfado en el parlamento ingles, formándose un nuevo ministerio de coalicion bajo la presidencia del marques de Rockingham, al cual se asociaron lord Schelburne y Mr. Fox. Uno de sus primeros actos fué comisionar en mitad de abril á Mr. Oswald para que pasase á Francia á conferenciar con el ministro americano Mr. Francklin sobre los medios de reconciliarse Inglaterra con sus colonias, ofreciéndolas desde luego la independencia. Francklin rehusó escuchar proposicion ninguna sin el acuerdo é intervencion del gabinete frances. Dirigióse pues á este el comisionado británico, pero el conde de Vergennes le contestó que la negociacion debia comprender á todos los aliados y ventilarse en ella los intereses de cada uno, sin limitarla, cual pretendia el gobierno ingles, á la independencia de sus colonias.

Nuevas conferencias
en Paris.

Oswald regresó á Lóndres para recibir nuevas órdenes ó instrucciones del gobierno, y el 3 de mayo se hallaba ya de vuelta en Paris, trayendo en su compañía dos agentes mas; Mr. Hydfort para tratar juntamente con él los asuntos peculiares á los Estados Unidos, y Mr. Thomas Grenville, jóven de 28 años y hermano de lord Temple, á quien se habian dado plenos poderes para seguir la negociacion con los aliados. En la primera conferencia que tuvo Grenville con los condes de Vergennes y de Aranda, manifestó que la Inglaterra estaba dispuesta á declarar la independencia de las colonias, causa principal de la guerra; y en cuanto á España y Francia, se negociaria tomando por norma el tratado de Paris. Aunque el ministro frances rechazó desde luego esta última base, se acordó no responder definitivamente hasta tanto que las cortes de Madrid y el Haya diesen instrucciones á sus respectivos plenipotenciarios.

Instrucciones
de la corte
de Madrid
al conde de Aranda.

Al conde de Aranda se las remitió Florida Blanca el 29 del mismo mes de mayo. Son algun tanto extensas, pero como forman la base de la parte española de la negociacion, y de su cotejo con el tratado definitivo, puede calcularse con seguridad cuál era el espíritu del gabinete de Madrid y sus esperanzas en una y otra época, las insertamos literalmente. Dicen así:

« Un tratado en estos tiempos es como la transaccion de un pleito pendiente, para la cual no solo se deben tener en consideracion los derechos de las partes, sino el estado del mismo pleito : la proporcion que algunas de ellas tengan de ganarle ó perderle en todo ó en parte : los gastos y costas hechas y las que queden por hacer.

» Comenzando por la España y sus intereses, que son los que directamente nos tocan, no puede negarse que su pleito está en muy buen estado y con esperanzas próximas de ganarle en todo, á cuyo fin basta dar una ojeada sobre los objetos que podemos tener y que se han litigado ó litigan.

» En el seno mejicano teníamos el objeto de arrojar de él toda dominacion extranjera ; lo que efectivamente hemos conseguido con las conquistas de la Mobila, Panzacola y los fuertes del Mississipi ; y así solo resta afirmar la posesion perpétua de estos establecimientos con sus pertenencias hasta desembocar al canal de Bahama, poniéndose por punto el cabo Cañaveral, y desde este, tierra adentro, se fijarán los límites para redondear aquellos territorios y evitar disputas hasta volver á encontrar los términos de las provincias internas de la España, como la de Apalaches, Luisiana, etc., que se indicarán cuando la materia se halle en estado.

» No debe haber dificultad en ceder ó ratificar la cesion hecha por el tratado de Paris á la Inglaterra de lo restante de la Florida, desde dicho cabo Cañaveral, incluso el presidio y ciudad de San Agustín, y aun de garantizarlo ; quedando á cargo de la misma Inglaterra arreglar con el congreso americano la extension y límites de la misma Florida por aquella parte de las colonias. El dejar esta barrera intermedia y este motivo de disputa entre Ingleses y colonos, se ha creido fundado en principios de buena política y puede ser un medio de transaccion sobre este punto, supuesto que podremos hacer presto aquella conquista con mucha facilidad y que los gastos están hechos para ella.

» En el golfo y bahía de Hondúras y costa de la península de Yucatan y Campeche teníamos igualmente el objeto de des-

1783.

truir los establecimientos ingleses y arrojarlos enteramente. Lo que habíamos conseguido ya en el año pasado por la mayor parte y á estas horas se habrá logrado en el todo : pues, segun los últimos avisos del presidente de Guatemala y de los oficiales de marina destinados á la expedicion, debian dentro de pocos dias apoderarse de la Criba ó el Piche y despues de la isla de Roatan, arrojando hasta los Indios Mosquitos del continente.

» Sobre estos hechos, que conviene dar por sentados y seguros, segun las medidas tomadas, pudiéramos pretender que la nacion inglesa, no solo no volviese á formar establecimientos en aquellos parajes, supuesto que ha contravenido á los tratados que la permitian únicamente el corte del palo y los edificios civiles y almacenes para su custodia, sino que la quedase prohibida la misma corta del palo.

» Sin embargo, por via de transaccion, si se acomodasen los demas puntos en la forma que despues se dirá, podríamos condescender á dicha corta, con tal que precediese licencia y señalamiento de los parajes, hecho por los gobernadores ó personas que destinase la España; y con tal que los Ingleses que se hallasen establecidos sin la expresada licencia y señalamiento fuesen arrojados con prohibicion de volver á establecerse y á cortar, fuese con licencia ó sin ella. A esto deberia añadirse el pacto de no formar pueblos, ni unirse en colonias los súbditos de la Gran Bretaña, y la promesa de que ni esta ni sus gobernadores de Jamáica ó islas Antillas ni otros algunos darán patentes de gobernadores, jueces, jefes ni otra casta de superiores de aquellos establecimientos, bajo la pena de perder el derecho á la corta en caso de contravencion, y de no volver á ser admitidos á ella los súbditos de la Inglaterra.

» En Europa fué el tercer objeto de la España la readquisicion de Gibraltar y Menorca. Esta última se halla ya en nuestro poder, y de Gibraltar podemos esperar otro tanto dentro de cuatro meses, segun los preparativos y resoluciones tomadas. Añádese á esto la gran epidemia que ha picado en la guarnicion, la cual la va destruyendo á pesar de los socorros de tropa y víveres que se han introducido en la plaza.

» No podemos, pues, á vista de lo sucedido, ceder en nada de estos objetos que se pueden llamar, con el del seno mejicano, los puntos cardinales de nuestra guerra y de nuestra paz ; y para que haya algun equivalente por via de transaccion que facilite un tratado , esperamos el buen éxito de la conquista de la Jamáica ó noticias del estado próximo á conseguirla.

» Esta restitucion de Jamáica de parte de la España y de la Francia y cesacion de las hostilidades comenzadas para ella deben formar una superabundante recompensa para retener á Menorca y adquirir á Gibraltar y para otras pretensiones de la Francia. Todo esto procede en el aspecto presente de las cosas.

» Pero si este aspecto se mejora en los términos que esperamos dando competentes dilaciones al tratado ; como si por ejemplo nos vienen noticias positivas de haberse tomado Jamáica, ó de haber sido derrotada la escuadra de Rodney, en términos de no poder socorrer aquella isla , y de haberse completado la expulsion de los Ingleses del golfo de Hondúras, convendrá añadir á los objetos indicados el de que se nos restituya el derecho á la pesca de Terranova, y se nos facilite terreno donde formar nuestros establecimientos para la seca y salazon. El clamar sobre este derecho siempre será útil para aprovecharse del sacrificio de su cesion ; pero los principales son los otros objetos indicados arriba.

» Así como puede mejorarse el estado de las cosas, puede empeorarse, y en tal caso para obtener la cesion de Gibraltar y Menorca pueden pensarse varios arbitrios, por ejemplo : la oferta de formar un puerto franco en Menorca para el recurso de la navegacion inglesa y su comercio en el Mediterráneo, sin perjuicio de las precauciones que el rey quiera tomar para impedir el abuso de la internacion de los géneros en la isla y el continente. Puede tambien pensarse en la idea de pactar y establecer para siempre la neutralidad del Mediterráneo, aun en caso de guerra entre estas ú otras potencias beligerantes, á semejanza de lo que ahora se practica en el Báltico, convidando á las potencias maritimas interesadas en su navegacion y comercio y á las que tienen dominios en sus costas á garantir la tal neu-

1783.

tralidad. Este sería un gran bien de todos, y la Inglaterra no necesitaba de puertos ni establecimientos costosos en el Mediterráneo, una vez que tirada una línea entre los cabos Espartel y Trafalgar se supiese que de ellos adentro no debía haber guerra ni pasar embarcaciones armadas para ella. La experiencia nos ha mostrado que estas ideas, que parecían de pura especulación, se han podido reducir y reducido á práctica; y un pacto semejante se puso en el tratado de España y Portugal de 1750 por lo respectivo á la América meridional.

» Cuando todo esto no bastase y se dilatase la adquisicion de Gibraltar, se daría por nosotros algun equivalente, ya fuese en dinero, ya en algunas posesiones, como podrian ser de las que nos pertenecen por la cesion de Portugal en la costa de Guinea y sus islas, sin perjuicio de quedarnos con los territorios y derechos necesarios para hacer nuestro comercio de negros, si queríamos, y los establecimientos que nos pareciesen para este fin.

» Á mas no poder cederíamos algunos de los presidios de África, excepto el de Ceuta, si acomodasen á la Inglaterra para tener pié en el Mediterráneo y facilitar su navegacion y aun su comercio con las regencias. De esto podría tener celos la Francia, pero se la sosegaria haciéndola observar que tal vez las regencias concebirían mas celos del poder ingles establecido en aquel continente; y en lugar de formar relaciones de amistad, podrían encenderse disensiones y disputas.

» Aunque la Francia debe saber mas bien que nosotros lo que la conviene, debemos ayudarla para sus objetos, que son quitar el borron de Dunquerque; asegurar la posesion de la Dominica, aunque en el dia querrá tambien á Santa Lucía para navegar con libertad á Martinica; recobrar, bajo de alguna regla y con libertad, el comercio de la India Oriental; retener la posesion del Senegal, afianzar con reglas y límites la pesca y establecimientos de Terranova, y hacer ratificar por el parlamento de Inglaterra los artículos de comercio del tratado de Utrecht ó anularlos enteramente.

» En esta última parte, nosotros, en lo que mira á nuestro

interes, siempre opinaremos que conviene en cuanto se pueda romper los grillos de los tratados sobre puntos de comercio, y que cada nacion quede en libertad de tratar con las otras segun ellas la trataren, como sucede entre los particulares. El gritar é insistir sobre esto, aunque no se consiga, puede ser tambien un medio de reducir á las potencias beligerantes á procurarnos algun medio de acallarnos, supuesto que ellas son las ganancias en los tratados de comercio contra nosotros.

» Se procurará que en las restituciones de la Francia no se comprenda, si se puede, la isla de la Granada por su cercanía á Carácas, y en los reglamentos de la India Oriental ver si puede asegurarse mas nuestra libertad de comerciar y navegar; y si dejarian los Ingleses que nos situásemos en Santo Tomas de Meliapur, en caso de cedernos sus derechos Portugal. Esto se debe tocar sagazmente y no removerlo si se teme cavilacion ó contradiccion.

» Por lo que mira á Holanda, solo ocurre el apoyar sus restituciones é indemnizaciones de acuerdo enteramente con la Francia, sacando el partido del buen trato, así en el Cabo como en Batavia, de nuestras embarcaciones que vayan á Filipinas. Segun lo que se nos avise, se irán especificando mas estos y demas puntos.

» Pero se ha de tener presente que este apuntamiento es para noticia del que haya de negociar sobre las materias del tratado, sin que convenga concluir cosa alguna sin nuevas órdenes ó instrucciones; aunque se diga que hay las suficientes para tratar y proponer despues de haber oido á los demas. Esto dará tiempo, que es lo que se necesita.

» En cuanto á las colonias, basta fijarse el sistema de que conviene dejar las inglesas de la parte del norte y del sur, como ahora sucede. Con esto tendrán unos y otros en qué pensar entre sí mismos. Por lo demas, se hablará aquí con Mr. de Carmichael, adjunto de Mr. Jay, y se verá la disposicion de concluir algun tratado con el congreso, y avisaremos lo que ocurra y convenga, combinándolo con lo que se nos diga de Paris. Lo que sí es necesario, es adaptarse á lo que permitiere hacer la

1783.

Francia en lo que tratáren los diputados del congreso con la Inglaterra. Aranjuez, 29 de mayo de 1782. — Florida Blanca. »

Nuevo incidente
que paralizó
la negociacion.

Provistos de instrucciones los plenipotenciarios de las cortes aliadas, vino un nuevo incidente á paralizar la negociacion. Segun los plenos poderes presentados por Grenville al conde de Vergennes, se hallaba autorizado para seguirla únicamente con el gobierno frances sin hacerse mencion ninguna de los aliados. El conde de Aranda, á quien se habia encargado que no diese prisa, ántes bien buscase pretextos para diferir la conclusion de todo arreglo hasta ver el éxito de la empresa contra Gibraltar, aprovechó aquella circunstancia para declarar al plenipotenciario ingles que no entraria en género ninguno de negociacion mientras no exhibiese nuevo poder que le facultase para tratar con la corte de España. Grenville recibió en mitad de junio otra plenipotencia con la cláusula de negociar con la Francia y *demas beligerantes*; pero Aranda tambien la rechazó pretendiendo que ó no se nombrase á la Francia, comprendiendo á todos los aliados bajo la fórmula de *potencias beligerantes*, ó caso de mencionarse á aquella potencia, se hiciese nominalmente del mismo modo con España.

Nuevo gabinete
británico.
Continúan
las negociaciones
en Paris.

Mientras se ventilaba este punto falleció el marques de Rockingham: organizóse un nuevo ministerio en Lóndres bajo la presidencia de Schelburne, tomando parte el jóven William Pitt, hijo segundo del lord Chatam; y Carlos Fox se retiró colocándose de nuevo al frente del numeroso partido que se habia declarado contra la guerra. Sin embargo de este cambio político, no se interrumpieron las negociaciones de Paris. Vino á seguir las Mr. Fitz-Herbert, mas adelante lord Saint-Helene, reemplazando á Grenville, que pasó de secretario de su hermano lord Temple, virey de Irlanda.

Primera conferencia
con Aranda.

El nuevo plenipotenciario tuvo su primera conferencia con Aranda el 5 de agosto, mostrándole en ella su pleno poder, que le autorizaba ya positivamente para abrir una negociacion directa con los representantes de la corte de Madrid. Aseguróle con encarecidos términos el deseo del gabinete británico de ajustar cuanto ántes la paz, y le entregó una carta particular

escrita en igual sentido y expresiones amistosas por lord Grantham, el mismo que se hallaba de embajador en España ántes de la guerra y se habia encargado ahora del ministerio de relaciones exteriores. Aranda le contestó haciendo tambien las mas cordiales protestas del anhelo del rey Católico por restablecer cuanto ántes la paz y armonía entre las dos coronas ; pero siguiendo sus instrucciones , procuró dilatar la discusion por algunos dias, aguardando noticias de Gibraltar, en cuyo sitio se trabajaba ahora tan eficazmente que nadie dudaba de la rendicion de la plaza.

Pero esta misma razon y el acallar las exigencias de los partidos impelia al ministerio británico á apresurar las negociaciones. Aprovechando el regreso á Paris del conde de-Grasse , que habia estado prisionero despues de la malograda empresa contra Jamáica , le dió encargo de presentar al gabinete frances nuevas facilidades para la paz. Eran en cuanto á España , segun aquel las comunicó á Vergennes el 17 de agosto , cesion y definitiva conservacion de las conquistas hechas en el golfo de Méjico; y eleccion de una de las dos plazas de Mahon y Gibraltar, debiendo quedar la otra á la Inglaterra para escala de su comercio en el Levante. Florida Blanca autorizó el 25 de este mes á Aranda para que con arreglo á dichas bases concluyese y firmase los preliminares de la paz, siempre que se ajustase ántes de la toma de Gibraltar, porque despues serian otras las proposiciones que se hiciesen. Indicábale sin embargo que procurase obtener á Mahon y Gibraltar, ofreciendo á la Inglaterra, para su comercio del Mediterráneo , á Oran y puerto de Mazalquivir. Pero viéndose precisado á la eleccion , recayese esta sobre Gibraltar, bien que pretendiendo que á los Ingleses quedase solamente Mahon y cierto radio territorial, y en el dominio español el resto de la isla.

El gobierno frances , á quien se hacian concesiones aun mas lisonjeras , quizá con el fin de introducir la division entre los aliados, se apresuró á enviar á Lóndres á Mr. Rayneval, oficial primero del ministerio de negocios extranjeros, para asegurarse de la autenticidad de los preliminares del conde de Grasse,

1788.

Autorizacion
que dió
Florida Blanca
á Aranda.

Lord Grantham
rehusó entrar
en discusion
sobre la entrega
de Gibraltar.

1783.

Cuando este emisario llegó á aquella capital, se habia malogrado ya la empresa de España contra Gibraltar; y, comprometido el ministerio británico con una declaracion hecha al congreso de los Estados Unidos por el general Carleton, habia declarado la independencian de este territorio el 24 de setiembre. Desembarazado pues de tan poderoso enemigo y gozoso por la malograda tentativa de los Españoles, no solo negó el gabinete británico haber facultado á Grasse para proponer aquellos preliminares; pero aun mostró una invencible repugnancia de entrar en discusion sobre la entrega de Gibraltar. « Preveo, dijo » lord Grantham en una de sus conferencias con Rayneval, » preveo que esta plaza será una roca en nuestras negociaciones, como lo es en el mar. » Indicó sin embargo, aunque vagamente, que quizá pudiera tratarse de su cesion si se compensase con Menorca, Puerto-Rico y la Florida occidental, y algun territorio por la parte de Nueva Orleans.

Pero accedió
á las principales
pretensiones
de la corte de Paris.

Pero al mismo tiempo que tan difícil se mostraba aquel gabinete con España, accedió á las principales pretensiones de la corte de Paris, de modo que aunque abiertamente no se atrevió esta á separarse de sus aliados para firmar una paz particular, buscó desde entónces medios indirectos de compeler al gobierno español á transigir cuanto ántes sus diferencias. Escuchaba con frialdad los proyectos de Florida Blanca dirigidos á una segunda expedicion contra las Antillas británicas, aunque no fuese mas que para conservar una actitud digna y vigorosa durante la negociacion. El gabinete frances habia asegurado ya sus intereses, y rehusaba toda nueva combinacion que pudiese comprometerlos. « Somos parientes, decia indignado de esta conducta el conde de Aranda en un despacho oficial, hablando de las coronas española y francesa, pero el sistema de monarquía no lo es, el carácter nacional tampoco; y son dos extremos indestructibles miéntras exista el mundo. Hoy hace nueve años que entré de embajador en esta corte, y en ellos no he hecho sino confirmar esa opinion, que ya traía por los ejemplos pasados. La diferencia de aquellos á estos consiste en que hay mas moderacion exterior y mas templanza en algunas

ideas; pero el interior de precaver que la España no llegue al pináculo de su grandeza es el mismo. »

1733.

Ello es que hay motivos muy fundados para creer que la Francia, olvidando ahora, como en otras ocasiones, que solo las simpatías de familia y no un principio de verdadera política habia arrastrado á España en sus querellas contra Inglaterra, procuró salvar sus intereses á expensas ó sin cuidarse mucho de los de su aliado. En cuanto á la restitucion de Gibraltar, el gabinete frances fué obstáculo mas bien que un auxiliar de los deseos del rey Católico, fundándose en la máxima de que en tanto que el gobierno ingles conservase aquella plaza, subsistiria un motivo permanente de prevencion entre las cortes de Madrid y Lóndres.

Malgrado el sitio de Gibraltar, Florida Blanca modificó segunda vez las instrucciones de 29 de mayo, ordenando á Aranda que si era preciso ofreciese la restitucion de las Bahamas y no interrumpiese los preliminares, sino mas bien reservase para la negociacion del tratado definitivo los puntos relativos á la pesca de Terranova y revision de los tratados de comercio. Con arreglo al pensamiento del gabinete español, continuó Aranda sus discusiones con Mr. Fitz-Herbert, y el 7 de octubre le entregó un proyecto de preliminares que aquel remitió á Lóndres. Pero esta corte mandó á su plenipotenciario que verbalmente manifestase al español que las bases del proyecto eran inadmisibles y propusiese otras nuevas sobre las cuales pudiese continuar la negociacion. El conde de Aranda se opuso en términos enérgicos á la pretension del ingles, haciendo ver que tenia presentado un proyecto y al gabinete británico correspondia ahora contestar con un contraproyecto en que se aceptasen ó modificasen sus proposiciones.

Florida Blanca
modificó
sus instrucciones.

Este incidente suspendió momentáneamente la negociacion. Pero la corte de Madrid, que no contaba ya con la sincera cooperacion de la Francia y temia que la dilacion la comprometiese en los dispendiosos gastos y preparativos de la campaña siguiente, previno á su embajador en Paris que avivando á aquel gabinete con el cebo de la parte española de Santo Domingo,

Suspension
momentánea
de la negociacion.

1783.

le prometiese su dominio si se obligaba á obtener la cesion de Gibraltar, buscando en sus propias islas un equivalente para el gobierno ingles.

Condicion
que se ponía
para la entrega
de Gibraltar.

Así es como la negociacion, que hasta entónces se habia seguido directamente entre los gobiernos de Madrid y Lóndres, se trasladó al gabinete de Versálles, el cual para ventilar la cuestion de aquella plaza envió á la última de estas capitales á Mr. Rayneval. Despues de muchas discusiones y resistirse los ministros Schelburne y Grantham á acceder á la demanda del gobierno español, avisaba Rayneval el 23 de noviembre que al fin se allanaban á la entrega de Gibraltar, si España « restituia » todas sus conquistas, añadiendo á Puerto Rico ó la Guadalupe con la Dominica, ó la Martinica con Santa Lucía. » De modo que se pedia á la corte de Madrid en compensacion de una sola plaza la isla de Menorca, la Florida occidental, las Bahamas, la recuperacion de los establecimientos destruidos en Hondúras y Campeche, y por fin una isla como la de Puerto Rico, no solo importante por su propio territorio, pero indispensable para España como punto intermedio con sus posesiones continentales de América y vecindad con las Antillas. En cuanto á las alternativas de las islas francesas, era ilusoria, porque la corte de Versálles no las cederia sin compensaciones que la de Madrid no podia ofrecerla.

Promesa de restituir
las Bahamas
á la Inglaterra.

Estrechado Aranda por el conde de Vergennes á presentar nuevas facilidades para proseguir la negociacion, prometió que entregando la plaza de Gibraltar restituiria España á la Inglaterra las Bahamas; no insistiria en la pretension de hacer la pesca en Terranova, y concederia á los súbditos ingleses un punto y época en cada año para adquirir cómodamente el palo de tinte. Claro es que semejantes proposiciones no eran suficientes á llenar las miras del gabinete británico. Con el pretexto de terminar la negociacion ántes del 5 de diciembre, en que debia abrirse el parlamento, llegó á Paris el 28 del mes anterior Mr. de Rayneval, encargado de proponer los siguientes preliminares: que España no insistiese en su demanda relativa á Gibraltar: Inglaterra la cederia ambas Floridas oriental y occi-

dental, pero España habria de restituir en este caso á Menorca; y prefiriendo conservar esta isla, las Floridas entrarian en el dominio británico.

1783.

Á pesar de que Aranda no queria contestar á estas proposiciones sin transmitir las á conocimiento de su corte, tanto le instaron Vergennes y Rayneval bajo pretexto de que el corto plazo que mediaba hasta la apertura del parlamento no daba lugar á aquella dilacion, que al fin entregó al último para que llevase á Lóndres como contraproyecto los siguientes preliminares. El gobierno británico cederá Gibraltar. — España devolverá Menorca. — La Francia reservándose la parte española de Santo Domingo dará á la Inglaterra, como compensacion de Gibraltar, las islas Dominica y Guadalupe. — Conservará España la Florida occidental. — La Inglaterra renunciará á todo establecimiento en Hondúras y Campeche bajo la seguridad de designarse á sus súbditos un punto en el cual cómoda y equitativamente compren el palo de tinte. — Se refundirán todas las antiguas estipulaciones de comercio en un nuevo tratado, cuyo principio sean los mismos intereses y soberanía de las dos coronas.

Preliminares
de un
contraproyecto.

El 30 de noviembre se habia terminado ya la negociacion y ajustado el tratado de paz entre los Estados Unidos y su metrópoli. No temiendo ya nada el gabinete ingles de este poderoso enemigo, y persuadido de que la Francia, por mas que aparentase otra cosa, se hallaba resuelta á no continuar la guerra en union de España, desechó la propuesta de Aranda, y el 4 de diciembre entregó á Rayneval otra, concebida en los términos siguientes: — Si la corte de Madrid desiste de Gibraltar, obtendrá las dos Floridas, y acerca de los demas puntos se transigirá amistosamente. — Habiendo de dársele aquella plaza, se indemnizará á la Inglaterra con la isla de Puerto Rico ó con la Guadalupe, Santa Lucía y Dominica; ó con la Guadalupe, Dominica y Trinidad. — España conservará una de las Floridas. — Permitirá una factoría inglesa en Campeche con la facultad de cortar el palo — Provisionalmente y hasta tanto que se haga un nuevo tratado de comercio, se confirmarán los

Propuesta
del gabinete ingles
á Rayneval.

1783.

Debilidad
en que incurrió
el embajador
español.

anteriores. — Restituirá las islas Bahamas y de Menorca.

Cuando Vergennes llamó á Aranda para enterarle del despacho de Rayneval, le dijo que el rey se hallaba resuelto á no diferir por mas tiempo el ajuste de la paz, y que visto el empeño de Madrid en adquirir á Gibraltar y su negativa á desprenderse de Puerto Rico, le habia mandado que no obstante el disgusto que ocasionaria á sus súbditos, ofreciese desde luego á la Inglaterra en compensacion de aquella plaza las cuatro islas francesas de Santa Lucía, Guadalupe, Dominica y Martinica. Sorprendido el embajador español de esta generosidad, meditando que con la posesion de aquellas islas quedaban los Ingleses en estado de dar la ley cuando quisiesen á las Antillas españolas, y vivamente instado por Vergennes para que examinase si en sus instrucciones se hallaba alguna cláusula que pudiese sacarles de este embarazo, cedió al fin y tuvo la debilidad de mostrar un despacho que le habia escrito Florida Blanca en 23 de noviembre, que entre otras cosas decia lo siguiente : « Parece que todo el tropiezo para la conclusion de la paz es Gibraltar. No ocultaré á Vuecencia que el rey piensa sostener este empeño con todas sus fuerzas, mientras pudiese. Pero sin embargo desearia saber Su Majestad qué partido ó qué ventaja considerable podria sacar la España del tratado, si por algun caso hiciese el sacrificio de desistir de tal empeño. »

Aranda aceptó
la proposicion
inglesa.

Se despachó inmediatamente un correo á Rayneval con copia de este párrafo, aunque se le mandaba que hiciese uso de él cuando se hubiese perdido hasta la última esperanza de obtener á Gibraltar por los medios ántes propuestos por el rey de España. No se hizo el difícil aquel plenipotenciario en dar conocimiento á Schelburne del nuevo aspecto de la negociacion, pidiéndole que declarase definitivamente las ventajas que se concederian á España, una vez que esta desistiese de su demanda. El 12 de diciembre escribió Rayneval que la Inglaterra prometia para este caso ceder las dos Floridas y Menorca; pero habian de restituírsela las Bahamas y consentir el corte de palo de campeche. Aranda, colocado ya en este terreno y sin tiempo para consultar á Madrid, aceptó la proposicion inglesa el 18 del

citado diciembre. Sería larga tarea entrar en el exámen de las razones que tuvo este embajador para tomar sobre sí la inmensa responsabilidad de desistir de una demanda que con tanto empeño se le habia recomendado, y contra la cual era cortísimo fundamento el despacho de Florida Blanca que se ha copiado. En fin, este ministro se vió en la necesidad de aprobar lo hecho por el plenipotenciario, y eso que le escribió en 2 de enero de 1783 « que el rey estaba determinado á no aceptar ni ratificar preliminares algunos en que no se hiciese por la corte de Lóndres cesion de la plaza de Gibraltar. »

1783.

Así es como terminó esta larga y complicada negociacion, de la cual fué Gibraltar el punto mas espinoso. Triunfó el ministerio británico en su empeño de conservar la plaza; ¿pero quién será capaz de referir las intrigas y astucias empleadas para ello? No se valia únicamente de las armas del raciocinio, sino que en casos apelaba á los afectos de delicadeza y generosidad de la corte de Madrid. Pintaba de un modo exagerado la animadversion en que incurria por firmar una paz tan nociva á los intereses británicos, y suponía que de la cesion de Gibraltar se podría seguir una acusacion capital contra el ministerio. Hé aquí como describia Rayneval uno de estos momentos de temor del ministro Schelburne :

Triunfo
del ministerio
británico.

« Hallándonos los dos solos, de repente se agarró los muslos con las dos manos, y con una extraordinaria agitacion de todo su cuerpo me dijo : Mr. de Rayneval, veo que el miedo empieza á apoderarse de mí y esta idea me hace temblar como V. ve. Asustado le pregunté qué motivo tenia para ello, y me respondió que en aquella mañana el duque de Richemond le habia pintado con tanta fuerza el riesgo en que se habia puesto de perder la cabeza, que aunque por entónces no le habia hecho notable impresion, ahora le habia sobrecogido de tal manera esta idea, que le parecia empezaba á tener medio. »

Vencida la principal dificultad de la negociacion, pasó á Lóndres don Ignacio Heredia, secretario de la embajada de España en Paris, á arreglar los dos puntos relativos al corte de palo de campeche y tratado de comercio. Tomóse un término

Sobre arreglo
de otros puntos.

1783. medio, dejándolos para las discusiones del tratado definitivo, con lo cual pudieron firmarse los preliminares de la paz el 20 de enero de 1783.

Firmáase
los preliminares.

En el mismo día se firmaron también los de la Francia y Gran Bretaña, no habiendo podido hacer otro tanto los Holandeses, porque la corte de Londres se empeñaba en retener las conquistas que les había hecho en la India, señaladamente Negapatnam, cuya rada es la mejor de la costa de Coromandel; y exigía además para sus buques el honor del saludo en todos los mares. Pero, sin embargo, se ajustó una suspensión de armas entre ambas naciones.

Sobre tratados
definitivos.

Desde esta fecha se ocuparon los plenipotenciarios en la discusión de sus respectivos tratados definitivos. Aunque el conde de Aranda tenía los plenos poderes de España, esta corte envió á Londres para que le auxiliase á don Bernardo del Campo, oficial del ministerio de Estado; el cual con arreglo á sus instrucciones quiso resucitar de nuevo el malogrado asunto de la cesion de Gibraltar. Pero se opuso decididamente el gabinete inglés á que en el futuro tratado se hiciese mencion de esta plaza en uno ni otro sentido. Quedaron pues reducidos los puntos cuestionables á la mayor ó menor demarcacion territorial que había de hacerse á los Ingleses para su factoría y corte del palo de campeche, y á la subsistencia ó reemplazo de los antiguos y perjudiciales tratados de comercio.

Firmase la paz.

Terminadas las discusiones sobre ambos y fenecidas asimismo las negociaciones por parte de la Francia y de los Estados Unidos, estos firmaron su paz definitiva con la Inglaterra el 2 de setiembre de 1783. En el siguiente día la firmaron igualmente las cortes de Madrid y Versálles; y la Holanda concluyó también un tratado preliminar, que literalmente se convirtió en definitivo el 20 de mayo del siguiente año.

Ventajas
que adquirió
la España.

Aunque el abandono ó indiferencia de la Francia colocó á la España en una situacion nada ventajosa para sostener sus pretensiones, no puede sin embargo negarse que obtuvo uno de los tratados mas ventajosos que se hicieron en los dos últimos siglos. Recuperó la importantísima isla de Menorca, quedó

poseedora de las dos Floridas y encerró á los Ingleses en un estrechísimo territorio, quitándoles tanta factoría y establecimientos como abusiva y paulatinamente habian llegado á formar en el seno mejicano (1).

1788.

DOCUMENTO.

En el nombre de la Santísima Trinidad.

El rey de España y el rey de la Gran Bretaña, animados de un mismo deseo de hacer que cesasen las calamidades de una guerra destructiva, y de restablecer entre sí la union y la buena inteligencia tan necesarias para el bien de la humanidad en general, como para el de sus reinos, Estados y súbditos respectivos, han nombrado para este efecto, á saber : Su Majestad Católica á don *Pedro Pablo de Abarca de Bolea, Jiménez de Urrea, etc., conde de Aranda y Castelflorido*, marques de Tórres, de Villanant y Rupit; vizconde de Rueda Yoch; baron de las baronías de Gavin, Sietamo, Clamosa, Eripol, Trazmoz, la Mata de Castilviejo, Antillon, la Almolda, Córtes, Jorva, Rabullet, Orcau y Santa Coloma de Farnés; señor de la tenencia y honor de Alcalaten, valle de Rodellar, castillos y villas de Maella, Mesónes, Tiurana y Villaplana, Taradell y Villadrau, etc.; ricohombre por naturaleza en Aragon, grande de España de primera clase, caballero de la insigne orden del Toison de Oro y de la de Sancti Spiritus, gentil-hombre de cámara de Su Majestad con ejercicio, capitan general de los reales ejércitos y su embajador cerca del rey Cristianísimo; y Su Majestad Británica á don *Alleyne Fitz-Herbert*, ministro plenipotenciario de la expresada Majestad: los cuales, despues de haberse comunicado sus

Firmados
el 20 de enero.
Ratificados
el 25 y el 31
del mismo.

Plenipotenciarios.

(1) CANTILLO, *Coleccion de tratados españoles*.

1783. plenós poderes en debida forma, han convenido en los siguientes *artículos preliminares*.

Paz y amistad. ART. 1. — Luego que se hayan firmado y ratificado los preliminares, se restablecerá una amistad sincera entre Su Majestad Católica y Su Majestad Británica, sus reinos, Estados y vasallos por mar y por tierra, en todas las partes del mundo : se enviarán órdenes á los ejércitos y escuadras como tambien á los vasallos de las dos potencias para que cese toda hostilidad y vivan en la mas perfecta union, olvidando lo pasado ; para lo que les dan sus soberanos orden y ejemplo Y para ejecucion de este artículo se expedirán por ambas partes pasaportes de mar á los navíos que se despacharán para llevar la noticia á las posesiones de dichas potencias.

Isla de Menorca. ART. 2. — Su Majestad Católica conservará la isla de Menorca.

Las Floridas. ART. 3. — Su Majestad Británica cederá á Su Majestad Católica la Florida oriental ; y Su Majestad Católica conservará la Florida occidental ; bien entendido que se concederá á los súbditos de Su Majestad Británica que están establecidos, tanto en la isla de Menorca como en las dos Floridas, el término de diez y ocho meses, que se contarán desde el dia de la ratificacion del tratado definitivo, para vender sus bienes, cobrar sus créditos y transportar sus efectos y personas, sin que sean molestados por motivo de religion ó bajo cualquier otro pretexto, exceptuando el de deudas ó causas criminales ; y Su Majestad Británica tendrá la facultad de hacer transportar de la Florida oriental todos los efectos que puedan pertenecerle, sea artillería ó cualesquiera otros.

Garantías para los súbditos de S. M. B. ART. 4. — Su Majestad Católica no permitirá en lo venidero que los súbditos de Su Majestad Británica sean inquietados ó molestados bajo ningun pretexto en su ocupacion de cortar, cargar y transportar el palo de tinte ó de campeche, en un distrito cuyos límites se fijarán. Y para este efecto podrán fabricar sin impedimento y ocupar sin interrupcion las casas y los almacenes que fueren necesarios para ellos, para sus familias y para sus efectos en el paraje que se concertará, ya sea por el

tratado definitivo, ó ya seis meses despues del canje de las ratificaciones; y Su Majestad Católica les asegura por este artículo el entero goce de lo que queda arriba estipulado: bien entendido que estas estipulaciones no se considerarán como derogatorias en nada del derecho de su soberanía.

1782.

ART. 5. — Su Majestad Católica restituirá á la Gran Bretaña las islas de Providencia y de Bahama, sin excepcion, en el mismo estado en que se hallaban cuando las conquistaron las armas del rey de España.

Restitucion
de Providencia
y Bahama.

ART. 6. — Todos los países y territorios que pueden haber sido conquistados ó podrán serlo en cualquiera parte del mundo por las armas de Su Majestad Católica ó por las de Su Majestad Británica, y que no sean comprendidos en los presentes artículos, se restituirán sin dificultad y sin exigir indemnizaciones.

Id. de otros países
y territorios.

ART. 7. — Se renovararán y confirmarán por el tratado definitivo todos aquellos que han subsistido hasta ahora entre las dos altas partes contratantes, y que no se derogáren, sea por dicho tratado, sea por el presente tratado preliminar: y las dos partes nombrarán comisarios para trabajar sobre el estado del comercio entre las dos naciones, á fin de convenir en nuevos reglamentos de comercio sobre el fundamento de la reciprocidad y de la mutua conveniencia: y dichas dos cortes fijarán amistosamente entre sí un término competente para la duracion de este trabajo.

Renovacion
de tratados
anteriores

Sobre reglamentos
de comercio.

ART. 8. — Siendo necesario señalar una época fija para las restituciones y evacuaciones que haya que hacer por cada una de las altas partes contratantes, se ha convenido en que el rey de la Gran Bretaña hará evacuar la Florida oriental tres meses despues de la ratificacion del tratado definitivo, ó ántes si pudiere ser. El rey de la Gran Bretaña volverá á entrar igualmente en la posesion de las islas de Bahama, sin excepcion, en el espacio de tres meses despues de la ratificacion del tratado definitivo. En cuya consecuencia se enviarán las órdenes necesarias por cada una de las altas partes contratantes con los pasaportes recíprocos para los navíos, que las llevarán inmediatamente despues de la ratificacion del tratado definitivo,

Evacuacion
de la Florida
oriental.

1783.

Restitucion
de prisioneros.

ART. 9. — Los prisioneros hechos respectivamente por las armas de Su Majestad Católica y Su Majestad Británica por mar y por tierra serán, luego despues de la ratificacion del tratado definitivo, restituidos recíprocamente y de buena fe sin rescate, pagando las deudas que hubieren contraido durante su prision: y cada corona pagará respectivamente lo que se hubiere anticipado para la subsistencia y manutencion de los prisioneros por el soberano del país en que hayan estado detenidos, conforme á los recibos y á los estados autorizados y demas documentos auténticos que se presentarán por ambas partes.

Id. de los navíos
y efectos apresados
en la Mancha

ART. 10. — Para evitar todo motivo de quejas y contestaciones que podrian resultar por causa de las presas que podrán hacerse en el mar despues de firmados estos artículos preliminares, se ha convenido recíprocamente en que los navíos y efectos que se tomáren en la Mancha ó en los mares del norte, despues de doce dias contados desde la ratificacion de los presentes artículos preliminares, se restituirán por ambas partes: que el término será de un mes desde la Mancha y los mares del norte hasta las islas Canarias inclusive, sea en el Océano ó en el Mediterráneo; de dos meses desde dichas islas Canarias hasta la línea equinoccial ó el ecuador, y en fin de cinco meses en cualesquiera otros parajes del mundo, sin ninguna excepcion ni distincion mas particular de tiempo y de lugar.

ART. 11. — Les ratificaciones de los presentes artículos se expedirán en buena y debida forma y se canjearán en el espacio de un mes, ó ántes si pudiere ser, contando desde el dia en que se firmen los presentes artículos.

En fe de lo cual, nos los infrascritos plenipotenciarios de Su Majestad Católica y de Su Majestad Británica, en virtud de nuestros poderes respectivos, hemos ajustado y firmado estos presentes artículos preliminares y hemos hecho poner en ellos los sellos de nuestras armas. Fecho en Versálles, á 20 de enero de 1783.

EL CONDE DE ARANDA.

ALLEYNE FITZ-HERBERT.

1783.

Declaracion del plenipotenciario británico.

Como las intenciones de todas las potencias beligerantes, al tiempo de dar la mano á las negociaciones para la paz, han sido siempre que fuese general: y como por consecuencia, los artículos preliminares entre Su Majestad Británica y la República de las Provincias Unidas de los Países Bajos deberian haberse concertado y convenido al mismo tiempo que los de Su dicha Majestad el rey de la Gran Bretaña, Su Majestad el rey de España y Su Majestad el rey de Francia: el infrascrito ministro plenipotenciario de Su Majestad Británica *declara* en nombre y de orden expresa del rey su señor, que sin embargo de que las circunstancias momentáneas hayan embarazado el concertar desde ahora los artículos preliminares de la paz entre la Gran Bretaña y la República, no se halla Su Majestad ménos dispuesto á arreglarlos y convenirlos definitivamente lo mas presto que sea posible; y que entre tanto dicha República de las Provincias Unidas de los Países Bajos, sus súbditos y sus posesiones serán comprendidos en la suspension de armas que debe ser consecuencia de la ratificacion de los artículos preliminares concluidos y firmados este dia entre la Gran Bretaña de una parte y las coronas de España y Francia de la otra: encargándose Sus Majestades Católica y Cristianísima de procurar que los Estados Generales de las Provincias Unidas de los Países Bajos hagan igual *declaracion*, que afiance su consentimiento á la presente suspension de armas y asegure de la reciprocidad mas entera por su parte.

Declaracion.

En fe de lo cual nos ministro plenipotenciario de Su Majestad Británica hemos firmado la presente *declaracion* y hemos puesto en ella el sello de nuestras armas, en Versálles, á 20 de enero de 1783.

ALLEYNE FITZ-HERBERT.

Jorge III de Inglaterra ratificó estos preliminares el 25, y Carlos III el 31 del mismo enero de este año.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.



1788. *Tratado definitivo de paz entre las coronas de España é Inglaterra, firmado en Versálles el 3 de setiembre de 1783 (1).*

Firmado
el 3 de setiembre. En el nombre de la Santísima é individua Trinidad , Padre, Hijo, y Espíritu Santo. Así sea.

Consideraciones
preliminares. Sea notorio á todos aquellos á quienes pertenezca ó pueda pertenecer en cualquiera manera. El serenísimo y muy poderoso príncipe D. Carlos III, por la gracia de Dios, rey de España y de las Indias, etc. ; y el serenísimo y muy poderoso príncipe Jorge III, por la gracia de Dios, rey de la Gran Bretaña, duque de Brunswick y de Luneburgo, architesorero y elector del sacro imperio romano , etc., deseando igualmente hacer que cesase la guera que de muchos años á esta parte afligia á sus respectivos Estados, aceptaron la oferta que Sus Majestades el emperador de Romanos y la emperatriz de todas las Rusias les hicieron de su interposicion y mediacion. Pero Sus Majestades Católica y Británica, animados del mútuo deseo de acelerar el restablecimiento de la paz, se comunicaron sus loables intenciones, y las bendijo el Cielo de tal manera que llegaron á sen-

(1) Véase la noticia histórica del anterior tratado.

tar los fundamentos de la paz, firmando los artículos preliminares en Versálles á 20 de enero del presente año. Sus Majestades los dichos rey de España y rey de la Gran Bretaña, considerándose obligados á dar á Sus Majestades imperiales una prueba clara de su reconocimiento por la oferta generosa de su mediacion, acordaron convidarlas á concurrir á la consumacion de la grande y saludable obra de la páz, tomando parte como mediadores en el tratado definitivo que se habia de concluir entre Sus Majestades Católica y Británica. Habiendo las dichas Majestades imperiales aceptado con gusto este convite, nombraron para representarlas, es á saber : Sus Majestades el emperador de Romanos al ilustrísimo y excelentísimo *señor Florimundo, conde de Mercy-Argenteau*, vizconde de Loo, baron de Crichegnée, caballero del Toison de Oro, chambelan, consejero de Estado íntimo actual de Su Majestad Imperial y Real Apostólica, y su embajador cerca de Su Majestad Cristianísima : y Su Majestad la emperatriz de todas las Rusias al ilustrísimo y excelentísimo *señor principe Iwan Bariatinskoy*, teniente general de los ejércitos de Su Majestad Imperial de todas las Rusias, caballero de las órdenes de Santa Ana y de la Espada de Suecia, y su ministro plenipotenciario cerca de Su Majestad Cristianísima ; y al *señor Arcadio de Markoff*, consejero de Estado de Su Majestad Imperial de todas las Rusias y su ministro plenipotenciario cerca de Su Majestad Cristianísima. Y en consecuencia de esto, Sus dichas Majestades el rey de España y el rey de la Gran Bretaña han nombrado y constituido por sus plenipotenciarios encargados de concluir y firmar el tratado definitivo de paz, es á saber : el rey de España al ilustrísimo y excelentísimo *señor D. Pedro Pablo Abarca de Bolea, Jiménez de Urrea, etc., conde de Aranda y Castelflorido*, marques de Tórres, de Villanant y Rupit, vizconde de Rueda y Yoch, baron de las baronías de Gavin, Sietamo, Clamosa, Eripol, Trazmoz, la Mata de Castilviejo, Antillon, la Almolda, Córtes, Jorva, San Genis, Rabullet, Orcan y Santa Colomba de Farnés; *señor de la tenencia y honor de Alcalaten, valle de Rodellar, castillos y villas de Maella, Mesónes, Tiurana y*

1733.

Plenipotenciarios.

1788.

Villaplana, Taradell y Villadrau, etc., ricohombre por naturaleza en Aragón, grande de España de primera clase, caballero de las insignes órdenes del Toison de Oro y de la de Sancti Spiritus, gentil-hombre de cámara de Su Majestad Católica con ejercicio, capitán general de los reales ejércitos, y su embajador cerca del rey Cristianísimo; y el rey de la Gran Bretaña al ilustrísimo y excelentísimo *señor Jorge, duque y conde de Manchester*, vizconde de Mandeville, baron de Kimbolton, lord lugarteniente y *custos rotulorum* del condado de Hungtindon, consejero privado actual de Su Majestad Británica, y su embajador extraordinario y plenipotenciario cerca de Su Majestad Cristianísima. Los cuales, despues de haber cambiado sus plenos poderes respectivos, se han convenido en los artículos siguientes :

Paz cristiana,
universal y perpétua.

ART. 1. — Habrá una paz cristiana, universal y perpétua, así por mar como por tierra, y se restablecerá la amistad sincera y constante entre Sus Majestades Católica y Británica, y entre sus herederos y sucesores, reinos, Estados, provincias, países, súbditos y vasallos, de cualquier calidad y condicion que sean, sin excepcion de lugares ni de personas; de suerte que las altas partes contratantes pondrán la mayor atencion en mantener entre sí mismas y los dichos sus Estados y súbditos esta amistad y correspondencia recíproca, sin permitir que de ahora en adelante se cometa por una parte ni por otra algun género de hostilidad por mar ni por tierra, por cualquiera causa ó bajo cualquier pretexto que pueda haber; y evitarán cuidadosamente todo lo que pueda alterar en lo venidero la union dichosamente restablecida; dedicándose, al contrario, á procurarse recíprocamente en todas ocasiones todo lo que pueda contribuir á su gloria, intereses y ventajas mútuas : sin dar socorro ni proteccion alguna directa ó indirectamente á los que quisieren causar algun perjuicio á la una ó á la otra de las dichas altas partes contratantes. Habrá un olvido y amnistía general de todo lo que ha podido haberse hecho ó cometido ántes ó desde el principio de la guerra que se acaba de finalizar.

ART. 2. — Los tratados de Westfalia de 1648, los de Madrid

de 1667 y 1670, los de paz y de comercio de Utrecht de 1713, el de Bâden de 1714, de Madrid de 1715, de Sevilla de 1729, el tratado definitivo d'Aix-la-Chapelle de 1748, el tratado de Madrid de 1750 y el tratado definitivo de Paris de 1763, sirven de basa y fundamento á la paz y al presente tratado; y para este efecto se renuevan y confirman todos en la mejor forma, como asimismo todos los tratados en general que subsistían entre las altas partes contratantes ántes de la guerra, y señaladamente todos los que están especificados y renovados en el tratado definitivo de Paris, en la mejor forma y como si aquí estuviesen insertos palabra por palabra: de suerte que deberán ser observados exactamente en lo venidero segun todo su tenor y religiosamente cumplidos por una y otra parte en todos los puntos que no se deroguen por el presente tratado de paz.

ART. 3. — Todos los prisioneros hechos de una y otra parte así por tierra como por mar, y los rehenes tomados ó dados durante la guerra y hasta este dia serán restituidos sin canje dentro de seis semanas, lo mas tardar, contadas desde el dia del cambio de la ratificacion del presente tratado: pagando cada corona respectivamente los gastos que se hayan hecho para la subsistencia y manutencion de sus prisioneros por el soberano del país donde hayan estado detenidos, conforme á los recibos y estados que se hagan constar y otros documentos auténticos que se exhiban por una y otra parte: y se darán recíprocamente seguridades para el pago de las deudas que los prisioneros hayan podido contraer en los Estados donde se hayan hallado detenidos hasta su entera libertad. Y todos los bajeles, así de guerra como mercantes, que hayan sido apresados desde que espiraron los términos convenidos para la cesion de hostilidades por mar, serán restituidos igualmente de buena fe con todos sus equipajes y cargazones. Y se procederá á la ejecucion de este artículo inmediatamente despues del cambio de las ratificaciones de este tratado.

ART. 4. — El rey de la Gran Bretaña cede en toda propiedad á Su Majestad Católica la isla de *Menorca*: entendiéndose que las mismas estipulaciones, que se insertarán en el artículo

1783.

Renovacion
de tratados
anteriores,

Restitucion
de rehenes
y prisioneros.

Isla de *Menorca*.

1783.

siguiente tendrán lugar á favor de los súbditos británicos por lo respectivo á dicha isla.

Las Floridas.

ART. 5. — Su Majestad Británica cede asimismo en absoluta propiedad á Su Majestad Católica la *Florida oriental*, igualmente que la *occidental*, constituyéndose garante de ellas. Su Majestad Católica se conviene en que los habitantes británicos ú otros que hayan sido súbditos del rey de la Gran Bretaña en dichos países, puedan retirarse con toda seguridad y libertad adonde bien les parezca : y podrán vender sus bienes y trasportar sus efectos del mismo modo que sus personas , sin que sean detenidos ni molestados en su emigracion con cualquier pretexto que sea , excepto el de deudas ó causas criminales : fijándose el término limitado para esta emigracion al espacio de diez y ocho meses, que se han de contar desde el dia del cambio de las ratificaciones del presente tratado ; pero si á causa del valor de las posesiones de los propietarios ingleses no pudiesen estos desembarazarse de ellas en el expresado término, entónces Su Majestad Católica les concederá prórogas proporcionadas á este fin. Tambien se estipula que Su Majestad Británica tendrá facultad de hacer trasportar de la *Florida oriental* todos los efectos que puedan pertenecerle, sean artillería ú otros.

Facultad otorgada
á los súbditos
de S. M. B.

ART. 6. — Siendo la intencion de las dos altas partes contratantes precaver en cuanto es posible todos los motivos de queja y discordia á que anteriormente ha dado ocasion la corta de palo de tinte ó de *campeche*, habiéndose formado y esparcido con este pretexto muchos establecimientos ingleses en el continente español ; se ha convenido expresamente que los súbditos de Su Majestad Británica tendrán facultad de cortar, cargar y trasportar el palo de tinte en el distrito que comprende entre los rios *Valiz ó Bellese* y *Rio Hondo*, quedando el curso de los dichos dos rios por límites indelebles , de manera que su navegacion sea comun á las dos naciones, á saber , el rio *Valiz ó Bellese*, desde el mar subiendo hasta frente de un lago ó brazo muerto , que se introduce en el país y forma un istmo ó garganta con otro brazo semejante que viene de hácia *Rio Nuevo* ó *New-River* ; de manera que la línea divisoria atravesará en

derechura al citado istmo y llegará á otro lago que forman las aguas de *Rio Nuevo* ó *New-River* hasta su corriente; y continuará despues la línea por el curso de *Rio Nuevo* descendiendo hasta frente de un riachuelo cuyo origen señala el mapa entre *Rio Nuevo* y *Rio Hondo*, y va á descargar en *Rio Hondo*: el cual riachuelo servirá también de límite comun hasta su union con *Rio Hondo*; y desde allí lo será el *Rio Hondo* descendiendo hasta el mar, en la forma que todo se ha demarcado en el mapa de que los plenipotenciarios de las dos coronas han tenido por conveniente hacer uso para fijar los puntos concertados, á fin de que reine buena correspondencia entre las dos naciones, y los obreros, cortadores y trabajadores ingleses no puedan propasarse por la incertidumbre de límites. Los comisarios respectivos determinarán los parajes convenientes en el territorio arriba designado, para que los súbditos de Su Majestad Británica empleados en beneficiar el palo puedan sin embarazo fabricar allí las casas y almacenes que sean necesarios para ellos, para sus familias y para sus efectos; y Su Majestad Católica les asegura el goce de todo lo que se expresa en el presente artículo; bien entendido que estas estipulaciones no se considerarán como derogatorias en cosa alguna de los derechos de soberanía. Por consecuencia de esto, todos los Ingleses que puedan hallarse dispersos en cualesquiera otras partes, sea del continente español ó sea de cualesquiera islas dependientes del sobre dicho continente español, y por cualquiera razon que fuere sin excepcion, se reunirán en el territorio arriba circunscripto en el término de diez y ocho meses contados desde el cambio de las ratificaciones: para cuyo efecto se les expedirán las órdenes por parte de Su Majestad Británica; y por la de Su Majestad Católica se ordenará á sus gobernadores que den á los dichos Ingleses dispersos todas las facilidades posibles para que se puedan transferir al establecimiento convenido por el presente artículo, ó retirarse adonde mejor les parezca. Se estipula tambien que si actualmente hubiera en la parte designada fortificaciones erigidas anteriormente, Su Majestad Británica las hará demoler todas, y ordenará á sus súbditos que no formen otras

1783. nuevas. Será permitido á los habitantes ingleses que se establecieren para la corta del palo ejercer libremente la pesca para su subsistencia en las costas del distrito ~~convenido arriba~~, ó de las islas que se hallen frente del mismo territorio, sin que sean inquietados de ningun modo por eso; con tal que ellos no se establezcan de manera alguna en dichas islas (1).

*Providencia
y Bahama.*

ART. 7. — Su Majestad Católica restituirá á la Gran Bretaña las islas de *Providencia* y de *Bahama*, sin excepcion, en el mismo estado en que se hallaban cuando las conquistaron las armas del rey de España. Se observará á favor de los súbditos españoles, por lo respectivo á las islas nombradas en el presente artículo, las mismas estipulaciones insertas en el artículo 8º de este tratado.

*Restitucion
de países
y territorios.*

ART. 8. — Todos los países y territorios que pueden haber sido conquistados ó podrán serlo en cualquiera parte del mundo por las armas de Su Majestad Católica ó por las de Su Majestad Británica, que no están comprendidos en el presente tratado con título de cesion ni con título de restitucion, se restituirán sin dificultad y sin exigir compensacion.

*Sobre
nuevos reglamentos
de comercio.*

ART. 9. — Luego que se cambien las ratificaciones, las dos altas partes contratantes nombrarán comisarios para trabajar en nuevos reglamentos de comercio entre las dos naciones sobre el fundamento de la reciprocidad y de la mútua conveniencia: los cuales reglamentos deberán terminarse y quedar concluidos en el espacio de dos años contados desde 1º de enero de 1784.

*Evacuacion
de la
Florida oriental.*

ART. 10. — Siendo necesario señalar una época fija para las restituciones y evacuaciones que se han de hacer por cada una de las altas partes contratantes, se ha convenido en que el rey de la Gran Bretaña hará evacuar la *Florida oriental* dentro de tres meses despues de la ratificacion del presente tratado, ó ántes si pudiere ser. El rey de la Gran Bretaña volverá igual-

(1) Por el convenio que estas dos coronas ajustaron en el año de 1786 se modificó en parte, y se amplió en otra, lo dispuesto en el presente artículo.

mente á la posesion de las islas de *Providencia* y de *Bahama*, sin excepcion, en el espacio de tres meses despues de la ratificacion del presente tratado, ó ántes si pudiere ser. En consecuencia de lo cual, se enviarán las órdenes necesarias por cada una de las altas partes contratantes, con los pasaportes recíprocos para los bajeles que les han de llevar inmediatamente despues de la ratificacion del presente tratado.

1783.

ART. 11. — Sus Majestades Católica y Británica prometen observar sinceramente y de buena fe todos los artículos contenidos y establecidos en el presente tratado, y no tolerarán que se contravenga á él directa ni indirectamente por sus respectivos súbditos; y las sobredichas altas partes contratantes se constituyen garantes general y recíprocamente de todas las estipulaciones del presente tratado.

Sobre observancia
del tratado.

ART. 12. — Las ratificaciones solemnes del presente tratado, expedidas en buena y debida forma, se canjearán en esta ciudad de Versálles entre las altas partes contratantes en el término de un mes, ó ántes si fuere posible, contando desde el dia en que se firme el presente tratado.

Sobre
las ratificaciones.

En fe de lo cual, nos los infrascritos sus embajadores extraordinarios y ministros plenipotenciarios hemos firmado de nuestra mano en su nombre, y en virtud de nuestras plenipotencias, el presente tratado definitivo, y hemos hecho poner en él los sellos de nuestras armas. Fecho en Versálles, á 3 del mes de setiembre de 1783.

EL CONDE DE ARANDA.

MANCHESTER.

ARTÍCULOS SEPARADOS.

ART. 1. — Que no estando generalmente reconocidos algunos de los títulos que han usado las potencias contratantes en el curso de la negociacion y en el tratado, no sirvan de perjuicio, ni puedan alegarse en lo sucesivo como fundados en este ejemplo.

1783.

Que tampoco sirva de perjuicio á la práctica que tenga establecida cada una de las dos potencias el haberse extendido en frances este tratado.

Siguen dos declaraciones hechas en el mismo dia por los plenipotenciarios de Austria y Rusia certificando que el anterior tratado y artículos separados se concluyeron con la mediacion de sus respectivos soberanos.

Su Majestad Británica Jorge III expidió el instrumento de su ratificacion en San JAMES, el 10 del mismo mes de setiembre de 1783; y dos dias mas tarde expidió la suya en San Ildefonso el Sr. rey Católico don Carlos III, refrendada del primer secretario de Estado y del despacho don José Moñino; y el canje se hizo en Versálles el 19 del mismo mes de setiembre.

Declaracion.

El nuevo estado en que podrá hallarse quizá el comercio en todas las partes del mundo, exigirá revisiones y explicaciones de los tratados existentes; pero una entera abolicion de ellos, en cualquiera tiempo que se hiciere, introduciria en el comercio una confusion que le fuera infinitamente nociva.

En los tratados de esta especie, no solo hay artículos que son puramente relativos al comercio, sino tambien otros muchos que aseguran recíprocamente á los respectivos súbditos privilegios y facilidades en el manejo de sus negocios, proteccion personal y otras ventajas que no son ni deben ser de condicion alterable, como los pormenores que miran exclusivamente al valor de los efectos y mercancías, los cuales varian por circunstancias de cualquiera especie. En consecuencia, quando se trabajáre entre las dos naciones sobre el *estado del comercio*, convendrá se entienda que las alteraciones que pudiesen hacerse en los tratados existentes recaerán únicamente sobre arreglos puramente comerciales; y que los privilegios y ventajas mútuas y particulares no solo se conserven por una y otra parte, sino que hasta se aumenten si pudiese ser.

En tal sentido se ha prestado Su Majestad al nombramiento por una y otra parte de comisarios que trabajen únicamente en el indicado objeto. Hecho en Versálles, á 3 de setiembre de 1783.

1783.

MANCHESTER.

Contra-declaracion.

El objeto único del rey Católico al proponer arreglos nuevos de comercio fué el rectificar segun las reglas de reciprocidad y mútua conveniencia los defectos que pudieren contener los tratados precedentes de comercio. El rey de la Gran Bretaña puede creer, por lo mismo, que la intencion de Su Majestad Católica no es de modo alguno el destruir todas las estipulaciones que comprenden dichos tratados : al contrario, declara Su dicha Majestad Católica desde ahora, que está dispuesta á mantener todos los privilegios, facilidades y ventajas enunciadas en los tratados antiguos, en tanto que sean reciprocas ó se reemplacen por ventajas equivalentes. Con el fin pues de llegar á este objeto, deseado por una y otra parte, se nombrarán comisarios que trabajen sobre el estado comercial entre las dos naciones, y se ha concedido un término dilatado para fenecer el trabajo. Su Majestad Católica se lisonjea de que este objeto se seguirá con la misma buena fe y con el mismo espíritu de conciliacion que han presidido á la redaccion de los demas puntos comprendidos en el tratado definitivo; y confia en que los respectivos comisarios emplearán toda la posible celeridad en la confeccion de esta importante obra.

Hecho en Versálles, á 3 de setiembre de 1783. — Es copia.

ARANDA.

PRIMER PERÍODO.

FRANCIA Y PORTUGAL.



TRAITÉ DE PAIX

CONCLU PAR LA MÉDIATION DE SA MAJESTÉ CATHOLIQUE,
ENTRE LE PRINCE RÉGENT D. JEAN DE PORTUGAL ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
SIGNÉ A BADAJOZ, LE 6 JUIN 1801.

NOTICE HISTORIQUE.

1801. Par ce traité entre le Portugal et la France, cette dernière puissance obtint une cession de territoire du côté de la Guyane. La rivière Carapanatuba, qui s'unit à l'Orellana à environ 20 milles au-dessus du Macapa, devait servir de démarcation jusqu'à sa source; de là la limite devait se porter vers la Cordillère, et suivre son sommet jusqu'à la partie la plus rapprochée du Rio-Branco, qu'on supposait être située sous la latitude de $2^{\circ} \frac{1}{3}$ N.

Par l'article 7 du traité d'Amiens, conclu le 4 germinal an x (25 mars 1802), les limites sont fixées à la rivière Arawari, qui se jette dans l'Océan, au-dessus du cap Nord, près l'île Neuve et celle de la Pénitence, environ à un degré un tiers de latitude

septentrionale. Cette rivière servira de ligne de démarcation depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord jusqu'à sa source ; et ensuite cette ligne s'étendra jusqu'au Rio-Branco ou rivière Blanche, son affluent, vers l'ouest.

En conséquence, la rive septentrionale de la rivière Arawari, depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source, et les terres qui se trouvent au nord de ladite ligne de limites, appartiendront, en toute souveraineté, à la République française ; et la rive méridionale de ladite rivière et toutes les terres au sud de ladite ligne appartiendront à Sa Majesté Très Fidèle.

La navigation de la rivière Arawari, dans tout son cours, sera commune aux deux nations (1).

Par le traité du 30 mai 1814, Sa Majesté Très Fidèle, en conséquence d'arrangements pris avec ses alliés, et pour l'exécution de l'article 8, s'engage à restituer à Sa Majesté Très Chrétienne, dans le délai ci-après fixé, la Guyane française, telle qu'elle existait au 1^{er} janvier 1792. L'effet de cette stipulation étant de faire revivre la contestation existante à cette époque au sujet des limites, il est convenu que cette contestation sera terminée par un arrangement convenable entre les deux cours, sous la médiation de Sa Majesté Britannique.

Bientôt des difficultés s'élevèrent concernant l'exécution de cette stipulation ; et par l'article 107 de l'acte du congrès de Vienne, du 9 juin 1815, le prince-régent du Portugal et du Brésil, pour manifester d'une manière incontestable sa considération particulière pour Sa Majesté Très Chrétienne, s'engage à restituer à Sa Majesté la Guyane française jusqu'à la rivière d'Oyapoc, dont l'embouchure est située entre le quatrième et le cinquième degré de latitude septentrionale, limite que le Portugal a toujours considérée comme celle qui avait été fixée par le traité d'Utrecht. « L'époque de la remise de cette colonie à Sa Majesté Très Chrétienne sera déterminée dès que les circonstances le permettront, par une convention parti-

(1) Pièces officielles relatives aux préliminaires de Londres et au traité d'Amiens. Paris, 1 vol. in-8°, an v (1803).

1801.

culière entre les deux cours, et l'on procédera à l'amiable, aussitôt que faire se pourra, à la fixation définitive des Guyanes portugaise et française, conformément au sens précis de l'article 8 du traité d'Utrecht. »

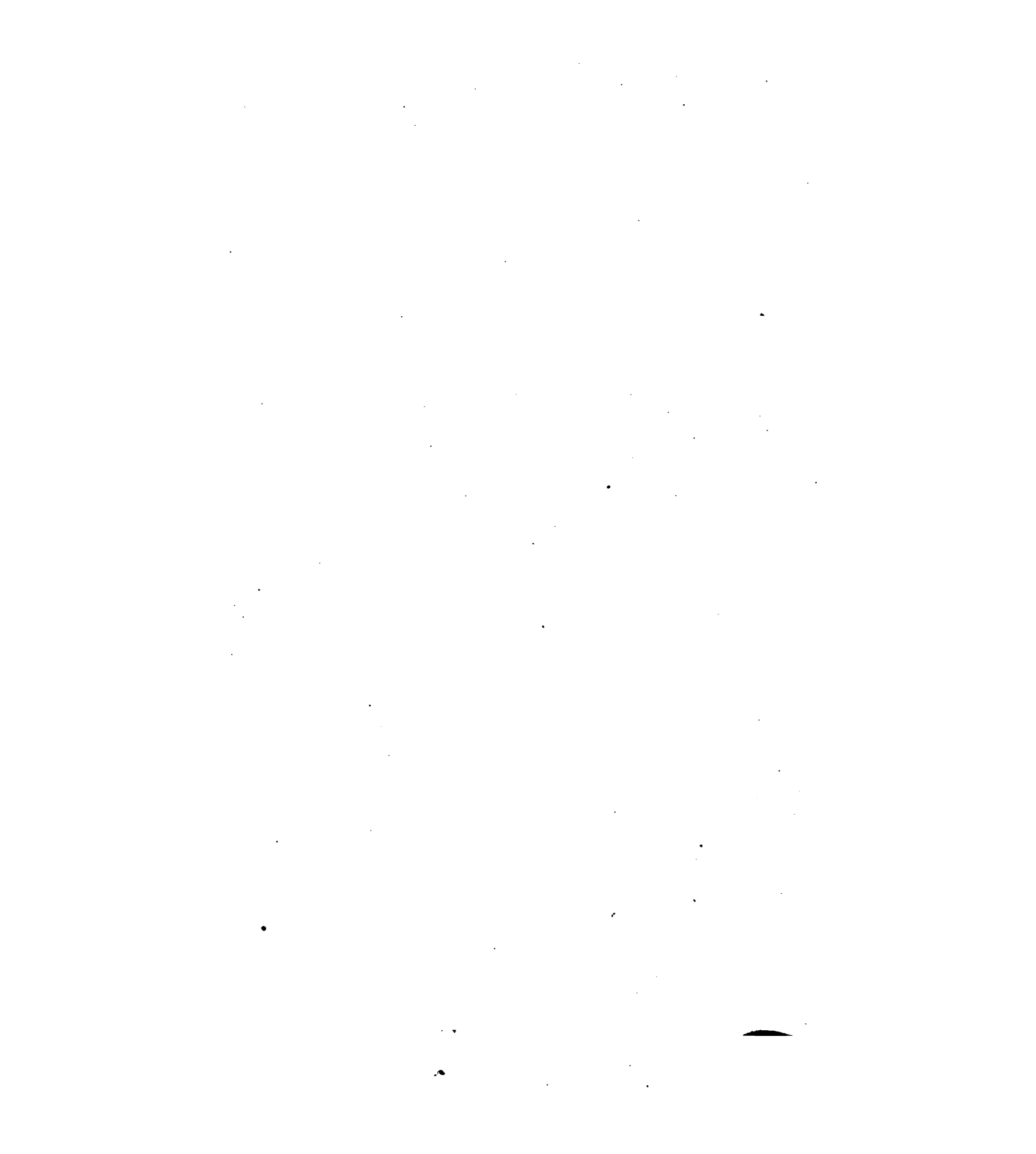
Par le traité entre la France et le Portugal (1) du 28 août 1817, la rivière d'Oyapoc est encore adoptée comme limites; son embouchure est fixée entre le quatrième et le cinquième degré de latitude nord, et le 322° degré de longitude est de l'île de Fer.

Le gouvernement français prétendait ensuite que la rivière de Vicente Pinzon était l'Arawari, qui est distant de l'Oyapoc de 60 lieues au sud-est.

Le Rio Oyapoc, confondu, dit M. de Humboldt (2), dans le huitième article du traité d'Utrecht avec le Rio de Vicente Pinzon (Rio Calsoëne ou Mayacari), a été, jusqu'au dernier congrès de Vienne, l'objet d'interminables discussions entre les diplomates français et portugais. J'ai traité cette question dans un *Mémoire sur la fixation des limites de la Guyane française*, dressé d'après la demande du gouvernement portugais, pendant les négociations de Paris, en 1817. Ribero, dans sa célèbre mappe-monde de 1529, place le Rio Vicente Pinzon au sud de l'Amazonie. (V. *Archives politiques ou pièces inédites*, par M. Schœll, t. I, p. 48-58.)

(1) Voyez à l'année 1817.

(2) *Relation historique de M. de Humboldt*, liv. VIII, chap. 24.



DOCUMENT.

(D'après l'original qui se conserve aux archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères du Portugal.)

1801.
Fait et signé
le 6 juin.

Plénipotentiaires.

Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves, et le premier consul de la République française au nom du peuple français, voulant faire la paix par la médiation de Sa Majesté Catholique, ont donné leurs pleins pouvoirs à cet effet, savoir : Son Altesse Royale à Son Excellence Monsieur Louis Pinto de Sousa Coutinho, conseiller d'Etat, grand-croix de l'ordre d'Aviz, chevalier de l'ordre de la Toison d'Or, commandeur de la ville de Canno, seigneur de Ferreiros et Tendaes, ministre et secrétaire d'Etat pour le département des affaires intérieures et lieutenant général de ses armées; et le premier consul au citoyen Lucien Bonaparte : lesquels plénipotentiaires, après l'échange respectif de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Paix et amitié.
Cessation
d'hostilités.
Prises.
Prisonniers.
Rapports
politiques.

ART. 1^{er}. — Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la monarchie portugaise et le peuple français : toutes les hostilités cesseront aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité : toutes les prises qui auront été faites après cette époque, dans quelle partie du monde que ce soit, seront réciproquement restituées sans la moindre diminution : les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre, sauf le paiement des dettes par eux contractées; et les rapports politiques entre les deux puissances seront rétablis sur le même pied qu'avant la guerre.

(1) Déclaré nul par le manifeste du prince régent D. Jean, daté de Rio de Janeiro le 1^{er} mai 1808, et par l'article additionnel n° 3 du traité du 30 mai 1814.

Tratado de paz, feito por mediação de Sua Magestade Catholica, entre o principe regente o senhor dom João e a Republica franceza, assignado em Badajoz a 6 de junho de 1801 (1).

1801.

(Traducção particular.)

Sua Alteza real o principe regente de Portugal e dos Algarves, e o primeiro consul da Republica franceza, em nome do povo francez, querendo fazer a paz pela mediação de Sua Magestade Catholica, deram os seus plenos poderes para este fim, a saber : Sua Alteza real, a Sua Excellencia o Sr. Luiz Pinto de Sousa Coutinho, conselheiro d'Estado, gran cruz da ordem de Aviz, cavalleiro da ordem do Tosão de Oiro, commendador e alcaide mór da villa do Canno, senhor de Ferreiros e Tendaes, ministro e secretario d'Estado dos negocios do reino e tenente general dos seus exercitos; e o primeiro consul, ao cidadão Luciano Bonaparte : os quaes plenipotenciarios, depois da respectiva troca dos seus plenos poderes, convieram nos artigos seguintes :

Assignado
a 6 de junho.

Plenipotenciarios.

ART. 1. — Haverá paz, amisade e boa intelligencia entre a monarchia portugueza e o povo francez; todas as hostilidades cessarão logo depois da troca das ratificações do presente tratado; todas as presas que houverem sido feitas depois d'aquella epocha, em qualquer parte do mundo que seja, serão reciprocamente restituídas sem a menor diminuição; os prisioneiros de guerra serão entregues de uma e outra parte, salvo o pagamento das dividas por elles contrahidas; e as relações politicas entre as duas potencias serão restabelecidas no mesmo pé que antes da guerra.

Paz e cessação
de hostilidades.

(1) Declarado nullo pelo manifesto dado pelo principe regente o senhor D. João, no Rio de Janeiro, no 1º de maio de 1808, e pelo artigo adicional nº 3 do tratado de 30 de maio de 1814.

1801.	ART. 2. — Tous les ports et rades du Portugal, tant en Europe que dans les autres parties du monde, seront fermés de suite, et le demeureront jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, à tous les vaisseaux anglais de guerre et de commerce, et ils seront ouverts à tous les vaisseaux de guerre et de commerce de la République et de ses alliés.
Ports et rades du Portugal.	
Garantie des possessions portugaises.	ART. 3. — Le peuple français garantit pleinement la conservation, à la paix générale, de toutes les possessions portugaises sans aucune exception.
Détermination des limites entre les deux Guyanes.	ART. 4. — Les limites entre les deux Guyanes seront déterminées à l'avenir par le Rio <i>Arawari</i> , qui se jette dans l'Océan au-dessous du cap Nord, près de l'île Neuve et de l'île de la Pénitence, environ à un degré et un tiers de latitude septentrionale. Ces limites suivront le Rio <i>Arawari</i> depuis son embouchure la plus éloignée du cap Nord jusqu'à sa source, et ensuite une ligne droite tirée de cette source jusqu'au Rio Branco vers l'ouest.
Territoires respectifs.	ART. 5. — En conséquence, la rive septentrionale du Rio <i>Arawari</i> depuis sa dernière embouchure jusqu'à sa source, et les terres qui se trouvent au nord de la ligne des limites fixée ci-dessus, appartiendront en toute souveraineté au peuple français. La rive méridionale de ladite rivière à partir de la même embouchure, et toutes les terres au sud de ladite ligne des limites, appartiendront à Son Altesse Royale. La navigation de la rivière dans tout son cours sera commune aux deux nations.
Alliance défensive.	ART. 6. — Il sera incessamment procédé à un traité d'alliance défensive entre les deux puissances, dans lequel seront réglés les secours à fournir réciproquement.

ART. 7. — Les relations commerciales entre la France et le Portugal seront fixées par un traité de commerce; en attendant, il est convenu :

1° Que les relations commerciales seront rétablies entre la France et le Portugal de suite, et que les citoyens ou sujets de l'une et de l'autre puissance jouiront respectivement de tous

ART. 2. — Todos os portos e enseadas de Portugal, tanto na Europa como nas outras partes do mundo, serão immediatamente fechados, e assim permanecerão até á paz entre a França e a Inglaterra, a todos os navios de guerra e mercantes inglezes, e serão abertos a todos os navios de guerra e mercantes da Republica e de seus alliados.

1801.

Portos de Portugal
serão fechados.

ART. 3. — O povo francez garante plenamente a conservação, na paz geral, de todas as possessões portuguezas sem a menor excepção.

Garantia
das possessões
portuguezas.

ART. 4. — Os limites entre as duas Guyanas serão determinados no futuro pelo rio *Arawari*, que se lança no Oceano abaixo do cabo do Norte, proximo da ilha Nova e da ilha da Penitencia a um grau e um terço pouco mais ou menos de latitude septentrional. Estes limites seguirão o rio *Arawari* desde a sua embocadura a mais distante do cabo do Norte até á sua nascente, e depois uma linha recta tirada d'esta nascente até ao rio Branco para oeste.

Determinação
dos limites
entre
as duas Guyanas.

ART. 5. — Em consequencia a margem septentrional do rio *Arawari* desde a sua ultima embocadura até á sua nascente, e as terras que se acham ao norte da linha dos limites acima fixada, pertencerão em toda a soberania ao povo francez. A margem meridional do dito rio, partindo da mesma embocadura, e todas as terras ao sul da dita linha dos limites, pertencerão a Sua Alteza real. A navegação do rio em todo o seu curso será commum ás duas nações.

Territorios
respectivos.

ART. 6. — Proceder-se-ha incessantemente a um tratado de alliança defensiva entre as duas potencias, no qual se regularão os soccorros que houverem de fornecer-se reciprocamente.

Alliança defensiva.

ART. 7. — As relações commerciaes entre a França e Portugal serão fixadas por um tratado de commercio; no entretanto convem-se:

1º Que as relações commerciaes serão immediatamente restabelecidas entre a França e Portugal, e que os cidadãos ou subditos de uma e outra potencia gosarão respectivamente de todos

Relações
commercias.

1801. les droits, immunités et prérogatives dont jouissent ceux des nations les plus favorisées.
- Denrées et marchandises. 2° Que les denrées et marchandises provenant de leur sol ou manufactures seront admises réciproquement, sans pouvoir être assujetties à une prohibition quelconque, ni à aucuns droits qui ne frapperaient pas également sur les denrées et marchandises analogues importées par d'autres nations.
- Draps français. 3° Que les draps français pourront être introduits en Portugal de suite, et sur le pied des marchandises les plus favorisées.
- Exécution de certaines stipulations. 4° Qu'au surplus, toutes les stipulations relatives au commerce, insérées dans les précédents traités, et non contraires à l'actuel, seront exécutées provisoirement jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif.
- Garantie de l'exécution du traité. ART. 8. — Le peuple français garantit pleinement l'exécution du traité de paix conclu en ce jour entre Son Altesse Royale et Sa Majesté Catholique, par l'intermédiaire de Son Excellence Monsieur Louis Pinto de Sousa Coutinho, conseiller d'Etat, etc., et Son Excellence le prince de la Paix, généralissime des armées combinées; toute infraction à ce traité sera regardée par le premier consul comme une infraction au traité actuel.
- Echange des ratifications. ART. 9. — Les ratifications du présent traité de paix seront échangées à Badajoz ou à Madrid dans le terme de vingt-cinq jours au plus tard.
- Fait et signé à Badajoz entre nous, ministres plénipotentiaires de Portugal et de France, le 17 prairial de l'an ix de la République (6 juin 1801).

LOUIS PINTO DE SOUSA.
(L. S.)

LUCIEN BONAPARTE.
(L. S.)

os direitos, immunidades e prerogativas de que gosam os das nações mais favorecidas.

1801.

2º Que os generos e mercadorias provenientes do seu solo e manufacturas serão reciprocamente admittidos, sem que possam ser sujeitos a qualquer prohibição, nem a outros direitos que não pesem ao mesmo tempo sobre os generos e mercadorias analogas, importadas por outras nações.

Generos
e mercadorias.

3º Que os pannos francezes poderão ser introduzidos em Portugal immediatamente e no pé das mercadorias as mais favorecidas.

Pannos francezes.

4º Que finalmente todas as estipulações relativas ao commercio, insertas nos precedentes tratados e não contrarias ao actual, serão executadas provisoriamente até á conclusão de um tratado de commercio definitivo.

Execução provisoria
das estipulações.

ART. 8. — O povo francez garante plenamente a execução do tratado de paz concluido n'este dia entre Sua Alteza Real e Sua Magestade Catholica, por intermedio de Sua Excellencia o senhor Luiz Pinto de Sousa Coutinho, conselheiro de Estado, etc., e Sua Excellencia o principe da Paz, generalissimo dos exercitos combinados; toda infracção d'aquelle tratado será considerada pelo primeiro consul como uma infracção do tratado actual.

Infracção
d'aquelle tratado.

ART. 9. — As ratificações do presente tratado de paz serão trocadas en Badajoz ou em Madrid dentro do termo de vinte e cinco dias o mais tardar.

Ratificações.

Feito e assignado em Badajoz entre nós ministros plenipotenciarios de Portugal e de França, a 17 *prairial* do anno ix da Republica (6 de junho de 1801).

LUIZ PINTO DE SOUSA.

LUCIANO BONAPARTE.

(L. S.)

(L. S.)

1801.

Conditions secrètes arrêtées entre les plénipotentiaires de Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves, et du premier consul de la République française, comme supplément au traité de paix entre les deux puissances signé dans ce jour.

Paiement
d'une somme/

ART. 1^{er}. — Son Altesse Royale le prince régent du royaume du Portugal et des Algarves s'oblige à payer à la République française la somme de quinze millions de livres tournois, dont la moitié en argent monnayé, et l'autre moitié en pierreries.

Lieu du paiement.

ART. 2. — Ces paiements seront faits à Madrid dans l'espace de quinze mois après l'échange des ratifications du présent traité, et à raison d'un million par mois.

Cas
de nullité du traité.

ART. 3. — Dans le cas où M. d'Araujo eût conclu à Paris un traité, ou seulement qu'il eût été reçu, et que l'on eût admis sa négociation, les traités de paix de ce jour avec la France et l'Espagne, et les conditions secrètes ci-dessus, sont déclarés de nul effet et non venus.

Continuation
du service
des paquebots.

ART. 4. — Dans le cas où malgré les traités de paix de ce jour, le Portugal évite une rupture avec l'Angleterre, le service des paquebots de correspondance entre ces deux Etats pourra continuer sur le pied actuel, sans qu'on puisse cependant l'augmenter d'aucune manière ni l'employer à d'autre chose que la correspondance.

Cas prévu.

ART. 5. — Dans le cas au contraire d'une guerre entre le Portugal et l'Angleterre, le Portugal sera traité pour l'extraction des grains de France comme la nation la plus favorisée.

Fait et signé à Badajoz entre nous ministres plénipotentiaires de Portugal et de France, le 6 juin 1801 (17 prairial de l'an ix de la République).

LOUIS PINTO DE SOUSA.
(L. S.)

LUCIEN BONAPARTE.
(L. S.)

1801.

Condições secretas ajustadas entre os plenipotenciarios de Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algarves, e do primeiro consul da Republica franceza, como supplemento ao tratado de paz entre as duas potencias, assignado n'este dia.

ART. 1º. — Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algarves obriga-se a pagar á Republica franceza a somma de quinze milhões de libras tornesas, metade em dinheiro e metade em joias.

Pagamento
de 15 milhõs.

ART. 2. — Estes pagamentos serão feitos em Madrid no espaço de quinze mezes depois da troca das ratificações do presente tratado, e na rasão de um milhão por mez.

1 milhão por mez.

ART. 3. — No caso de que o Sr. Araujo tenha concluido em Paris um tratado, ou que haja sido sómente recebido, e que a sua negociação fosse admittida, os tratados de paz d'este dia com França e com Hespanha, e as condições secretas sobreditas, são declaradas nullas e de nenhum effeito.

Caso de nullidade.

ART. 4. — No caso de que, apesar dos tratados de paz d'este dia, Portugal evite um rompimento com a Inglaterra, poderá o serviço dos paquetes da correspondencia entre estes dois Estados continuar no pé actual, sem comtudo poder augmentar-se de modo algum, nem emprega-lo em outra cousa que não seja a correspondencia.

Serviço
dos paquetes.

ART. 5. — Pelo contrario, no caso de uma guerra entre Portugal e a Inglaterra, Portugal será tratado, na extracção dos cereaes de França, como a nação mais favorecida.

Caso
de huma guerra.

Feito e assignado em Badajoz entre nós ministros plenipotenciarios de Portugal e França, a 6 de junho de 1801 (17 *prairial* do anno IX da Republica).

LUIZ PINTO DE SOUSA.
(L. S.)

LUCIANO BONAPARTE.
(L. S.)

1801.

Traité de paix conclu, par la médiation de Sa Majesté Catholique, entre le prince régent don Jean de Portugal, et la République française, signé à Madrid, le 29 septembre 1801 (1).

(D'après l'original qui se conserve dans les archives de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères de Portugal.)

Fait
le 29 septembre.

Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves, et le premier consul de la République française au nom du peuple français, également animés du désir de rétablir les liaisons de commerce et d'amitié qui subsistaient entre les deux Etats avant la présente guerre, ont résolu de conclure un traité de paix, par la médiation de Sa Majesté Catholique, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Plénipotentiaires.

Son Altesse Royale le prince régent du royaume de Portugal et des Algarves, M. Cyprien Ribeiro Freire, commandeur de l'ordre du Christ, du conseil de Son Altesse Royale, et son ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique;

Et le premier consul de la République française au nom du peuple français, le citoyen Lucien Bonaparte.

Lesquels plénipotentiaires, après l'échange respectif de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

(1) Déclaré nul par le manifeste du prince régent don Jean, daté de Rio de Janeiro le 1^{er} mai 1808, et par l'article additionnel n° 3 du traité du 30 mai 1814.

Tratado de paz, feito por mediação de Sua Magestade Catholica, 1801.
entre o principe regente o senhor D. João e a Republica fran-
ceza, assignado em Madrid a 29 de setembro de 1801 (1).

(Traducção particular.)

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algar- Assignado
ves, e o primeiro consul da Republica franceza, em nome do a 29 de setembro.
povo francez, igualmente animados do desejo de restabelecer as
relações de commercio e de amisade que subsistiam entre os dois
Estados antes da presente guerra, resolveram concluir um tra-
tado de paz, pela mediação de Sua Magestade Catholica, e no-
mearam para este effeito por seus plenipotenciarios, a saber :

Sua Alteza Real o principe regente de Portugal e dos Algar- Troca
ves, o Sr. Cypriano Ribeiro Freire, commendador da ordem de dos plenos poderes.
Christo, do conselho de Sua Alteza Real, e seu ministro pleni-
potenciario junto de Sua Magestade Catholica.

E o primeiro consul da Republica franceza, em nome do
povo francez, o cidadão Luciano Bonaparte.

Os quaes plenipotenciarios, depois da respectiva troca de seus
plenos poderes, convieram nos artigos seguintes :

(1) Declarado nullo pelo manifesto dado pelo principe regente o senhor
D. João, no Rio de Janeiro, no 1º de maio de 1808, e pelo artigo addi-
cional nº 3 ao tratado de 30 de maio de 1814.

1801.

Paix.
Cessation
d'hostilités.
Prisonniers
de guerre.

ART. 1^{er}. — Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et le royaume de Portugal.

Toutes les hostilités cesseront, tant sur terre que sur mer, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, savoir : dans quinze jours pour l'Europe et les mers qui baignent ses côtes et celles d'Afrique en deçà de l'Equateur ; quarante jours après ledit échange pour les pays et mers d'Amérique et d'Afrique au delà de l'Equateur ; et trois mois après pour les pays et mers situés à l'ouest du cap Horn et à l'est du cap de Bonne-Espérance. Toutes les prises faites après chacune de ces époques dans les parages auxquels elle s'applique, seront respectivement restituées. Les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre, et les rapports politiques entre les deux puissances seront rétablis sur le même pied qu'avant la guerre.

Clôture
des ports et rades
du Portugal.

ART. 2. — Tous les ports et rades du Portugal en Europe seront fermés de suite, et le demeureront jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, à tous les vaisseaux anglais de guerre et de commerce ; et ces mêmes ports et rades seront ouverts à tous les vaisseaux de guerre et de commerce de la République française et de ses alliés.

Quant aux ports et rades du Portugal dans les autres parties du monde, le présent article y sera obligatoire dans les termes fixés ci-dessus pour la cessation des hostilités.

Sécurité
que donne
le Portugal.

ART. 3. — Le Portugal s'engage à ne fournir pendant le cours de la présente guerre, aux ennemis de la République française et de ses alliés, aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre que ce soit, et sous quelque dénomination que ce puisse être. Tout acte, engagement ou convention antérieure, qui seraient contraires au présent article, seront révoqués et seront regardés comme nuls et non avenus.

Limites
des deux Guyanes.

ART. 4. — Les limites entre les deux Guyanes portugaise et française seront déterminées à l'avenir par la rivière Carapanatuba, qui se jette dans l'Amazone à environ un tiers de degré de l'Equateur, latitude septentrionale, au-dessus du fort Ma-

ART. 1. — Haverá no futuro e para sempre paz, amizade e boa intelligencia entre a Republica franceza e o reino de Portugal.

1801.

Paz e cessação
das hostilidades.

Todas as hostilidades cessarão, tanto em terra como no mar, a contar da troca das ratificações do presente tratado, a saber : dentro de quinze dias para a Europa e os mares que banham as suas costas e as da Africa áquem do Equador ; de quarenta dias depois da dita troca para os paizes e mares da America e Africa além do Equador ; e de tres mezes depois para os paizes e mares situados a oeste do cabo Horn e a leste do cabo da Boa Esperança. Todas as presas feitas depois de cada uma d'estas epochas, nas paragens a que é applicavel, serão respectivamente restituídas. Os prisioneiros de guerra serão entregues de uma e outra parte, e as relações politicas entre as duas potencias serão restabelecidas no mesmo pé que antes da guerra.

ART. 2. — Todos o portos e enseadas de Portugal na Europa serão fechados immediatamente, e assim permanecerão até á paz entre França e Inglaterra, a todos os navios inglezes de guerra e mercantes ; e estes mesmos portos e enseadas serão abertos a todos os navios de guerra e mercantes da Republica franceza e de seus alliados.

Os portos
de Portugal
serão fechados.

Quanto aos portos e enseadas de Portugal nas outras partes do mundo, o presente artigo será ali obrigatorio nos termos acima fixados para a cessação das hostilidades.

ART. 3. — Portugal obriga-se a não fornecer, no decurso da presente guerra, aos inimigos da Republica franceza e dos seus alliados, socorro algum em tropas, navios, armas, munições de guerra, viveres ou dinheiro, debaixo de qualquer titulo que seja, e sob qualquer denominação que possa ser. Todo o acto, obrigação ou convenção anterior, que forem contrarios ao presente artigo, são revogados e serão considerados como nulos.

Portugal
não fornecerá
socorros.

ART. 4. — Os limites entre as duas Guyanas portugueza e franceza serão determinados no futuro pelo rio Carapanatuba, que se lança no Amazonas a um terço de grau pouco mais ou menos do Equador, latitude septentrional, acima do forte Ma-

Limites
das duas Guyanas.

1801. capá. Ces limites suivront le cours de la rivière jusqu'à sa source, d'où elles se porteront vers la grande chaîne de montagnes qui fait le partage des eaux : elles suivront les inflexions de cette chaîne jusqu'au point où elle se rapproche le plus du Rio-Branco, vers le deuxième degré et un tiers nord de l'Equateur.
- Les Indiens. Les Indiens des deux Guyanes, qui dans le cours de la guerre auraient été enlevés de leurs habitations, seront respectivement rendus.
- Citoyens compris dans les nouvelles limites. Les citoyens ou sujets des deux puissances qui se trouveront compris dans la nouvelle détermination de limites, pourront réciproquement se retirer dans les possessions de leurs Etats respectifs ; ils auront aussi la faculté de disposer de leurs biens meubles et immeubles, et ce pendant l'espace de deux années à compter de l'échange des ratifications du présent traité.
- Négociation d'un traité de commerce. ART. 5. — Il sera négocié entre les deux puissances un traité de commerce et de navigation qui fixera définitivement les relations commerciales entre la France et le Portugal ; en attendant, il est convenu :
- Rétablissement des communications. 1° Que les communications seront rétablies immédiatement après l'échange des ratifications, et que les agences et commissariats de commerce seront de part et d'autre remis en possession des droits, immunités et prérogatives dont ils jouissaient avant la guerre.
- Droits des citoyens respectifs. 2° Que les citoyens et sujets des deux puissances jouiront également et respectivement, dans les Etats l'une de l'autre, de tous les droits dont y jouissent ceux des nations les plus favorisées.
- Denrées et marchandises. 3° Que les denrées et marchandises provenant du sol ou des manufactures de chacun des deux Etats, seront admises réciproquement sans restriction, et sans pouvoir être assujetties à aucun droit qui ne frapperait pas également sur les denrées et marchandises analogues importées par d'autres nations.
- Draps français. 4° Que les draps français pourront de suite être introduits en Portugal sur le pied des marchandises les plus favorisées.

capá. Estes limites seguirão o curso do rio até á sua nascente, d'onde se dirigirão para a grande cordilheira de montes que reparte as aguas; seguirão as sinuosidades d'esta cordilheira até ao ponto em que mais se approxima do rio Branco, no segundo grau e um terço norte do Equador.

1801.

Os Indios das duas Guyanas, que no decurso da guerra tiverem sido arrebatados das suas habitações, serão entregues respectivamente.

Indios.

Os cidadãos ou subditos das duas potencias, que se acharem comprehendidos na nova determinação de limites, poderão reciprocamente retirar-se para as possessões de seus Estados respectivos; terão tambem a faculdade de dispôr dos seus bens moveis e immoveis, e isto durante o espaço de dois annos, a contar da troca das ratificações do presente tratado.

Faculdade
de dispôr dos bens.

ART. 5. — Entre as duas potencias será negociado um tratado de commercio e de navegação, que fixará definitivamente as relações commerciales entre a França e Portugal; no entre tanto convem-se :

Estipulações
relativas
ao commercio;
respectivos
direitos.

1º Que as communicações serão restabelecidas immediatamente depois da troca das ratificações, e que as agencias e commissariados de commercio de uma e outra parte entrarão na posse dos direitos, immunidades e prerogativas de que gosavam antes da guerra.

2º Que os cidadãos e subditos das duas potencias gosarão igual e respectivamente, nos Estados de uma e outra, de todos os direitos de que n'elles gosam os das nações mais favorecidas.

3º Que os generos e mercadorias provenientes do solo ou das manufacturas de cada um dos dois Estados serão admitidos reciprocamente sem restricção, e sem que possam ser sujeitos a algum direito que não pese igualmente sobre os generos e mercadorias analogas, importadas por outras nações.

4º Que os pannos francezes poderão immediatamente ser introducidos em Portugal no pé das mercadorias mais favorecidas.

1801.

Exécution
de certaines
stipulations.

5° Qu'au surplus toutes les stipulations relatives au commerce, insérées dans les précédents traités et non contraires au traité actuel, seront exécutées provisoirement jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce définitif.

Echange
des ratifications.

ART. 6. — Les ratifications du présent traité de paix seront échangées à Madrid dans le terme de vingt jours au plus tard.

Fait double à Madrid, le 7 vendémiaire an x de la République française (29 septembre 1801.)

CYPRIANO RIBEIRO FREIRE.
(L. S.)

LUCIEN BONAPARTE.
(L. S.)

Article additionnel au traité de paix conclu à Madrid entre le royaume de Portugal et la République française, le 29 septembre 1801 (7 vendémiaire an x).

Paiement
de 20 millions
à la France.

Son Altesse Royale s'engage à payer à la République française la somme de vingt millions de livres tournois, à titre d'indemnité, pour les dépenses de la guerre.

Le paiement en sera fait immédiatement après l'échange des ratifications, soit en argent comptant, soit en pierreries, soit en effets et valeurs de commerce, à diverses échéances, dont la plus éloignée ne sera pas de plus de douze mois.

Fait double à Madrid entre nous plénipotentiaires soussignés, ce jourd'hui 29 septembre 1801 (7 vendémiaire an x de la République française).

CYPRIANO RIBEIRO FREIRE.
(L. S.)

LUCIEN BONAPARTE.
(L. S.)

5º Que finalmente todas as estipulações relativas ao commercio, insertas nos precedentes tratados e não contrarias ao tratado actual, serão executadas provisoriamente até á conclusão de um tratado de commercio definitivo.

1801.

ART. 6. As ratificações do presente tratado de paz serão trocadas em Madrid no termo de vinte dias o mais tardar.

Ratificações.

Feito em duplicado em Madrid, a 7 *vendémiaire*, anno x da Republica franceza (29 de setiembre de 1801).

CYPRIANO RIBEIRO FREIRE.
(L. S.)

LUCIANO BONAPARTE.
(L. S.)

Artigo addicional ao tratado de paz concluido em Madrid entre o reino de Portugal e a Republica franceza, a 29 de setembro de 1801 (7 vendémiaire, anno x).

Sua Alteza Real obriga-se a pagar á Republica franceza a somma de vinte milhões de libras tornezas, a titulo de indemnisação para as despezas da guerra.

Indemnisação
de 20 milhões.

O pagamento dos mesmos será feito immediatamente depois da troca das ratificações, quer em dinheiro de contado e em joias, quer em effeitos e valores de commercio a diversos prazos, dos quaes o mais longo não passará de doze mezes.

Feito em duplicado em Madrid, entre nós plenipotenciarios abaixo assignados, hoje 29 de setembro de 1801 (7 *vendémiaire* anno x da Republica franceza).

CYPRIANO RIBEIRO FREIRE.
(L. S.)

LUCIANO BONAPARTE.
(L. S.)

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y FRANCIA.




1802. *Real cédula expedida en Barcelona, á 15 de octubre de 1802, para que se entregue á la Francia la colonia y provincia de la Luisiana.*

Don Carlos, por la gracia de Dios, rey de Castilla, etc.

Expedida
el 15 de octubre,
para dar posesion
de la Luisiana
á la República
francesa.

Habiendo tenido por conveniente retroceder á la República francesa la colonia y provincia de la Luisiana, os mando que luego que os sea presentada la presente por el general Victor, ú otro oficial debidamente autorizado por aquella República para hacerse cargo de dicha entrega, lo pongais en posesion de la colonia de la Luisiana y sus dependencias, igualmente que de la ciudad é isla de la Nueva Orleans con la misma extension que tiene actualmente, que tenia en poder de la Francia cuando la cedió á mi real corona, y tal cual debe ser ó hallarse despues de los tratados sucesivamente ocurridos entre mis Estados y los de otras potencias, para que en lo sucesivo pertenezcan á dicha República y los haga administrar y gobernar por sus oficiales y gobernadores, como pertenencia suya sin excepcion alguna. Os mando que luego que hayan tomado posesion las referidas tropas de la República francesa de dicha

colonia, hagais retirar de ella todos los oficiales, soldados y empleados que la guarnezcan y estén á mi servicio, para enviarlos á España ó á otros puntos de mis posesiones de América, excepto aquellos que prefieran quedarse al servicio de la Francia, á quienes no pondreis obstáculo para que lo verifiquen. Ordeno asimismo que despues de la evacuacion de dichos puertos y ciudad de Nueva Orleans, hagais recoger todos los papeles y documentos relativos á la real hacienda y administracion de la colonia de la Luisiana, para traerlos á España á fin de arreglar las cuentas, entregando sin embargo al gobernador ú oficial frances encargado de la toma de posesion, todos los que sean relativos á los límites y demarcaciones de dicho territorio, como tambien por lo respectivo á los salvajes y demas puestos, tomando de todo el recibo correspondiente para vuestro descargo; y que deis al expresado gobernador todas las noticias que puedan convenir para ponerlo en estado de gobernar dicha colonia á satisfaccion de la República. Y á fin de que la expresada cesion se haga á reciproca satisfaccion de ambas potencias, formaréis un inventario por duplicado, firmado por vos y por el comisionado respectivo de la República, de toda la artillería, armas, municiones, efectos, almacenes, hospitales, bastimentos marítimos, etc., que me pertenecen en dicha colonia, y procedereis de acuerdo con el mismo comisionado á hacer una estimacion ó tasa exacta de todos los efectos que pertenezcan sobre los diferentes parajes de la colonia, para que su valor sea reembolsado por el gobierno frances sobre el pié de la misma tasa. Esperamos al mismo tiempo por la ventaja y tranquilidad de los habitantes de la colonia, y nos prometemos de la sincera amistad y estrecha alianza que nos une al gobierno de la República, que este dará sus órdenes al gobernador y á los demas oficiales empleados á su servicio en la dicha colonia y ciudad de Nueva Orleans, para que los eclesiásticos y casas religiosas que sirven los curatos y misiones continúen sus funciones, y gocen de los privilegios, prerogativas y exenciones que les han sido concedidos por los títulos de sus establecimientos; que los jueces ordinarios continúen, igualmente

1802. que los tribunales establecidos, á administrar la justicia, segun las leyes y costumbres recibidas en la colonia; que á los habitantes se les mantenga y conserve en pacífica posesion de sus bienes; que les sean confirmadas todas las concesiones ó propiedades de cualquier especie hechas por mis gobernadores, aun cuando no hubiesen sido confirmadas por mí; esperando ademas que el gobierno de la República dará á sus nuevos súbditos las mismas pruebas de proteccion y afecto que han experimentado bajo de mi dominio. Dada en Barcelona, á 15 de octubre de 1802. — *Yo el rey.* — *Pedro Cebállos.* — Es copia del despacho remitido á la República francesa para la toma de posesion de la Luisiana. — Hay una rúbrica.
- 

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y LOS ESTADOS UNIDOS.

Convenio entre el rey de España y los Estados Unidos de América sobre indemnizacion de pérdidas, daños y perjuicios irrogados durante la última guerra en consecuencia de los excesos cometidos por individuos de ambas naciones contra el derecho de gentes ó tratado existente ; firmado el 11 de agosto de 1802. 1802.

NOTICIA HISTÓRICA.

Este tratado fué un semillero de discordias entre los dos gobiernos desde el momento de su formacion. Ambos se negaron á ratificarle, el de los Estados Unidos porque el español rehusó obligarse á indemnizar las presas hechas por corsarios franceses en las costas de nuestra Península y vendidas en sus puertos, aunque con sola la autorizacion y declaracion *de buenas* de los cónsules y agentes franceses. El gobierno español rehusaba tambien por su parte el ratificarle por dos razones : era la una el tiempo ilimitado que por el artículo 6 se concede á los Americanos para hacer sus reclamaciones; y la otra, que creyendo injusta la pretension de que España indemnizase las presas hechas por Franceses, deseaba se estableciese así en el tratado,

1802.

máxime cuando en su concepto el gobierno frances tenia reconocida dicha obligacion por los convenios hechos con los Estados Unidos en los años de 1800 y 1803. Continuaron estas diferencias y negociaciones hasta el año de 1808, en que sobrevino la guerra de la Independencia, cuyo hecho aprovechó el gobierno de la Union para invadir las Floridas, Téjas y otras posesiones españolas de ultramar, poniendo á España en el caso de aceptar el tratado de 22 de febrero de 1819. Antes se procedió á ratificar el actual convenio. El rey de España le dió su ratificacion el 9 de julio y los Estados Unidos el 21 de diciembre de 1818.

DOCUMENTO.

Firmado
el 11 de agosto.

Plenipotenciarios.

Deseando Su Majestad Católica y el gobierno de los Estados Unidos de América ajustar amistosamente las demandas que han ocasionado los excesos cometidos durante la última guerra por individuos de una y otra nacion contra el derecho de gentes ó el tratado existente entre los dos países, ha dado Su Majestad Católica plenos poderes á este efecto á *don Pedro Cebállos*, su consejero de Estado, gentil-hombre de cámara con ejercicio, primer secretario de Estado y del despacho universal, superintendente general de correos y postas en España é Indias; y el gobierno de los Estados Unidos de América á *don Carlos Pinckney*, ciudadano de dichos Estados y su ministro plenipotenciario cerca de Su Majestad Católica, quienes han convenido en lo siguiente :

Junta de vocales.

1. — Se formará una junta compuesta de cinco vocales, de los cuales dos serán nombrados por Su Majestad Católica, otros dos por el gobierno de los Estados Unidos, y el quinto de comun consentimiento; y en el caso de no poderse convenir en el sugeto para quinto vocal, nombrará uno cada parte, dejando la eleccion entre los dos á la suerte, y se procederá en la misma forma en adelante al nombramiento ulterior de los sugetos que

reemplacen á los que actualmente lo son en los casos de muerte, enfermedad ó precisa ausencia.

1862.

2. — Hecho así el nombramiento, prestará cada uno de los vocales el juramento de examinar, discutir y sentenciar las demandas sobre que juzgáren con arreglo al derecho de gentes y tratado existente y con la imparcialidad que dicta la justicia.

Aceptacion
y juramento.

3. — Residirán los vocales y celebrarán las juntas en Madrid, en donde en el prefijo término de diez y ocho meses contados desde el dia en que se junten, admitirán todas las demandas que á consecuencia de esta convencion hiciesen tanto los vasallos de Su Majestad Católica como los ciudadanos de los Estados Unidos de América que tuvieren derecho á reclamar pérdidas, daños y perjuicios en consecuencia de los excesos cometidos por Españoles y ciudadanos de dichos Estados durante la última guerra, contra el derecho de gentes y tratado existente.

Residencia
y jurisdiccion.

4. — Se autoriza por dichas partes contratantes á los vocales para oír y examinar bajo la sancion del juramento cualesquiera puntos concernientes á las referidas demandas, y á recibir como digno de fe todo testimonio de cuya autenticidad no puede dudarse con fundamento.

Reglas al juzgar.

5. — Bastará el acuerdo de tres vocales para que sus sentencias tengan fuerza de irrevocables y sin apelacion, tanto por lo que respecta á la justicia de las demandas como por lo que hace á las cantidades que se adjudicáren por indemnizacion á los demandantes; pues se obligan las partes contratantes á satisfacerlas en especie, sin rebaja, en las épocas y parajes señalados y bajo las condiciones que se expresáren en las sentencias de la junta.

Sentencia
inapelable.

6. — No habiendo sido posible ahora á dichos plenipotenciarios convenirse en el modo de que la referida junta arbitrarse las reclamaciones originadas en consecuencia de los excesos de los corsarios, agentes, cónsules ó tribunales extranjeros en los respectivos territorios que fueren imputables á los dos gobiernos, se han convenido expresamente en que cada gobierno se re-

Reserva
de cada gobierno.

1802. serve, como por esta convencion se hace, para sí, sus vasallos y ciudadanos respectivamente, todos los derechos que ahora les asistan y en que promuevan en adelante sus reclamaciones en el tiempo que les acomodáre.

7. — La presente convencion no tendrá ningun valor ni efecto hasta que se haya ratificado por las partes contratantes, y se canjearán las ratificaciones lo mas pronto que sea posible. En fe de lo cual, nosotros los infrascritos plenipotenciarios hemos firmado esta convencion y hemos puesto nuestros sellos respectivos. Hecho en Madrid, á 11 de agosto de 1802.

PEDRO CEBÁLLOS.

CÁRLOS PINCKNEY.



PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA Y PORTUGAL.



MEMORIA

SOBRE

LA LÍNEA DIVISORIA DE LOS DOMINIOS DE S. M. CATÓLICA Y DEL REY DE PORTUGAL

EN LA AMÉRICA MERIDIONAL,

POR D. MIGUEL LASTARRIA (1).

SIGLO XV.

1. — La corona de Portugal emprendió sus descubrimientos sobre la costa occidental del África, desde el cabo de Nou y de Bojador hasta toda la Guinea, y mas adelante hácia el sur, segun la fué concedido y declarado por bulas de la Sede Apostólica, en 8 de enero de 1484, 15 de marzo de 1486 y 21 de junio de 1481; excluyéndose por esta las islas Canarias, segun el tratado de los reyes católicos con D. Alonso V de Portugal.

2. — Descubierta la América por la corona de Castilla, se-

1804.

Punto de partida
de los
descubrimientos.

Meridiano señalado
por la Santa Sede.

(1) Este manuscrito existe en la Biblioteca imperial de Paris, formando parte de otros documentos sobre el Rio de la Plata, en dos volúmenes en folio, con los números 4486-4486 — 2, *suplemento*.

1302.

ñaló la propia Santa Sede un meridiano, desde el polo ártico al antártico, á cien leguas al oeste, desde *cualquiera* de las islas del Cabo Verde, que habia de limitar y separar los descubrimientos castellanos al occidente de ella; y los que hicieren los Portugueses al oriente de la misma en el *Océano*; declarando no se perjudicaban las referidas anteriores concesiones pontificias hechas á la corona de Portugal, segun expresa la bula de 4 de mayo de 1493, refrendada por la de 24 de noviembre del propio año. Este meridiano, que se ha llamado de la línea de *concesion*, exactamente es la encarnada A1 A1 A1, contando las cien leguas legales de Castilla de 26 y un medio al grado, para el oeste, desde la isla mas occidental del Cabo Verde, nombrada San Antonio. La línea amarilla A2 A2 A2 es el propio meridiano de las cien leguas marítimas de 20 al grado, y la morada A3 A3 A3 es la misma línea divisoria de cien leguas españolas y portuguesas de 17 y un medio al grado.

Se firmaron
los poderes
respectivos
en 1494.

3. — Sobre esta demarcacion desechó la Sede Apóstolica los recursos de D. Juan II de Portugal; quien, desengañado, ocurrió á la corona de Castilla, y consiguió ajustar con ella un convenio amistoso, para el cual se firmaron los poderes respectivos por el rey de Portugal, en Lisboa á 3 de marzo de 1494, y por nuestro monarca en Tordesillas á 5 de junio de idem. Cediendo de sus derechos la corona de Castilla, condescendió se dilatase el mencionado espacio de las cien leguas hasta completar 370 por el paralelo de las expresadas islas: se solemnizó y autorizó este memorable tratado en Tordesillas á 7 de junio de 1494; aprobado por ambos príncipes y formalizadas las ratificaciones y el canje de ellas, firmó D. Juan II de Portugal la copia que debia venir á Castilla en la villa de Setuval á 5 de setiembre de 1494; comprometiéndose á su inviolabilidad, con cuantas expresiones, vínculos y firmezas podian emplear ambas coronas, y sometiéndose, en caso de contravencion, á las mas rigurosas censuras del Vicario de Jesucristo; á quien instruyeron que de su voluntad prometian guardarlo así, como lo tenian tratado, con dicha calidad de las censuras. Se dispuso juntamente que cada una de las dos coronas habia de enviar dos ó cuatro em-

barcaciones con astrónomos, náuticos y geógrafos, para que, navegando por el paralelo y desde las islas de Cabo Verde al occidente de ellas, determinasen las 370 leguas estipuladas, el meridiano de la demarcacion, y las tierras que cortase, dividiendo los dominios de una y otra corona; pero, á pesar de las eficaces instancias de la de Castilla, no llegó á verificarse esta importante diligencia, para situar el meridiano divisorio á las 370 leguas legales de Castilla de 26 y un medio al grado (que desde la mencionada isla de San Antonio exactamente representa la encarnada B1 B1 B1), ó á las 370 leguas marítimas de 20 al grado (que alcanzan á la amarilla B2 B2 B2), ó á las 370 leguas españolas y portuguesas de á 17 y un medio al grado que llegan hasta la morada B3 B3 B3.

SIGLO XVI.

4. — « Los antiguos hidrógrafos portugueses, escritores de » cartas de navegar, como desde el principio que se empezó á » descubrir esta tierra (América) su rey pretendia que le cupiese mucha parte de esta provincia del Brasil, no siendo » hasta entónces descubiertos los Molucos, abreviaron la longitud y distancia que hay entre estos dos Cabos (el Verde de » África y el San Agustin de América), y pusieron en sus cartas que entrase en el repartimiento de Portugal 200 leguas » leste-oeste de esta tierra, y que el meridiano de la demarcacion pasase por el rio de la Corou junto al Marañon, y casi » por San Vicente. » (Esta cláusula es del discurso que D. Juan Bautista de Gesio dirigió á S. M. desde Madrid, á 24 de noviembre de 1579, cuyo original se halla en el archivo general de Indias de Sevilla, entre los papeles traídos del de Simáncas, legajo 12 de los de buen gobierno de Indias.) De modo que dichos hidrógrafos portugueses desquiciaban la América meridional, avanzándola al oriente, hasta que los puntos C. C. coincidiesen con el meridiano encarnado B1 B1 B1, que es el legítimo, y que ellos mismos concebían próximamente segun pudieron alcanzar en aquellos tiempos.

Abuso: manifestos
de los hidrógrafos
portugueses.

1804.
Disputas
de las dos coronas
sobre
el descubrimiento
de las Molucas.

5. — En 6 de setiembre de 1522 llegó la nave *Victoria* con la noticia de su nuevo descubrimiento de las Molucas, sobre las cuales disputaron las dos coronas, conviniéndose en que se hiciese congreso de los respectivos plenipotenciarios é inteligentes, para que, desde 1º de marzo á fin de mayo de dicho año, determinasen el meridiano de Tordesillas, juntándose entre Badajoz y Yélves, sobre el puente del rio Caya limítrofe. ¿Qué tenia que ver el descubrimiento de las Molucas con el meridiano de Tordesillas, que solo demarcaba sobre el *Océano, desde el polo ártico al antártico*, el término de los descubrimientos españoles hácia el occidente, por cuya region fuimos á encontrar las Molucas, y de los descubrimientos portugueses al oriente? ¿Acaso se señaló otro meridiano por el nadir, ó punto diametralmente opuesto al zenit del de Tordesillas, cuyos términos fueron expresos, *del polo ártico al antártico*, así como el paraje, esto es, el *Océano, ubi sol occidit*? En la época del tratado de Tordesillas se discurría sobre la idea clara y distinta de los antípodas (1), que solo se concibió á los 28 años despues, que dió la vuelta al globo nuestra nao *Victoria*? Prescindamos de este punto, lo que sucedió fué que, formando el congreso entre Badajoz y Yélves, nada concluyeron por los globos y cartas, siendo adulteradas las de los Portugueses, segun la nota antecedente; y las nuestras inexactas, como que en aquellos tiempos se formaban, ó solo por derrotas confusas, ó corregidas por unas observaciones hechas por instrumentos astronómicos que no aproximaban el sentido á los verdaderos puntos; aunque bastaban para decidir de buena fe, tomándose el medio proporcional de los diferentes resultados. — En este aparente concepto se remitieron á las observaciones de longitud que se habian de hacer por los eclipses de luna, lo cual retardaba la decision, proporcionando

(1) Se refiere que el Papa Zacarías juzgó herética la opinion de los antípodas: luego la línea de concordia (á mas de no expresarse) no podia entenderse prolongada al opuesto meridiano, desde el polo antártico por el nadir hasta volver al ártico.

pretextos para que no se verificase. Y habiéndose disputado en este congreso sobre si, desde la mas occidental, ó de la mas oriental de las islas del Cabo Verde, se debia de empezar la cuenta de las 370 leguas, sostuvieron los Portugueses que desde la mas oriental (lo contrario pretendieron en el otro congreso que se mencionará). Se terminó este asunto por el ajuste ó escritura otorgada en Zaragoza, á 22 de abril de 1529, en virtud de la cual entregó 350,000 ducados la corona de Portugal por la posesion de las Molúcas, que habia de restituirlas á la de Castilla cuando esta la devolviese aquella cantidad; advirtiéndose notablemente que permanecia en su fuerza y vigor y expresamente ratificado, en cuanto á lo demas, el fundamental convenio de Tordesillas y línea de demarcacion en él establecida.

6. — La corona de Castilla ordenó y mandó que en nuestras cartas y mapas geográficos señaláremos esta línea de demarcacion, asiento y concordia, segun expresa el lema de la presente carta, sacado de la instruccion que se cita, dada por el Sr. Felipe II en 13 de julio de 1573.

7. — En este tiempo existia el « Dr. Pedro Nunhez, cosmógrafo maior d'el rey Don Sebastião, primeiro mestre da » materia que nesta sciencia em o seu tempo reconheceo Espanha; » segun lo elogia un manuscrito portugues del año de 1758, en dos tomos en 4º, titulado : « *Descrição geographica, etc. Colecção juridica, etc., do estado do Brazil,* » conforme á la cual descripcion presentó el trozo de la costa oriental de la América meridional, DDD, previniendo el autor que es « segundo a calculação, e como estão mostrando as cartas do » doutor Pedro Nunhez; » la cual reconozco que es una doble falsedad del manuscrito, que adultera mucho mas que no lo habia hecho Núñez; pues el contemporáneo de este, nuestro nominado geógrafo Gesio, en su citado discurso prosigue reparando, que « los hidrógrafos modernos portugueses (entre » ellos entenderemos á Núñez, puesto que Gesio escribia » en 1579), no contentos con el hurto que habian hecho sus » pasados en la descripción de esta tierra del Brasil, alargaron

1804.

Referencia
á una instruccion
de Felipe II.

Adulteracion
que hacen
los Portugueses
del meridiano
de demarcacion.

1804.

» los límites de su repartimiento, así hácia el oriente en las
 » Molucas, como hácia el occidente en el Brasil; y porque cu-
 » piese á la corona de Portugal mucha mas tierra del Brasil,
 » abreviaron mucho mas que no habian hecho sus pasados la
 » distancia y longitud entre el Cabo Verde y el Cabo de San
 » Agustin, y señalaron en sus cartas de marear que la línea de
 » la demarcacion pasase por la boca del rio *Orillana* (Amazónas)
 » y por el rio de la *Plata*. » Luego el referido manuscrito adul-
 » tera mas las falsas cartas de Núñez, refiriéndose á ellas y á su
 » calculacion, cuando describe el meridiano de demarcacion,
 » haciéndolo entrar al oeste del rio de las Amazónas, por el rio
 » de Vicente Pinzon, y corriendo al sur á salir por nuestra costa
 » patagónica en 43 grados de latitud, que es el paraje donde
 » termina la descripcion del citado manuscrito.

SIGLO XVII.

La famosa carta
 de Juan Texeyra,
 con el mismo fin.

8. — Este acrecentamiento de falsedad, sobre la en que habia incurrido Núñez, con los hidrógrafos que Gesio llama modernos, en 1579, parece que no se hizo ántes del año de 1630; pues entónces formó el cosmógrafo portugues Juan Texeyra su famosa carta, en que situaba maliciosamente la América meridional, avanzándola al oriente, segun y cómo representa el trozo EEE, que es en la propia falsa postura que reparó Gesio haberla colocado los hidrógrafos portugueses de su tiempo, entre ellos Núñez, cosmógrafo del rey D. Sebastian, que terminó su reinado en 1578. Este mapamundi de Juan Texeyra se halla entre la coleccion que en 1680 mandó hacer la corona de Portugal de los originales que habian formado los mayores hombres que tuvo, y conservándola con cautela en su archivo real de Lisboa, pudo nuestro geógrafo, el capitan D. José Séixas y Lobera, conseguir copia de todos ellos, valiéndose de inteligencias y dinero, que desembolsó hasta 4,000 escudos de plata, segun refiere en la dedicatoria de la propia copia de dicha reservada coleccion de mapas, cartas y planos, sobre papel de marca mayor, que ofreció al rey nuestro señor, en su supremo con-

sejo de las Indias, en 16 de abril de 1692; cuya singular y muy preciosa ofrenda he tenido á la vista, hallándose en ella el dicho mapa de Texeyra señalado con el núm. 1.

1804.

9. — Este hidrógrafo y todos los Portugueses de su tiempo sabian la verdadera situacion de la América meridional; consta del mapa 5º de su citada coleccion, archivada con reserva, y copiada por nuestro Séixas y Lobera. En este mapa 5º, que representa el antiguo y nuevo mundo, tienen señalado el meridiano de demarcacion cortando el Brasil con una diferencia despreciable, casi por los mismos puntos que el que señala en la presente carta la línea divisoria encarnada B1, B1, B1, calculadas las 370 leguas legales de Castilla de 26 1/2 al grado. Entrambas dos posiciones son falsas de industria y maliciosamente hechas por los hidrógrafos portugueses, antiguos y contemporáneos de nuestro Gesio, quien así lo asienta; y que sabian próximamente la verdadera situacion de la América meridional, se deduce tambien de lo que prosigue exponiendo: « Que Juan de Bárros, cosmógrafo historiador, al cual se debe » dar mas crédito que á otros Portugueses, determinando la » diferencia de longitud entre el Cabo Verde y de San Agustin, » colocaba 70 leguas del Brasil al oriente del meridiano de » demarcacion, haciéndolo pasar por punta de Húmos y por » Cabo Frio, ó por la bahía de todos los Santos, por F1 y por » F2 ó por F3, que se aproxima al meridiano B1 B1 B1. »

Se comprueba
la mala fe
de los Portugueses.

10. — Los hidrógrafos portugueses del siglo xvi, en caso de duda, no obstante la expresada opinion de Bárros, mas bien debian inclinarla contra los derechos de su corona, que no contra los de la de Castilla; segun se colige de las observaciones que expresa nuestro Gesio, en su citado discurso, con las siguientes cláusulas: « Américo Vespucio, en dos navegaciones » que hizo para el Brasil, á instancias del rey D. Emanuel de » Portugal, por estimativa navegacion y derrotas, que el Cabo » Verde..... á la tierra del Brasil..... haber distancia por línea » recta 700 leguas; y que de Sierra Leona en la costa de Gui- » nea, á la bahía de Todos los Santos, hay 600 leguas de dis- » tancia. Se saca de estas dos distancias que el meridiano de la

Observaciones
de Gesio
sobre
esta materia.

1804.

» demarcacion pasa 20 leguas mas al occidente del Cabo de
 » Santo Agostino , y que al Brasil no cabe en el repartimiento
 » de Portugal mas que las 20 leguas leste-oeste , y todo lo demas
 » es de Castilla. Con esta opinion concorda Sebastian Gabotto,
 » y Juan de Bárros, Portugues, discorda por 50 leguas. Empero,
 » si siguiéramos la observacion que hizo Américo Vespucio, en
 » Cabo Frio, con el astrolabio y cuadrante, como es de razon se
 » siga esta opinion mas que no la estimativa navegacion , se
 » sacará de ella que todo el Brasil cae en la demarcacion de
 » Castilla, y que el meridiano de repartimiento pasa al oriente
 » del Cabo de Santo Agostino, no tocando nada del Brasil. Con-
 » curre con esta opinion Andres de San Martin, cosmógrafo
 » que fué con Fernando de Magallanes, por la observacion que
 » hizo en el rio de San Julian, segun la cuenta de lo que habia
 » navegado. »

Otro mapa
 con alteraciones
 maliciosas.

11. — El año de 1678 , Juan Texeyra de Albornoz , cosmógrafo portugues, presentó á su principe D. Pedro un mapa que, aprobado por el cosmógrafo portugues Manuel Pimentel Villasboas, indujo á emprender el proyecto de la Colonia del Sacramento. Este mapa, con várias alteraciones maliciosas, era una copia del mencionado del otro Juan Texeyra , que con el número 1º coloca nuestro capitan Séixas y Lobera en la citada su coleccion, representándose en él la América adelantada al oriente , conforme al trozo de su carta EEE.

Carta
 de que se valió
 Manuel Lobo.

12. — Á fines del año 1679 se encaminó el gobernador del Janéiro, Manuel Lobo , á establecer la Colonia portuguesa del Sacramento sobre la ribera septentrional del Rio de la Plata, casi en frente y á la otra banda de Buenos Aires. Nuestro gobernador en esta capital D. José Garro le requirió á fin de que removiese su Colonia de aquellos territorios de nuestro monarca; y contestando que se hallaba dentro de los dominios del suyo, deslindados por el meridiano de Tordesillas , intervino en estas conferencias el capitan José Gómez Jurado , nuestro piloto de la carrera de Indias, natural de Gibraltar. « Lobo » manifestó su falsa carta, en la cual el meridiano de demarcacion cortaba la América, saliendo al Océano meridional por

» los 45 grados de latitud, en la tierra que hay entre Buenos Aires y el estrecho de Magallanes; » segun expuso en estos términos el nominado nuestro piloto Gómez Jurado, respondiendo á la tercera de las 14 preguntas que el supremo consejo de Indias mandó hacerle en esta corte, donde habia venido conduciendo los autos de la materia, á los que se referia respondiendo en 19 de noviembre de 1680. Por su contexto vengo en conocimiento que la carta de la que se valía Lobo no fué la de Texeyra, como se ha creido, sino la misma que atribuía á Núñez, cosmógrafo del rey D. Sebastian, el manuscrito portu- gues que queda citado al número 7. Esto es, aquella carta que figura la América avanzada al oriente hasta el trozo DDD, que señaló en la presente por los datos de este mismo manuscrito, por los de la declaracion de Gómez Jurado, y por otras noticias de los Jesuitas, sobre aquella disputa en el Rio de la Plata.

13. — Cuando nuestro piloto Gómez Jurado respondia aquí á las preguntas del consejo, se ignoraba que, en 7 de agosto de aquel año de 1680, habíamos tomado por asalto con nues- tros Indios Guaranies dicha Colonia, ya fortificada, cuyo su- ceso, como el del descubrimiento de las Molúcas, estrechó á las dos coronas para que deslindasen sus dominios. En efecto, la de Portugal instauró sus reconvenciones, fundándose en la otra falsa carta de Texeyra, que no era tan escandalosa como la de Núñez, que habia servido á Lobo; y en 7 de mayo de 1681 se ajustó en Lisboa el tratado provisional, que ratificó S. M. en 25 del mismo mes, estipulándose la restitution de la mencio- nada Colonia, lo que cumplimos en febrero de 1683. Pero, se- gun el artículo 12 de los 17 de este tratado, se debia entender, sin perjuicio de los derechos de las dos coronas á la posesion y propiedad legítima de aquellos países, que debian deslindarse por el meridiano determinado en Tordesillas, y habian de nom- brar sus respectivos comisarios, para aclararlos dentro de dos meses de su canje, arreglándose al método en que se habia cele- brado el otro infructuoso congreso de los comisarios de nuestro rey y señor Carlos I y del de Portugal en 1524. Para las confe- rencias se señalaron tres meses, y en caso de discordia, se su-

1804.

Congreso
para decidir
en el asunto
de los límites.

1804.

jetaron á la decision del Sumo Pontífice, en calidad de árbitro, ante quien se habia de ocurrir dentro de un año. Á consecuencia, se celebró el congreso en los dos últimos meses de aquel año, representándose la propia escena en el rio Caya entre Badajoz y Yéives, con iguales dificultades y resultados dudosos, que se observaron en el referido congreso que motivó el descubrimiento de las Molúcas. Y aunque de parte de nuestro soberano se ocurrió á Roma por la decision, nunca compareció la de Portugal. Lo ocurrido en este congreso se redujo á reconocer solemnemente como legítima basa las 370 leguas, que habian de terminar en el inviolable meridiano de demarcacion estipulado en Tordesillas, empezando á contarlas desde las islas de Cabo Verde, por su paralelo al oeste de ellas. Los comisarios portugueses sostenian sin rubor que se debia principiar el cálculo desde la mas occidental, que es la de San Antonio; cuando en el otro congreso del siglo xvi habian señalado sus predecesores la mas oriental, que se llama de la Sal. Los comisarios españoles, siempre consecuentes, indicaron la de San Nicolas, que média entre una y otra, y se allanaron á exponer dos cálculos; en que convinieron, demostrando que las 370 leguas, por el paralelo y desde la isla de San Nicolas, que situaban á $16^{\circ} 36'$ de latitud boreal, componian $22^{\circ} 5'$ de longitud; y que por el paralelo y desde la isla de San Antonio, que colocaban á 18° de latitud, hacian $22^{\circ} 13'$ minutos de longitud. Conformes en estos resultados, discordaron en su aplicacion ó determinacion práctica sobre los mapas y cartas, queriendo unos que se prefiriesen las planas á las reducidas, para contar en ellas los grados de longitud calculados, que componian las 370 leguas para trazar al fin de ellas el meridiano de demarcacion, y para señalar los parajes por donde habia de pasar, desde el polo ártico hasta el antártico. En verdad eran desechables las cartas reducidas de aquel tiempo, en las cuales no se atendia á la disminucion que tienen los grados de longitud á medida que se alejan del Equador, presentándose iguales á los de latitud, que habia inventado el príncipe Enrique de Portugal, y que mostró defectuosas Mercator, pero que en-

mendó felizmente mucho despues Eduardo Wright , encontrando la solucion del problema , ó la proporcion constante entre el radio y la secante , segun reglas geométricas , haciendo crecer , segun ellos , los grados de latitud en la misma proporcion en que se disminuyen los de longitud. (Con arreglo á esta proyeccion muy interesante y segura , que facilita la manifestacion del meridiano de demarcacion tan deseado , se ha formado la presente carta.) Los comisarios de la corona de Castilla, entre ellos nuestro nominado piloto , el capitan Gómez Jurado, se valieron, para la determinacion práctica de las cartas holandesas, que, siendo imparciales, eran recomendables tambien, porque los de aquella nacion habian viajado muchas veces al Brasil ántes de invadirlo , y todo el tiempo que poseyeron su parte septentrional ; mas, no siendo entre sí conformes estas cartas holandesas, tomaron el término medio para señalar que la diferencia de meridiano de la isla de San Antonio y del cabo San Agustin era de 4° y entre la isla de San Nicolas y el propio cabo $5^{\circ} 45'$. En cuanto á la diferencia de meridiano del mismo cabo San Agustin, que es el mas oriental del Brasil, y del cabo Santa María sobre la embocadura del rio de la Plata, dedujeron nuestros comisarios $19^{\circ} 3'$, por el derrotero recien publicado del cosmógrafo é ingeniero mayor de Portugal , Luis Serrano Pimentel : sumando esta diferencia respectivamente con cada una de aquellas, y restando los numerados grados que componian las 370 leguas, demostraron, que respecto de la isla de San Antonio, la mas occidental de las del Cabo Verde en África, pasaba el meridiano de demarcacion 50° al este del Cabo de Santa María ; y respecto de la isla de San Nicolas, $2^{\circ} 43'$. Los comisarios portugueses echaron mano de la mencionada falsísima carta de Juan Texeyra, alterada y publicada por el otro Texeyra de Albornoz, y aprobada por el referido D. Manuel Pimentel Villasboas, que era uno de los comisarios portugueses en el congreso ; quienes, discurriendo sobre ella, señalaban el meridiano de demarcacion , respecto de la isla de San Nicolas 19 leguas al oriente de la Colonia del Sacramento ; y respecto de la isla de San Antonio 13 leguas al oeste de dicha Colonia,

1804. como se señala en la presente carta el meridiano B4 B4 B1, por el trozo EEE, de la América avanzada al oriente, segun la carta de Texeyra, que por inteligencia y dinero copió nuestro capitan Séixas y Lobera de la reservada en el archivo real de Lisboa, junto con la verdadera, que señala con el número 8º, cuyo vergonzoso cotejo dejó indicado.

Silencio malicioso
de los Portugueses.

14. — Si la parte de Portugal no compareció en Roma, para oír la decision de estas discordias, fué con malicia, ó á ciencia cierta de que habian de resultar patentes los derechos de la corona de Castilla, que de buena fe estipuló este recurso al Sumo Pontífice, cuya Santidad seguramente no hubiera arbitrado por los votos de sus cardenales en consistorio, sino por las demostraciones infalibles de los sabios, que componian las nuevas academias de Paris y Lóndres; las cuales cabalmente exigian por monumento de su fundacion el globo que habitamos, dedicándose á darlo á conocer entre otros y grandes respectos, con relacion á la naturaleza de la causa que ventilaban las dos coronas, y á los únicos medios de definirla. En efecto, cuando se inventó el telescopio, á principios de aquel siglo, habia descubierto Galileo los satélites de Júpiter: á los 62 años despues, determinando maravillosamente Casini el movimiento de ellos, habia hecho ver su uso para calcular las longitudes. Averiguadas con exactitud las leyes de la refraccion y el curso progresivo de la luz, y mejorados los instrumentos, se determinaban tambien ya las longitudes por las distancias del sol á la luna, por la de esta á las estrellas, y por su ocultacion; de modo que, para hallarlas, ya no era preciso diferir su calculacion por los eclipses lunares, que aun muchas veces eran inútiles por no ser visibles donde se necesitaban. Casi todos los dias podian ya situarse verdaderamente cualesquiera parajes del globo respecto de otros, y manifestarse la diferencia de sus meridianos. Las cartas geográficas, que, aunque formadas geométricamente, no presentaban sus partes relativamente al cielo, y las hidrógraficas, que, por carecerse de observaciones exactas, ó de un competente número, se habian tratado generalmente por las derrotas que debian ser diversas segun el

1804.

método de navegar de cada piloto, y por los accidentes que alteraban sus cálculos, dando excesivo margen al error ó á la malicia, se condenaban ya al fuego por aquellos infalibles tribunales, dedicados en suma á averiguar la magnitud y figura de nuestro planeta, y la verdadera posicion de sus partes. Richer habia dado á la luz astronómica la situacion de la isla de la Cayena en América; Halley la de la isla de Santa Elena en el Océano meridional; Duclos, Waren y Deshayes la de la Gorea, la del propio Cabo Verde, la de sus islas adyacentes, y la posicion de aquella costa de África; y pasando sucesivamente á la América, habian determinado, del mismo modo científico, la longitud de las islas Guadalupe y Martinica..... y de varios puntos del Brasil..... En una palabra, el espíritu humano, ostentando, cual nunca, sus alcances en la carrera de las ciencias exactas, por cuyos principios, observaciones y consecuencias se habia de resolver el problema sobre el cual disputaban en aquel propio tiempo las coronas de Castilla y Portugal, parecia que todo estaba consagrado á disipar los errores, y á sacar á la vergüenza las supercherías de los Núñez, de los Texeyras y de otros antiguos y modernos hidrógrafos portugueses, que ofuscaban la justicia evidente de nuestro soberano; cuyos comisarios y los de Portugal se conducian á la sazón en el congreso de Badajoz y Yéives como si estas ciudades, ellos y el asunto que ventilaban, perteneciesen á otro planeta excéntrico de la inmensa esfera que portentosamente daban á conocer las referidas academias, publicando los datos precisos para que desatasen sus dudas; esto es, dándoles ya conocidas las verdaderas situaciones de las islas de Cabo Verde al oriente, y de los parajes correspondientes al occidente, dentro de cuyos extremos habian de encontrar infaliblemente la diferencia de meridianos que buscaban. Y para que volviesen á certificarse por sí mismos de estas situaciones, de las de otros puntos mas, si quisiesen, y de los que habian de componer sobre tierra la parte de línea divisoria, les presentaban primorosos instrumentos, enseñándoles juntamente su uso, y el modo de calcular las longitudes el dia que quisiesen, sin necesidad de aguardar los eclipses de luna,

1804.

visibles donde pudiesen servirles. Á las observaciones de estos se remitieron los comisarios portugueses en el mencionado primer congreso, que precipitada ó infundadamente ocasionó el descubrimiento de las Molúcas : mas los de este segundo, que motivó el indebido establecimiento de la Colonia del Sacramento, no propalaron semejantes diferencias ; pues, por idea conexas, hubiera hecho recurrir á los indicados medios directos, infinitamente mas pronto, que acababa de alcanzar la sabiduría de los astrónomos.

El cálculo
fué de 17 1/2
leguas al grado.

15. — Sea lo que fuere de ese malicioso silencio de los comisarios portugueses, ellos consiguieron, por otra parte, que, para establecer los referidos datos en que convinieron con los nuestros, se calculasen leguas de 17 1/2 al grado. No he podido averiguar, sobre este punto tan interesante, que importaba un abandono de mas de la tercera parte de los legítimos derechos de la corona de Castilla, si nuestros comisarios dedujeron y fundaron, que las 370 leguas determinadas por el tratado de Tordesillas, debian ser de las legales de Castilla de 26 1/2 al grado ; pues el que cede, dona ó vende, lo hace por su medida, y es irrefragable que la corona de Castilla cedió de su derecho hasta las 370 leguas á favor de la corona de Portugal, que las aceptó en el mismo concepto, segun las ideas de aquel tiempo, en el cual, como en todo otro, fué recta la regla de interpretacion que dice : « *Judicandum ex ideis temporum* : » á mas de que ese propio concepto lo santificaron ambos monarcas con la mas libre y solemne estipulacion, firmada en Tordesillas, ratificada y canjeada segun costumbre, sujetándose á su inviolabilidad bajo las censuras de la Sede Apostólica, refrendándola y corroborándola en los mencionados casos posteriores, que ocurrieron en los siglos XVI y XVII, y en el

SIGLO XVIII.

Corroboracion
del tratado
fundamental
de Tordesillas.

16. — Así fué que por el artículo 5º del tratado de alianza de 1701, en que cedió nuestro soberano al de Portugal el dominio pleno de la Colonia del Sacramento con el territorio que

cubriese la artillería, se salvó expresamente, en cuanto á lo demas, el tratado fundamental de Tordesillas; bien que, por los procedimientos de la corte de Portugal, se convirtió aquella alianza en declaracion de guerra, y dieron por nulo este tratado los dos príncipes contrayentes. Pero en obsequio de la paz general de la Europa, ajustada en Utrecht, á 6 de febrero de 1715, estipuló nuestro soberano el contenido del citado artículo 5º, corroborándose juntamente el tratado fundamental de Tordesillas en los términos expresados, y en otros equivalentes por la convencion de Paris, pactada el 16 de marzo de 1737, para que cesasen las hostilidades que causaban los súbditos de Portugal, invadiendo aquellos dominios de S. M., señaladamente los adyacentes á la referida Colonia del Sacramento; la cual en todos tiempos nos fué preciso mantener bloqueada, porque intentaban propasarse mas allá del tiro de su artillería.

17. — Tambien se reconoció la inviolabilidad del tratado de Tordesillas en el de límites de 13 de enero de 1750; pero solo fué para que en su vista eludiese la política lusitana los portentosos adelantamientos del entendimiento humano, que rectificaban infaliblemente los justos derechos de la corona de Castilla á la gran parte de la América meridional, que detentaban los Portugueses al oeste del meridiano de Tordesillas. En efecto, la academia de las ciencias de Paris y la sociedad de Lóndres, protegidas generosamente de sus monarcas, como de intento progresaban en las ciencias exactas, emprendian su aplicacion práctica á nuestro globo, situando verdaderamente otros muchos de sus lugares, y descubriéndolos puntualmente á fin de allanar entre España y Portugal la demarcacion de Tordesillas, que se habia sumergido en la confusion, por la ignorancia de los conocimientos y reglas, para buscar fácil y prontamente sus datos precisos, por la falta de instrumentos para encontrarlos, y por la mala fe que los suponía caprichosamente. Hasta los incidentes políticos coadyuvaban, ahorrando al mismo tiempo los gastos y diligencias que correspondia hiciesen ambas coronas; pues la de España habia permitido el comercio directo de Francia con el Perú y Chile, en cuyo puerto de Talcahuano llega-

1804.

El tratado
de límites de 1750
tambien
lo reconoció.

1804.

ron á concurrir hasta quince embarcaciones francesas; de las cuales se valia la academia de las ciencias para que contribuyesen á las insinuadas indagaciones, mediante las instrucciones astronómicas y náuticas, y los instrumentos primorosos que daba á los que habian de dirigir las derrotas, de observar los parajes de África y de la América meridional, recalando generalmente á las islas de Cabo Verde, á la costa del Brasil y á las mas australes de aquel continente, cuya diferencia de meridianos desataba la duda del de Tordesillas. Todos los buques llevaban pilotos ilustrados ó astrónomos; á cada uno hubiera querido acompañar el inmortal Casini, que se esmeraba en consultar con ellos los planes de sus operaciones científicas. Los mas se ejercitaban como de propósito para sacar á la vergüenza las citadas cartas de los hidrógrafos Núñez y Texeyra. Bastará recordar que el sabio astrónomo y naturalista Feville, amigo de Casini, á la ida situó á Montevideo y Buenos Aires, y despues otros muchos puntos de la América, en aquel hemisferio; y el ingeniero Mr. Frecier las islas de Cabo Verde en África, la de Santa Catalina, adyacente al Brasil, y toda la extremidad austral del propio continente, de la cual dió á luz una carta particular; y á su regreso situó tambien la bahía de Todos Santos en el Brasil. Despues de estas y otras muchas observaciones de viajeros célebres, de los astrónomos enviados por la sociedad de Lóndres y academia de Paris, habia formado esta un mapa del mundo, sobre el cual discernia cualquiera el controvertido meridiano de Tordesillas. Se confirmó palpablemente su demostracion por los datos que proporcionó la memorable empresa de los academicos franceses con nuestros sabios D. Jorge Juan y D. Antonio Ulloa, que se reunieron en Quito, bajo el Ecuador, en nuestra América; y evacuada su comision científica, situando aquellos parajes, regresaron por diferentes rumbos, determinando de paso las longitudes de otros, entre ellos las de los mas próximos para comprobar el meridiano de Tordesillas, á saber, la longitud de la desembocadura del rio Napo en el de las Amazonas, y la de este en el mar, donde está el Pará; segun las observaciones de Mr. La Condamine, quien se-

1804.

guidamente rectificó la longitud de la isla de Cayena , determinada por Richer mas de 70 años ántes. Nuestros dos nominados sabios , valiéndose de estos dos últimos datos , y de los ya averiguados de las longitudes de Cabo Verde y de sus islas, demostraron matemáticamente el meridiano de Tordesillas, sobre la citada carta general de la academia de Paris. Desvanecidos así los fantasmas de la mala fe, confundidos sus autores, y disipadas todas las sombras del error, en medio de este gran dia luminoso , fué cuando consiguió la corona de Portugal que la de Castilla franquease los tesoros de su generosidad , renunciando la demarcacion de Tordesillas, y que permitiese á su plenipotenciario correr á ciegas la mano por donde el plenipotenciario portugues se la llevase tortuosamente sobre un mapa manuscrito que trajo á este fin de Lisboa; conviniendo , por último, en que tan irregular trazo fuese la línea divisoria de los dominios de las dos coronas. (¡Oh utilidad de las ciencias y de los sabios!)

18. — Tal fué la naturaleza , modo y ocasion del tratado de límites del 13 de enero de 1750. Mas los Portugueses , previendo que las circunstancias futuras no embarazarian sus artificios, ó que la inagotable generosidad del genio de nuestro pacífico soberano, y los misterios de su profunda política, les serian siempre propicios como en este ensayo, procuraron no se llevase á ejecucion, con el designio de avanzar sus invasiones en aquellas nuestras colonias, y continuar el contrabando de millones de pesos fuertes que sacaban de ellas por la del Sacramento; la cual, perteneciendo á su corona hasta el tiro de cañon, conforme al tratado de Utrecht, debian, segun el mismo, devolverla á la de Castilla, cuando deliberase su compensativo; como lo habia verificado, cediendo en el referido tratado de 1750, por dicha Colonia del Sacramento, el territorio de nuestros siete pueblos guaranies orientales al Uruguay; cuyos rebeldes fundadores los sublevaron, contribuyendo al intento de los Portugueses; y estos se condujeron, por último, con toda maña, que á los 11 años, en 13 de febrero de 1761, no se pudo ménos de formalizar el acto de anulacion del referido tratado de límites,

Supercherias
de los Portugueses.

1804.

restituyéndose las cosas al ser y estado que tenían ántes de haberse firmado, dejándose así en su fuerza y vigor los mencionados anteriores tratados, pactos y convenios, celebrados sobre la basa del fundamental de Tordesillas.

Conquista
y nueva cesion
de la Colonia
del Sacramento.

19. — Sobrevino, al siguiente año, el rompimiento de guerra entre ambas coronas, y conquistamos la expresada plaza del Sacramento, que se volvió á ceder conforme al artículo 2º de la paz de Paris de 10 de febrero de 1763, en el que se prescribió la puntual observancia del citado de 1764, anulatorio del de límites de 1750; refiriéndose juntamente á los demas anteriores, que corroboraban el de Tordesillas y su meridiano de demarcacion; siendo muy reparable el contraste de los trabajos de los académicos de Paris y Lóndres, y de los empeños de sus gabinetes, que, por favorecer á Portugal, se desentendian de que, mediante aquellos, ya no comprendia se dudase de los verdaderos límites de los dominios españoles y portugueses en la América meridional; restando solo la demarcacion práctica por los infalibles datos averiguados.

Usurpaciones
crecientes
de los Portugueses
brasileños.

20. — Al paso que en lo sucesivo se rectificaban estos, y que se daban á luz otros muchos para la comprobacion de aquel apetecido resultado, los Portugueses del Brasil avanzaban mas y mas sus invasiones en nuestros territorios, despreciando los frecuentes enérgicos requerimientos de nuestros gobernadores de Móxos, del Paraguay, de las Misiones Guaranies y del superior de Buenos Aires: pues observaban que la causa de la demarcacion, en sus principios oscura y enredada por la mala fe, sucesivamente libre de caprichos maliciosos, ó aclarada por los extranjeros, pero confusa entre nosotros, y posteriormente manifestada por nuestros mismos sabios, se iba haciendo evidente aun á la comprension de nuestra juventud; y que habiendo pasado, en cierto modo, del tribunal de los congresos diplomáticos al de las sabias academias, empezaba ya el público á examinarla para fulminar su sentencia: advertian tambien la decidida proteccion que merecian las empresas científicas, las cuales imprescindiblemente servian para aclarar, cada vez mas, los derechos de la corona de España, pues recién inventados los

relojes de longitud, se experimentaba su uso, en comparacion de los otros medios infalibles para encontrarla; segun lo ejecutó el astrónomo Fleurien sobre el Cabo Verde y en sus islas adyacentes, cuya situacion comprobó el inmortal Coock y tambien la del Janéiro; así como Mr. Bougainville, habiendo ántes rectificado la de Buenos Aires, y despues la de las islas Malvinas; con cuyos solos datos, prescindiendo de los otros muchos, podia ya cualquier niño decidir la inveterada controversia del meridiano de Tordesillas sobre las nuevas cartas, que se publicaban con el auxilio de los repetidos viajes, que, recorriendo las costas, las abrumaban, midiendo las distancias de unas puntas á otras, y comprobando estos detalles con observaciones astronómicas en los principales parajes. Tales eran las circunstancias en las cuales desaforadamente apuraban nuestro sufrimiento los Portugueses, hasta que fué una escuadra con tropas para recuperar la isla de Santa Catalina y demas terrenos invadidos en aquel continente, y para conquistar la Colonia del Sacramento.

1804.

21. — En este mismo tiempo que dábamos justamente la ley con el cañon, solicitó Portugal se decidiese en paz la materia, pretendiendo el arreglo de límites reducido á la ejecucion de los mencionados tratados de Utrecht y de Paris, y tomándose por norte los mapas que habian formado de comun acuerdo los comisarios para efectuar el tratado de 1750. Pero el primer plenipotenciario de S. M. contestó demostrativamente que no era asequible reducir la negociacion en estos términos; que el tratado de Tordesillas sobre cuyo tenor han estado siempre conformes las dos coronas, era el solo que debia consultarse; que dependiendo su cumplimiento de operaciones astronómicas, era indecoroso que en el siglo de las ciencias dudasen todavía dos naciones cultas del modo infalible de señalar los parajes por donde debia pasar el meridiano de demarcacion, estipulado en aquel tratado fundamental; y que habiendo observaciones exactas hechas por astrónomos célebres, correspondia se procediese mediante ellas, y la inteligencia de náuticos y geógrafos, á fijar los límites de cada dominacion, restituyén-

Solicitud
extemporánea
de los Portugueses.

1804.

dose mutuamente los terrenos usurpados. Mas los Portugueses, á semejanza de lo que consiguieron en 1750, lograron por último cuanto apetecian sobre la basa de un total olvido de lo pasado, y del no-uso de las acciones y derechos que pudiesen competir conforme á la célebre línea meridiana de Tordesillas; en cuyo lugar se subrogó para siempre la que designa el último tratado preliminar de 11 de octubre de 1777 : resolviendo así los Portugueses el siguiente problema : « Dada una línea recta — BBB (véase en nuestra carta el meridiano de Tordesillas) de fácil é infalible determinacion práctica sobre el terreno, y muy segura y ya fuera de los alcances del error y de la malicia, convertirla en una garabateada ó muy tortuosa GGG (es la del citado tratado de 1777), cuyas muchas sinuosidades sean otros tantos objetos de discordias interminables; y que por la dificultad de su señalamiento práctico deje el campo abierto á la invasion. »

Concesiones
de S. M. C.

22. — La experiencia en los últimos 27 años demuestra la resolucion de este problema : reparándose que los súbditos de Portugal han abusado altamente del sagrado comprometimiento de su monarca á establecer con nuestro rey y señor una perpetua armonía, amistad y buena inteligencia, que durante tres siglos han perturbado las desavenencias sobre límites de sus dominios de la América meridional; las que se creyó de buena fe terminarian mediante el referido tratado preliminar que manifiesta sin equívocos la muy grandiosa munificencia de nuestro soberano, siempre generosísimo, señaladamente cuando se ha tratado de la presente causa en que ha cedido 1º á favor de D. Juan II, rey de Portugal, 270 leguas sobre las ciento al oeste de las islas del Cabo Verde que le habia señalado la Sede Apostólica; desengañándole despues que no tenia derecho para hacer descubrimientos mas allá de las 100 leguas. Sean estos conceptos lo que se quiera, lo cierto es que libremente se convinieron ambos monarcas en aquella demarcacion del tratado de Tordesillas corroborado en los posteriores hasta nuestros dias. 2º Toleró Su Majestad que se empezasen á contar las 370 leguas, no desde la mas oriental de dichas islas, ni

de la del medio, sino desde la mas occidental. 3º Disimuló Su Majestad que se calculasen leguas de á 17 y un medio el grado de círculo máximo, y no marítimas de á 20 el grado, ni ménos las implícitamente cedidas que eran de las legales de Castilla de á 26 y un medio el grado; con cuya diferencia se han contado mas de 580 leguas en lugar de 370. Y 4º ha subsanado Su Majestad las criminosas invasiones de los Portugueses, por las cuales habian incurrido á ciencia cierta en las censuras, á las cuales se sujetaron espontáneamente los dos monarcas con sus vasallos para no quebrantar la inviolabilidad del tratado de Tordesillas, segun que á solicitud de ambas Majestades fueron fulminadas por la Santidad de Julio II en su bula de 24 de enero de 1506, notificada en los respectivos dominios por medio del arzobispo de Braga y obispo de Viseo; distinguiéndose estos criminosos proceder en cuatro clases: 1ª el indebido establecimiento de sus capitanías del Pará y del Marañon hácia el norte, y de San Vicente, de San Amaro, etc., hácia el sur, unas y otras al oeste del inviolable meridiano de demarcacion, por cuyas transgresiones mandó Su Majestad oportunamente reconvenir á la corona de Portugal; 2ª la ocupacion de los terrenos en que sin estrépito se situaron los Brasileños cuando eran nuestros vasallos bajo el reinado de nuestros ínclitos reyes y señores D. Felipe II, III y IV, pues debiendo evacuarlos replegándose dentro de los límites de la corona de Portugal, habiéndose declarado á favor del duque de Braganza, continuaron detentándolos; 3ª la usurpacion de los terrenos invadidos sangrientamente por los Mamelucos ó mestizos facinerosos de San Pablo, quienes arruinaron las ciudades y pueblos que legítimamente habíamos establecido, de los cuales muchos quedaron yermos, y ocupados otros indebidamente por los Brasileños; y 4ª la detentacion escandalosa de otros terrenos que prosiguieron invadiendo en contravencion del tratado provisional en 1681, de la paz de Utrecht en 1713, de la convencion de Paris en 1735, y prevaleiéndose de las ineficaces diligencias para la ejecucion del tratado de límites de 1750, anulado por el convenio de 1761, desobedecieron y quebrantaron tambien este,

1804.

Criminoso
proceder
de los Portugueses.

1804. fortificándose en los parajes donde habíamos hospedado las tropas del mando del conde de Bobadela, y extendiéndose después mucho más sin respetar lo estipulado en la paz de París de 1763. Todas las cuales usurpaciones he dicho que subsanó últimamente la alta munificencia de nuestro generosísimo soberano cediendo de los claros y distintos derechos que correspondían á su real corona, conforme á la demarcación de Tordesillas, corroboradas tantas y tan solemnes veces. Quedando para la posteridad su línea BBB como símbolo de la recta y liberal conducta española, y la línea GGG del tratado preliminar de 1777 como emblema del tortuoso proceder de los Portugueses, que encubren en sus sinuosidades las miras ambiciosas de apoderarse del resto de nuestra América meridional.

Sobre
la carta geográfica
del vireinato
del Río de la Plata.

23. — En la presente carta reducida se ha situado esta, una parte de África, otra del Asia y sus respectivas islas adyacentes, conforme á las copiosas observaciones astronómicas, descripciones exactas y cartas más correctas que posee el real depósito de hidrografía; cuyos preciosos documentos afianzan su exactitud, comprobada con el muy buen acreditado uso de las que ha publicado: habiendo merecido se me franqueasen para establecer lo que escribo en la primera parte, y señaladamente en la segunda con respecto no solo á las cartas, mas también á las posesiones internas; pues conserva el propio real depósito las originales que levantaron los comisarios españoles y portugueses con motivo de la demarcación de límites del tratado de 1750, otras originales y copias auténticas de las que han remitido con sus observaciones nuestros comisarios para la ejecución del preliminar de 1777; asimismo varias cartas corográficas y topográficas de los vireinatos, capitanías generales, gobiernos y provincias que componen aquellas nuestras colonias, y las observaciones físicas y astronómicas de los dos inmemorables fundadores de tan importante establecimiento; quienes al recorrer científicamente el globo, las hicieron en la travesía por tierra desde Chile á Buenos Aires (habiendo yo merecido contribuir á su logro en la parte física). Todos los cuales documentos y otras noticias y conocimientos históricos han servido para la

formacion de la carta geográfica del vireinato del Rio de la Plata, y para su situacion respectiva en la geografia.

1804.

24. — Pocos minutos han sido suficientes para demarcar en esta el deseado meridiano de Tordesillas, y el que llama de concesion el texto de la citada real instruccion de nuestro soberano el Sr. D. Felipe II, uno y otro con distincion de las leguas segun la vária inteligencia que se expresa sobre ellos. Pero han sido precisas muchas horas ó dias para trazar la línea de demarcacion que señala el preliminar de 1777. Su interpretacion, que debe reunir las calidades de verdadera, honesta y decorosa, no podia alcanzarla sin la luz de los cánones generales de la hermenéutica, y de las reglas especiales que se deducen del mismo tratado; esto es, he debido :

Interpretacion
del preliminar
de 1777.

1.º Fijar el verdadero concepto sustancial de la materia ó de la naturaleza y estado de la causa, entresacándolo de entre sus incidentes, desembarazándolo de otros varios conceptos equívocos é impertinentes para considerarlo por las facies precisas que indican los tratados y convenios, juntos á las reflexiones sobre los hechos y circunstancias esenciales, á fin de poner en claro si la causa ha rodado sobre un problema puramente político, ceñido á probabilidades morales y controvertibles; ó sobre un problema matemático, resoluble y demostrable por principios evidentes y deducciones absolutamente necesarias. (Este ha sido el tema de la Memoria que antecede.)

2.º Caracterizar el texto, escritura, tratado ó convenio por aquel concepto sustancial, esto es, si se otorga por las dos coronas el conflicto de una duda razonable de sus respectivos derechos; ó si hallándose ya los de la una en estado de demostrarse fácilmente su certidumbre matemática se convinieron en lo estipulado por amor, amistad y buena inteligencia : en una palabra, si el tratado es una transaccion entre dos que dudaban de sus derechos, ó un convenio amistoso entre dos sobre los derechos claros y evidentes del uno, sin que razonablemente se pudiese dudar sobre los confines de los dos.

3.º Interpretar dos textos confusos conforme á la clase del tratado y naturaleza de la causa, ó por otro que clara, honesta y

1804.

decorosamente consueue con ellas, ó segun el método que en los respectivos casos se especifica en otros artículos, como previene el artículo 4°. Y refiriéndose el 16° á las reglas especiales que envuelven los demas, se deducen estas en los términos siguientes :

4° Generalmente cuando se designa la línea ó raya divisoria por una corriente perpétua de agua, sus orillas respectivamente son los términos de los dominios, llámense rios ó arroyos; pues estas denominaciones convienen en lo sustancial de denotar caudales de agua que corren siempre, y solo se diferencian accidentalmente en su corta ó gran porcion (conforme á los artículos 8°, 9°, 10° y 11°).

5° En el propio caso la madre ó cauce del arroyo ó rio será comun á las dos naciones; supuesto que lo ha de ser la navegacion de los rios por donde ha de correr la frontera ó raya (segun el artículo 13°).

6° En el propuesto caso se debe prolongar la raya buscando la vertiente, cabecera ú origen principal, ó seguir por el ramal mas largo de los que confluyen á componer el caudal de agua permanente que se designe (segun los artículos citados).

7° En el expresado caso no se ha de entrar ni desviarse la raya del cauce de la corriente de agua, si no se previene terminantemente, y desde donde se señale, como v. g. por los artículos 10° y 11°.

8° En el mismo caso de la regla 4ª no debe haber espacio neutral, á no ser que se especifique; puesto que las orillas son los términos de los dominios comprendiendo sus respectivas islas adyacentes; y si estuviese alguna á igual distancia de las orillas, será neutral ó partible, si fuese de grande extension y aprovechamiento, conforme á los citados artículos y al 14.

9° Cuando se trace la raya sobre tierra en el intermedio de rios ó arroyos, ó al pasar del origen principal de unos en busca del de otros, debe reservarse una zona ó faja de tierra neutral entre los límites de los dominios, segun los citados artículos, especialmente 8° y 9°.

10° Esta zona neutral no puede tener otra mira sino la de

1804.

consultar el primer objeto que recomienda el artículo 16° en la demarcacion de la línea divisoria, cual es, la recíproca seguridad, perpétua paz y tranquilidad de ambas naciones, que se proporciona siendo sus límites inconfundibles; lo cual es ménos asequible cuando se sitúan sobre una línea indivisible segun la experiencia de los juicios *finium regendorum*. (Este inconveniente lo observé tanto de abogado como desempeñando comisiones de la real Audiencia y del gobierno superior de Chile, donde muchos preliminares han adoptado las zonas neutrales, no solo entre sus terrenos de labor ó estancias, mas tambien entre los solares de muchas de sus casas que componen la capital y llaman callejones de deslinde y desagüe; pues juntamente se libertan de esta servidumbre y se proporcionan la de vias comunes para sus predios rusticos.)

11° De la regla inmediata se deduce que la anchura de la zona puede ser suficiente hasta el alcance de pistola, ó de fusil, ó de cañon, ó á poca mas distancia si acaso se presentan lagos, rios, peñascos ó montes que puedan servir de mojones indelebles. Esta regla claramente se indica cuando repetidas veces señala el tratado la raya por los rios, que poco mas ó ménos no tienen mas anchura en lo general de su curso. El artículo 6° parece que directamente la confirma, pues determinando la zona neutral en el progreso correspondiente de la demarcacion, expresa que *aunque no sea de igual anchura* á la particular que establece el artículo 5°, componiéndolas de las lagunas Merin y de la Manguera, de las lagunas de tierra intermedia y costa del mar, tambien la corrobora el artículo 14°, que declarando neutrales las islas situadas á igual distancia de la corriente de agua por donde prolonga la raya, exceptúa las islas de grande extension y aprovechamiento; pues entónces se dividirán por mitad formando la correspondiente línea de separacion con su zona neutral, que razonablemente no cabrá mayor que hasta el alcance de pistola, no siendo regular se inutilice mas terreno.

12° Se debe demarcar la línea divisoria por los puntos ó con las direcciones que cubran los establecimientos y territorios de ambas coronas, que deslinda el tratado preliminar sin que se

1804. perjudiquen las pertenencias españolas y sus comunicaciones por tierra ó por agua, ni sus cultivos, minas, pastos, bosques, etc., que no sean cedidos por dicho tratado en beneficio de la línea divisoria, segun se deduce de varios artículos, siendo expresos el 4°, 12° y 16°.

13° Se deben incurrir en los dominios del rey nuestro señor los territorios que poseimos algun tiempo, aunque actualmente se hallan desamparados de nosotros sus vasallos, ó yermos, ó detentados por Portugueses; si es que los tales terrenos fueron específicamente reclamados á nombre de S. M. en las conferencias preliminares al tratado, y no se cedieron en él del mismo modo especificado, ó no los deslinda terminantemente para la parte de Portugal el texto de algunos de sus artículos, ó si la contraria interpretacion implica los derechos claros y evidentes de la real corona, segun las reglas que anteceden ya generales, ya especialmente establecidas por el mismo tratado.

(Objetos
en demarcar
la línea divisoria.

Ademas de estas previene su artículo 16°: « Tendrán presente los comisarios para lo que no estuviese especificado en él (tratado) que sus objetos en la demarcacion de la línea divisoria deben ser la recíproca seguridad y perpétua paz y tranquilidad de ambas naciones..... » Se entiende claramente..... « y el total exterminio de los contrabandos..... » Esto absolutamente no lo puedo comprender por la rudeza de mi entendimiento, que no es capaz de encontrar relacion alguna entre la demarcacion de límites y el exterminio de los contrabandos; aunque imagine en los comisarios el portentoso poder de trasplantar la mayor muralla del globo, la gran cordillera nevada de los Andes, desde el sitio de su creacion á lo largo y segun las sinuosidades de la línea divisoria; pues nadie ignora que aun ese eminente embarazo al parecer insuperable por sobre la línea de congelacion y sus perennes nieves, no lo es para los contrabandistas en cualquiera estacion del año, segun se observa actualmente; se experimentó mucho mas ántes del comercio libre, cuando se surtia clandestinamente Chile de la mencionada Colonia del Sacramento, que distan entre sí quinientas leguas casi todas desiertas, atravesando

el anchuroso Rio de la Plata. Por lo mismo tampoco puedo inferir, que mediante las distancias de los límites respectivos se quisiere que su demarcacion contribuyese al total exterminio de los contrabandos, mayormente siendo constantes las reglas antecedentes 4ª, 5ª, 6ª, 10ª y 11ª, y muy lamentable la experiencia de la ley 27, tít. 3º, lib. 4º Recopilacion de Indias, que expone en varios lugares de mi segunda parte á los números 95º, 105º y 106º de las que preceden al plan, y en este artículo 38º con su nota. Por otra parte, me hallo persuadido que el contrabando solo puede remediarse directamente por la correspondiente buena disposicion de nuestra agricultura, industria y comercio, ó mitigarse remisamente con los paliativos de los resguardos y leyes penales, con cuyos dos únicos medios, ni con el mismo mal, tiene que ver la demarcacion de la línea divisoria: bajo de este concepto lo he trazado segun las reglas que anteceden, por las cuales se pueden dirimir las controversias que han suscitado los comisarios portugueses sobre su demarcacion práctica.

Examinaré brevemente las que han movido en el territorio de que trato.

1ª Conforme al artículo 3º principia nuestra línea por la parte del mar en el arroyo Chuy y fuerte de San Miguel inclusive, y siguiendo las orillas de la laguna Merin á tomar las cabeceras ó vertientes del rio Negro segun las reglas 6ª, 9ª y 11ª, subiendo por el rio Piratiní, que es el que llama el artículo 4º, primer arroyo meridional que entra en el sangradero ó desagadero de dicha laguna, y que corre por lo mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo; echándose de ver en el terreno y en todas las cartas topográficas que sus cabeceras principales y las del rio Negro se buscan entre sí, ó que nacen divergentes de un propio paraje, por cuyo mismo rio Piratiní, ó grande arroyo, determina el artículo 4º la direccion de la línea, previniendo expresamente, que debe él, sin exceder su límite, continuar á la pertenencia de Portugal. Si pues ha de ir á la línea tomando la direccion por el Piratiní ó arroyo mas inmediato al fuerte San Gonzalo, sus orillas respectivamente son los

Breve exámen
de ciertas
controversias.

1804.

términos de los dominios (regla 4^a); su madre ó cauce es comun á las dos naciones (regla 5^a); y no debe haber mas espacio neutral (regla 8^a), cuyo método es verdad que no lo especifica el artículo 4^o, pero en él se nos recomienda la regla 3^a en cuanto á que se deba seguir el que en sus respectivos casos se especifica en otros artículos, v. g. 8^o, 9^o, 10^o, 11^o y 12^o; por los cuales se viene en conocimiento que no debe haber espacio neutral cuando la raya, línea ó frontera sube ó baja por aguas permanentes, v. g. empezando por el Japura, entrando en el de las Amazonas, subiendo por el Jabari, pasando al de la Madera, continuando por el Guaporé ó Itenes; corriendo despues desde la boca del Jaurú por el lado de los Xaráyes y rio Paraguay, desviándose de este por el que debe encaminarnos á buscar el origen principal del Igurey, descendiendo por él hasta entrar en el Paraná, seguir las aguas de este para tomarlas del grande Curitibá, y por este las del San Antonio, para pasar de sus corrientes al origen principal del Pepirí-guazú; desde cuya desembocadura en el Uruguay se viene á tomar las cabeceras ó vertientes del rio Negro, y desde estas las de aquel mismo rio Piratiní ó primer arroyo meridional que entra en el desagadero de la laguna Merin; por el cual debe ir á la raya, y desde el cual sin exceder su límite de dicho arroyo debe de continuar la pertenencia de Portugal: luego por consecuencia, sin que en ninguna de sus orillas deba haber zona neutral, así como cuando se dirige por aquellos otros muchos rios que nombra el tratado. Pero los Portugueses pretenden que se señale como neutral la grande extension que termina al oriente por el Piratiní AAA, al sur por la orilla de la laguna Merin BBB, y al oeste por el rio Parado, queriendo sea este el límite de nuestra pertenencia y la línea de puntos negra CCCC. Esta injusta pretension de los Portugueses se manifiesta con otras razones directas y expresas en los artículos 3^o y 4^o. El tercero determina que las vertientes del rio Negro, como todas las demas de los rios que van á desembocar á los referidos de la Plata y Uruguay, hasta la entrada en este último de dicho Pepirí-guazú, queden privativas de la misma corona de España con todos los

territorios que posee y comprenden aquellos países , inclusa la citada Colonia del Sacramento y su territorio , la isla de San Gabriel (añade notablemente) y *los demas establecimientos* que hasta ahora haya poseido ó pretendido poseer la corona de Portugal *hasta la línea que se formará* : es así que el artículo 4º que la designa en seguida , puntualiza que irá ~~la~~ línea desde las orillas de dicha laguna de Merin tomando la direccion por el primer arroyo meridional que entra en el sangradero ó desagadero de ella , y que corre por lo mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo, desde el cual, sin exceder el límite de dicho arroyo, continuará la pertenencia de Portugal, etc. : luego la española debe llegar hasta el mismo arroyo, por cuyo curso irá la línea que hemos visto anunció el artículo 3º con las palabras — « quedarán privativas de la misma corona de España... y los demas establecimientos... *hasta la línea que se formará,* » la cual es la que segun el artículo 4º irá por el primer arroyo meridional, que entra en el sangradero de la laguna de Merin y que corre por lo mas inmediato del fuerte portugues de San Gonzalo, sin que se exceda la pertenencia portuguesa del límite de este arroyo, que se llama rio Piratiní (cuyo igual nombre se da tambien á otro rio que desagua en el Uruguay, lo que se advierte para evitar confusiones). Tampoco quieren hacerse cargo los Portugueses de que el artículo 5º especifica neutrales las lagunas Merin y Manguera, y las lenguas de tierra que médian entre ellas y la costa del mar; y que no menciona el indicado territorio que quieren neutralizar, siendo de mucho aprovechamiento y de mas de 500 leguas en area, cuando es manifiesta por otra parte la intencion del tratado de que no quede neutral algun terreno de grande extension y aprovechamiento, segun se colige del artículo 14º, que dispone se divida por mitad la isla que hallándose á igual distancia de ambas orillas de una corriente de agua limitánea, tenga aquellas cualidades de grande extension y aprovechamiento , de las cuales carecen las lenguas de tierra que médian entre las lagunas Merin y Manguera y la costa del mar; pues son arenales, que como en toda aquella costa para Monte-

1804.

video han proporcionado la formacion de otras lagunas.

Para mayor esclarecimiento de nuestro derecho sobre esta disputa y sobre la siguiente, es necesario contemplar los tres puntos diversos de que trata el artículo 4º, y mencionándose en él el rio Yacuí, es tambien preciso no perder de vista el significado de esta palabra rio *Yacuí*; la cual definió nuestro primer plenipotenciario, el Excmo. Sr. marques de Grimaldi, en su respuesta á la Memoria que presentó el de Portugal en 16 de enero de 1776, diciendo, al número 41º, « que hoy se conoce dividido el rio Igay en tres porciones ó rios, bien que formen un solo caudal y una misma continuada corriente, que conserva su antiguo nombre de Igay desde el sitio de su nacimiento por todo el curso que lleva desde el septentrion al mediodía; pero que al volver su direccion al oriente se le distingue con el nombre de *Yacuí* por entrar el rio Yacuí en el Igay hácia aquel paraje. Ensánchanse el Igay ya con denominacion de *Yacuí* cuando se acerca al mar, y entónces forma un lago, que se llama de los Patos, de 60 leguas de largo y de 10 á 12 en su mayor anchura; siendo dicho lago el que se llama Rio Grande de San Pedro. » Supuesta esta acepcion de la palabra rio *Yacuí*, se comprende mejor el verdadero sentido é intencion del citado artículo 4º en su primer punto. Por el cual se convino en que la entrada del Rio Grande de San Pedro y su navegacion hasta el rio *Yacuí* queden privativamente para la corona de Portugal, fijándose la línea divisoria por la parte del continente desde las orillas de la laguna Merin, tomando la direccion por el primer arroyo meridional que entra en el sangradero ó desagüadero de ella, y que corre por lo mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo, desde el cual, sin exceder el límite de dicho arroyo (ó rio Piratini), continuará la pertenencia de Portugal por las cabeceras de los rios que corren hácia el mencionado Rio Grande y hácia el *Yacuí* hasta pasar por encima de las del rio Ararica y Coyacuí, desde cuyas desembocaduras da principio al rio *Yacuí* y termina el Igay; el cual desde ellas vuelve su curso al oriente. Con este convenio quedó terminada la discordia entre las dos monarquías sobre la entrada de la

laguna de los Patos ó Rio Grande de San Pedro, siguiendo despues por sus vertientes hasta el rio *Yacuí*; y esta misma demarcacion es á la que se refiere el artículo 3º, que dispone queden privativos de la corona de España todos los territorios comprendidos hasta ella, que es la línea que anuncia que se *formará*, y en efecto se especifica como dicho es en el artículo 4º: es así que el terreno que quieren neutralizar los Portugueses está fuera de esa línea que demarca la pertenencia portuguesa, hasta cuya línea deben quedar privativos de la corona de España los territorios que se encuentren; luego la pretension de los Portugueses, que quieren neutralizar el territorio de esta disputa, es claramente injusta, escandalosa é indecente. Digo esto porque descubren su doblada intencion de quererlo usurpar fácilmente en lo ulterior, conservándose desamparado ó no poseido por nosotros. Al propio tiempo manifiestan su ingratitud y mala voluntad, pues no pudiendo oscurecer el deslinde en esta parte que les excluye todo derecho á dicho territorio, ya que ellos no lo tienen, quieren que tampoco lo tenga la corona de España despues de haber sido tan sumamente liberal para con ellos, segun queda demostrado en esta Memoria. Despues de lo que dejo expuesto en cuanto á esta disputa, reconocerá todo hombre imparcial que nuestra interceptacion del tratado en cuanto á ella es natural y verdadera, y que la de los Portugueses es temeraria, escandalosa é indecorosa.

Pasemos á tratar de la segunda disputa sobre la direccion de la línea divisoria desde las cabeceras de Ararica y Coyacuí ó desde el Monte Grande hasta el rio Uruguay. En la nota al artículo segundo de la segunda parte de esta mi obra, especifiqué nuestra pretension, y la injusta de los Portugueses á aquella parte territorial que disputamos y se designa entre la carta corográfica comprendida entre la línea amarilla DDD y la encarnada EEE que por la parte del sur nacen del punto de concurrencia en 29º 33' de latitud sur y 4º 20' de longitud oriental del meridiano de Buenos Aires, terminando ambas por la parte del norte en el rio Uruguay á los 27º 12' de latitud; pero á

1804.

Término
de la discordia
sobre
la laguna
de los Patos.

Otra disputa
sobre
la línea divisoria.

1804.

4° 27' de dicha longitud la línea amarilla que señala la pretension de los Portugueses, y á 5° 10' de longitud la encarnada que circunscribe nuestros derechos; rodando la disputa sobre mas de 800 leguas marítimas cuadradas, que son de bosques muy interesantes por sus maderas y señaladamente por los yerbales, que siempre hemos disfrutado. Los Portugueses alegan una errada inteligencia del 2° y 3° puntos del artículo 4°, que previene en aquel, que pasando por las cabeceras del rio Ararica y Coyacuí, se tire una línea hasta el desembocadero del rio Pepirí-guazú en el Uruguay, cuyo desembocadero pretenden erradamente los Portugueses que es del Pepirí-miní, y así dirigen casi rectamente á él su línea amarilla DDD, alegando tambien que de este modo se cumple con lo que se recomienda en dicho tercer punto, sobre que se lleve á ejecucion la línea divisoria, siguiendo en toda ella la direccion de los montes por las cumbres de ellos ó de los rios, para que sus vertientes y nacimientos sirvan de marcos á uno y otro dominio; y para que los que nacieren en uno y corrieren hácia él queden desde sus nacimientos á favor de aquel dominio: lo cual dicen se verifica con su indicada línea amarilla DDD, pues cubre desde su nacimiento las aguas confluentes del Rio Grande de San Pedro propio de su dominio, segun lo estipulado en el primero y principal punto del citado artículo 4°.

Pero se desentienden de que este se contrae meramente á la entrada y navegacion de dicho Rio Grande y al territorio de sus dos bandas, cediéndolos á la corona de Portugal hasta el rio *Yacuí* y cabeceras del Ararica y Coyacuí; desde cuyas desembocaduras en él principia y se denomina *Yacuí*, como quedó definido, y hasta cuyas cabeceras se dirige la línea por las de los rios que corren hácia el mencionado Rio Grande, y hácia el *Yacuí*; tomando la línea su direccion por el primer arroyo meridional que entra en el desagadero de la laguna Morin y corre por lo mas inmediato al fuerte portugues de San Gonzalo.

Tambien se desentienden los Portugueses de que el contenido del artículo 4° en su tercer punto no está concebido en términos absolutos, sino que expresa la restriccion que dice

« donde se pudiese ejecutar, » que las vertientes y nacimientos de los rios sirvan de marcos á uno y otro dominio, para que los rios que nacieren en uno y corrieren hácia él, queden desde sus nacimientos á favor de aquel dominio (como se verifica hasta el Ararica y Coyacuí); pero que donde hubiere rios que atravesasen de un terreno á otro, concluye declarando, « que no se podrá verificar este método, como es bien notorio; y que se siga el que en sus respectivos casos se especifica en otros artículos para salvar las pertenencias y posesiones principales de ambas coronas. »

Este es el fin muy recomendado, y regla principal que en su segundo punto especifica el artículo 4º al señalar la línea que se ha de tirar desde las cabeceras del Ararica y Coyacuí hasta el desembocadero del rio Pepiri-guazú en el Uruguay, « cu- » briéndose los establecimientos portugueses, y asimismo con- » cluye, que deben salvarse y cubrirse los establecimientos y » misiones españolas del propio Uruguay, que han de quedar » en el actual estado en que pertenecen á la corona de Es- » paña. » Luego procediéndose de buena fe en esta disputa, solo hay que averiguar ¿cuáles son esos establecimientos y misiones españolas que pertenecen á la corona de España, y el estado de ellos en la época del tratado? Pero los Portugueses con sus referidos temerarios alegatos quieren desviar esta averiguacion, ó encubrir la notoriedad de esos nuestros establecimientos y misiones, sus estancias y bosques, que disfrutamos en las tierras del Tape, que pretenden cercenar con su línea amarilla DDD, y que solo queden salvos y cubiertos con la nuestra EEE.

Todo el mundo sabe: 1º Que los naturales del Tape, descubiertos por nosotros, se nos sometieron libremente, y que ocupamos con tranquilidad la grande extension de su territorio situado al oeste de la legítima línea del tratado fundamental de Tordesillas, y que vierte aguas al Uruguay y al Rio Grande de San Pedro. 2º Que reducidos por nosotros aquellos Indios, los ordenamos en pueblos; á saber: Jesus María, San Cristóbal, Santa Teresa, Santa María, San Joaquin, Apóstoles, Santa Ana

Varios puntos
que son
de notoriedad. 4

1804.

y la Natividad; á los cuales ocho pueblos pertenecieron esas vertientes, entre ellas las comarcas sobre las respectivas orillas del rio mencionado con la triplicidad de los nombres Igay, Yacuí y Rio Grande de San Pedro. 3° Que las referidas reducciones florecian en 1635; pero que al siguiente año, despues de varios ataques con los Paulistas, facinerosos del Brasil coligados con los gentiles Tupies, sucumbieron nuestros bravos Tapes á la ventaja de las armas de fuego, que habian contrareestado intrépidamente, dirigidos y animados por los Jesuitas el P. Pedro Mola y el P. Pedro Romero y por sus coadjutores Antonio Bernal y Juan de Cárdenas. 4° Que destruidas sucesivamente las reducciones de Jesus María y San Cristóbal, ordenó la evasión de los que componian las demas el P. Antonio Ruiz de Montoya, que al ejecutarse en Santa Ana dió contraórden el provincial P. Diego de Borda, esperando se le auxiliase con tropas de la Asuncion, Corriéntes y Buenos Aires, y que no habiéndolo conseguido formó una numerosa armada de neófitos y pasó á buscar á los Paulistas; mas recorriendo todas aquellas comarcas no los encontró, porque esos facinerosos solo procuraban Indios para venderlos en el Brasil, y no territorios; conviniéndoles conservarse en las asperezas de San Pablo mientras se hallaban sustraídos de toda autoridad, sin ley ni religion: cuya inhumana y fiera constitucion obligó al cabo á los Jesuitas á despoblar aquellas reducciones, trasladando sus numerosos individuos á los otros pueblos situados sobre las dos bandas del Uruguay; pero manteniendo las referidas comarcas del Tape para estancias de ganados de los de la banda oriental. 5° Sabe tambien todo el mundo que así disfrutamos estas comarcas del Tape durante un siglo, hasta que los dichos Paulistas, subordinados ya al gobierno del Brasil, situándose indebidamente en 1733 hácia la banda septentrional del Yacuí, se fueron acercando por la parte en que deja este nombre para tomar el de Rio Grande de San Pedro, y al fin pasaron á su orilla meridional. Que expedidos por nuestras tropas, se aprovecharon de la oportunidad de haber ocurrido estas al bloqueo de la Colonia del Sacramento en 1734; pero que tambien fue-

1804.

ron alejadas otra vez. Y que recibidas las órdenes para la cesacion de hostilidades pactada en la convencion de Paris á 16 de marzo de 1737, conforme á la cual debian conservarse las cosas en el estado en que estuviesen al tiempo de su notificacion; con la seguridad de que nuestra buena fe no sospecharia su infraccion, tuvieron los Portugueses la animosidad de volver despues con tropas y artillerías á posesionarse de aquella parte de nuestras comarcas del Tape. 6º Nadie ignora tampoco que, continuando nuestra legitima posesion de las restantes, sobrevinieron las determinaciones marciales para ejecutar el tratado de límites del año de 1750, á cuyo cumplimiento se opusieron escandalosamente los Jesuitas, que no querian entregar los siete pueblos orientales al Uruguay con sus comarcas del Tape; y que, entrando en las mas remotas las tropas portuguesas, establecieron sucesivamente los cuarteles y fuertes de San Gonzalo, San Amaro, Rio Pardo y Yacuí, concurriendo á la construccion de este la tropa española: los cuales parajes debieron evacuar habiéndose anulado el citado tratado de límites por el de 1761; sobre cuyos particulares, con fecha 15 de julio de 1762, reconvinó nuestro capitan general, el Excmo. Sr. D. Pedro Cebállos, al conde Bobadela, virey del Brasil, diciéndole: « Por » lo que toca á los territorios de los puertos San Gonzalo, San » Amaro, Rio Pardo y Yacuí, es innegable que desde tiempo » inmemorial han sido estancias de ganados de los pueblos de » Misiones, y que los fuertes que hay en ellos se hicieron to- » dos de orden de V. E. con el pretexto de la ejecucion del » tratado de 1750. » É individualizando las épocas de cada uno, y que á la construccion del de Yacuí concurrió nuestra tropa, añade: « Todo lo que es tan cierto, que aun los mis- » mos Portugueses que se hallaron presentes á su construc- » cion lo han confesado, y entre ellos un oficial de grado de » mucho honor y crédito de la misma nacion. » Con la notoriedad de estos hechos estrechaba al conde de Bobadela para que cumpliese el artículo 2º de dicho tratado de anulacion, en que quedó expresamente convenido que ambos monarcas mandarian á sus respectivos gobernadores de América evacuar in-

084.

mediatamente los terrenos ocupados al abrigo ó con pretexto del referido tratado del año de 1750, demoliendo las habitaciones, casas y fortalezas que en consideracion á él se hubiesen levantado por una y otra parte : y aunque nuestro general Cebállos repitió sus instancias por escrito al conde de Bobadela, eludió este siempre el cumplimiento del citado artículo, como tambien su sucesor el conde de Acuña, á quien volvió á reconvenir en julio y diciembre de 1764, corroborando sus reconvencciones con lo nuevamente estipulado en la paz de Paris del año anterior. 7° Sabe asimismo todo el mundo el violento progreso que hicieron los Portugueses, ocupando en las comarcas del Tape nuestro puesto de la banda del Norte, situado en frente de la Villa del Rio Grande de San Pedro, la que atacaron en 29 de mayo de 1767 con porcion de naves, de las que desembarcaron 800 hombres, que se apoderaron de dicho puesto; y aunque el rey Fidelísimo reconoció nuestra justicia ordenando su evacuacion, nunca lo verificaron. 8° No ménos sabido es que los Portugueses violando la paz subsistente entre ambos soberanos, y sus respectivos súbditos, continuaron la irrupcion propasándose á la banda meridional del Yacuí en aquellas comarcas del Tape sobre el rio Pequirí, donde insultaron indecorosamente á nuestro gobernador de Buenos Aires D. Juan José de Vertiz; y que aunque los desalojó, volvieron á él, y cometiendo otras alevosías, sorprendieron á una partida de nuestros milicianos é Indios, atropellando á muchos, matando algunos, y haciendo prisioneros á otros, con despojo de sus caballos y bagajes, cuando se hallaban acampados hácia el rio de Santa Bárbara, sin recelo alguno y sin indicio de que se hubiese alterado la paz que reinaba entre ambas cortes.

Hé aquí los progresos de la invasion de los Portugueses en el territorio del Tape, hasta la época en que se emprendió la negociacion que terminó con el último tratado de 1777, hallándose entónces los Portugueses sobre una y otra banda del rio Yacuí, y nosotros en nuestra antigua y legítima posesion de las comarcas septentrionales del Tape, donde está el territorio de

la disputa, y el Monte Grande, en el cual se han mantenido nuestras guardias desde la de San Martin hasta la de la Picada de Santa Victoria, cubriendo las estancias, bosques y yerbales, que han disfrutado sin interrupcion nuestros siete pueblos orientales del Uruguay; los que infelizmente se entregaron en la última guerra á los Portugueses, conducidos de nuestros Indios, que hacian la guardia en dicha Picada de San Martin. Queda pues averiguado cuales son los establecimientos y misiones españolas que pertenecen á la corona de España, y el estado de ellas en la época del tratado, los cuales deben salvarse y cubrirse con la línea que ha de tirarse desde las cabeceras del Ararica y Coyacuí hasta el desembocadero del Pepiriguazú en el Uruguay; cuyo hecho es el que debe esclarecerse de buena fe para la recta interpretacion del artículo 4º, y para cumplimiento del artículo 16, segun el cual no deben perjudicarse las posesiones de ambos soberanos en la época del tratado, ni sus cultivos, minas ó pastos en que se comprenden los bosques y yerbales, etc., que no hayan sido cedidos por el tratado en beneficio de la línea divisoria, como no lo ha sido el resto de las comarcas del Tape, sus bosques y yerbales que sin interrupcion han disfrutado nuestras Misiones hasta los términos que dejo demostrados; manifestando cómo progresivamente llegaron á poseer injustamente los Portugueses las otras comarcas, ya mediante la inhumanidad de los Paulistas, ya abusando de las circunstancias que distraían nuestra vigilancia, ó de nuestra confianza que inocente se expuso á la mala fe del conde de Bobadela, y ya con violencia, siéndoles indiferente la violacion de los tratados; pretendiendo ahora apoderarse del resto del territorio del Tape mediante una mala interpretacion del artículo 4º, desentendiéndose su ingratitude de la naturaleza de la causa, segun la he considerado justamente en esta Memoria, y de la especie del tratado hecho entre las dos altas partes contrayentes; de las cuales, la de nuestro soberano ha estado cierta con certidumbre matemática de sus soberanos derechos, que generalmente ha cedido en parte por pura amistad y en obsequio del sincero deseo de extinguir las desavenencias

1804.

que ha habido entre las dos coronas y sus respectivos vasallos por el espacio de tres siglos.

La tercera disputa
es acerca
del rio
Pepirí-guazú.

La tercera disputa queda indicada al principio de la anterior, y es reducida á saber cuál sea el rio Pepirí-guazú, que desagua en el Uruguay y lo designa el artículo 4°. Pretenden los Portugueses que es aquel donde se dirige su mencionada línea amarilla DDD, y desemboca á 4° 27' de latitud oriental del meridiano de Buenos Aires. Asentamos nosotros que es el que confluye mas al este, á los 5° 10' de dicha longitud. Mas esta disputa de hecho la han terminado nuestros últimos comisarios, descubriendo que el mas oriental es el verdadero Pepirí-guazú; cuyas señales indelebles han reconocido conforme á la descripción que anteriormente se habia hecho de su desembocadura, hasta la cual no habian llegado los demarcadores del año de 1750, contentándose equivocadamente con arribar al Pepirí-miní, y por errónea consecuencia, pasando al San Antonio Miní en vez de dirigirse al San Antonio Guazú, que desemboca mas al este en el grande Curitibá ó Iguazú, que señala el artículo 8°. Esta disputa rueda próximamente sobre 800 leguas cuadradas de superficie comprendida entre la línea amarilla FFF de los Portugueses al occidente, y la encarnada GGG de nosotros al oriente el rio Uruguay al sur y el Iguazú al norte; el cual terreno se halla yermo, cubierto de bosques, y en ellos pinos, cedros y otras maderas de construccion naval, que es imposible aprovechen los Portugueses, al paso que nosotros podemos sacarlas por la corriente del Uruguay ó por la del Iguazú. Pero los ingratos Portugueses, con variar voluntariamente los nombres de los rios solo tratan de perjudicarnos avanzando fructuosa ó infructuosamente sobre nuestras envidiables posesiones adyacentes al Uruguay y Paraná.

La cuarta es sobre
el rio Igurey.

La cuarta disputa es de la propia naturaleza que la anterior sobre cuál sea el rio Igurey, que designan los artículos 8° y 9°, por cuyo curso se ha de desviar la línea de las aguas del Paraná. Los Portugueses señalaron primero el arroyo Garey; pero como nuestros comisarios les hicieron reparar su pequeñez, y que desagua debajo del Salto Grande del Paraná, cuando el

Igurey debe ser un rio caudaloso, y hallarse mas arriba de dicho salto, abandonando esta pretension por otra temeraria, queriendo que el Gatimi ó Igatimi sea el Igurey; mas nuestro comisario D. Félix Azara arribó á la desembocadura de este, que tambien nombran Iguarey, Ibinéima y Monici; y reconoció en él las señales indelebles con las cuales se ha descrito anteriormente, y en particular su gran caudal de agua de que carece el Gatimi ó Igatimi, conocido solo por estos nombres, y nunca por ninguno de aquellos con que se distingue el verdadero Igurey en los mapas extranjeros y nacionales, como el de América meridional publicado por D. Juan de la Cruz, dos años ántes del tratado preliminar de 1777, y conforme á las cartas que levantaron los comisarios españoles y portugueses para la ejecucion del tratado de 1750, que se hallan originales en el real depósito de hidrografia; en todos los cuales irrefragables documentos está situada la desembocadura del Igurey, Iguarey, Monici ó Ibinéima, entre los 22° y 23° latitud sur, quedando la del Paranapané aguas arriba, y la del Ibay ó Guaibai aguas abajo por la banda opuesta oriental del propio Paraná, en que desagua el Iguarey ó Igurey. Los cuales nombres, segun tradicion constante, son alterados por el de Igatimi ó rio de Garay, que le dieron los Indios; porque nuestro memorable conquistador y restaurador de la capital de Buenos Aires, el capitan D. Juan Garay, andando en sus conquistas lo descubrió, llamándose entonces Monici ó Ibinéima. Los Portugueses, sin respetar el conocimiento evidente del verdadero Igurey, han querido dar este nombre al Gatimi ó Igatimi, por donde sus demarcadores del año de 1750 quisieron trazarse la línea para usurparnos el territorio septentrional del Paraguay desde el rio Xejui ó desde el Ipané, que desaguan en el Paraguay por su banda oriental.

Esta es la quinta y última disputa que renuevan al presente sobre el importante territorio que me propuse por objeto de mi presente obra. Han pretendido pues injustamente los Portugueses que el límite septentrional de nuestra provincia del Paraguay sea el rio Ipané ó la línea amarilla HHH, porque su cabecera principal es la mas vecina al origen del Gatimi ó Igatimi,

1804.

Quinta
y última disput

1804.

que por pura voluntariedad quieren sea el Igurey que designan los artículos 8º y 9º del tratado. Nuestros comisarios se han opuesto constantemente señalando el verdadero Igurey, y por su corriente aguas arriba la línea divisoria haciéndola pasar al río Corriéntes, que desagua en el Paraguay por su ribera oriental, cuya direccion señala la línea de puntos encarnados III, comprendiendo con ella para nuestra provincia del Paraguay dos mil leguas cuadradas mas al septentrion del Ipané; pero, segun mi opinion, deben ser mil y quinientas leguas mas, esto es, 3,500 al norte del Ipané, siguiendo la raya aguas arriba del verdadero Igurey hasta su origen principal; tirándose desde él una línea recta JJJ por lo mas alto del terreno (que es la cordillera de San José) hasta hallar la cabecera ó vertiente principal del río Mbotetey, que es el mas vecino á dicha línea, que desagua en el Paraguay por su ribera oriental; y bajando la raya por sus aguas hasta su entrada en el mismo Paraguay. Ya especifiqué esta mi opinion en la nota al artículo 1º de los que propongo en la segunda parte, y apunté los fundamentos que tengo, y son :

Fundamentos
de una opinion
del señor Lasterría.

1º El literal y decisivo contexto del artículo 9 de cuyas palabras me valgo para exponerla; sin preocuparme la expresion del propio artículo, que dudosamente dice: « Que tal vez será el Corriéntes » aquel río por cuyas aguas ha de bajar la raya hasta su entrada en el Paraguay.

2º La situacion y curso de los ríos Igurey y Mbotetey, cuyos principales ramales son los mas vecinos, ó se hallan conforme los supone el artículo 9 y figuran las cartas que levantaron de aquellos países los demarcadores españoles y portugueses comisionados para el cumplimiento del tratado de 1750; cuyas cartas originales firmadas por ellos existen en el real depósito de hidrografia, y he dispuesto la mia puntualmente segun ellas, siendo concordantes con otras publicadas ántes del tratado preliminar de 1777, como v. g. el citado gran mapa de América meridional de nuestro cosmógrafo D. Juan de la Cruz.

3º Con la direccion que doy á la línea divisoria del Igurey al Mbotetey, se salvan los terrenos de nuestros pueblos Itatines

y los de nuestra ciudad de Xerez, arruinados, los cuales no se cedieron por el tratado, y fueron reclamados por otra parte en las conferencias preliminares, segun se indica en los números 62 á 67 de la citada respuesta de nuestro plenipotenciario el Excmo. Sr. marques de Grimaldi, especificándose la situacion de dicha nuestra ciudad á la orilla del Mbotetey.

4º Con la línea de mi opinion se quita todo embarazo á la comunicacion de nuestra provincia del Paraguay con las de Chiquitos, Santa Cruz de la Sierra y Móxos; cuyas producciones solo por el Paraguay pueden concurrir útilmente al comercio marítimo del Rio de la Plata, habilitado en nuestros dias para su extraccion, y para la introduccion de efectos europeos de los cuales se surten aquellas provincias con mucha carestía, ocasionándose el contrabando de los Portugueses á causa de no conducirse por el Paraguay; embarcándoles por su rio hasta aquel paralelo y pasándolos por tierra hasta sus pueblos mediante carros ó á lomo de mulas ó caballos, que se encaminan hasta allí mismo por la banda oriental del propio rio Paraguay, siendo intransitable la occidental segun es manifesto, y la reconocieron nuestros antepasados, que habilitaron y traficaron el camino que en dicha banda oriental señalan las cartas antiguas: siendo notable la que levantó uno de nuestros comisarios el año de 1750 D. Francisco Millan, cuya fiel copia conserva el real depósito de hidrografia; y entre las cartas modernas que designan el propio camino antiguo por la banda oriental del Paraguay se ve la citada de D. Juan de la Cruz, publicada dos años ántes del tratado de 1777, que frecuentemente recomienda en sus artículos no se perjudiquen los establecimientos españoles ni sus comunicaciones, y que se eviten los contrabandos que los súbditos de una nacion puedan hacer en los dominios ó con los vasallos de la otra. No habiendo otro remedio para esto que el que los moradores de Chiquitos, Santa Cruz de la Sierra y Móxos trafiquen por el Paraguay á mucho ménos costo que por el dilatadísimo camino terrestre del Tucuman, Perú, etc. Sobre todo, conduce al mejor gobierno económico de las mencionadas remotas provincias su mas breve y fácil comu-

1864.

nicacion con la capital de Buenos Aires por la del Paraguay, y al fomento recíproco con esta, hallándose hoy sin ninguna relacion, lo cual perjudica á sus respectivos moradores, y directamente á la conveniencia de esta su metrópoli, que hasta el presente ha poseído inútilmente aquellas colonias. Este 4º fundamento, que se corrobora con la consideracion de la naturaleza de la causa, y de la especie de escritura ó tratado, y que se ajusta á su intencion ó espíritu, y aun á la letra de varios de los artículos, es suficiente para sostener en justicia mi opinion, aun cuando la letra del artículo 9º no fuera conforme á ella, esto es, aun cuando el rio mas vecino al Igurey fuese el Ipané, el Corriéntes ú otro cualquiera mas al sur del Mbotetey, que desagua en el Paraguay donde principia por la banda opuesta camino carril de Ayólas para Chiquitos, dejando hácia el sur el de los Mbayás estéril y muy escaso de agua.

5º La línea del Igurey al Mbotetey comprende de nuestra parte un territorio absolutamente inútil para los Portugueses, que no pueden aprovechar sus producciones, reducidas hoy á bosques y á los yerbales que disfrutamos actualmente en las faldas occidentales de las serranías de Maracayú, Amambay y San José; la cual yerba es de ningun uso entre los Portugueses, y al contrario muy extendido entre nuestras provincias internas. Á mas de esto, en aquel territorio se halla el mismo camino de Paraguay y Chiquitos sobre la ribera oriental del rio de este nombre, siendo el terreno medio bajo y pantanoso en tiempo de lluvias; de que se infiere que los Portugueses lo pretenden injustamente solo por avanzar sobre nuestras posesiones para impedir que nos sean útiles las referidas provincias de Chiquitos, Móxos y Santa Cruz de la Sierra, y con la esperanza de aprovecharse de él, cuando se apoderen de la navegacion y salida al mar por el rio Paraguay, que es el objeto principal de su insaciable codicia.

Los cinco fundamentos de mi opinion, reducida á que la línea divisoria debe dirigirse del Igurey al Mbotetey, me resolvieron á figurarla de esta manera, que creía absolutamente nueva; pero ví posteriormente que la adoptaba uno de los me-

Esa opinion
es que la línea
debe dirigirse
del Igurey
al Mbotetey.

1804.

jores geógrafos ingleses, sirviéndome este imparcial dictámen por fundamento. Tenia dispuesta mi carta y trazada la línea divisoria conforme la presente, cuando se recibió en el real depósito de hidrografía un mapa del globo, hecho en Lóndres por el célebre Mr. Arrowsmith, figurándose en él los rios Igurey y Mbotetey, y la línea divisoria del uno al otro rio. Fué inexplicable mi gozo al notar que reconocian los justos derechos de nuestro soberano los mismos Ingleses, que siempre han estado á favor de los Portugueses y en contra nuestra, cuando se ha tratado de menoscabar aquellos dominios de nuestro rey y señor; pero en la presente disputa no han podido menos de seguir el sentido obvio del texto en el artículo 8º del tratado, y el espíritu é intencion de este, sobre que la línea no perjudique los respectivos establecimientos ni sus comunicaciones. Á mas de constar la situacion de los rios Igurey y Mbotetey de manera que sus cabeceras son las mas vecinas entre sí, segun las irrefragables cartas que he citado, y conforme á las noticias que habria recibido Arrowsmith de los Portugueses, preocupándose estos de que insistiríamos en la única opinion que hasta ahora han sostenido nuestros comisarios, señalando el rio Corrientes por término septentrional de nuestra provincia del Paraguay.

Por otra parte no ignoraria el nominado geógrafo ingles nuestras heroicas empresas mediante las cuales tomamos posesion á nombre de Su Majestad del territorio que salva conmigo, continuando la línea divisoria del Igurey al Mbotetey. Tendria presentes las penalidades de nuestros mayores para habilitar el indicado camino por dicho territorio desde el Paraguay á Chiquitos y á Santa Cruz de la Sierra; pues consta que nuestros adelantados estipularon con Su Majestad esta comunicacion hasta el Perú. En su cumplimiento el adelantado D. Pedro de Mendoza envió al capitan Juan de Ayólas con dos bergantines y una barca para el rio Paraguay, y prosiguiendo por tierra llegó hasta el Perú; pero á su regreso murió á manos de los gentiles junto con un hermano de leche del emperador el Sr. Carlos V, un hermano legítimo del duque de Arnos, y otro

Viajes de Iraia
y otros
al rio Paraguay.

1804.

de Santa Teresa de Jesus. En su solicitud hizo el propio viaje el memorable conquistador Domingo de Irala. El sucesor de Mendoza, el adelantado Alvar Núñez Cabeza de Vaca, procuró cumplir personalmente aquella estipulación, y preparando tres bergantines, 120 canoas, 12 caballos, 400 Españoles arcabuceros y ballesteros y 1,200 Indios auxiliares, dispuso que la mitad de la gente y los caballos marchasen por tierra, yendo por el rio con la demas tropa : llegaron al rio Guachie, fondeó en la boca del Mbotetey, cuyo curso hizo reconocer demarcando su boca y tomando posesion de él á nombre de Su Majestad. Habiendo llegado á los Xaráyes se dirigió para Chiquitos; y obligado á regresar ordenó la propia empresa á Hernando Ribera. El nominado inmortal Irala gobernando despues aquellas provincias repitió segundo viaje con 350 Españoles y gran número de Indios auxiliares, embarcándose con unos en 7 bergantines, y enviando á los otros con los caballos por el camino de tierra en la banda oriental del Paraguay; pues la occidental se habia ya reconocido intransitable por sus inundaciones en tiempo de lluvias, y por falta de aguas y penalidad del piso en las otras estaciones : y habiendo llegado con toda su gente á los Xaráyes saltó en tierra y marchó por Chiquitos hasta los confines de las conquistas del Alto Perú; desde donde se comunicó por correos con Pedro de Gasca, que residia en su capital de Lima; despues de las cuales negociaciones regresó á la Asuncion del Paraguay, y comisionó al memorable valeroso Extremeño Nuño de Cháves para que fundase poblaciones, que facilitasen el propio camino que dejaba hecho del Paraguay al Perú por Chiquitos. En efecto, Nuño de Cháves marchó con 220 Españoles, muchos Indios y caballos, que fueron por el descrito camino de tierra á reunirse, y pasando á la banda oriental del Paraguay por el paralelo de Chiquitos, se propasó de los términos donde debia empezar las poblaciones dispuestas por Irala; y sabiendo la muerte de este héroe, no paró hasta el paraje en donde fundó la ciudad de Santa Cruz de la Sierra, de donde regresó por el mismo camino á la Asuncion del Paraguay con el designio de llevarse su mujer y familia á Santa Cruz de la

Sierra, lo que verificó recomendado por el virey conde de Niebla en la comitiva de Francisco Ortiz de Vergara; quien gobernando en la Asuncion pasó á Chárcas, á fin de sincerarse de su conducta ante aquella real Audiencia, « ó de dar cuenta de lo que en la tierra habia, » segun principia él mismo la relacion de este su viaje y salida que hizo del Rio de la Plata al Perú desde 8 de setiembre de 1565, que partió de la ciudad de la Asuncion del Paraguay con 21 naves de remo y 80 canoas, y en ellas 120 Españoles y 30 mancebos mestizos naturales del país, para el puerto de Itati (en la banda oriental del rio Paraguay á 19° 18' latitud sur), á donde habia enviado por tierra 880 caballos con 30 Españoles que los pasó á la banda occidental; y prosiguió su viaje por tierra á Santa Cruz de la Sierra, y de allí á Chárcas con el obispo del Paraguay D. Fr. Juan Pedro de la Torre y con los oficiales regulares, cuya comitiva regresó al Paraguay por el propio camino; y vino á dar á esta corte Ortiz de Vergara, donde presentó la citada relacion que se halla en el archivo general de Indias de Sevilla, legajo 9 de las relaciones y descripciones, cuya copia auténtica conserva el real depósito de hidrografia, y con ella se esclarecen várias circunstancias de este viaje, en que discordan los historiadores, así como en lo que dicen del inmortal Irala sobre su conducta para con Ayólas en el referido viaje que le ocasionó la muerte: sobre los cuales particulares se halla en el propio real depósito otro apreciable documento, y tambien otra copia auténtica de la real provision expedida en Madrid á 11 de diciembre de 1571 al adelantado Juan Ortiz de Zárate sobre la órden que debia observar en su navegacion y en su destino; y refiriéndose al asiento que tenia celebrado se le mandaba, que cumpliese el capítulo sobre las dos poblaciones, que debia establecer para facilitar el indicado camino desde el Paraguay por Chiquitos á las Chárcas, de donde debia hacer conducir ganados al Paraguay; y en efecto condujo por dicho camino su lugar teniente Felipe Cáceres muchas ovejas y vacas. Y habiendo muerto dicho adelantado en la Asuncion del Paraguay nombrando por albacea al capitan Juan de Garay, pasó este á Chárcas por el in-

1804.

dicado camino á negociar el casamiento de D^a Juana Ortiz de Zárate, hija del adelantado, con el oidor D. Juan Tórres de Vera y Aragon, en quien recayó el adelantazgo, y podia sufragar á la fundacion de los dos mencionados pueblos; y habiendo regresado Garay con los poderes correspondientes extendió sus miras al oriente de aquel territorio septentrional del Paraguay, hasta el Igurey, que nace de los campos de la ciudad arruinada de Xerez, la cual fundó sobre el Mbotetey mediante la comision que dió á Ruiz Díaz Melgarejo.

Visita
de la ciudad
de Xerez.

Corrieron quince años hasta el gobierno de D. Diego Rodriguez de Valdes y de la Banda, quien comisionó á D. Antonio de Añasca, vecino de la Asuncion, para que visitase dicha ciudad de Xerez. Sus vecinos invitaron á los Jesuitas para que fundasen en ella un colegio; cuyas instancias renovaron en 1632, haciéndoles entender que á los alrededores de Xerez vagaban várias naciones de Indios, entre ellos los Itatines, dispuestos á abrazar nuestra santa religion. En efecto, fueron con este designio los Padres Rançonier, Mancilla, Henart y Martínez, que fundaron en el territorio que salvo con mi línea los pueblos San José, San Pedro, Angeles y San Pablo, que destruyeron los Mamelucos facinerosos del Brasil, habiendo esclavizado muchos neófitos; pero reunidos hasta 3,000 de los que escaparon se restablecieron aquellas reducciones; de las cuales despidió á los Jesuitas el obispo D. Fr. Bernardino de Cárdenas, quien de acuerdo con el gobernador subrogó clérigos de su diócesis, á los cuales no quisieron sujetarse los Itatines, que volvieron á las selvas despues de 16 años, en 1648. De este modo desaparecieron aquellos nuestros pueblos, habiendo tambien llegado á su fin la ciudad de Xerez, cuyos moradores se vieron perseguidos de los Bárbaros y de los Paulistas, sin auxilio alguno, ni fomento de su fortuna; no habiéndolo tenido tampoco el expresado tráfico del Paraguay por Chiquitos al Perú, cuyas relaciones de intereses se habian prohibido indirectamente con lo determinado en las leyes 2^a, 4^a, 5^a y 10^a, título 14, libro 8^o, de la Recopilacion de Indias, que prohibian absolutamente y con severidad el comercio del Paraguay con el Perú por oro y plata,

que era lo único que podían apetecer los moradores del Paraguay, dando por estos metales sus frutos y efectos. Á mas de esta causal de la falta de trajino por el descrito camino que salvo con mi línea, sobrevino el establecimiento de las reducciones de Chiquitos por los Jesuitas, quienes segun su sistema general impedían á los Españoles el tráfico por sus pueblos y su trato. Queriendo ellos entablar la comunicacion de aquellos sus pueblos con los Guaraníes, comisionaron para la renovacion del descrito camino á los Padres Hervas, Yergos, Zea, Arce, Neuman, González y Suárez, en los años de 1702, 1703 y 1715, en que experimentaron la persecucion de los gentiles Payaguás. Y en 1740 les intimó el gobernador de Santa Cruz de la Sierra, D. Antonio de Argumosa Cebállos, una órden de la real Audiencia de Chárcas para que enviasen algunos de sus neófitos á restablecer el camino por el cual se pudiese ir al Paraguay cómoda y seguramente: en efecto, hicieron partir cien Chiquitos que llegaron al Paraguay sin embarazo alguno, y regresando por otra ruta encontraron una partida de Portugueses comandados por Antonio Piñeiro, quienes llegaron al pueblo de San Rafael en 8 de agosto de aquel año, enviados por el gobernador de Cuyabá con varios regalos para que negociasen con los Jesuitas el comercio de aquellas nuestras posesiones con las del Brasil; de lo que dieron cuenta al virey de Lima, enviándole dichos regalos.

Despues de las referidas tentativas para restablecer el descrito camino que practicábamos, y salvo con mi línea de Iguerey al Mbotetey, no se trató de otras hasta la plausible época del comercio libre por Buenos Aires, que ha despertado en aquellas provincias el deseo de restablecer su inmediata comunicacion y relaciones directas de comercio tan conveniente al de su metrópoli. Este era el asunto de una representacion que en 4 de diciembre de 1799 hizo el gobernador de Chiquitos al virey marques de Aviles, quien dió cuenta de ella al ministerio de Estado en 5 de abril de 1800, segun instruye la copia número 11 inserta en el apéndice. Dicho gobernador hacía presente que el obstáculo para la renovacion del referido nuestro camino

1804.

Nuevas tentativas
para restablecer
este camino.

1804.

directo desde Chiquitos al Paraguay, consistia tambien en los dos ilegítimos establecimientos portugueses Coimbra y Albuquerque, situados y fortificados en nuestra banda occidental del rio Paraguay contra todo derecho; con cuyo perjudicial proceder seguramente no han tenido otra mira los Portugueses que de interceptarnos aquella comunicacion para comerciar clandestinamente por ahora con las provincias de Chiquitos, Santa Cruz de la Sierra y Móxos, surtiéndolas de efectos europeos desde Cuyabá y Matogroso; cuando desde Buenos Aires por el Paraguay pueden proveerse aquellos nuestras provincias con mucha mayor conveniencia, y recibir los auxilios necesarios para que la dominacion portuguesa no las comprenda al cabo; que es el fin á que aspiran, embarazándonos la comunicacion directa del Paraguay mediante los dos mencionados establecimientos, y con la presente disputa, en que quieren limitarnos sobre la banda austral del rio Ipané, cuando nos corresponde aquel territorio hasta el Mbotetey, como he demostrado, y que nos es preciso renovar el prescrito camino que practicábamos, siendo inverificable otro por la banda occidental del rio Paraguay hasta Chiquitos á causa de las inundaciones en tiempo de ellas y su mal piso cortado de hendiduras, y falta de agua en las otras estaciones, segun es manifesto y lo reconocieron nuestros mayores, quienes abrieron y nos enseñaron aquella comunicacion arrojando heroicamente insoportables fatigas, hambres y frecuentes choques con los Bárbaros á cuyas manos derramaron su ilustre sangre, ó perdieron sus preciosas vidas en el empeño de reducir y poblar aquel mismo territorio, que salvo con mi línea, del que tomaron posesion á nombre de S. M., y procuraron conservarlo mediante las diligencias y disposiciones que he relacionado por mayor, creyendo que su recuerdo corrobora mi opinion de que la línea debe pasar del rio Igurey al Mbotetey.

Por los cuales podrán navegar los Portugueses, no porque les sea preciso, sino tan solo porque ya se nombró y determinó el Igurey en el artículo 9 del último tratado; el cual hubiera seguramente señalado la raya mas al norte, esto es, subiéndola

1804.

por el rio Pardo ó Parao, y pasando el Tacuarí por su principal ramal de Gamapuan, si se hubiera tenido presente que esta es la única ruta por donde á inmensa costa se comunican las posesiones meridionales portuguesas con las de Cuyabá y Matogroso; pues saliendo de San Pablo van al rio Tiete, y por él al Parañá, y por este al rio Pardo, cuyo curso ascienden cuanto pueden para seguir por tierra hasta Camapuan, y bajando por este, que se une al Tacuarí, prosiguen hasta su desembocadura en el rio Paraguay, que suben hasta el rio Chane, brazo del de los Porrúdos, por el cual continúan hasta el de Cuyabá, y llegan á la villa de Jesus de Cuyabá, de donde se encaminan por tierra y atraviesan el rio Paraguay hasta el Jaurú, por cuyas aguas arriban á la villa de Matogroso; el cual viaje practican sin interrupcion en cuatro meses, y si lo hicieran por el Igurey y Mbotetey, tardarian mas, como se ve en la carta. Es evidente que los Portugueses no pueden alegar derecho alguno al territorio comprendido entre la línea del Igurey al Mbotetey, y la del rio Pardo al Tacuarí, sino tan solo porque el artículo 9 del tratado designa el Igurey por término comun; lo cual se creeria una necesaria consecuencia de la generosa cesion que quiso hacer S. M. de los territorios de Cuyabá y Matogroso, esto es, porque se les facilitase su comunicacion con las posesiones australes del Brasil; pero como para lograrla les bastaba aquella ruta por el rio Pardo, parece que este debió ser el término comun, y no el Igurey, siendo de sospechar que los Portugueses ocultarian estas ideas, segun su costumbre de procurar desfigurar ú oscurecer los conocimientos locales cuando su ignorancia pueda perjudicarnos y aprovecharles. De todo lo expuesto se deduce que no solo es debido y conveniente el deslindar por el Igurey al Mbotetey, mas tambien que correspondia adelantarlo al norte hasta el rio Pardo ó Parao, y de sus cabeceras al Tacuarí por todo su curso para subir el Paraguay, segun sigue deslindando el tratado; para cuya interpretacion me ha sido preciso tener presente lo que dejo escrito en esta Memoria, que he concluido examinando las disputas que temerariamente han suscitado los Portugueses por menoscabarnos ingrata y

1801. ambiciosamente el territorio de que trato, y han defendido nuestros comisarios dejando margen á mi fundada opinion sobre la direccion de la línea divisoria por el Igurey al Mbotetey.

Conclusion
de esta Memoria.

En la cual me he afirmado con mayor satisfaccion ; pues habiendo manifestado sus indicados fundamentos el Sr. D. Félix Azara, cuando llegó de Paris á esta corte, me contestó que siempre se habia inclinado á ella. En efecto, señaló posteriormente en una Memoria el rio Blanco ó Guachie en lugar del Corrientes, anotando tambien al margen de uno de los papeles, que tuvo presentes, puede ser el Mbotetey el rio á que debe dirigirse la línea desde el Igurey. Creo haber hecho un singular servicio, siendo el *primero* que he defendido los derechos de S. M. al indicado territorio septentrional del gobierno del Paraguay, afirmándose mucho mas mi conviccion con el voto del Sr. Azara, quien como nadie ha estudiado aquellos países, dándolos á conocer en lo físico, geográfico y civil, segun lo acreditan sus obras impresas y manuscritas, despues de indecibles fatigas y muchos gastos, debiéndosele el descubrimiento oportuno de los referidos ilegítimos establecimientos portugueses, Coimbra y Albuquerque, que se reconocieron por la primera vez á su costa, segun se certificó por el nominado virey marques de Aviles, que gobernaba aquellas provincias, procurando el mejor servicio de S. M., al cual deseo vivamente contribuir con cuanto dejo escrito. — Madrid, 30 de mayo de 1805.

(Firmado) Miguel LASTARRIA.

Copia literal del capítulo XI del Extracto de los preceptos y órdenes para las Doctrinas del rio Paraná y Uruguay, hecho por determinacion del Padre Manuel Quirini, en el año de 1751, cuyo capítulo trata sobre la armeria y armas (1).

Retrato del rey.

234. El retrato del rey nuestro señor y sus armas es debido y justo que se tenga en la armería, para que á sus tiempos se

(1) Este documento se halla tambien en el mismo volumen de la Colec-

ponga en público como se estila. P. Visitador. N. P. General Francisco Retz. Año de 1732.

1804.

232. No se permita que nuestros Indios tengan en sus casas armas de fuego , ni usen de ellas como suyas ; y si alguno tuviere alguna, recójase y póngase en la armería comun, y cuando vayan á algun viaje no las llevarán sin licencia del Padre superior. Ord. comun 57.

Armas de fuego.

233. Todos los antecesores mios han encargado el uso y ejercicio de las armas de todos los géneros, y lo encargo de nuevo, por la cédula real de S. M. háganse los alardes, y aquellos dias gástese con los Indios alguna carne, yerba ó sal de su prerogacion para que lo hagan con mas afecto y aplicacion, y una vez al mes se tire al blanco. P. Zea, P. Hernan, P. Machoni, P. Bernardo. Háganse estos alardes, asistiendo á ellos el cura ó compañero ; pues está esto tan encomendado aun de nuestros PP. generales. P. Luis de la Roca.

Ejercicio de armas y los domingos.

234. Adiéstrense otra vez en todos los pueblos algunos mozos escogidos en el uso de las armas de fuego, y ténganlas limpias. P. Bernardo Hufdorffer.

Armas de fuego.

235. Entren los domingos de siete años arriba con arcos y flechas, y los que no lo hicieren serán castigados de sus curas, los cuales deben asistir al registro. El P. Zea, y de cuando en cuando el maestro de campo y sarjento mayor, han de registrar si tienen bastantes flechas y sus armas corrientes. P. Bernardo.

Entrar los domingos con armas. Registro de ellas.

236. Los muchachos hagan tambien su ejercicio de armas. P. Machoni.

Muchachos.

237. Cada pueblo tenga reservados unos 200 caballos para que se puedan valer de ellos en las ocasiones de guerra. P. Bernardo.

Caballos reservados.

238. Cada pueblo tenga á lo ménos 60 lanzas y 60 desjarreteras, 7,000 flechas de fierro, buenos arcos, hondas y piedras, y dos Indios deputados para que siempre tengan limpias y corrientes las armas. P. Zea.

Armas de prevencion.

cion de manuscritos de la Biblioteca real de Paris, donde está la Memoria de Lastarria, cuya publicacion termina en la página precedente.

1804. 239. Téngase especial cuidado en las centinelas de noche,
Centinelas. rondando dentro y fuera del pueblo. P. Ignacio Frías.
- Pólvora. 240. Hágase pólvora en todos los pueblos cuanta se pudiere.
P. Zea (1).
- Superintendentes 241. Para los casos urgentes de guerra habrá cuatro superin-
de guerras tendentes señalados por el P. provincial; uno Uruguay arriba,
y sus consultores. otro hácia Yapeyú, otro en la otra banda del Uruguay, y otro
en el Paraná, y cada uno tendrá sus dos consultores para los
casos de guerra. Ord. com. Id.
242. Los pueblos de la otra banda del Uruguay harán por su
parte la espía de los pinares en los tiempos acostumbrados, y
se les señalará paraje á donde dejar sus señas. P. Ignacio Frías.
P. José de Aguirre.
- Es copia conforme al capítulo XI del citado cuaderno titulado
Extracto, etc., que se encontró entre los papeles que tenían los
Jesuitas, pertenecientes á la administracion de sus Misiones; y
lo conservo en mi poder. Madrid, 31 de diciembre de 1804.

(Firmado) LASTARRIA.

(1) Este precepto ú orden jesuítico no puede concebirse en términos mas precisos, claros y absolutos. Parece que se cumplió puntualmente, pues cuando la expulsion de los Padres, encontramos en aquellos pueblos Guaraníes pólvora y crecidas cantidades de salitre y azufre. Con este mismo simple que aun existia en almacenes, hicimos pólvora cuando los Portugueses invadieron en la última guerra los siete pueblos del Uruguay que detentan. Con todo el P. Jesuita Juan José Rico, hallándose en esta corte de procurador general de su provincia del Paraguay, negó ante el real y supremo consejo de Indias el cargo sobre que en aquellas Misiones se fabricaba pólvora, siendo un inconveniente que prohibian las leyes; y expuso que no habia allí salitre, y que habiéndose ofrecido unos Franceses para enseñar á los Indios su fabricacion, rehusaron los Padres, tanto por no introducir extranjeros, como por los inconvenientes de tenerla, que los importaba prevenir; bien que era cierto que en algunos pueblos la hacian como hasta 20 libras, y muy floja; pues solo servia para fuegos artificiales en sus fiestas y que aun esto hubieron embarazado á la menor insinuacion de los gobernadores.

PRIMER PERÍODO.

ESPAÑA É INGLATERRA.



INVASION INGLESA AL RIO DE LA PLATA.
CONQUISTA Y RECONQUISTA DE BUENOS AIRES.

*Memoria y narracion histórica de la pérdida y reconquista de
Buenos Aires.*

CAPÍTULO PRIMERO.

TOMA DE BUENOS AIRES.

Por los últimos de mayo, ó principios de junio del año de 1806, empezaron á aparecer en la costa del sur de este Rio de la Plata varios buques ingleses de guerra, con quienes al presente nos hallábamos en enemistad. La atalaya ó vijía de este puerto de Montevideo, destinada para el descubrimiento y avi-

1806.

Los Ingleses
se presentan
en 1806
en el
Rio de la Plata.

(1) Estos datos históricos, así como los documentos sobre la conquista de Buenos Aires por los Ingleses y la reconquista por los naturales, son tomados de la interesante *Coleccion de documentos* relativos al Rio de la Plata, por el Sr. Dr Don Valentin Alsina, publicada en Montevideo, 1851.

1806.

sos de buques de esta ciudad , comienza á anunciarnos la arribada de aquellos, y en órden á ellos remitir sus correspondientes partes á este gobierno. El mismo oficio hace el pueblo de Maldonado, sito á la boca de este rio, desde cuya situacion diariamente los divisaba. Con estas noticias ya verídicas , el gobernador de esta plaza , D. Pascual Ruiz Huidobro , despacha varios chasques á la capital de Buenos Aires, para que cercioren del hecho al virey de estas provincias, marques de Sobre-Monte.

Conducta
del gobernador
y del virey
á este respecto.

Este, fundado no sé en qué principios, desprecia, ó no le hacen mayor novedad los referidos chasques, en que se le anuncia el próximo azote del enemigo. En este estado, como pasasen los dias , y los buques permaneciesen siempre á la vista, determinó el dicho gobernador de este puerto ordenar al primer piloto de la real armada, D. José de la Peña, que saliese con su falucho á recorrer la costa, y traernos noticias mas individuales de los dichos buques. En obediencia á esta órden púsose en viaje inmediatamente Peña, que habiendo conseguido el aproximarse á ellos, conoció en número 3 navios, 1 fragata, 1 corbeta y 2 bergantines enemigos (1), los cuales, luego que divisaron á este, procuraron darle caza; pero él, valido de la lijereza de su falucho, procuró huir, lo que consiguió, metiéndose en el puerto de la Ensenada de Barragan, desde cuyo destino procura el 22 de junio anotar al virey de todo lo acaecido. Este, luego que recibe el parte de Peña en que le cerciora de las enemigas fuerças existentes en el Rio de la Plata, y reconocidas inmediatamente por él, le ordena que sin demora alguna pase á la capital á instruirle, y tratar verbalmente con él en el caso. Mas no sé por qué en aquel momento no tomó el dicho virey las mas activas providencias de defensa, sino que espera á tratar verbalmente con este, como

(1) Estos números están mencionados en el manuscrito. Bajo ellos se percibe claramente — 4 fragatas, 3 corbetas y 2 bergantines, — lo cual viene bien con lo que poco despues se dice; aunque algo mas adelante se observa otra pequeña variacion á este respecto.

1806.

si el dicho piloto le hubiese de decir otra cosa de palabra que lo que le habia dicho por escrito. Ello es que Peña, en cumplimiento de la orden del virey, llegó por tierra el 23 á la noche á Buenos Aires, é inmediatamente se presentó en el fuerte en que conferenció dos horas con el virey, ratificándose siempre en lo que de antemano le habia dicho. Mas el virey, quién sabe por qué instrucciones, acérrimo en despreciar la opinion de Peña, solo trata de convenir con él que son enemigos, pero que no traen por objeto el batir las plazas, sino que vienen al corso, resentidos de las presas que en el año anterior les habian hecho en la costa del este los dos corsarios *Orian* y *Reina Luisa*, procedentes de este puerto de Montevideo. ¿Pero en qué fundaria el dicho virey tan firmemente esta opinion? ¿Acaso tenia alguna secreta comunicacion con ellos, en virtud de la cual le habian descubierto sus ideas? Pero no es creible. En fin, manda á Peña que vuelva á la Ensenada, y con su falucho venga á Buenos Aires á sus órdenes; en cuyo cumplimiento, el 24 por la mañana se regresa Peña al dicho puerto de la Ensenada.

El día 25, al amanecer, se presentaron ya á la vista de Buenos Aires las 4 fragatas, 3 corbetas y 3 bergantines que Peña habia referido. A cuya vista ¿qué diria el marques de Sobre-Monte? Con este motivo se tocó la generala, á cuyo sonido todo el vecindario, como fieles y leales vasallos, se presentaron en el fuerte desde las 7 á las 9 de la mañana á defender los derechos de su rey y los propios, procurando infundir valor con sus acciones y palabras, aun en los mas viles y cobardes. Sin embargo de todo esto, aun no se tomaba disposicion alguna, sino ántes al contrario, se observaba una pura inaccion, no obstante que á los buques enemigos se les veía aproximar á los Quilmes, tres á cuatro leguas distante de la ciudad, y que con sus botes y lanchas hacian el desembarque. Al fin, á fuerza de instancias, y de un hecho tan claro, se distribuyeron armas á las milicias de caballería de Buenos Aires, y se destinaron á atacar al enemigo en aquel punto, asociándose 800 blandengues bajo el mando del comandante D. Nicolas de la Quintana;

Desembarque
de los Ingleses.

1806.

pero es de notar, segun públicas noticias, que no se les dió otras armas á una parte que espadas y pistolas, en que no cabia cartucho. Toda esta gente, comandada por el Sr. subinspector D. Pedro de Arce, llegó á su destino, en el cual es preciso dejarles por un instante miéntras decimos que á las 10 y média de la mañana se proveyeron de fusiles en el fuerte á mil y mas urbanos que en él se presentaron, pero sin piedra ni cartuchos, previniéndoles que por la tarde ocurriesen por dichas municiones á casa de sus respectivos capitanes; y el 26, á las once de la mañana marcharon 600 de las milicias provinciales con sus oficiales y banderas á pié, á Barrácas, y por su retaguardia el Excmo. Sr. virey.

Combate
favorable á ellos.

No bien se habian retirado del fuerte los urbanos, cuando se observó en los Quílnes un corto tiroteo, á cuyo tiempo habian ya desembarcado perfectamente los enemigos, lo que hubiera sido imposible si se hubiese querido evitar; pues estos, despues de mucho trabajo, saltaron en un bañado, en donde, por la propia situacion, se hallaron imposibilitados para la defensa, y tuvieron que impender el 25 y 26 para salir de él; en cuyo tiempo los nuestros se contentaban con ser testigos oculares de sus trabajos y fatigas, por tener órden de sus jefes para no acometerles, miéntras no saliesen de aquel estado. Lo cual conseguido el 26, rompen los nuestros el fuego en distancia que no sea herido el enemigo. Este va acercándose y ganando terreno, los nuestros á cortas descargas tocan retirada, sin saber por qué motivo, poniéndose en precipitada fuga, y dejando en el campo del ataque 3 cañones y un obus, de que inmediatamente se apoderó el enemigo.

Este es un suceso totalmente inaudito en las historias, y cuyo principio á todos se nos oculta.

Segunda generala.

Durante la refriega referida, se toca segunda vez generala en la ciudad, anunciando al resto de los vecinos que en ella quedaban, que se hallaban sus compatriotas en el último apuro. Estos, fieles y deseosos de defenderlos, siendo hora de medio dia, despreciando el preciso alimento, vuelven á juntarse en el fuerte, en número de mas de 2,500, á quienes se distribuyeron

armas, ordenando que 6 compañías de urbanos, que componian como 1,200 hombres, se fuesen á acuartelar á la barraca de Marcó, y chacarita de Santo Domingo, comandados por el brigadier D. José Ignacio de la Quintana, á quien el virey habia destinado á este efecto; y que en el ínterin, las milicias de negros y mulatos quedasen guarneciendo el fuerte y la ciudad.

1806.

No bien habian salido los urbanos á medio camino de su marcha, cuando refieren sugetos fidedignos que encontraron al Sr. sub-inspector D. Pedro de Arce, el cual viendo á su hijo que iba capitaneando una de las compañías de los urbanos, acercándose á él, le dijo estas trémulas y balbucientes palabras, las que he tenido á bien insertarlas en esta narracion, porque son dignas de toda atencion y memoria: *Los enemigos son como 4,500, y pórtate como debes y es debido, con concepto á que mañana estaremos todos bajo la dominacion de Su Majestad Británica.* Estas expresiones puede cada uno de los lectores gloriarlas, y darles todo el valor que en ellas comprendan. Yo me contentaré con decir que el terror es seguramente un microscopio de excesivo aumento; pues no siendo mas los enemigos, como se sabe de cierto, que 1,560 hombres, se le aumentaron al caballero Arce hasta el número de 4,500.

Expresiones
del sub-inspector
D. Pedro de Arce
dirigidas á su hijo.

Mas al fin apenas habian llegado los urbanos al lugar de su campamento, cuando se les presentó á caballo su comandante, con un aspecto mas á propósito para un fúnebre duelo que para batirse con el enemigo é infundir valor en los que comandaba, lamentando la triste situacion en que se ven sin tener siquiera un hombre á caballo para cerciorar á los que están destacados en Barrácas de su llegada á aquel sitio, ni disponer conducir artillería á las barrancas, uno de los puntos que con mas facilidad pueden defenderse en la ciudad, la que tenian los urbanos. En estas críticas circunstancias, la fortuna brindó á los urbanos acuartelados en la barraca de Marcó con tres cañones, que este casualmente allí tenía. Con este feliz hallazgo, animados, móntanlos en sus cureñas, y con el subteniente D. Juan Bautista Otamendi, mandan al fuerte á comunicarle al virey su feliz encuentro, y suplicarle les remitiese municiones para

Conducta
negligente del virey
y de su sustituto.

1806.

su defensa. En su llegada, el dicho Otamendi sabe no estar allí Su Exca., y se encuentra con D. José Pérez Brito, encargado del mando por el virey, el que hecho cargo de la solicitud, responde por oficio no haber lugar á lo que solicitan los urbanos.

Llegada
de los Ingleses
al puente
de Gálvez. Tiroteo.

Los enemigos, como hemos visto, ganada con tanta ventaja la primera accion en el campo inmediato á los Quílmcs, hallando el campo libre por la retirada de los nuestros, van ganando terreno hasta conseguir llegar á las siete de la noche del dicho 26 al puente de Gálvez, sito en Barrácas, donde á la sazón se hallaba un trozo de los nuestros con dos cañones, defendiendo aquel ventajosisimo lugar. Este, sin duda, es uno de aquellos puntos que, defendiendo con algun vigor, nunca hubiera conseguido superar el enemigo. Este, luego que llegó al dicho puente, que ya ardia por disposicion del virey, hizo algun fuego, el que siendo en sus principios con alguna energía voluntariamente sostenida por los nuestros, cesó, y se pasó la dicha noche del 26 atrincherándose en la casa de Gálvez, que está del otro lado del puente. Aquí se nos oculta por qué causa ó motivo no se mandó demoler la dicha casa, viéndose que era tan seguro asilo al enemigo.

Cobardía
de un coronel
y de unos oficiales.
Defensa heroica.

He dicho que los nuestros sostuvieron *voluntariamente* el fuego, porque á la primera descarga, segun públicas noticias, desampararon sus lugares, y se pusieron en fuga el coronel y oficiales de las milicias provinciales, quedando solamente con intrepidez y valor D. Juan Olondriz del regimiento Fijo, y el cadete abanderado D. Juan Vázquez, hijo de Montevideo, con solas dos compañías de granaderos de milicias provinciales, con las que defendieron gallardamente aquel paso toda aquella noche. Los restantes, con 800 blandengues y su comandante Quintana, se refugiaron á la casa de recreo de los Belermos, á juntarse con el virey, que se hallaba allí con 2,000 hombres: este consiente en el abandono de Barrácas, y manda se dirijan al punto conocido con el nombre de *Paso Chico*, asegurando que allí se dirigian los enemigos, lo que nunca estos se imaginaron.

Los pobres urbanos, desde el lugar donde los habian acampado, nada sabian é ignoraban del todo estos funestos sucesos, mas como por otra parte no se echaba mano de ellos para nada, se imaginaban que los nuestros se hallarian en buen pié, pues no hubieran implorado su auxilio. Con este cuidado, despachan incesantes patrullas y espías que averiguen el estado de los nuestros existentes en Barrácas: estos vienen por fin la referida noche del 26, anunciándoles el abandono de aquel lugar, y poca gente que allí se mantenía. Con esta infeliz noticia coligen nuestro mal estado, y levantan la voz clamando se les lleve á aquel punto, que es el interesante, que quieren defenderlo, y que son gustosos en perder allí sus vidas. Para el efecto no pareció un solo oficial veterano que los dirigiese; y los oficiales urbanos, careciendo de pericia militar, y temerosos de incurrir en alguna pena, no accedieron á las súplicas de sus gentes, por mas que lo solicitaban; con lo cual manifestaban el amor á la patria y fidelidad á su soberano.

En este estado se pasó toda aquella noche, hasta que por fin amaneció el 27, en que nuestros pocos militares aun defendian á los Ingleses el paso del Riachuelo; mas por último, roto generalmente el fuego de fusil y cañon, ya cansados, y viendo el continuo abandono que de ellos hacian, y la indolente situacion en que los habian puesto, pues ni un mal antemural se habia construido para defensa de sus cuerpos, de suerte que colocados en campo raso, el único preservativo que tenian de las balas del enemigo, eran sus propias personas, tuvieron á bien el retirarse todos llenos de gloria y honor, señaladamente el abanderado Vázquez, cuyo valor llegó á salvar la artillería, de la cual, apoderado el virey, desde la casa de los Belermos huyó al Monte de Castro, legua y média ó dos distante de la ciudad, junto con la gente que tenia; cuya fuga es digna de notar, pues parece regular que ya abandonado el punto de Barrácas, tratase de reunirse con los urbanos que se hallaban sobre las barrancas de la ciudad, lo que si hubiese practicado, hubiera tenido que retroceder el enemigo.

En este ínterin, tratan de pasar el rio los enemigos, para lo

1806.

Conducta patriótica
de los urbanos.

Inexplicable
fuga del virey
al Monte de Castro.

1806.
Defecion militar.
Patriotismo
de los urbanos.
Bases
de capitulacion.

que se valen de las lanchas que, no sé si de intento, se habian mandado colocar en aquel oportuno lugar ; pero sea como se fuere, él consiguió pasarle y aproximarse al centro de la ciudad : lo cual empezado á verificar, no sé si para que tuviese la entrada mas franca, pues no es de decir que se hallaban ya en estado imposible de defensa, vuela el brigadier Quintana, á las nueve de la mañana del dia 27, á ordenar á los urbanos que se retiren al fuerte, pues se encuentran en un estado en que se ven obligados á capitular. ¡ Oh ! ; y quién creyera que una ciudad tan populosa como Buenos Aires, con 12 á 13 mil hombres capaces de tomar las armas, hubiera sido reducida á este infeliz estado por 1,560 Ingleses, todos extenuados y fatigados ! Obedecen los urbanos á la voz de Quintana , retirándose al fuerte, al cual á poco rato llegó á caballo un oficial ingles, conducido por D. Juan del Pino, con el objeto de capitular. Al salir el dicho oficial del fuerte, al llevar á su general las proposiciones de convenio, que al fin de esta obra colocaré, para que este las confirmase, los urbanos y el pueblo que estaban dentro del fuerte, conociéndose ya bajo la dominacion británica, sin saber cómo, comprendiendo en aquel entónces muchas cosas, y sintiendo la pérdida de su rey, cual era de razon; despues de vomitar infinitos improprios, levanta la voz y desordenadamente dice : *Viva el rey de España, á las barrancas, franquéense balas y pólvora, y los cañones del fuerte* ; voces hijas de un justo sentimiento y de un verdadero patriotismo ; las cuales, luego que fueron oidas por D. Francisco Caballero, comandante del tercer batallon del Fijo, á fin de contenerlas, levanta la voz, interponiendo su autoridad : *Oficiales de guardia, centinelas, atajen, no dejen salir á nadie*. Pulse cada uno cual debe estas militares expresiones.

Demostraciones
de amor patrio.

No amedrentó esto al pueblo, ántes produjo en él un nuevo aumento de valor, repitiendo segunda vez las propias expresiones ; pero á fin de impedir efusion de la propia sangre, no quisieron atropellar las guardias y numeroso gentío que se hallaba en la puerta del fuerte, y se contentaron con demostrar su sentimiento con acciones exteriores, arrojando los fusiles, rom-

piendo algunos, virtiendo expresiones de verdadero sentimiento.

Aquí es de advertir que la mas de la gente habia pasado desde el 25 hasta el 27 sin alimento casi alguno, expuestos á las lluvias y vientos que reinaron en aquellos dias; con cuyo motivo, á las 11 1/2 de este dia, se ordenó á la gente, que, dejando en el fuerte las armas, se retirasen á sus casas á comer, y que á las dos de la tarde, hora en que habia de entrar el enemigo, volviesen á rendirle á este las armas. Todos obedecieron en orden á lo primero; mas, por lo que toca á lo segundo, fueron muchos á quienes el rubor no les permitió que lo ejecutasen. ¿ Y quién sería el que no se llenaria de verguenza en el acto de rendir las armas á una tropa advenediza, que se hallaba dentro de la ciudad sin saber por qué medios? Ello es que las tropas enemigas al mando de los generales en jefe de mar y tierra, D. Guillermo Carr Berresford y Home Popham, se posesionaron de la ciudad de Buenos Aires el 27 de junio de 1806. Suceso á la verdad inaudito, y victoria sin lauro el mas mínimo para el vencedor. ¿ Pues qué valeroso general numerará entre sus hechos heroicos y victorias conseguidas la que ha logrado sin contraposicion alguna, como de lo dicho se colige ser la presente?

1806.

Consúmase
el crimen
de lesa-patria.

Los Ingleses
toman posesion
de Buenos Aires
el 27 de junio.

CAPÍTULO II.

SUCESOS POSTERIORES Á LA TOMA.

Hemos visto ya en el capítulo antecedente quedar bajo la dominacion británica tan extraordinariamente la ciudad de Buenos Aires, á quien el propio Ingles aun en sus primeros años de fundacion supo respetar, dígalo el corsario ingles Eduardo Fontano; confírmelo por los años de 1587 el terrible pirata Tomas Candich, cuyas buenas disposiciones aun Luis el Grande tuvo que respetar, cuando por los años de 1658, con ánimo de apoderarse de esta ciudad, equipó á toda costa tres barcos, los que vinieron al mando del general Timoteo de

El patriota Peña
participa
este suceso
al gobierno
de Montevideo.

1806.

Osmat, conocido por el caballero de la Fonten; pero le salió muy adverso su designio por habérsele apresado la capitana con pérdida de mucha gente y de dicho general; y las otras dos regresaron á Francia bien maltratadas. Confirmelo el jefe Estévan Moreau, cuando por los años de 1717 proyectaron los Franceses establecerse en las inmediaciones del Cabo de Santa María, á 8 leguas de Castillos. Esto mismo experimentaron los Dinamarqueses por los años de 1699; y otro tanto dirán los Portugueses por diferentes ocasiones, y los Holandeses en 1628. Esta ciudad, que en otros tiempos supo defenderse del enemigo, la acabamos de ver dominada por un corto número de ellos. Luego inmediatamente de haber experimentado Buenos Aires tan lamentable desgracia, el piloto Peña, que se hallaba en la Ensenada, trató de salir de allí con su falucho y comunicar á este gobierno de Montevideo tan infausta noticia, lo que verificó arribando á la Colonia del Sacramento, desde donde comunicó por oficio á este gobierno lo acaecido, mas no asegura mas de la pérdida ignorando en un todo sus circunstancias. Esta noticia causó la impresion mas sensible en los moradores de esta, ya por ser nuestros inmediatos compatriotas, ya por las relaciones de sangre y mercantiles con que se hallan enlazadas estas ciudades. Con cuyo motivo, todos deseosos de saber el hecho, ya el gobierno, ya los particulares, remiten copiosos espías, los que, pasados algunos dias, vienen confirmándonos la noticia de Peña, el no saberse el destino del marques de Sobre-Monte, el que solo se sabe se puso en salvamento con su familia y haberes; que los enemigos tienen ya en su poder los caudales de nuestro soberano; que los están colocando en sus buques junto con las armas mas preciosas que encontraron, y otras muchas noticias á este tenor, que sería demasiado difuso si tratára de referirlas todas.

Apréstase
Montevideo
á la reconquista.

Con estas tristes noticias crece la sorpresa y confusion; y mientras que el enemigo, lleno de terror por verse con tan poca gente en medio de una ciudad tan populosa, por una parte trata de fortificarse redoblando las guarniciones del fuerte y otros destinos, que en un tanto le prometan su seguridad,

miéntras le llega el refuerzo, que en el acto de la victoria tiene pedido á su rey, y por otra procura dulcificar los ánimos de los patricios, ofreciéndoles con engaños grandes ventajas de sacudir el yugo del muy amable gobierno de España, y pasar á la dominacion de la Gran Bretaña, los de Montevideo tratan de fortificarse á fin de que no les suceda el mismo azar, y al mismo tiempo ponen todas sus miras y empeño en aprestar una armada del mejor modo que las circunstancias les permitan, y pasar á la capital á libertarla del pesado yugo de este nuevo Faraon. Mas como el alma y móvil de estas empresas sea la gente y el dinero, y en el acto careciese esta ciudad de uno y otro, por hallarse con un cortísimo número de tropa, y el real erario con pocos fondos para amparar una empresa de esta naturaleza, la ciudad, llevada de un puro patriotismo, discurre medios como hacerse de uno y de otro. Los vecinos voluntariamente se imponen una pension durante la guerra, despues de grandes desembolsos que hace el comercio y hacendados. Superado de este modo el inconveniente de no haber dinero, se despachan circulares por toda la campaña, convidando á sus moradores y habitantes para un acto tan heróico y ofreciéndoles el pré mensual de diez pesos á los que asistan sin caballos, y con doce á los que con estos, á mas de la carne y el mate, vicio reinante del país; extendiéndose á tanto la liberalidad de esta ciudad, que aun á las tropas pagadas por el rey les prolonga el sueldo en la forma dicha.

Con estas diligencias se consigue tener en breves dias sobre armas 7 á 8 mil hombres, todos voluntarios, y que vienen dispuestos á perder sus vidas, los que diariamente va recibiendo en trozos el Sr. gobernador de esta plaza, y exhortándolos con mucha bazarria.

Organizadas ya de esta suerte las cosas, trátase de hacer la proyectada reconquista; mas como esta no sea dable formalizarla sin la proteccion de este gobierno, á quien en la ocasion únicamente reconocíamos, se le comunica al Sr. D. Pascual Ruiz Huidobro esta idea. Este la conjetura una cosa ardua á resolver, pues teme, con fundamento, el exceder sus facul-

1806.

Hombres
sobre las armas.

Se decide
emprender
la reconquista.

1806.

tades, y ser responsable á esta accion. No se detiene la ciudad : pasa repetidos oficios de un mismo tenor ; el pueblo á gritos y por las calles lo pide , y se teme que , de no acceder, se forme algun siniestro tumulto en la ciudad cuyas consecuencias serian fatales ; pues no es dable , dice el pueblo , que hallándose con fuerzas suficientes, deje á sus queridos compatriotas bajo una tirana dominacion. Al fin el gobernador, impelido de estos antecedentes, hace consejos de guerra en que se decida la pretension. Despues de muchos debates, resulta del consejo, que se forme una escuadrilla de las lanchas cañoneras y buques pequeños para el efecto de la reconquista de Buenos Aires.

Buenos Aires
pide ese auxilio.

En el interin llegan chasques de la capital , en que aquella eficazmente nos suplica este socorro, pues nos dicen sus individuos que aunque es cierto se hallan en la presente época bajo el gobierno británico , están prontos todos á sacudir aquel nuevo y extraño yugo, y volverse á la potestad de S. M. C. Esta ciudad, que ya de por sí se habia resuelto á tan heroica empresa, siente en sí un mayor aumento de deseos al oir las eficaces súplicas de sus inmediatos moradores , pues ellos confiesan no tener en lá ocasion otro amparo ni asilo que el de Montevideo. Este, que, como he dicho ántes, no aguardaba mas que la resolucion del gobierno para poner en planta sus ideas, luego inmediatamente que se vió con ella , comienza á aprestar lanchas y disponer buques en número suficiente para el efecto. Es tanto el regocijo y tanta la actividad , que cada uno de por sí quiere tomarse tan honrosa comision ; pues prevén ya que sus efectos serán para llenarse de gloria y de un renombre eterno. De esta suerte consíguese disponer todo en algunos dias.

Se confia el mando
de las tropas
á D. Santiago
Liniers
y á D. Juan
de Concha.

Entre estas cosas llegan várias noticias de Buenos Aires , ya favorables, ya tristes, lo que hace de nuevo vacilar al gobierno sobre la dicha expedicion ; mas la ciudad , siempre constante, sin que nada le amedrente , clama por que se lleve á debido efecto ; con lo cual el gobierno se ratifica en su anterior resolucion. Con este ánimo, regladas las tropas, se les da por general

principal al Sr. D. Santiago Liniers, capitan de navío, y el mando de mar se entrega á D. Juan de Concha, capitan de fragata (1).

1806.

(1) Esta Memoria y los documentos á que se refiere, continuan en el siguiente tomo.

FIN DEL TOMO CUARTO.

1

2

